

P. ROSSI ET LA SUISSE

THÈSE

**pour le Doctorat de l'Université
présentée à la
Faculté des lettres de l'Université de Paris**

par

Paul-Emile SCHAZMANN

Docteur en Droit de l'Université de Genève

ÉDITIONS SONOR

Genève 1939



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554628_0006

P. ROSSI ET LA SUISSE

THÈSE

pour le Doctorat de l'Université
présentée à la
Faculté des lettres de l'Université de Paris

par

Paul-Emile SCHAZMANN
Docteur en Droit de l'Université de Genève

ÉDITIONS SONOR

—
Genève 1939



INTRODUCTION	p. ix
------------------------	-------

LIVRE PRÉLIMINAIRE

La formation de Rossi

CHAPITRE I. — *L'enfance de Rossi.*

Rossi naît à Carrare le 3 juillet 1787. Carrare et le duché de Modène avant la Révolution française. L'« encyclopédisme » à Modène. La campagne d'Italie et Rossi. p. 1

CHAPITRE II. — *Les études universitaires de Rossi.*

Rossi à Pise puis à Bologne. Introduction du droit naturel à Bologne. Rossi découvre Vico. Les « lumières » à l'université de Bologne. Succès de Rossi. p. 6

CHAPITRE III. — *Premières activités de Rossi à Bologne.*

Rossi crée l'Académie des *Filodicolgi*. L'unité de la langue. Les « rayons ». Les amis de Rossi à Bologne. Rossi entre dans l'enseignement. p. 9

CHAPITRE IV. — *Premier séjour de Rossi à Genève et en Suisse.*

Rossi et ses clients suisses. Rossi à Genève, excursion à Ferney, la cour d'assises de Genève. Voyage à Fribourg et à Berne. La Confédération suisse sous l'Acte de médiation. p. 12

CHAPITRE V. — *Rossi professeur à Bologne.*

Rossi de retour à Bologne est nommé professeur de procédure civile à l'Université. Il obtient la chaire de droit criminel. Rossi et l'indépendance italienne. La campagne de Murat en 1815. Proclamations de Rossi inspirées de l'histoire et du progrès. « Risorgimento ». Echec de Murat. Exil de Rossi. p. 15

LIVRE PREMIER

Rossi à Genève pendant la Restauration

CHAPITRE VI. — *Rossi à Genève et à Genthod en 1815.*

La « réponse » de Rossi « aux imputations répandues contre lui après son départ de Bologne ». p. 21

CHAPITRE VII. — *Rossi et les libéraux genevois.*

Rossi se lie avec Etienne Dumont, Le Fort, M.-A. Pictet. Rossi et la constitution genevoise de la Restauration. L'influence de Bentham sur Rossi et sur Etienne Dumont. Le juge Bellot. Sismondi. Amélioration de la constitution. p. 25

CHAPITRE VIII. — *Rossi et le cosmopolitisme genevois.*

La bibliothèque britannique. Dîners chez Bonstetten. Soirées chez M^{me} Eynard-Châtelain. Rossi et Byron. Traductions de Byron par Rossi. Rossi à Coppet. Rossi et l'avocat anglais Victor de Broglie. p. 34

CHAPITRE IX. — *Rossi et les cantons suisses.*

Voyage de Rossi à Zurich avec Scarlett. Ils voient le libéral P. Usteri, auteur de la révision de la constitution helvétique de 1799. Nouvelles visites à Coppet. p. 39

CHAPITRE X. — *Les cours libres de Rossi.*

Cours d'histoire de la jurisprudence. Succès de ce cours. Il révèle des connaissances très étendues et une conception nouvelle. Influence de Baudouin, de Vico, de Montesquieu et de l'école historique. Il cite l'historien suisse J. de Muller. p. 42

CHAPITRE XI. — *Rossi professeur de droit à l'Académie de Genève.*

Difficultés provenant de sa religion. Sa nomination le 3 avril 1819. L'opinion de Dupin. Nouveau domicile de Rossi. Nouvelles salles de cours. Le cours de droit romain. La théorie de l'histoire du droit. La chaire de droit criminel. p. 52

CHAPITRE XII. — *Rossi citoyen de Genève.*

Voyage de Rossi à Milan en 1819. Voyage de Confalonieri à Genève. Fiançailles de Rossi avec une Genevoise. Les syndics de Genève apprécient les cours de Rossi. Le 11 avril 1820, ils le reçoivent bourgeois de la ville et citoyen de la République. Mariage de Rossi. p. 58

CHAPITRE XIII. — *Rossi rédacteur des Annales de législation et de jurisprudence.*

La création des Annales par Rossi. Son article sur *L'étude du droit dans ses rapports avec la civilisation*. Rossi s'y révèle historien et juriste. Essai de synthèse des lois et des sentiments et des besoins de la nation. Intérêt de Dupin et de Savigny pour les Annales. Hommage de Rossi aux libéraux. p. 62

CHAPITRE XIV. — *Rossi député.*

Abaissement du cens électoral à Genève le 28 juillet 1829. Election de Rossi et d'autres libéraux. Rossi parle contre l'assurance mutuelle obligatoire, au nom de la liberté. p. 67

CHAPITRE XV. — *Activités diverses de Rossi.*

Visites à Chêne, chez Sismondi, Candolle ; à la Grange chez Guillaume Favre, ami de Sainte-Beuve ; à Coppet chez le duc V. de Broglie. Collaboration de Rossi aux travaux législatifs du duc de Broglie. Retraite à Genollier. p. 70

CHAPITRE XVI. — *Rossi et les réfugiés italiens de 1821.*

Difficultés faites aux réfugiés par les conservateurs, la Diète helvétique, la Sainte Alliance. Intervention de Rossi et des libéraux. Les frères Ciani et Ph. Camperio se fixent à Genève. P. Rossi et P. Giordani ; ils s'entretiennent de sujets historiques. Bref de la Cour de Rome. Rossi rapporte sur le Bref. p. 74

CHAPITRE XVII. — *La deuxième année des Annales de législation et de jurisprudence.*

Rossi étudie les rapports du droit et de la morale. Il compare les méthodes de l'école exégétique, de l'école historique et de l'école philosophique. Critique historique. p. 79

CHAPITRE XVIII. — *Rossi et la loi sur le mariage civil.*

Ballot avait posé la question du mariage civil dans les *Annales de législation*. Jusqu'en 1824, seuls les mariages protestants étaient admis à Genève. Rossi rapporte sur cette question au Conseil Représentatif. La loi est adoptée malgré une vive opposition. p. 82

CHAPITRE XIX. — *Les recherches de Rossi sur la Suisse.*

Nouvelles visites au duc de Broglie. Le duc s'entretient de l'histoire de la Suisse avec Rossi, en 1824. Les recherches historiques de Rossi. La Société suisse d'utilité publique.

p. 86

CHAPITRE XX. — *Voyages et activité législative de Rossi, de 1826 à 1828.*

Rossi va à Paris avec le duc de Broglie. Travaux de droit pénal du duc de Broglie. Loi genevoise sur la presse. Rigaud, premier syndic de Genève, devient l'ami de Rossi. Leur voyage à Londres.

p. 91

CHAPITRE XXI. — *Le Traité de droit pénal de Rossi.*

Travaux préliminaires : communication à la Société suisse d'utilité publique. Publication du *Traité* en 1829. Justice humaine et justice absolue. Système pénitentiaire genevois. Réfutation de Beccaria. Modification de l'utilité générale de Bentham.

p. 95

CHAPITRE XXII. — *Rossi, le duc de Broglie et Guizot.*

Rossi collabore à la loi sur la faillite préparée par le duc de Broglie, puis à la *Revue française* créée par Guizot en 1829. Guizot et le duc de Broglie cherchent à retenir Rossi à Paris. Rossi, de retour à Genève, prépare une loi sur le jury.

p. 100

CHAPITRE XXIII. — *Rossi pendant la Révolution française de 1830.*

Rossi espère la libération de l'Italie. A Genève, Bellot obtient l'élection directe. Rossi suit l'évolution des cantons suisses et la libération de la Belgique.

p. 104

LIVRE II

Rossi, Historien de la Suisse

CHAPITRE XXIV. — *Rossi professeur d'histoire.*

Rossi enseigne l'histoire de la République romaine en 1830, l'histoire des Pays-Bas et particulièrement l'histoire des Belges au début de 1831. A la fin de 1831, il ouvre un cours d'histoire de la Suisse.

p. 107

CHAPITRE XXV. — <i>Le manuscrit du cours d'histoire de la Suisse.</i>	p. 111
CHAPITRE XXVI. — <i>La personnalité de l'auteur.</i>	p. 114
CHAPITRE XXVII. — <i>Les sources de l'Histoire de la Suisse de Rossi.</i>	p. 117
CHAPITRE XXVIII. — <i>La critique historique de Rossi.</i>	p. 136
CHAPITRE XXIX. — <i>La construction historique de Rossi.</i>	p. 144
CHAPITRE XXX. — <i>L'exposé de Rossi.</i>	p. 151
CHAPITRE XXXI. — <i>La philosophie de Rossi.</i>	p. 155
CHAPITRE XXXII. — <i>Les caractères distinctifs de la Suisse, d'après Rossi.</i>	p. 163

LIVRE III

Rossi et la politique fédérale

CHAPITRE XXXIII. — <i>Rossi et l'évolution des cantons suisses après 1830.</i>
--

Rossi crée *Le Fédéral*. Il étudie la politique de Genève et des cantons depuis la Restauration et les troubles de Bâle et de Neuchâtel en 1831.

p. 169

CHAPITRE XXXIV. — <i>Rossi et la Confédération après 1830.</i>
--

Craintes de Rossi. Le Pacte de 1815 ne permet pas à la Suisse d'évoluer en présence des dangers intérieurs et extérieurs. Les ennemis d'une révision. Ses amis.

p. 177

CHAPITRE XXXV. — <i>Rossi délégué à la Diète fédérale de 1832.</i>
--

Nomination de Rossi à la Diète. Discours de Rossi. La révision du Pacte fédéral est votée. Rossi est nommé rapporteur de la commission. Rossi parle à la Diète du projet d'université fédérale, des événements de Neuchâtel, de la révision du Code pénal militaire.

p. 181

CHAPITRE XXXVI. — <i>Les travaux de la commission de révision.</i>
--

L'opinion de Rossi sur les événements pendant la révision. Les questions préparées par Rossi, Hirzel, Pfyffer.

p. 185

CHAPITRE XXXVII. — *L'Acte fédéral projeté et le Rapport de Rossi.*
p. 188

CHAPITRE XXXVIII. — *Les modifications apportées au « Pacte Rossi ».*
p. 192

CHAPITRE XXXIX. — *L'échec du Pacte et le départ de Rossi.*

Rossi est nommé délégué à la Diète de 1833. Sa mission diplomatique à Paris. Il y apprend le rejet du projet de Pacte par le canton de Lucerne. De retour en Suisse, Rossi écrit au duc de Broglie d'éviter l'intervention de la France dans les affaires fédérales. Le calme rétabli par la Diète, Rossi, dont les meilleurs amis libéraux sont déjà morts, à Genève et à Zurich, cède aux instances du duc de Broglie, de Guizot, de Victor Cousin. Professeur au collège de France et à la faculté de droit de Paris, il continuera à s'intéresser à la Suisse.

p. 195

CONCLUSION p. 204

PUBLICATIONS DE ROSSI, MANUSCRITS INÉDITS,

BIBLIOGRAPHIE p. 207

INTRODUCTION

Pellegrino Rossi a passé dix-sept années en Suisse. Il y est venu âgé de moins de trente ans pour en repartir presque quinquagénaire. Jusqu'à présent, ses biographes se sont surtout occupé des deux dernières périodes de son existence, correspondant à son activité d'économiste dans la chaire de J.-B. Say au Collège de France, puis de diplomate à Rome. Son rôle en Suisse n'a pas été traité. Ses contemporains, Huber-Saladin et le comte d'Ideville, n'y ont vu que des aspects anecdotiques. A notre époque M. Ledermann, auteur d'une excellente thèse sur Rossi, l'homme et l'économiste, ne s'est point étendu sur Rossi et la Suisse, ayant principalement en vue les théories économiques de Rossi, toutes postérieures à son séjour dans la Confédération. Il a néanmoins fixé quelques traits de ses années passées à Genève, — il nous est arrivé de les utiliser en les citant, — mais a laissé de côté son activité de juriste et d'historien et de ce fait également les bases profondes de son projet d'Acte fédéral.

La découverte que nous avons faite, à la Réserve de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, à Paris, du manuscrit considérable d'Histoire de la Suisse de Rossi, les documents inédits concernant l'activité législative fédérale de Rossi et ses relations avec la haute politique française conservés au château de Broglie, que M. le duc de Broglie a bien voulu mettre à notre disposition, nous ont incité à entreprendre la biographie de Rossi dans ses rapports avec son premier pays d'adoption, la Suisse.

Des manuscrits inédits conservés au Val-Richer, que M. le professeur Pouthas a bien voulu demander pour nous à M. Jean Schlumberger et nous communiquer, nous ont également été très utiles en nous montrant les relations de Rossi avec Guizot. Nous

leur en exprimons notre reconnaissance. Nous avons donné la liste d'autres documents manuscrits utilisés, avec notre bibliographie.

Avant d'entrer dans le vif de notre sujet, il nous a semblé indispensable de rechercher, dans un livre préliminaire, la formation intellectuelle et politique de Rossi. Dès le début de son séjour à Genève, elle lui ouvrira les portes des libéraux genevois : Sismondi, Etienne Dumont, Bellot, d'autres encore.

A Genève, l'activité de Rossi fut très variée. Il y acheva des travaux importants, notamment son *Traité de droit pénal*.

Un livre entier de notre thèse a été consacré au cours d'*Histoire de la Suisse* de Rossi. Cette œuvre considérable, premier cours d'histoire nationale suisse fait à Genève, nous montre en Rossi un historien de valeur ; elle marque une avance considérable sur les ouvrages antérieurs, en particulier l'histoire dominée par des préoccupations esthétiques de Jean de Muller, et introduit en Suisse la méthode historique. Ces travaux scientifiques mirent le professeur en rapport avec les savants d'Europe, Guizot, le duc de Broglie, V. Cousin, Savigny.

Les recherches exigées par ses cours d'histoire ont été pour Rossi lui-même un guide incomparable lors de la rédaction du projet de pacte fédéral de 1832. Dans cette constitution soumise aux cantons, il cherchera à réaliser les grands principes résultant de l'histoire de la Suisse, en les adaptant au « progrès ». L'histoire de cette activité de Rossi député à la Diète de Lucerne et de Zurich et rapporteur du projet d'Acte fédéral constituera le troisième livre de notre étude.

LIVRE PRÉLIMINAIRE

LA FORMATION DE ROSSI

CHAPITRE I

L'enfance de Rossi

Pellegrino-Luigi-Odoardo Rossi naquit à Carrare, dans le duché de Modène, le 3 juillet 1787 et fut baptisé le lendemain ¹. Il était le quatrième enfant du premier lit de son père, qui en aura encore trois du même et sept d'un second mariage. Aucun de ses frères et sœurs, dont plusieurs sont morts jeunes, n'a laissé de traces durables. Son premier prénom, Pellegrino, restera attaché à son nom. Il était déjà porté par son grand-père paternel. Chez notre héros, il semble de plus présager sa vie cosmopolite de pèlerin.

Carrare était la ville d'origine de la mère, Maria-Domenica née Bernacca. Le père était descendu du petit village de Miseglia, situé à un quart de lieue de là, en amont, sur le torrent Carrione. La cité natale de Pellegrino Rossi, sans être éloignée de la mer, est située au centre d'un cirque formé par les Alpes Apuanes. Elle offrit aux regards de l'enfant des bâtiments taillés par d'habiles sculpteurs dans le marbre tiré des carrières réputées. Tout autour de lui, les richesses inépuisables de la nature sont soulignées par les progrès de l'art humain. Le campanile ligure du dôme est un témoin de l'art roman, la façade gothique a une

¹ Laszlo LEDERMANN : *Pellegrino Rossi*, p. 23. Paris, Sirey 1929.

rose découpée dans la pierre avec la grâce que Rossi retrouvera à Sainte-Catherine de Pise. La demeure habitée par le poète Petrarque en 1343 est riche de pensée, dans la ville où le langage toscan succède au dur patois de Gênes.

Le château féodal des Malaspina a été transformé en résidence ducale au XVI^{me} siècle par Albéric I Cybo-Malaspina. Hercule III, duc d'Este, avait acquis par mariage le duché de Massa et Carrare au temps où Rossi y vint au monde, et l'avait rattaché à ses Etats de Modène.

Le duc d'Este n'était pas un mauvais prince. Très économe et même avare, il utilisait ses ressources à la construction des routes. Ayant reconnu que l'impôt direct frappait surtout les petits propriétaires, tandis que les gros y échappaient grâce à un cadastre falsifié, il fit refaire le registre foncier et soulagea ainsi la majorité de la population des campagnes.

Hercule III reconnaissait d'autres abus, survivance de la féodalité, mais il n'eut pas le courage de les combattre. Des fiefs considérables accordaient de grands droits aux inféodés. Ces privilèges étaient plus répandus qu'en Lombardie : banalités, cours de justice seigneuriales, chasses immenses. Les nobles n'abusaient d'ailleurs pas de leurs droits.

Le duché de Modène était très fertile, surtout en blé et en vin, mais des règlements interdisaient l'exportation et les fermiers généraux touchaient d'importants bénéfices.

Le pouvoir municipal lui-même appartenait aux seuls nobles. La bourgeoisie s'en trouvait exclue. Les membres de la magistrature civile étaient, de fait, désignés par une commission composée de quelques nobles qui s'entendaient avec le ministre et le souverain.

Dans les campagnes, tout propriétaire pouvait, en principe, donner sa voix. Mais les relations directes entre les petits possesseurs et les nobles rendaient les premiers dépendants des autres. Le conseil municipal dépendait à son tour du conseil d'économie de la capitale et cette assemblée était constamment « sous la verge du ministère ». ¹

¹ Joseph GORANI : *Mémoires secrets et critiques des cours, des gouvernements et des mœurs des principaux Etats de l'Italie*. Paris, 1793. T. III, p. 173 ss.

Rossi était âgé de deux ans quand la Révolution française éclata. Pendant son enfance, les princes italiens, le duc de Modène comme les autres, interdisaient l'entrée des journaux français, supprimaient dans les gazettes italiennes les passages favorables aux idées égalitaires. Mais, le grand mouvement intellectuel, précurseur de la Révolution, avait eu depuis longtemps des échos en Italie.

L'influence des idées françaises sur la péninsule remonte au siècle de Louis XIV. Plus tard, les doctrines philosophiques et politiques du XVIII^{me} siècle y jetèrent des racines profondes. Les théories de Montesquieu, de Condillac, de Tracy et d'Helvétius, qui ont permis à la France d'écarter les abus de l'ancien régime, avaient été, au début, secondées en Italie par plusieurs gouvernements. En Lombardie, en Toscane, à Parme, à Naples, à Modène, on ne redoutait pas alors le langage du siècle, comme le rappellera plus tard Rossi lui-même. L'économiste anglais Bentham aurait également été cité et utilisé ¹. La Révolution allait séduire particulièrement la jeunesse intellectuelle, issue de milieux qui avaient eu à se plaindre des abus. Elle y était encouragée par des esprits « éclairés » comme Firmian et Beccaria à Milan, Filangieri, disciple de Rousseau, à Naples, Verri dont les *Méditations sur l'économie politique* combattaient le système des fermiers généraux, Tanucci, professeur à Pise, avant d'introduire de nombreuses réformes à Naples comme ministre des Bourbon.

Le duché de Modène, où Rossi fit toutes ses études secondaires, avait été soumis à l'influence de l'« encyclopédisme » ². Déjà Muratori, qui avait été longtemps bibliothécaire à Modène, complétait ses travaux d'érudition historique d'une philosophie et les animait d'une pensée. Le Président de Brosses, après l'avoir rencontré, disait : « Il veut jeter les bases historiques d'une nation qui a existé. »

Les quelques œuvres écrites dans le duché de Modène, au XVIII^{me} siècle, nous montrent chez ces auteurs modernes des admirateurs de Voltaire plutôt que de Rousseau et des disciples

¹ *Revue française*, nov. 1829, p. 5.

² Arturo PARISI : *Contributo allo studio dell' Enciclopedia nel ducato Estense*, con prefazione del Prof. Giulio Bertoni. Modène, G. Ferraguti, 1936.

de Montesquieu. Les sciences naturelles révélèrent des esprits distingués : L. Spallanzani, professeur de physique à Modène de 1760 à 1769, connaissait parfaitement la langue française et correspondit avec Voltaire et les Genevois Charles Bonnet et Jean Senebier ; Araldi écrivait sur l'optique de d'Alembert ; Frassone est l'auteur d'un commentaire de l'*Entretien sur la pluralité des mondes* de Fontenelle. Or ce dernier avait proclamé au début du XVIII^{me} siècle sa foi dans le progrès des sciences au point d'en faire un véritable mythe ¹.

Au collège civil de Corrège, dirigé par les religieux des écoles pieuses, il fut permis à Rossi de s'enthousiasmer pour les progrès des sciences dus aux découvertes de Galilée et de Newton. Il associera plus tard leurs noms à ceux de Bacon et de Montesquieu, tous grands esprits qui brisèrent « ... les chaînes forgées par la pédanterie et la routine... » ². Alors, il se contenta de terminer brillamment ses études secondaires en rédigeant une composition relative à ses expériences et observations sur les lois de l'attraction des corps, au mois de juin 1803. Ce travail fut publié la même année ³. Il portait à la première page, en plus du millésime, la date de l'an II de la République.

Pendant les années de collège de Rossi, les événements politiques s'étaient succédés avec une rapidité foudroyante. Pellegrino était un enfant lorsque la campagne d'Italie livra son pays aux armées de la Révolution. La génération de ses parents n'avait jusqu'alors entendu qu'un son de cloche sur les événements de France. On les dépeignait comme un massacre sanglant. Rossi lui-même parlera plus tard de la Terreur comme d'un « ... tigre repu de sang et de chair » qui, sous le Directoire, « replie ses griffes sanglantes... » ⁴

Les troupes d'Augereau n'amenèrent toutefois pas de catastrophe. Elles se présentèrent en antagonistes des tyrannies

¹ Paul HAZARD : *La crise de la conscience européenne (1680-1714)*. Paris, Boivin, 1935. T. II, p. 118.

² ROSSI, dans *Annales de législation et de jurisprudence*, Tome I^{er}, p. 5. Genève, 1820.

³ *Leggi e Modificazioni della Forza d'Attrazione dedotte dall'esperienze, de osservazioni*. Modène, B. Soliani, 1803.

⁴ ROSSI : *Histoire de la Suisse*, Ms., p. 334 verso. (Cf. liste des manuscrits.)

du passé. A Modène, en particulier, le duc et son peuple haïssaient secrètement la maison d'Autriche.

Plus tard, Rossi a décrit en Bonaparte : « l'homme fatal, l'homme des destins, celui qui avait la mission de reconstruire le monde avant de le livrer à l'action de la liberté.... » ¹ Enfant, il entendit parler de ce jeune général qui « s'élançait... dans les champs de l'Italie plein d'ambition et de poésie.... » et il comprit qu'« au souffle de son génie se dispersaient comme du sable les phalanges stupéfaites de l'Autriche et ces lourds bataillons qui, accablés sous le poids d'une vieille renommée ne cessaient de se rendre au pied des Alpes.... » ².

Il semble que le petit Rossi, — il avait alors neuf ans —, ait été pris d'admiration pour l'épopée de Bonaparte. Toute sa vie, il parlera en termes émus du « vainqueur d'Arcole », qui avait rétabli dans les plaines de la Lombardie, la simplicité foudroyante de la stratégie ancienne. Il la comparera ensuite au « ...grand principe stratégique des Suisses, l'action des masses sur les centres... le principe des hommes de Schwytz, avec toutes ses modifications des temps et des découvertes qu'il a nécessairement amenées.... » ³.

En 1799, après un combat livré sous les murs de Modène, les Autrichiens imposèrent au Duché un joug cruel. Ils étaient accompagnés de Russes et de Turcs, et massacrèrent des héros. Rossi avait douze ans lors de cette invasion autrichienne. A cet âge, on se souvient déjà. Lorsque, en 1800, les troupes françaises revinrent, la population les accueillit cette fois en libératrices. Avec elles, des émigrés chassés par les Autrichiens furent rapatriés. Ils avaient été gagnés en France à la cause de la Révolution.

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 335.

² ROSSI, *ibidem*, p. 135.

³ *Idem, ibidem*, pp. 169 et 169 bis.

CHAPITRE II

Les études universitaires de Rossi

Le duché de Modène avait été transformé en province de la République cisalpine puis de la République italienne, lorsque, en 1803, Pellegrino fut envoyé par ses parents à Pise, pour y entrer dans la carrière des études supérieures. Les enseignements de Tanucci n'y avaient pas été complètement oubliés. D'autre part, l'introduction du Code Napoléon allait constituer un progrès extraordinaire sur les lois de procédure antérieures.

La discipline juridique plut au jeune Rossi — doué dans de nombreux domaines, — au point qu'il en fit l'objet de ses études. Il suivit les cours avec une attention remarquable, puis quitta Pise à la fin de 1804 pour se faire immatriculer dans la célèbre haute école de Bologne.

Rossi s'adonna avec assiduité à l'étude, dans la ville où les statues à l'effigie des grands juristes du XIII^{me} siècle allaient attirer l'attention de Savigny : Rolandinus Passagerius et Aegidius Fuscararius sur la place Saint-Dominique ; Rolandinus Romanicus sur le mur extérieur de Saint-François ¹. L'Université de Bologne avait en effet dû sa célébrité au droit romain. A la fin du XVIII^{me} siècle, on y enseignait, de plus, le droit canonique et le droit des Etats pontificaux. Enfin, déjà à l'époque où Rossi y poursuivait ses études, l'enseignement faisait une large part au droit naturel d'une part, au Code Napoléon d'autre part. Un de ses biographes qui l'a bien connu et fut son collègue

¹ F. C. v. SAVIGNY : *Ueber den juristischen Unterricht in Italien*, dans *Zeitschrift für Geschichtliche Rechtswissenschaft*, tome VI, fasc. I. p. 204. Berlin, Nicolai, 1828,

au Conseil représentatif de Genève, a écrit de Rossi qu'il fut formé à l'école des Filangieri, des Beccaria, des Galiani et des Verri ¹.

Savigny sera d'autre part frappé, en visitant l'Université de Bologne, de constater que plusieurs disciplines appartenant en général à la Faculté de philosophie y relevaient de l'école de droit ². Nous verrons, grâce aux notes prises plus tard à l'un des cours que Rossi fera à Genève, ses connaissances en matière de philosophie et en particulier son admiration de Vico, le génial auteur de la *Scienza nuova*.

L'Université de Bologne, selon le témoignage d'un écrivain qui l'avait visitée peu d'années avant l'occupation française ³, présentait une réunion d'hommes sages, instruits et dont la conduite et les talents étaient ordinairement très distingués. Ces professeurs jouissaient d'une grande considération dans l'Etat.

L'Université et l'Académie n'avaient point été soumises à l'inspection du Pape, ni de ses prélats. Ainsi l'idéal d'indépendance italienne avait pu s'y perpétuer mieux qu'ailleurs et s'y développer, sous l'influence des « lumières ». On aimait à nommer un professeur de droit canon qui hasardait quelques propositions malsonnantes au Vatican ⁴.

Sous l'ancien régime, le cardinal Buoncompagno avait cherché, en vain, à assujettir sa patrie à la chambre apostolique et à l'annone. Cette province avait gardé son gouvernement aristocratique, le sénat héréditaire qui exerçait l'administration supérieure de la province et de la ville de Bologne. « ...Quels qu'aient été dans tous les temps les efforts des papes pour l'asservir, comme toutes les autres villes de l'Etat ecclésiastique », écrivait en parlant de Bologne le comte Gorani, « elle a su résister, elle a conservé une partie de son indépendance. » ⁵

C'est à Bologne que le comte Gorani, après avoir voyagé dans toute l'Italie, avait trouvé le plus grand nombre de partisans

¹ HUBER-SALADIN : *M. Rossi en Suisse de 1816 à 1833*, p. 35. Paris, 1849,

² SAVIGNY : *Ibidem*, p. 206.

³ Joseph GORANI : *Mémoires secrets et critiques des cours, des gouvernements et des mœurs des principaux Etats de l'Italie*, tome II, p. 468. Paris, 1793.

⁴ *Revue française*, nov. 1829, p. 6.

⁵ GORANI : *Ibidem*.

de la Révolution française et le plus d'intérêt et de curiosité pour la mieux connaître :

« ...J'y ai trouvé », écrivait-il, « même parmi les sénateurs, des êtres faits pour la liberté et qui consentiraient à renoncer aux avantages de leur naissance pour redevenir des hommes »¹.

Rossi fit ses études dans ce milieu épris d'indépendance, sensible aux lumières, opposé comme l'avait été Gianone à Naples, au pouvoir temporel de l'Eglise. Le pays devait alors une partie de sa liberté aux armées de la République et à Napoléon.

Les certificats d'examens de Rossi à l'Université de Bologne révèlent des qualités qu'il convient de retenir. Ils ont été publiés par G. Sforza², puis par M. Ledermann³. L'originalité de l'étudiant avait été remarquée par le professeur Luigi-Matteo Valeriani-Molinari, auteur distingué d'ouvrages d'économie politique⁴. Le plus grand éloge lui sera décerné par le professeur Girolamo Prandi, qui a insisté sur sa singulière intelligence, sa rapidité pour écarter les doutes et la clarté de son exposé. Or il s'agissait là de l'enseignement de la philosophie morale et du droit naturel, disciplines alors nouvelles dans l'Université longtemps figée dans l'étude des codes de Justinien.

¹ GORANI : *Mémoires secrets*.

² *Cronache sentimentali*, Anno II, n° 11. Florence, 15 nov. 1909.

³ P. Rossi, p. 282.

⁴ *Del prezzo delle cose tutte mercantili*. Bologne, 1806 ; *Trattato sulle misure*. Bologne, 1807. Cf. CAVAZZONI-PEDERZINI : *Intorno alla vita, opere e dottrine di L.M. Valeriani*.

CHAPITRE III

Premières activités de Rossi à Bologne

Rossi avait acquis l'estime de tous ses professeurs, et les avait étonnés par des dons exceptionnels. Après de brillantes études, il semble n'avoir pas tout de suite trouvé sa voie. Successivement secrétaire d'une académie locale d'éloquence créée avec quelques amis, secrétaire du parquet de Bologne, avocat depuis 1809, Rossi allait renoncer à ces diverses occupations.

Rossi fondait alors l'Académie des *Filodilogi* avec Monsignor Pellegrino Farini, les avocats G.-B. Secretti, Filippo L. Creolani, Salvi, Francesco Lisi et Domenico-Dalmonte Casoni. Ce dernier avait fait son stage d'avocat avec P. Rossi, chez Gambari.

L'académie fut inaugurée le 19 décembre 1808, dans une salle de l'ancienne Université de Bologne, sous la présidence d'honneur du poète et littérateur Paolo Costa ¹.

Les statuts de l'académie furent rédigés par Rossi, qui en était le secrétaire, et furent plus tard publiés dans l'*Irnerio*. Le but de la société était de restaurer l'éloquence du forum et, pour cela, le principal instrument serait une langue « nationale ». Par cette langue, qui ne devait pas être fondée sur l'équivoque et sur l'erreur, mais sur la vérité, on devait arriver à faire progresser l'administration de la justice.

L'idée de l'unité de la langue, que divisait une infinité de dialectes, n'avait jamais été exprimée si clairement en Italie. Elle avait été timidement défendue par G.-R. Carli dans le

¹ Carlo Lozzi : *Pellegrino Rossi secondo alcune notizie e lettere raccolte e per la prima volta pubblicate*, dans *Rivista penale di dottrina, legislazione e giurisprudenza*, vol. VI, p. 271. Rome-Venise, 1877.

journal créé par Verri et ses amis, *Il Caffè*, mais le 17 avril 1765 Verri avait réfuté ces arguments.

Nous avons d'autre part peu d'informations sur les premières idées politiques de P. Rossi. Au moment où les comices de Lyon avaient nommé Napoléon président de la République cisalpine et Melzi vice-président, l'Italie semblait divisée en partisans de Melzi et en admirateurs du seul empereur. La police napoléonienne semble avoir ignoré l'existence d'une association fondée à Bologne, qui bientôt s'étendit jusqu'en Sicile sous le nom de « rayons ». Rossi la connaissait bien et la décrira plus tard avec sympathie, sans qu'on puisse affirmer qu'il en ait fait partie. Au moment où Rossi vint à Bologne, on lui assurait que les rayons comptaient plus de 50.000 associés ¹. Sans avoir de système politique, les affiliés aux rayons réclamaient l'indépendance nationale. Cette société secrète avait avant tout pour but de réagir contre l'influence de l'Autriche. Certains de ses membres voulaient également étendre son action contre la France. Rossi nous a montré les hommes les plus distingués de l'armée, du barreau et même un grand nombre de fonctionnaires publics en faisant partie.

Les quelques amis éminents de Rossi à cette époque n'affirmaient pas des opinions politiques très marquées. Nous savons qu'il fut lié avec Vincenzo Monti. Ce poète adoré des Italiens, révérend de l'Europe, se montrait opportuniste en politique. Trop bon et craintif pour ne pas chercher à plaire aux puissants, il ne faussait toutefois jamais les principes. Dans la majesté sévère de son visage, Rossi découvrait le sourire affectueux de celui qui, selon un contemporain, détestait la dissimulation et imaginait facilement le bien, l'intelligence et le génie d'autrui ². Rossi devait aimer en Monti l'ennemi des oppresseurs du genre humain et du vice triomphant, le respect de la vertu pauvre, l'amour de l'Italie dont il désirait aggrandir le patrimoine d'utilité, de courage, de science, de prospérité et de gloire. Rossi partageait l'admiration de Monti pour l'écrivain napolitain J.-B. Vico et ne tarda pas à en connaître la philosophie mieux que le poète.

¹ *Revue française*, nov. 1829, p. 25.

² Pietro GIORDANI : *Opere*, 2^{me} édition, T. I, p. 129. Florence, 1851.

Monti écrivait, en effet, de la *Scienza nuova* de Vico : C'est une montagne qui recèle des mines d'or, mais est difficile à escalader.

Pellegrino Rossi s'était d'autre part pris d'amitié pour Carlo Botta ¹, son aîné de vingt ans. Ancien médecin de l'armée d'Italie, Botta est l'auteur d'ouvrages sur l'agriculture favorables au partage des terres et d'ouvrages historiques sur le Piémont et sur la guerre d'indépendance américaine. Il avait fait partie de la Consulta piémontaise avec Carlo Bossi et Carlo Giulio, puis de la Commission exécutive, et fut deux fois député au corps législatif français. Rossi trouvait en lui l'ennemi des tyrannies, qu'elles fussent monarchistes ou jacobines.

Ce que nous avons dit de P. Rossi jusqu'à présent permet de se le représenter d'une vive intelligence, précoce au point d'étonner ses maîtres, curieux de connaître et de comparer les faits et les doctrines, du passé et actuels.

Admirateur de Napoléon en qui il trouvait à la fois la stratégie des communes luttant contre la féodalité, les idées généreuses de la Révolution française et la fin de ses désordres, Rossi n'affirmait pas lui-même d'opinions politiques marquées. Il se montrait épris de progrès et révélait un goût particulier pour le droit naturel, s'inspirant de la philosophie de Vico et du XVIII^{me} siècle français.

Avocat de talent, parlant bien, Rossi ne tarda pas à renoncer au barreau, qui ne laissait que peu de temps à l'érudition et aux spéculations de l'esprit. En 1812, il fait jouer toutes les influences dont il dispose pour être nommé professeur d'institutions civiles au lycée de Bologne, bien que ce poste fut mal payé et cela malgré de réels succès au barreau. Cette décision a marqué un des grands tournants de la vie de Rossi. Il révélait ainsi un goût très marqué pour l'enseignement.

¹ En 1837, en effet, C. Botta écrit de Paris à son fils Scipion : « Le professeur Rossi est mon ami intime depuis plus de vingt ans. C'est un homme de génie et bien supérieur aux bavards qui font tant parler d'eux... » Bibl. univ. de Genève, Manucrit.

CHAPITRE IV

Premier séjour de Rossi à Genève et en Suisse

Au moment où Rossi entra dans l'enseignement, il était déjà un avocat réputé. De riches clients étrangers venaient lui confier des intérêts importants. Ainsi un magistrat du canton de Vaud, en Suisse, Benjamin Crud, ancien président de la Chambre administrative du département du Léman, l'avait chargé de défendre ses intérêts et ceux du Genevois Calandrini. L'un et l'autre possédaient des terres entre Bologne et Ravenne.¹

Quelques mois après sa nomination au Lycée de Bologne, Pellegrino Rossi vint à son tour visiter Genève et la Suisse. Que le jeune Italien ait ébauché alors une aventure sentimentale avec la fille de son client, M^{lle} Fanny Crud et ait même désiré l'épouser², ne nous importe guère ici. Notons toutefois que Rossi n'eût pas répugné à s'allier à une famille « ...bien connue pour son aversion pour toute pensée révolutionnaire.... »³. L'attachement de Crud au vieux Berne, en effet, l'avait fait emprisonner en 1798 par le général Brune.

De Genève, Rossi accomplit le pèlerinage de Ferney, le 11 septembre 1813. Il en fit part à l'un de ses amis avocat à Bologne, G. A. Guidi⁴. Cette promenade de plusieurs lieues à travers la plaine qui s'élève imperceptiblement jusqu'aux pentes dominées par la crête du Jura, cette visite à la chambre du patriarche, lui permettront de situer le milieu où était née une partie de la

¹ J.-L. LE FORT : *Pellegrino Rossi à Genève*. Bibliothèque publique et universitaire de Genève, Manuscrits, Re. Le Fort, 99.

² LEDERMANN : *Ibidem*, p. 50.

³ P. ROSSI : *Riposta alle imputazioni diffuse contro di lui dopo la sua partenza da Bologna, scritta a Genthod in data del 14 luglio 1815 S.l. S.d. (1815)*.

⁴ PERICOLI-GUI : *Cinque lettere politiche*. Faenza, 1877.

pensée du XVIII^{me} siècle. Ainsi l'intérêt des choses du passé, chez Rossi, ne demeure jamais livresque. Dans la mesure du possible, il cherche à voir de ses propres yeux les lieux qui ont vu la création d'une œuvre ou un événement se produire.

Le 12 septembre 1813, Rossi se trouvait à la session de réouverture de la Cour d'assises, à Genève¹. Vingt années plus tôt, la République de Genève s'était donné une constitution inspirée à la fois des principes de la Déclaration des droits de l'homme et de ceux des constitutions anglaises. Le pouvoir judiciaire était alors nommé par le peuple, mais les jugements n'étaient rendus qu'avec l'aide du jury. Plusieurs des juges qui constituaient encore le Tribunal du chef-lieu du Département du Léman en 1813 avaient été parmi les premiers à appliquer les principes de la Constitution genevoise de 1804, puis le Code Napoléon. Le pouvoir judiciaire présentait sous l'Empire cette particularité d'être demeuré entre les mains des familles aristocratiques genevoises, tandis que l'exécutif et le législatif leur avaient échappé.

Pendant son court séjour à Genève en 1813, P. Rossi assista également à une séance du Tribunal correctionnel. La présence du jeune professeur de droit de Bologne ne passa pas inaperçue. Rossi était accompagné de Calandrini-Cramer, dont la femme appartenait à la famille des éditeurs de Voltaire. Il fut alors introduit auprès du Président du Tribunal, Jacques Le Fort et de son jeune fils Jean-Louis, alors substitut du Procureur général, qui a rapporté la scène². Dès ce temps, Rossi s'intéressait aux institutions genevoises et noua des amitiés parmi ses magistrats.

Le 14 septembre 1813, P. Rossi quittait Genève pour se rendre à Fribourg et Berne³, refaisant ainsi le trajet parcouru deux siècles plus tôt par Machiavel⁴, qui déjà s'était intéressé aux problèmes posés par la Confédération des cantons suisses et avait interrogé à Fribourg un chef de corps. Ces deux villes n'étaient pas sur le chemin de Pellegrino, qui se montrait ainsi

¹ PERICOLI-GUI, *Cinque lettere*.

² LE FORT : *Recueil*, p. 3.

³ PERICOLI-GUI : *Ibidem*.

⁴ MACCHIAVELLI : *Legazione all'imperatore, Opere*, T. VII, p. 7. Milan, 1805.

fort curieux de connaître le plateau et les Alpes suisses à une époque où le « tourisme » n'était pas inventé.

Rossi parcourut ainsi la Confédération des dix-neuf cantons, telle qu'elle avait été constituée par l'Acte de Médiation en 1803. La République helvétique, que Rossi appelle « Elvezienne », une et indivisible, créée par le Directoire après l'invasion de la Suisse par les troupes françaises, avait fait place à une constitution moins unitaire, à la suite de l'insurrection des « Confédérés suisses qui ne voulaient pas d'une unité si complète.... »¹. Bonaparte Premier Consul était intervenu en médiateur. L'acte établi à Paris par les délégués des cantons et quatre sénateurs, en particulier Fouché et Barthélemy, était de fait son œuvre, et commençait par ces mots : « Nous statuons ce qui suit.... »

Les cités jadis souveraines de Fribourg et Berne que Rossi visita avaient été investies, avec Soleure, Bâle, Zurich et Lucerne, du droit de servir alternativement de résidence à une diète nationale et annuelle, « trouvant ainsi un dédommagement à la perte de leur ancienne puissance.... »²

L'Acte de Médiation avait respecté deux des grands principes de la Confédération suisse, le fédéralisme et la neutralité. Mais les capitulations militaires rendaient cette neutralité plus apparente que réelle. D'autre part, en septembre 1813, l'Empereur Napoléon, affaibli par la campagne de Russie, n'était plus le souverain incontesté d'une grande partie de l'Europe. Quel allait être le sort de la Suisse si les Alliés devenaient victorieux ?

¹ ROSSI : *Histoire de la Suisse*, Ms., p. 349.

² *Idem, ibidem*, p. 349.

CHAPITRE V

Rossi professeur à l'Université de Bologne

Rossi entra en Italie à la veille de la bataille de Leipzig. La fin de l'Empire allait livrer l'Italie à de nouveaux dominateurs. Quel fut alors le rôle du jeune professeur de Bologne ? Avec quels sentiments vit-il Murat trahir Napoléon, s'allier avec l'Autriche et combattre Eugène de Beauharnais au début de 1814 ? Nous ne le savons pas. Peut-on rapprocher la nomination de Rossi comme professeur à l'Université de Bologne ¹ d'une activité politique de Rossi lors de la campagne de Murat en 1814 ? ². Nous n'en avons pas de preuves et tout ce que nous savons de Rossi avant et après, son amour de l'indépendance et du progrès, son respect de l'évolution historique des nations, son admiration de Napoléon semble prouver le contraire.

Plusieurs auteurs ont même affirmé que Rossi serait demeuré fidèle à Napoléon et aurait participé, en mai 1814, à la « conjuration de Turin »³. D'après ces historiens, en effet, 14 conspirateurs venant de toutes les parties de l'Italie, se seraient réunis à Turin et se seraient prononcés en faveur d'une monarchie constitutionnelle héréditaire établie au profit de Napoléon. Le philosophe napolitain Melchior Delfico aurait rédigé une

¹ Cf. *infra*, p. 29.

² Cf. LEDERMANN : *Ibidem*, p. 30.

³ Comte Libri BAGNANI : *La vérité sur les cent jours* ; WEIL : *Joachim Murat*, Paris, 1909, tome I, pp. 98 ss. ; F. ANELLI : *La personalità storica di Pellegrino Rossi*, dans *Nuova Antologia*, Anno 67, fasc. 1458, 16 déc. 1932, pp. 441 à 465.

adresse portée à Napoléon à l'île d'Elbe le 19 mai. Les principaux conjurés auraient été Delfico, Louis Corvetto de Gênes qui fut ensuite ministre des Finances sous Louis XVIII et Pellegrino Rossi. Il semble toutefois aujourd'hui certain que ce complot n'a jamais existé ¹.

Il faut donc renoncer à la tentation de voir en P. Rossi un conspirateur, que ce soit en faveur de l'Autriche ou de Napoléon. Nous trouvons par contre en lui, dès cette époque, d'une part un universitaire et de l'autre un serviteur de la cause de l'indépendance et du progrès.

Universitaire, Rossi l'était par ses études, ses qualités, ses goûts et je dirai même par son activité. La chaire d'institutions civiles créée pour lui au lycée de Bologne était, en effet, un rapide acheminement vers la carrière de l'enseignement supérieur. Les excellents certificats de ses professeurs, le désir très marqué de se vouer à l'enseignement du droit, la facilité d'exposition attestée par le professeur Prandi, la création avec le professeur P. Costa, qui allait devenir recteur de l'Université, de l'Académie des « Filodicolgi » furent les titres qui valurent à Pellegrino Rossi d'être nommé professeur de procédure civile à l'Université de Bologne le 28 avril 1814, à la place laissée vacante par le professeur Butturini, nommé à la chaire de langue et littérature grecques. L'acte de nomination était signé de Joachim Murat et du ministre de l'Intérieur Zurlo ².

La procédure, discipline que Rossi enseigna alors, avait fait des progrès considérables en Italie comme en France depuis la Révolution et surtout depuis l'adoption du Code Napoléon. Mais déjà une partie moins formelle du droit sollicitait l'attention du professeur, celle qui avait été mise en lumière sous un nouvel angle par Beccaria à Milan, la question de la peine. Pourquoi, quand et dans quelle mesure la société avait-elle le droit de punir ? Telles étaient les questions que Rossi allait s'efforcer de résoudre. A la fin de 1814, il obtint d'échanger avec l'un de ses collègues la chaire de procédure civile contre celle de droit pénal ³.

¹ M. RUINI : *L. Corvetto*. Bari, 1929, pp. 84 à 102.

² Document publié par Ledermann, *ibidem*, p. 290.

³ LEDERMANN : *Ibidem*, p. 31.

Cependant, Rossi devenu professeur n'avait pas cessé de s'intéresser au sort de son pays. Nous avons montré que Bologne et en particulier son Université avaient gardé très vivace l'idée de l'indépendance italienne. De plus, les statuts de l'Académie des Filodidologi rédigés par P. Rossi permettent déjà d'entrevoir un idéal national.

D'autre part, pendant la campagne d'Italie, les Bolognaises avaient formé un club féminin et peu après on avait parlé d'ouvrir « ...un cercle pour les tendres fils de la patrie... »¹. Quand Bologne fut rendue, pendant les Cent jours, aux Etats pontificaux, alliés cette fois-ci de l'Autriche, il subsistait un milieu favorable à la libération, surtout parmi les intellectuels. Cette société se réunissait chez la marquise Orintia Romagnoli-Sacрати, de Cesena, une femme lettrée qui avait jadis joué un rôle à la cour du Pape Pie VI, né comme elle à Cesena. La marquise Romagnoli entretenait alors des relations épistolaires avec les meilleurs esprits libéraux, et correspondait notamment avec le Genevois Etienne Dumont, le traducteur de Bentham et l'ancien collaborateur de Mirabeau². Rossi trouvait là un milieu dévoué à l'idée de l'indépendance italienne et qui allait s'enthousiasmer pour la campagne de Murat en 1815³. Ce n'était plus, en effet, l'alliance avec l'Autriche contre Napoléon que Murat proposait au début de 1815, mais l'indépendance de l'Italie, la marche vers le Pô et les Alpes. A Bologne, plusieurs professeurs de l'Université se ralliaient ouvertement à ce projet, notamment Gambari, l'ancien maître de Rossi, et Paolo Costa, disciple de Cesarotti puis de Condillac et spécialiste de la philosophie du langage.

Rossi s'est défendu d'avoir été de Bologne à Ancône, le 18 mars 1815, pour s'entretenir avec le Roi de Naples de sa venue à Bologne⁴. Il n'est pas prouvé qu'il ait collaboré à la proclamation de Rimini, affichée le 30 mars au nom du Roi Joachim

¹ P. HAZARD : *La Révolution française et les lettres italiennes, 1789-1815*, p. 77. Paris, Hachette, 1910.

² Lettres d'Orintia (Romagnoli) Sacрати a (Etienne) Dumont. Bibl. publ. de Genève, *Ms. Dumont, Corresp.* T. III, f^{os} 321 et 322.

³ Domenico SPADONI : *Bologna e Pellegrino Rossi*, dans *Rassegna Storica del Risorgimento*, An III, fasc. I-II, pp. 103 à 145. Rome, janv.-avril 1916.

⁴ P. Rossi : *Riposta...*

Murat pour l'indépendance de l'Italie et qui est en grande partie l'œuvre de Zurlo¹. Mais il s'est voué tout entier à la réalisation de l'appel qui commençait par ces mots :

« ...Italiens, la Providence vous appelle enfin à être une nation indépendante : des Alpes au détroit de Sicile retentit un seul cri : indépendance de l'Italie.... »

Lorsque Murat s'empara de Bologne, le 2 avril 1815, il avait pour lui Zurlo, ministre de l'intérieur, qui avait rédigé la proclamation de Rimini et fut soutenu très vigoureusement par une élite intellectuelle et artistique de la ville. Le lendemain, une réunion de notabilités eut lieu chez le ministre de l'Intérieur. Rossi y assistait. Le même jour, il fut désigné comme commissaire civil, chargé de pourvoir provisoirement à l'administration civile des départements du Reno, du Rubicon, du Bas Pô et de la Pineta. Ses conseillers sont Ercolani, C. Bentivoglio et Battaglini, tous personnalités de peu d'envergure. Rossi rappelle Nicola Monti, et le nomme directeur de la police départementale².

Le 5 avril 1815, P. Rossi fait imprimer et afficher une proclamation adressées aux « Italiens », *Italiani*!

Le cœur de Rossi comme celui d'Alexandre Manzoni³ avait battu en lisant l'appel adressé de Rimini aux « hommes éclairés » de toutes les nations, et à son tour il proclamait l'héroïsme du Roi et des 80 000 soldats des Etats napolitains luttant pour l'indépendance nationale. L'étranger, disait Rossi, nous opprime et nous vilipende de toutes manières. Il nous traite en esclaves et comme si nous étions nés pour être esclaves, nous Italiens, nous nés et élevés sur la terre des antiques dominateurs du monde. Nous maîtres des arts et des sciences, nous devons rougir de prononcer le nom de notre patrie. Unissons-nous, disait encore en terminant Rossi, combattons et soyons vainqueurs : Vive l'Italie ! Vive l'Indépendance italienne ! Vive le Roi Joachim l'Italique⁴.

¹ F. ANELLI : *La personalità storica di Pellegrino Rossi*, dans *Nuova Antologia*, Anno 67, fasc. 1458, pp. 441 à 456. 16 déc. 1932.

² SPADONI : *Bologna e Rossi*.

³ A. SOLMI : *L'idea dell'unità italiana nell'età napoleonica*, dans *Collezione Storica del Risorgimento italiano*. Modène, Società tip. modenese. Tome XI, série I, p. 75. 1934.

⁴ Une traduction française de cette proclamation a été lue à la Société d'Histoire de Genève par le prof. de la Rive, le 14 février 1861. (*Recueil Le Fort*, 99, p. 2.)

Deux grands principes ont inspiré Rossi au moment où il s'adressait à tout un peuple, son peuple, pour l'inciter à retrouver son indépendance perdue : l'un est tiré de l'histoire, il repose sur l'ancienne grandeur de Rome et de l'Italie ; l'autre a sa source dans les progrès des arts et des sciences.

La proclamation adressée le même jour aux habitants de Modène par Rossi, si elle parle aussi de l'Indépendance italienne, est moins idéaliste et parle davantage des victoires de Murat, et de son général Carascosa, puis de l'entrée de Murat aux flambeaux à Modène. Rossi a sans doute senti que l'opinion n'avait pas été préparée partout comme à Bologne par un ministre de l'Intérieur disciple de Filangieri et gagné depuis longtemps aux idées des Napolitains.

Dans les quelques jours qui suivirent, ce fut un délire en faveur de l'indépendance parmi les intellectuels que nous avons rencontré chez la comtesse Orintia. Elle rédigea elle-même une *Adresse aux Italiens* qui fut publiée le 6 avril à Bologne. Le professeur Paolo Costa, qui avait présidé à la fondation de l'Académie des Filodicolgi, écrivit un hymne national mis en musique par Sampieri et joué le soir du 7 avril. L'immortel Rossini qui venait d'avoir de grands succès à Venise pour ses premiers grands opéras se trouvait à Bologne ; il composa un Hymne de l'indépendance, joué au théâtre Contavalli ¹.

Cependant, l'enthousiasme purement platonique ne suffisait plus. Il fallait des chevaux, des armes, des vêtements pour les soldats. Le 6 avril 1815, Rossi en demandait par une circulaire adressée à tous les magistrats, fonctionnaires et employés. Il les suppliait de faire ce sacrifice par amour pour « le *risorgimento* » de la « nation » ².

Le grand mot de « *risorgimento* », prononcé par Pellegrino Rossi en 1815, ne trouva aucun écho. Les personnalités qui avaient aidé le commissaire civil de Bologne au début voulaient bien retrouver l'Indépendance si on la leur offrait, mais aucun d'entre eux n'était prêt aux efforts et aux sacrifices qu'aurait exigé d'eux une régénération. Le 8 et le 9 avril, Rossi lança encore deux proclamations de Bologne, l'une dans laquelle il

¹ SPADONI : *Bologna e Rossi*, p. 113.

² Circulaire publiée par Ledermann, *Rossi*, p. 301.

montrait l'Italie comme une mère anxieuse qui appelait ses enfants et leur tendait les bras, l'autre dans laquelle il déclarait ne pas agir contre la religion mais au contraire pour faire respecter les droits de la nationalité et de l'indépendance de ceux que Dieu avait placé sur ce sol.

Pendant tout le mois d'avril 1815, Rossi fut sur la brèche, se rendant lui-même dans les différentes régions qu'il administrait. Le 23 avril, nous le trouvons à Rimini, écrivant à ses amis sous le pseudonyme d'Antonio Fratti, au milieu des bruits de la guerre ¹. Mais bientôt le découragement s'était emparé des troupes trop peu nombreuses de Murat, auxquelles la population ne s'était pas jointe. Les soldats commencèrent à désertre et toutes les mesures prises par le Commissaire furent inutiles ².

Le 14 mai, les Napolitains abandonnaient Bologne et Rossi était obligé de quitter sa patrie, pour avoir eu trop tôt confiance dans l'idéal de sa nation.

¹ C. LOZZI : *Pellegrino Rossi, ibidem*, p. 267.

² WEIL : *Murat*, T. III, p. 405.

LIVRE PREMIER

ROSSI A GENÈVE PENDANT LA RESTAURATION

CHAPITRE VI

Rossi à Genève et à Genthod en 1815

La défaite de Murat avait précédé Waterloo. Mais, peu après, les Bourbons restaurés adhéraient à la Sainte Alliance. Metternich faisait dans toute l'Europe la guerre aux idées de la Révolution. En juin 1815, P. Rossi quittait l'Italie, sa patrie, avec l'espoir d'y retourner bientôt.

Le 15 juin 1815, P. Rossi était à Marseille. Il écrivait à son ami Guizzardi et lui annonçait son prochain départ pour Genève. L'exilé y garderait le pseudonyme que nous lui avons déjà connu à Rimini : « Antoine Fratti », mais ne savait pas encore où il logerait et donnait comme adresse : « Poste restante, « Genève (en Suisse) »¹

Pendant deux mois, Rossi vécut à Genève et à Genthod, dans l'attente de regagner Bologne. Le professeur Gambari, celui qui, en 1806, avait été le premier à découvrir le « rare talent » de Rossi, était comme lui exilé à Genève. De leur côté, les Genevois étaient trop préoccupés du règlement de leur nouvelle constitution et de la défense de leurs intérêts au traité de Paris pour s'intéresser à l'échec de Murat. La plupart d'entre eux n'avaient suivi les événements d'Italie que de loin et distrai-

¹ Lozzi : *Rivista penale*, *ibidem*, p. 268.

tement. Le Genevois George-Henri Mallet qui se trouvait en Italie cet hiver là, en a rapporté les épisodes sans les prendre au tragique : Tandis qu'il était à Rome, on avait craint un moment « ...l'arrivée des bandes napolitaines.... » Néanmoins, la princesse de Galles quitta Naples ; Charles IV, ancien Roi d'Espagne, partit précipitamment de Rome ; Pie VII lui-même se rendit à Viterbe.

Si l'on avait craint un moment la force militaire de Murat, pensait Mallet, on ne crut pas à l'idée de la nation :

« Murat, pour augmenter son parti, proclame des idées libérales ; il promet à l'Italie l'indépendance ; mais cette indépendance, dont la pensée seule fait palpiter le cœur des Italiens, pourra-t-elle jamais être autre chose qu'un appât mis en avant par les ambitieux, ou les rêves d'une imagination exaltée ? L'Italie est composée de nations séparées depuis des siècles, de mœurs, d'affections, d'intérêts opposés.... » ¹.

Et après la proclamation de Rimini, Mallet s'écriait, en parlant de Bologne, où l'Université se levait en masse et demandait des armes : «...Que de gens vont être compromis pour avoir ajouté foi à des promesses qui ne paraissaient pas devoir se réaliser... » ².

Pas plus à Genève qu'en Italie, Rossi n'allait donc trouver de compréhension pour son action de régénération de l'Italie.

Renié par la plupart de ses compatriotes, incompris à l'étranger, considéré comme un dangereux révolutionnaire par la police de Metternich, Rossi éprouva le besoin de justifier son activité auprès de ses concitoyens. Momentanément accueilli chez ses anciens clients et amis Crud, à Genthod, il y rédigea une « Réponse aux imputations répandues contre lui après son départ de Bologne ».

Sur un petit golfe, à une lieue et demie de Genève, Genthod formait au bord du lac une enclave genevoise dans le territoire français qui séparait la ville de Calvin de la Suisse. Le problème de l'unification de ces territoires par le rattachement de quelques communes à Genève s'était posé au Traité de Vienne et allait

¹ George MALLET : *Voyage en Italie dans l'année 1815*. Paris et Genève, Paschoud, 1817.

² *Idem, ibidem.*

être définitivement tranché au deuxième Traité de Paris, le 20 novembre 1815.

Face aux promontoires qui dessinent les rives du Léman, le regard un peu perdu dans l'étendue bleue, suivant peut-être des yeux ces grands courants qui descendent vers la pointe savoisienne d'Yvoire pour remonter ensuite vers l'embouchure du Rhône, Rossi cherchait à préciser son activité. Le 14 juillet 1815, date symbolique, il signe sa Réponse aux attaques des agents de la Sainte-Alliance, rédigée en italien et destinée à ses compatriotes. Toute son activité, y dit-il en substance, fut due à l'amour de son pays. On lui reprochait d'être un partisan français, « *partigiano francese* », d'ailleurs plus pour ses relations que pour ses opinions. Rossi ne s'en défend pas, mais il montre que pendant l'Empire la péninsule formait deux parties, le Royaume d'Italie et les départements français. Le Royaume d'Italie jouissait enfin d'une constitution, d'une administration propre, d'une armée, d'un trésor, cet ensemble en un mot qui constitue un Etat. Dans l'autre partie, la domination française pouvait diminuer avec le temps, les institutions s'améliorer, le tout se consolider.

Beaucoup de gens suspectaient Rossi d'être irrégulier, parce qu'il se refusait à être cagot, « *bacchettone* ».

« ...J'ai appris de bonne heure », écrivait-il, « à distinguer le libéralisme des idées de la subversion de toute règle de droit et de morale, la liberté civile, qui peut être obtenue sous différentes formes de gouvernement et plus sûrement peut-être dans une bonne monarchie, de la licence qui est trop souvent le cortège des fauteurs de systèmes républicains, l'instruction du peuple des prétentions anarchiques et violentes, la superstition de la religion, l'honnête homme enfin et le citoyen éclairé du démagogue... » ¹.

En un raccourci saisissant, Pellegrino Rossi venait ainsi de fixer sur le papier son idéal et sa raison d'être :

« Libéralisme », sans sortir de la légalité, c'est-à-dire pratiquement opposition à la force imposée par l'Autriche, mais opposition raisonnée et soumise à une constitution éventuelle-

¹ *Riposta.*

ment monarchique, sans doute selon la manière prévue par Montesquieu ; « liberté civile », c'est-à-dire opposition aux abus du pouvoir temporel de l'Eglise, jadis dévoilés par Gianone qui lui aussi s'était un temps réfugié à Genève. Rossi veut maintenir la religion spirituelle contre la superstition et donner au peuple non pas la violence mais l'instruction. Au gentilhomme de cape et d'épée, il oppose « l'honnête homme », cette création du XVII^{me} siècle français ; à l'absolutisme comme à la démagogie, il préfère « le citoyen éclairé » produit de la philosophie et du progrès.

Bien qu'il eût affirmé par ailleurs dans sa « Réponse » le désir de retourner à ses études et l'intention de jouir de la tranquillité et de la paix, l'amnistie proclamée le 5 juillet 1815 par les Etats pontificaux ne fut pas étendue à Rossi. Soit son action comme commissaire civil de Murat, soit le souhait ouvertement exprimé dans sa « Réponse » de voir son pays redevenir « grand et heureux » rendaient alors sa présence indésirable à Bologne. Tandis que Gambari retrouvait son enseignement, Rossi ne put rester plus de vingt-quatre heures à Bologne et, en se cachant, quelques semaines en Italie. Il y mit en ordre ses affaires avec l'aide de son frère et de son ami Ercolani qui avait été son conseiller au commissariat du Département du Reno.

Rossi s'embarqua à Gênes et revint à Genève au moment où les dernières feuilles tombaient des ormeaux de Plainpalais.

CHAPITRE VII

Rossi et les libéraux genevois

Fixé à Genève à la fin de 1815, Rossi habite à Plainpalais, sur l'emplacement d'anciens marais, puis de faubourgs abandonnés au moment des guerres de religion parce qu'ils étaient en dehors des murs. La conquête française avait réuni cette banlieue en l'organisant en communes qui subsistaient sous la Restauration. Pellegrino sous-louait un modeste logement à une dame Coutau-Alibert ¹. Un membre de cette famille devait dans la suite devenir maire de Plainpalais.

Genève, ville du Refuge, accueillit l'exilé. Les ancêtres de ses clients Genevois Calandrini n'avaient-ils pas, eux aussi, jadis du quitter l'Italie à cause de leurs idées. Ils se mettront à la disposition du jeune et ancien avocat et professeur de Bologne qui bientôt fera adresser sa correspondance chez eux ². André-Richard Calandrini, frère de l'ami de Rossi, Jean-Marc Calandrini-Cramer, a toutefois fait partie, l'année précédente, du gouvernement provisoire qui s'est énergiquement opposé à Napoléon et a restauré la République genevoise aristocratique. Mais, déjà à la fin de 1814, un souffle de libéralisme était entré dans l'organisation de la démocratie genevoise, grâce à l'un des grands esprits que Genève ait enfanté, Etienne Dumont.

Cet ancien pasteur protestant, va exercer une influence considérable sur Rossi. Il avait quitté Genève trente-deux ans auparavant, en 1782, quand la lutte des aristocrates et des démocrates, nommés à Genève « négatifs » et « représentants », — qui avait inspiré à J.-J. Rousseau *le Contrat social*, — s'était terminée par la victoire des « négatifs ».

¹ *Recueil Le Fort*, p. 4.

² *Carteggio Confalonieri*. Cf. p. 71.

Dumont, en effet, avait déjà professé avant la Révolution française, comme il l'a fait jusqu'à la fin de sa vie : « L'amour de tous les hommes, le respect pour leurs progrès moraux et intellectuels.... Il appartenait dès lors au parti de la liberté et du perfectionnement moral.... »¹.

Après dix-huit mois d'exil à Saint-Pétersbourg, Dumont avait été appelé en Angleterre par Lord Lansdowne, comme précepteur de ses fils. Nous aurons bientôt à revenir sur les nombreuses amitiés qu'il y avait noué alors, en particulier en ce qui concerne l'avocat Scarlett, le futur correspondant de Rossi.

Au début de la Révolution française, Dumont s'était rendu à Versailles et à Paris avec Sir Samuel Romilly et il s'était enthousiasmé pour les progrès de l'intelligence et de la dignité humaine. Il avait pris une part active à tous les travaux de Mirabeau et rédigea avec lui le *Courrier de Provence*². Mais Dumont, comme Rossi, ne confondit jamais la démocratie avec la violence et déjà avant la mort de Mirabeau il regagna l'Angleterre, où il s'était voué à la philosophie utilitaire et à la publication des textes ébauchés par Jérémias Bentham.

En 1914, Etienne Dumont était rentré à Genève. Il avait de suite compris combien la rédaction de la constitution était « informe et pouvait devenir dangereuse.... »³ et s'en était étonné dans une adresse qu'il présenta au Gouvernement provisoire de Genève. Sa démarche avait soulevé des haines du côté des aristocrates et Dumont avait été sur le point de repartir. Mais, dès les premières élections censitaires, Dumont avait été élu membre du Conseil représentatif de Genève. De plus, ceux là même qui, au début, s'étaient opposés à ses idées en comprirent très vite la valeur et Dumont fut nommé membre du Comité chargé de préparer un règlement pour le Conseil représentatif, adopté le 16 novembre 1814 ; de fait il l'avait rédigé seul.

¹ SISMONDI : *Nécrologie, Etienne Dumont*, dans *Revue encyclopédique*, tome XLIV, 1829, p. 258. Paris, Sédillot.

² Etienne DUMONT : *Souvenirs sur Mirabeau*, publiés par son neveu Duval. Genève.

³ SISMONDI : *Ibidem*, p. 265.

Rossi s'était donc fixé aux abords immédiats d'une ville qui subissait, comme toute l'Europe, une forte réaction aux idées de la Révolution et surtout à la domination de Napoléon, sans opposer une réaction hermétique aux progrès de la démocratie, lorsqu'ils étaient jugés légaux et ne contredisant pas la longue tradition des libertés genevoises.

Dès le début de son séjour à Genève le juriste italien fut en rapport avec des personnalités genevoises : membres du Conseil représentatif, magistrats ou professeurs à l'Université, tous particulièrement compétents pour l'initier à la vie publique de la cité. Ayant lui-même fait un cours à Bologne sur les institutions civiles, Rossi de son côté ne pouvait pas demeurer indifférent à la façon dont sa ville d'adoption se gouvernait. Soit par l'étude des textes, soit par des conversations personnelles avec les Le Fort père et fils, avec Marc-Auguste Pictet ¹, fils d'un protecteur et défenseur de J.-J. Rousseau lorsqu'on avait brûlé l'*Emile*, et lui-même professeur de philosophie, avec Etienne Dumont et avec Calandrini, membres du Conseil représentatif, le nouveau venu s'était formé une opinion sur le droit public genevois, qu'il exprimera plus tard.

Le fait saillant de la constitution genevoise du 22 août 1814 était l'introduction du système représentatif. Son entrée en vigueur avait mis fin aux luttes interminables entre les négatifs et les représentants.

La constitution genevoise de 1814 était toutefois loin d'être parfaite. Rossi y voyait « ...un amalgame d'anciennes réminiscences et d'idées modernes puisées un peu au hasard dans le régime impérial... » ². Le système électoral dépendait d'un sens très élevé. De plus, d'après un de ses historiens et admirateurs, qui démissionnera lors de la Révolution de 1846, le professeur Albert Rilliet, la constitution de la Restauration devait ses « garanties aristocratiques » à des « conditions d'âge..., de fortune, de lumières, de services rendus, requises pour être électeur et

¹ *Recueil Le Fort*. Papiers Pictet, Manuscrits de la Bibliothèque de la Société d'histoire et d'archéologie à Genève.

² *Le Fédéral*, 20 mars 1832.

député ; ...du renouvellement graduel du Conseil représentatif ; de l'initiative des lois accordée au pouvoir exécutif.... » ¹.

Rossi regrettera également que la constitution n'ait pas conservé entièrement la publicité des débats, dans les procès criminels, sans d'ailleurs l'avoir supprimée complètement. Il déplorera que les vrais principes du mariage « civil » n'aient pas été maintenus. Le système pénitentiaire lui paraîtra très arriéré. La liberté de la presse n'était pas reconnue.

« ...Evidemment », écrira dans la suite Rossi, « les auteurs de la constitution avaient un souvenir trop vif de l'ancienne Genève, de ses lois, de ses coutumes et de ses troubles, et une connaissance trop superficielle et trop vague des législations modernes, en particulier de la législation française. Trop savoir leur vieux Genève, et trop peu ce que l'Empire leur laissait faire ; c'est là ce qui donne la clef de toutes les erreurs de la nouvelle constitution.... » ².

Mais, avec un sens historique dont il se départit rarement, Rossi cherche à se replacer à l'époque où la constitution fut élaborée. Il faut alors tenir compte du fait que les législateurs de 1814 se trouvaient en face d'une situation encore précaire. Genève avait recouvré son indépendance grâce au courage de quelques citoyens qui formèrent le Gouvernement provisoire à la fin de 1813. A ce moment, la vaillante cité n'avait pas encore été reçue au nombre des cantons suisses comme elle l'était lors de l'arrivée de Rossi en 1815. Isolée, elle ne possédait qu'un territoire minuscule, entièrement découpé et en grande partie formé d'enclaves entourées de territoires étrangers.

Genève, qui désirait déjà faire partie de la Confédération suisse, avait de plus pu craindre qu'un système représentatif sans d'importantes restrictions inspirât des inquiétudes à la Diète fédérale. De là était née la crainte de modifier au début la constitution que Rossi appellera la « charte improvisée de 1814 » ³.

¹ A. RILLIET : *Histoire de la Restauration de la République de Genève*, p. 127. Genève, 1849,

² *Le Fédéral*, 20 mars 1832.

³ *Le Fédéral*, 27 mars 1832.

Lorsque Rossi s'était définitivement fixé à Genève, la situation se présentait déjà sous un jour infiniment meilleur.

Genève avait été reçue avec enthousiasme au nombre des cantons suisses, et en formait ainsi le vingt-deuxième canton. L'activité très habile de Charles Pictet de Rochemont, son envoyé au Traité de Vienne, lui avait acquis un territoire homogène, sinon très étendu. Un territoire continu, qui n'était plus interrompu à Versoix, la joignait au reste de la Suisse. A l'extérieur, l'Europe était pacifiée.

« ...L'Etat une fois assis », écrivait Rossi, « l'œuvre du progrès devait commencer... » ¹.

Elle commença, en effet, dans le sens où Rossi l'entendait, et nous l'avons dit, grâce au Règlement établi par Etienne Dumont ; Rossi, devenu Genevois, reconnaîtra plus tard les éminentes qualités de cette loi qui protégeait la minorité pendant toute la durée des délibérations, maintenait l'unité dans l'objet du débat, conservait l'ordre logique dans la discussion, pour que chaque question fut décidée par une volonté expresse et que l'assemblée ne se trouvât pas liée par surprise, faisait intervenir des commissions, bref tendait à l'expression de la vraie volonté de la majorité sur toutes les parties et dans l'ensemble des projets à adopter ².

« ...On peut dire sans vanterie » écrira Rossi en parlant du Règlement de Dumont, « que le Continent ne possède rien sur ce sujet qui approche de la bonté de ce travail... » ³.

Rossi n'avait pas tardé à connaître Etienne Dumont personnellement. Il avait été introduit auprès du législateur genevois par la marquise Orintia Romagnoli-Sacrat, que l'ancien collaborateur de Mirabeau avait connue en Italie ⁴. Elle lui recommandait Rossi comme s'il se fut agi d'un fils.

L'influence considérable de Bentham sur la pensée et sur l'œuvre juridique et historique de Rossi date de cette époque. Nous aurons l'occasion d'étudier ce que Rossi doit au *Traité*

¹ *Le Fédéral*, 27 mars 1832.

² *Règlement* publié à la suite de *Tactique des Assemblées législatives*, par Etienne Dumont. Genève, 1816.

³ *Le Fédéral*, 20 mars 1832.

⁴ *Lettres d'Orintia (Romagnoli) Sacrat*, Bibl. de Genève.

de la législation civile et pénale ¹ et à la *Théorie des peines et des récompenses* ² publiés à Paris et à Londres par Etienne Dumont d'après les manuscrits de Bentham. Rossi admettra avec Dumont les principes de la théorie utilitaire de Bentham, d'après laquelle les lois doivent servir au bien-être des hommes. Il étendra ces principes aux institutions ³. Nous verrons toutefois qu'il n'appliquera pas les principes exposés par Etienne Dumont sans y avoir réfléchi et y apportera d'importantes restrictions dans le domaine notamment du droit pénal. Rossi, en effet, même lorsqu'une théorie lui paraissait juste, ne l'appliquait pas sans l'avoir étudiée dans ses rapports pratiques avec les hommes.

Parmi les personnalités que Pellegrino Rossi connut dès le début de son établissement à Genève, le substitut du Procureur général, J.-L. Le Fort indique un de ses collègues, Pierre-François Bellot, juge au Tribunal de première instance sous l'Empire, et à la même époque Membre du Collège électoral du Département du Léman. Le Fort dit même que Rossi et Bellot furent rapidement « ...assez intimement liés.... » ⁴.

Beaucoup plus tard, après la mort de Bellot, Rossi rendra hommage au noble caractère de ce jurisconsulte genevois et à la fidélité de son amitié, dans une très belle lettre adressée à Antoine-Elisée Cherbuliez, professeur de droit à l'Académie de Genève :

« ...Notre amitié était si intime et si vive ! Pendant vingt ans elle n'a pas été troublée d'un nuage. Nous en étions au point que je lui parlais comme je me serais parlé tout haut à moi-même dans un bois écarté.... » ⁵.

Or Bellot, comme Etienne Dumont, avait présenté des observations relatives à la nouvelle constitution et demandé un délai, avant sa votation, Mais, à la différence de Sismondi, l'un des principaux signataires, comme nous le verrons, de cette

¹ Paris, Bossange, 1802, 3 volumes.

² Londres, 1811, 2 volumes.

³ P. ROSSI : *De l'étude du droit*, dans *Annales de législation et de jurisprudence*, tome I, p. 9, Genève, 1820.

⁴ *Recueil Le Fort*, 99, p. 7.

⁵ Bibliothèque publ. et universitaire de Genève, *Manuscrits*, D.O.

pétition, de Dumont et de Rossi lui-même, qui, dans la suite, appartiendra à ce petit groupe libéral, Bellot n'était jamais sorti de Genève. Néanmoins, Adolphe de Circourt, dans ses mémoires sur *Genève* de 1815 à 1840, nommait Bellot « ...un des jurisconsultes les plus consommés, les plus sagaces, les plus réputés de l'Europe.... »¹. Faible physiquement, se déplaçant difficilement, gêné depuis son enfance dans l'usage d'un bras, Bellot avait un de ces esprits clairs qui avaient donné à Genève des naturalistes illustres au siècle précédent. Il devait son intelligence de tous les grands problèmes à sa science juridique et à sa préparation scientifique d'une part, à sa connaissance du cœur humain d'autre part, acquise soit dans la pratique des tribunaux, soit comme membre de la direction de l'hôpital depuis 1806.

Si nous disons encore que Bellot se prépara à l'étude de la jurisprudence par celle des mathématiques, qu'il attacha toujours du prix à l'observation, à la pratique, à la méthode sans jamais les réduire en système et qu'enfin cet « ...esprit éminemment lucide et progressif... » réunissait « toutes les qualités désirables dans un réformateur des lois.... »², nous comprendrons l'attrait qu'il exerçait sur P. Rossi.

A côté du nom de Pierre-François Bellot, nous trouvons encore celui de Sismondi parmi les amis de la première heure de Rossi à Genève³. Sismondi, qui tout enfant jouait à la République avec un parent de Benjamin Constant dans la propriété genevoise de Châtelaine, s'était fait apprécier des esprits européens de Coppet et en particulier de M^{me} de Staël elle-même. En 1813, il s'était rendu à Paris pour publier un ouvrage sur les libertés et l'*Histoire des Républiques italiennes au moyen âge*⁴. Il avait perdu son hostilité à l'égard de Napoléon en lisant l'Acte additionnel, grâce auquel il retrouvait le héros de certaines idées de la Révolution française. En 1814, Sismondi était revenu à Genève et s'était empressé de demander l'insertion de prin-

¹ Adolphe de CIR COURT : *Genève (1815-1840)*. Texte inédit publié par Paul-Emile Schazmann, Genève, Kundig, 1932.

² DUPIN et TAILLANDIER : *Nécrologie, M. le professeur Bellot*, dans *Gazette des Tribunaux*. Paris, 16 avril 1836.

³ *Recueil Le Fort*, 99, p. 7.

⁴ Zurich et Paris, 1807 à 1818.

cipes libéraux dans la constitution ¹. Rossi allait se trouver de nombreux patrimoines intellectuels communs avec l'historien des Républiques italiennes.

Etienne Dumont, Pierre-François Bellot, Jean-Charles-Léonard Simonde de Sismondi, auxquels il faut ajouter Marc-Auguste Pictet que nous retrouverons tout à l'heure, les meilleurs amis et soutiens de Rossi à Genève n'avaient accepté qu'avec des restrictions la loi fondamentale genevoise de 1814. Est-ce à dire qu'ils reniaient l'œuvre du Gouvernement provisoire et que Rossi allait sous peu assister à des troubles dans Genève indépendante et canton suisse ? Loin de là, mais ils ne reconnaissaient pas les actes des anciens syndics comme définitifs et auraient désiré, dès le début de la Restauration, faire profiter leur patrie de certains progrès accomplis depuis la fin du XVIII^{me} siècle. Les auteurs de la proclamation de Restauration, Joseph Des Arts, Ami Lullin, et Auguste Saladin de Budé étaient tous trois âgés et profondément attachés aux principes de l'ancien régime. Deux d'entre eux avaient été emprisonnés au début de la Révolution en raison de leurs idées rétrogrades. Ils n'avaient jamais reconnu l'annexion à la France ni l'Empire et avaient continué, dit-on, à se réunir secrètement pour nommer fictivement leur gouvernement conservateur ². Leur proclamation de Restauration avait eu lieu :

« de la part de Nos Magnifiques et très honorés Seigneurs Syndics et Conseil provisoire de la ville et République de Genève.... »

L'influence autrichienne y était indéniable dans ce passage :

« ...Le comte de Bubna, commandant des armées impériales, nous ayant requis de créer un gouvernement provisoire, nous avons cru devoir nous occuper d'un objet aussi important.... »

Les quatre plus anciens membres du ci-devant petit conseil avaient été désignés comme syndics : Ami Lullin, Isaac Pictet, Joseph Des Arts et P.-H. Gourgas. La commission constituante, créée au début de 1814, était formée d'Ami Lullin, J. Des Arts, Albert Turrettini, syndics provisoires ; P. Boin, Francis d'Iver-

¹ Sur Sismondi, voir J. R. de SALIS : *Sismondi*, thèse. Paris, Champion, 1932.

² Henry FAZY : *Les constitutions de la République de Genève*, étude historique. p. 187, Genève et Bâle, Georg, 1890.

nois, J.-P. Viollier et J.-P. Schmidtmeyer, conseillers provisoires. Seul d'Ivernois avait un esprit ouvert aux progrès; en 1779, il avait préparé une édition des œuvres de Jean-Jacques Rousseau et avait été empêché de la publier par des conditions matérielles. Plus tard il avait appartenu, avec Etienne Dumont et Reybaz, au groupe genevois et vaudois des collaborateurs de Mirabeau ¹, puis avait émigré en Angleterre jusqu'à la Restauration.

Deux commissions avaient d'autre part été chargées de rédiger un Code civil et un Code de commerce, selon « nos anciennes lois civiles de l'Edit de 1707 modifiées en 1783.... », c'est-à-dire en se basant sur des principes absolument surannés.

Les bases principales de la Constitution avaient été présentées à la Diète, avant d'être soumises au peuple genevois. Le 9 août, le projet se trouvait accepté par le Conseil provisoire.

C'est ici qu'intervient la pétition dont les principaux signataires vont devenir les amis de Rossi. Ils craignaient certains articles « qui conservés tels qu'ils sont pourraient lui ôter un grand nombre de suffrages ou laisser, même après l'acceptation, un levain de mécontentement dans les cœurs.... » ².

Le 20 août 1814, le Gouvernement provisoire avait décidé de n'accorder aucun délai.

La situation de Rossi, dans un Etat laissant une place infime aux idées auxquelles il avait sacrifié sa situation en Italie, eût été bien difficile. Il y restait seul réfugié après le départ de son maître, Gambari, admis à rentrer à Bologne. Toutefois, au moment de son arrivée à Genève, les faits avaient déjà évolué dans le sens que nous avons indiqué. Dès le début, le Conseil représentatif avait fonctionné selon le mode préconisé par Etienne Dumont, l'un des orateurs les plus écoutés, avec Sismondi et Bellot ³.

¹ Voir Paul-Emile SCHAZMANN : *Le bi-centenaire d'E.-S. Reybaz*, dans *Gazette de Lausanne* du 3 octobre 1937.

² H. FAZY : *Ibidem*, p. 196.

³ J. R. de SALIS : *Sismondi*, thèse. Paris, Champion, 1932.

CHAPITRE VIII

Rossi et le cosmopolitisme genevois

A côté de ceux qui allaient devenir ses compagnons dans la lice politique, Rossi s'était lié dès les premiers mois de son séjour à Genève avec les principaux intellectuels. La colline aristocratique de Champel, qui domine le quartier de Plainpalais habité par Rossi, lui ouvrit ses propriétés. Il y fut reçu souvent par Jean-François-Louis Pictet ¹, membre du Conseil représentatif, qui épousa le 15 mai 1816 Françoise-Cécile Calandrini, la fille de Jean-Marc Calandrini-Cramer.

A la même époque, Rossi faisait la connaissance d'un cousin de J.-F. Pictet-Calandrini, Marc-Auguste Pictet ². Frère du diplomate Charles Pictet de Rochemont, Marc-Auguste Pictet avait commencé, comme Rossi, par être avocat. De bonne heure, il s'était senti attiré vers la philosophie et avait enseigné cette branche à l'Académie de Genève. Cependant, des recherches expérimentales lui avaient donné les éléments de son *Essai sur le feu*. En 1796, cet esprit encyclopédique fondait avec son frère et avec l'ancien maire de Genève Frédéric-Guillaume Maurice, la *Bibliothèque britannique* qui au temps de Rossi avait pris le nom de *Bibliothèque universelle*.

Dès le début de l'année 1816, le nom de Rossi revient assez souvent dans le *Journal* tenu par Pictet. Le 26 mars 1816, il note :

« ...Dîné chez Bonstetten avec MM. Rossi, Weld, Dumont, Salverte, etc. Eté de là chez Eynard qui nous a lu ses notes sur

¹ *Recueil Le Fort*, 99, p. 4.

² Bibliothèque de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, *Manuscrits, Papiers Pictet*, mars 1816.

Paris ; de là chez M. Diodati où j'ai entendu pour la première fois chanter Lafon qui m'a ravi.... » ¹.

A la date du 28 mai (1816) nous lisons :

« ...J'ai eu le soir chez moi lord Byron et M. Polydori, son médecin. Je les ai conduits chez M^e Eynard-Châtelain, au mardi, où étaient Rossi, Bonstetten, etc. et où la soirée a été assez intéressante.... » ².

Deux semaines plus tard, Pictet écrivait :

« ...mardi 11 juin (1816). — Mené M. Terrel chez M^e Eynard-Châtelain où M. Rossi nous lit sa traduction en vers italiens de poésies de lord Byron.... » ³.

Voilà donc Rossi accueilli dans les salons de la rue des Granges, où les patriciens genevois, enrichis dans la banque, avaient fait construire d'élégants hôtels particuliers et dans la maison Eynard, sise près du jardin des Bastions créé par le botaniste Augustin-Pyrame de Candolle.

C'est un Genevois d'adoption, Charles-Victor de Bonstetten, qui reçoit Rossi à dîner dans son appartement de la rue des Granges. Cet ancien bailli des Bernois dans le Pays de Vaud, à Nyon, est propriétaire du domaine vaudois de Valeyres, gracieuse demeure suisse peinte par Lory. Sur ses terres se trouvait la ville helvético-romaine d'Orbe, dont il a fouillé le sol et exhumé des mosaïques ⁴. Ami intime du grand historien de la Suisse Jean de Muller qui, tout jeune, lui avait adressé les fameuses *Lettres d'un jeune homme à un savant* ⁵, Bonstetten s'était détaché du milieu aristocratique étroit de la Junkerngasse à Berne. Il aime la civilisation latine, rédige un commentaire de l'Enéïde ⁶ et ouvre un salon cosmopolite à Genève. Dès l'arrivée de M^{me} de Staël sur les rives du Léman, Bonstetten est en contact constant avec Coppet. En Suisse, il est lié avec les figures marquantes du libéralisme, en particulier avec le Zurichois Paul Usteri, qu'il rapprochera bientôt de Rossi.

¹ *Papiers Pictet, ibidem*, mars 1816.

² *Idem, ibidem*, mai 1816.

³ *Idem, ibidem*, juin 1816.

⁴ P. SCHAZMANN : *La mosaïque d'Orbe*, dans *Revue historique vaudoise*.

⁵ Paul-Emile SCHAZMANN : *Jean de Muller*, dans *Journal de Genève* du 23 mars 1930.

⁶ *Voyage sur la scène des six derniers livres de l'Enéïde*, 1805.

Le Bolonais retrouvait Marc-Auguste Pictet et Bonstetten aux réunions organisées par M^{me} Eynard-Châtelain, la belle-sœur de Jean-Gabriel Eynard qui s'illustrera par sa générosité pour la libération de la Grèce. Très artiste, cette élève du peintre de la Rive organisait des thés du mardi qui rassemblaient une vingtaine de personnes. Un soir, Rossi vit arriver chez elle M.-A. Pictet accompagné de Byron et de son médecin le docteur Polidori. Byron venait de quitter l'Angleterre, pour n'y plus retourner¹. Il s'exprimait difficilement en français. Bonstetten présenta P. Rossi au poète et la conversation eut lieu en grande partie en italien². Rossi s'entretint également avec Polidori. D'après le *Journal* de Gallatin, il se chargea même de mettre le docteur au courant des petits scandales de la société genevoise³.

Le jeune Italien fut saisi d'admiration par le génie de Byron, dont il venait d'approcher, au point de désirer imiter son œuvre et la rendre accessible à son entourage. Nous retrouverons souvent chez Rossi ce désir de faire partager ses connaissances. Sentant l'intérêt suscité par la personne de Byron, il s'émut de voir le public de langue française en majorité empêché de lire ses poèmes, et entreprit la traduction de trois de ses œuvres : *Le Giaour*, *Parisiana* et *le Corsaire*⁴. Deux semaines plus tard, le mardi 11 juin 1816, les hôtes de M^{me} Eynard-Châtelain entendaient ses traductions de Byron en vers italiens⁵.

Le lendemain, Rossi se trouvait avec Bonstetten chez le professeur Marc-Auguste Pictet, lorsque Byron vint le voir. Le poète anglais quittait l'auberge de Sécheron, sur la rive droite du lac, pour s'installer à une demi-lieue de Genève, à Cologny, dans la villa de la famille Diodati qui domine la rade de Genève. Un mot brusque de Byron à Bonstetten suffit pour que Rossi perdit son enthousiasme. Il le rapporta plus tard à la comtesse d'Haussonville, lui montrant Byron adossé à la cheminée et

¹ Sur Byron à Genève, voir C.-E. ENGEL : *Byron et Shelley en Suisse et en Savoie* (mai-oct. 1816). Thèse compl. Chambéry, 1930.

² GALLATIN : *Diary*.

³ *Idem*, *ibidem*.

⁴ Seule la traduction du *Giaour* fut imprimée.

⁵ *Papiers Pictet*, 11 juin 1816.

parlant avec hauteur et dureté. Rossi s'était dit intérieurement : « ...C'est un méchant homme... » ¹.

Les traductions poétiques de Rossi en restèrent là. Ce n'était pas sa vraie voie et il était trop intelligent pour ne pas s'en douter. Il continua néanmoins à voir Byron et ses amis, en particulier Hobhouse ². Byron cherchait même à retenir Rossi à la villa Diodati ³. C'était l'époque où il donnait à ses poèmes une trame historique. *Le prisonnier de Chillon* faisait revivre le Genevois Bonivard, héros de l'indépendance au XVI^{me} siècle. Ailleurs, Byron avait fait revivre l'Helvétie romaine, en se basant d'ailleurs sur une inscription trouvée à Avenches dont le texte avait été falsifié ⁴. Nous verrons que Rossi commettra la même erreur ⁵.

Pendant le même été de 1816, soit du vivant de M^{me} de Staël, Rossi « ...fit une courte apparition... » ⁶ au château de Coppet. Le duc Victor de Broglie qui venait d'épouser la fille de M^{me} de Staël, nous l'a décrit « alors tout jeune et inconnu... », auprès de trois hommes, très diversement célèbres, du moins à cette époque : « lord Byron, M. de Stein et le général Laharpe. » ⁷

Les rapports étroits et fréquents de Rossi avec Coppet sont toutefois postérieurs à M^{me} de Staël, au temps où le duc de Broglie aimait à s'y reposer des fatigues de la politique. Rien en effet ne devait rapprocher l'ancien commissaire de Murat de l'auteur *De l'Allemagne*.

Revenons donc à Genève, où nous trouvons Rossi toujours plus intimement lié avec Etienne Dumont. Invité à dîner chez l'auteur du « Règlement d'application de la constitution genevoise », il lui répond :

¹ Comtesse d'HAUSSONVILLE : *Les dernières années de Lord Byron*, p. 124. Paris, Lévy, 1873.

² LORD BROUGHTON : *Napoléon, Byron et leurs contemporains*. Trad. A. Fournier, tome II, p. 36. Paris, Juven, 1910.

³ Th. de BOISSY : *Lord Byron jugé par les témoins de sa vie*, tome II, p. 274. Paris, 1868.

⁴ BYRON : *Manfred*.

⁵ *Histoire de la Suisse*, p. 23 (verso).

⁶ *Souvenirs (1785-1870) du feu duc de Broglie*, publiés par son fils, tome I, p. 360. Paris, 1886.

⁷ *Idem, ibidem*. Le duc de Broglie, en parlant du général de La Harpe, qui était mort pendant la campagne d'Italie, pense sans doute à son cousin, le patriote C. F. de La Harpe, qui défendit plus tard le projet de Rossi.

« ...On ne refuse pas, mon cher Monsieur, les agapes de Platon. Et surtout du nôtre qui ne se contente pas de faire des lois pour des Républiques imaginaires....

...Tout à vous Votre très dévoué

Rossi » ¹.

Pendant l'été de 1817, Etienne Dumont reçut à Genève un de ses amis anglais, l'avocat James Scarlett. Jean-Louis Le Fort a noté dans ses mémoires que les deux juristes étrangers n'avaient pas tardé à être liés. Comme Rossi, Scarlett s'intéressait aux problèmes constitutionnels et nationaux des divers Etats européens. Ami de longue date de Bentham et de Dumont, Scarlett avait achevé pendant la Révolution la traduction commencée par Sir Samuel Romilly d'une série de lettres de Dumont décrivant les événements de 1789 en France. Il y avait ajouté quelques pages, critiquant l'idée d'une république en Angleterre ².

Rossi trouvait en Scarlett le type du libéral conservateur modéré. Plus tard membre de la Chambre des communes, en 1819, il y défendra la liberté contre la loi interdisant le rassemblement séditieux, s'élèvera contre la peine de mort pour raisons politiques, mais n'en deviendra pas moins un sévère attorney-général ³.

¹ Manuscrits Dumont, *ibidem*, tome III, f° 311.

² Le tout parut sans les noms des traducteurs et sous un pseudonyme, comme s'il se fut agi d'une traduction de l'allemand : *Letters containing an account of the late Revolution in France, and observations on the laws, manners and institutions of the English*, translated from the German. London, 1792.

³ J. Scarlett fut dans la suite Lord de l'Echiquier en 1834, Baron Abinger en 1835.

CHAPITRE IX

Rossi et les cantons suisses

Si, en 1817, Rossi s'entretenait avec Etienne Dumont de la législation genevoise et avec James Scarlett de la Charte anglaise et de l'influence européenne de la Révolution française, il s'ouvrait à Bonstetten de son désir de mieux connaître les constitutions des divers cantons suisses et leurs institutions. Un voyage projeté par Scarlett et sa famille dans toute la Suisse en offrait l'occasion. Bonstetten, qui avait apprécié le sens politique de Rossi, engagea les voyageurs à se rendre à Zurich auprès d'un de ses amis, Paul Usteri, membre du gouvernement cantonal, et leur donna des lettres d'introduction.

« ...M. Rossi », écrivait C.-V. de Bonstetten à Paul Usteri, « me semble avoir le coup d'œil juste en politique. Il cherche à se faire une idée de nos constitutions. Je ne puis mieux l'adresser pour les connaître bien, qu'à vous, Monsieur, par qui nous les connaissons. Veuillez donc, Monsieur, permettre à ces Messieurs de causer avec vous. Ils sont faits pour profiter de votre conversation et pour l'apprécier... » ¹.

Usteri avait, en effet, publié une édition critique du Pacte fédéral de 1815 l'année même où cet acte fondamental était entré en vigueur. La seconde partie de cet ouvrage et la plus importante était consacrée aux constitutions cantonales. Le tout était réuni sous le titre de *Manuel de droit public suisse* ².

Scarlett et Rossi se mirent en route au milieu de juillet de l'année 1817. L'Italien faisait le voyage pour la deuxième fois. Genève appartenait à la Confédération depuis deux ans seule-

¹ *Recueil Le Fort*, 99, p. 7.

² Paul USTERI : *Handbuch des schweizerischen Staatsrecht*. Aarau, 1815.

ment et peu de Genevois s'étaient jusqu'alors intéressé à la législation des autres Etats de la Suisse. Seuls les délégués à la Diète annuelle se rendaient au *Vorort* ou canton directeur et étaient en contact avec les gouvernements des cantons.

Rossi allait faire l'apprentissage de la Suisse avec l'une des personnalités qui connaissaient le mieux non seulement les rouages politiques, mais aussi l'esprit de la Suisse. Paul Usteri appartenait à ces jeunes intellectuels libéraux qui, dès le début de la Révolution française, s'étaient montrés indépendants des gouvernements et sensibles aux lumières. Au contraire du Genevois Mallet-DuPan et du Vaudois Bridel qui furent des ennemis acharnés de la Révolution, ces jeunes gens allaient conserver leur croyance en une humanité meilleure, malgré toutes les déceptions que la Révolution réservait. C'étaient, à Zurich, à côté d'Usteri, Léonard Meister et H. K. Escher ; à Berne, Fellenberg, Samuel Ith et Ph.-A. Stapfer ; en Argovie Albert Rengger et H. Pestalozzi ; à Bâle Pierre Ochs et Lukas Legrand ; à Lausanne C.-F. de la Harpe ¹.

Esprit très clair, docteur en médecine à vingt ans, en 1788, et par surcroît botaniste, Usteri comptait de nombreux correspondants dans divers pays au début de la Révolution française. Il s'était passionné pour les idées généreuses de 1789 ; entré dans la politique, il fut l'un des premiers membres du Sénat helvétique après la Révolution de 1798. La Suisse était alors trop divisée pour résister victorieusement aux guerres qui se livraient et des hommes comme Usteri s'étaient rattachés à la nécessité, plutôt que d'attendre un danger pire, l'action des pays du Nord opposés au progrès.

A l'époque où Bonaparte était reconnu par la Prusse et par l'Espagne, où l'Autriche impuissante signait la paix à Campo-Formio, qu'auraient pu contre le Directoire français « ...les gothiques aristocraties » de la Suisse d'une part, les ardents patriotes d'autre part qui s'étaient flatté de « ...trouver dans leurs rêves un principe d'organisation sociale... »

Rossi comprit que, pour Bonaparte, la Suisse fut « ...avant tout une position militaire unique en Europe... » ². « ...Gardienne en

¹ Cf. R. FELLER, NABHOLZ : *Geschichte der Schweiz*, t. II, 3^{me} fasc., pp. 270-271

² ROSSI : *Histoire de la Suisse*, p. 335 bis.

Europe des frontières de la France et d'une grande partie des frontières de l'Italie », dira-t-il, « voilà son rôle politique... »¹.

Républicain et unitaire, le médecin zurichois avait pris une grande part à la révision de la constitution de la République helvétique adoptée à Aarau en avril 1799, puis contribué à la chute du Directoire helvétique en janvier 1800. Il s'était opposé assez maladroitement au projet de constitution de la Malmaison. Successivement président de la Diète et Député à la Consulta helvétique réunie à Paris par Bonaparte, Conseiller d'Etat à Zurich et député à la diète de 1814, Usteri connaissait les qualités et les défauts des constitutions fédérales et cantonales anciennes et actuelles au moment où Rossi et Scarlett accompagné de sa famille vinrent le consulter à Zurich. La Restauration lui paraissait avoir trop influencé les législations suisses dans le sens d'une réaction aristocratique et il rédigeait alors des articles d'opposition libérale. Rossi retrouvait en Usteri, à Zurich, l'esprit qu'il admirait à Genève chez Etienne Dumont, Bonstetten et Sismondi.

P. Rossi demeura en contact avec Usteri. Lorsque ce dernier deviendra Président de la Société suisse d'utilité publique, une de ces associations patriotiques qui avec la Société helvétique joua un si grand rôle dans l'unité fédérale ; nous verrons qu'il demandera à Rossi d'y présenter un travail².

Lorsque Scarlett retourna de son côté en Angleterre, où de hautes destinées l'attendaient, il n'oublia pas non plus le jeune avocat connu à Genève et si curieux de connaître avec lui les constitutions de la Suisse. Il invita dans la suite Rossi à Londres³.

A la fin de 1817 et en 1818, nous retrouvons Rossi à Genève. Il se rendit d'autre part quelquefois à Coppet, où M^{me} de Staël n'est plus. Parlant, en effet, de l'ancien château des Necker, le duc Victor de Broglie notait que pendant l'été de 1818 la société dont il avait présenté le tableau s'était enrichie d'un personnage « ...qui commençait à attirer sur lui les regards, M. Rossi... »⁴. C'était surtout au début de l'année suivante que l'ancien professeur de Bologne allait se faire connaître à Genève.

¹ Rossi, *ibidem*, p. 336 bis.

² Cf. *infra*, p. 93.

³ V. de BROGLIE : *Souvenirs*, tome II, p. 17.

⁴ Victor de BROGLIE : *ibidem*, tome II, p. 19.

CHAPITRE X

Les Cours libres de Rossi à Genève

Le duc de Broglie, en parlant de l'été 1818 dans ses *Souvenirs*, écrits longtemps après les événements relatés et publiés par son fils, notait :

« ...Au moment où nous revînmes à Coppet, M. Rossi était déjà, je crois, citoyen de Genève, et professait avec éclat le droit romain, dans l'établissement consacré à l'enseignement supérieur, qui sous le nom d'*Auditoire*, correspond à ce que nous nommons en France, les facultés... »¹. La mémoire, par ailleurs excellente, du gendre de M^{me} de Staël, lui fait ici commettre une erreur de quelques mois. C'est au début de 1819 seulement que Pellegrino commença à Genève ce qu'on appelait alors un « cours particulier ». Dans sa brillante étude sur *Genève* de 1815 à 1840, le comte Adolphe de Circourt a laissé un tableau très animé de cet enseignement :

« ...Dans cet esquisse des mœurs de l'ancienne Genève, » écrivait l'hôte français de Genève, « on ne saurait omettre la mention des cours particuliers. Des hommes fort distingués en donnaient aux gens du monde, aux femmes, aux jeunes gens qui suivaient les exercices de l'Académie. Il était fort d'usage d'encourager cette méthode par laquelle des savants de profession et quelquefois encore des littérateurs d'un talent considérable suppléaient à l'insuffisance des traitements officiels qu'ils recevaient de l'État, ou bien à la médiocrité de leur patrimoine. Ces cours avaient pour objet des portions spéciales du grand tout de l'histoire naturelle, des chapitres de l'histoire politique de l'Europe, des questions particulières de l'histoire

¹ Adolphe de CIR COURT : *Genève*, pp. 65 et 66.

des arts ; des questions de droit public et des gens. Quelques-uns de ces cours ont laissé des souvenirs profonds — la réputation de M. Rossi, ébauchée en Italie, ne serait jamais, sans les cours qu'il fit de 1821 à 1835, sortie de l'enceinte un peu sourde de l'Académie de Genève... » ¹.

Circourt qui fut surtout à Genève à partir de 1830, ne s'est pas non plus souvenu exactement de la date des cours de Rossi. De fait, sa première leçon eut lieu le 6 février 1819 ². Ce cours était intitulé :

Cours de Jurisprudence, c'est-à-dire réponse à ces deux questions :

1^o *Un système politique de jurisprudence est-il nécessaire à une nation ?*

2^o *Ce système étant établi, comment le maintenir ?* ³

Le cours particulier de Rossi avait lieu « dans la salle de la Société des Arts, au Calabri... » écrit J.-L. Le Fort qui ajoute : « ...j'eus le plaisir de le suivre... » ⁴. Dès la première année, l'enseignement de Rossi à Genève « ...obtint un succès prodigieux... » ⁵.

Les premiers auditeurs de Rossi étaient la plupart des amateurs. On comptait parmi eux autant de femmes que d'hommes ⁶ à une époque où aucune femme ne faisait des études approfondies.

Aussi la plupart des contemporains du jeune professeur et, d'après eux, de ses biographes plus récents, se sont-ils bornés à nous rapporter ses qualités d'orateur, ses jeux de physionomie toujours variés, sa voix tantôt grave et tantôt vibrante d'émotion, sa pâleur révélant l'étude et la méditation, sa langue incorrecte mais pittoresque ; les plus avisés remarquaient son aptitude à rendre les faits brillants sans atténuer la vérité, ses maximes hardies mais pratiques et modérées, ses

¹ Adolphe de CIR COURT : *Genève*, pp. 65 et 66.

² LEDERMANN : *Rossi*, p. 66.

³ Bibliothèque publique et universitaire de Genève, *Manuscrits supplémentaires*, 185. (Notes prises aux cours de Rossi par Guillaume Prevost.)

⁴ *Recueil Le Fort*, 99, p. 9.

⁵ A.-E. CHERBULIEZ : *Pellegrino Rossi*, dans *Bibliothèque universelle*, tome X, p. 135, février 1849.

⁶ *Idem, ibidem*.

sentiments contenus et sincères¹. La curiosité dut également jouer un rôle dans les premières présences au cours de ce bel étranger, à la fois héros des derniers soubresauts de l'épopée napoléonienne aux côtés de Murat, poète et ami de Byron et érudit. Son charme personnel et l'intelligence de son exposé faisaient revenir les auditeurs et lui en attiraient d'autres.

Heureusement, P. Rossi eut dès le début, à son cours, des observateurs plus compétents. Ils appartenaient à deux catégories. Les uns, d'âge mûr, parurent occasionnellement à ses leçons. C'étaient de hautes personnalités genevoises, membres du gouvernement ou professeurs à l'Académie, qui allaient très vite donner à son enseignement un caractère officiel². Les autres étaient de jeunes étudiants qui se destinaient à la carrière juridique et suivaient les leçons du professeur italien avec régularité et avec un intérêt soutenu, prenant des notes très complètes sur les paroles prononcées de la chaire. Parmi ceux-ci, il faut distinguer Guillaume Prevost, qui deviendra avocat puis juge et jouera un rôle politique notamment comme membre de l'assemblée constituante genevoise de 1841. Guillaume Prevost était le fils d'un des plus illustres professeurs de l'Académie de Genève, Pierre Prevost, qui fut le maître et plus tard le correspondant de Guizot ; Prevost, que Frédéric le Grand appelait « mon cher ami », que Ch. V. de Bonstetten avait nommé « mon frère » dès leur première rencontre et à qui M^{me} de Staël écrivait : « J'ai beaucoup de choses à vous demander pour mon travail actuel, car, à qui peut-on demander des idées et des faits si ce n'est à vous ?... »³

Guillaume Prevost, élevé dans un milieu savant et universitaire, était rompu dès son plus jeune âge aux méthodes scientifiques. Les notes prises par lui aux cours de P. Rossi, dès sa leçon inaugurale, au début de 1819, et conservées à la Biblio-

¹ A.-E. CHERBULIEZ : *ibidem* ; CIRCOURT : *ibidem*.

² Cf. *infra* p. 52.

³ Sur Pierre Prevost, voir Paul-Emile SCHAZMANN : *Pierre Prevost chez J.-J. Rousseau à Paris en 1777*, dans *Annales de la Société J.-J. Rousseau*, tome XXIV, pp. 175 ss. ; P.-E. SCHAZMANN : *P. Prevost à la cour de Weimar*, dans *Journal de Genève* du 10 décembre 1934 ; *idem* : *Guizot et Genève*, *ibidem*, 30 novembre 1933 ; Ch. POUTHAS : *La jeunesse de Guizot*. Paris, Alcan, 1935.

thèque publique et universitaire de Genève, constituent un document extrêmement précieux.

Le sujet même choisi par Rossi, et dont G. Prevost nous a conservé le titre exact, a été librement choisi par le professeur de Bologne. Il ne correspond pas encore à une partie d'un cycle d'études dans une haute école de droit. Complété par le contenu du cours, il permet donc de se rendre parfaitement compte de l'objet des préoccupations scientifiques de Rossi à ce moment-là et dans les années qui ont précédé, car un tel cours ne s'improvise pas.

Le problème posé par Rossi, au début de son cours, permet d'emblée de retrouver, dans cette première concrétisation de quelque importance de la pensée de Rossi, plusieurs des éléments dus aux circonstances de sa formation intellectuelle exposée ci-dessus. Ce n'est plus d'une étude de scolastes, telle que l'ont pratiquée pendant des siècles les grands romanistes de l'école de Bologne, qu'il s'agit. A force de commenter les textes des grandes compilations de Justinien, on en était venu à s'attacher à la lettre beaucoup plus qu'à l'esprit des lois. Mais, déjà à l'époque où Rossi étudiait à Bologne, l'enseignement avait subi l'influence des lumières. Les chefs de la nouvelle école avaient élargi le débat et cessé de considérer le droit comme une doctrine intangible et définitivement fixé.

Des études personnelles ; un contact constant avec des personnalités éclairées, avec ses collègues d'Italie directement puis par correspondance depuis son arrivée à Genève, avec ses nombreuses relations en France qui l'avaient fait appeler « *partigiano francese* », et avec les libéraux genevois ; de longues méditations pendant la période d'inaction à laquelle son exil l'avait soumis, permettaient au réfugié de la veille de faire un cours remarquable.

De Bacon aux théories les plus récentes de l'école historique allemande, Rossi embrasse dans ce premier cours une somme de connaissances immense. Partout un raisonnement impeccable enchaîne le narré des faits.

Pour Rossi, le droit, comme toute manifestation de la vie, est une évolution. Lorsqu'on étudie le droit ancien, il ne faut

donc pas se borner à prendre le droit rédigé d'un siècle et à le sortir de son époque.

« ...Le jurisconsulte », pense Rossi, « doit consulter l'histoire et y puiser les lumières qu'il ne peut ne pas y trouver s'il sait bien se diriger dans ses fouilles... » ¹.

Le fait de ramener souvent les lois à leurs principes ne nuit ni à la liberté, ni au progrès de l'esprit humain. En effet, « souvent des institutions nouvelles se contredisent dans leurs détails comme dans leurs principes ; destructrices souvent, elles manquaient très fréquemment aussi de bons fruits. Mais il faut retrouver les vrais débuts des civilisations et des législations des peuples, et considérer leur évolution historique.

Nous retrouvons dans ces théories brillamment exposées par Rossi, sous une forme tout à fait nouvelle à Genève, l'influence de deux grands noms que d'ailleurs il nomme explicitement ² : Montesquieu et Jean-Baptiste Vico.

« ...Montesquieu », disait Rossi à ses étudiants, « a donné le premier un exemple d'un alliage heureux de la philosophie avec l'histoire de la législation. L'humanité lui doit sa reconnaissance, en ce qu'il a montré que la recherche des ancêtres peut être avantageuse pour la postérité... » ³.

Le fait d'appliquer à l'histoire des raisonnements philosophiques, comme l'ont fait les meilleurs esprits, faisant ainsi ce que Rossi appelle de « l'histoire philosophique », n'implique pas, au contraire, cette forme de « la philosophie de l'histoire » contre laquelle le professeur met déjà ses étudiants en garde. Dans cette dernière et mauvaise interprétation, « ...les faits ne sont mis que comme pour établir les raisonnements... » ⁴ disait l'italien dans sa langue peu châtiée, mais expressive.

A côté de Montesquieu, le génial philosophe napolitain Jean-Baptiste Vico, si longtemps méconnu, car ses publications datant du début du XVIII^{me} siècle commençaient à peine à être citées au temps où Rossi révélait les connaître parfaitement, fut un de ses maîtres posthumes. La philosophie de Vico était

¹ Manuscrit G. Prevost, p. 5 (verso).

² *Idem, ibidem*, pp. 5 et 6.

³ *Idem, ibidem*, p. 5.

⁴ *Idem, ibidem*, p. 4.

alors nouvelle à Genève et, d'une façon générale, encore très peu connue dans les pays de langue française. Les travaux publiés sur Vico dans la *Revue des deux mondes* de 1838, ceux de Ballanche, la traduction de Michelet, sont ultérieurs. A Genève, on savait tout au plus, d'après un article de la *Revue italique* publiée dans cette ville avant la *Bibliothèque britannique* puis *Bibliothèque universelle* dirigée par Marc-Auguste Pictet, qu'« il y a beaucoup d'élégance » dans les écrits « de l'abbé Léoni, de M. Gimma, de Jean-Baptiste Vico et d'autres savants napolitains... »¹

Comme Montesquieu le fera ensuite, Vico cherchait à montrer la réalité au travers de la jurisprudence et de la philosophie. L'un et l'autre ne considéraient la loi « que pour en dégager l'esprit profond... »²

Tels étaient quelques-uns des grands principes de méthode historique que Rossi empruntait à ses illustres devanciers. Il parle alors assez superficiellement des méthodes de l'école historique allemande, récemment fondée par Savigny et Niebuhr :

« ...La nouvelle école d'Allemagne a un esprit heureux et sage, qui pourra mener à des fruits heureux... »³.

S'attaquant ensuite au fond même de son sujet, Rossi montre l'incertitude des connaissances sur les premiers siècles de Rome. Ici les sources de Rossi sont particulièrement abondantes. Le jeune professeur fait preuve de lectures très nombreuses, assimilées, retenues dans sa mémoire ou dans ses notes et coordonnées avec beaucoup d'intelligence. Il cite tout d'abord un savant français du XVI^{me} siècle, François Baudouin, l'auteur du *De Institutione Historiae Universae et eius cum jurisprudentia conjunctione*⁴. Juriste et humaniste, Baudouin avait montré la constitution politique primitive des Romains d'un nouveau point de vue : « ...Les considérations se portaient directement sur les gouvernements et sur la législation... »⁵. Le premier, Baudouin avait proclamé la nécessité de faire l'histoire des institutions. La connaissance de la forme de l'Etat est plus importante que

¹ *Revue italique*, Genève, 1736.

² Paul HAZARD : *La pensée de Vico*, dans *Revue des cours et conférences*, 15 décembre 1931.

³ Manuscrits G. Prevost, *ibidem*, p. 5 (verso).

⁴ Parisiis, apud Andream Wechelium, 1561.

⁵ Manuscrits G. Prevost, *ibidem*, p. 7.

les détails d'une bataille. Les romanistes, d'autre part, étudiaient déjà l'interprétation historique du droit. Selon Baudouin, il fallait étendre cette étude aux premiers peuples qui fondèrent nos royaumes modernes. Il faut étudier l'histoire des constitutions, l'origine des institutions modernes.

Vico, avant d'étudier le système politique de la nation romaine, niait la vraisemblance de toute l'histoire romaine jusqu'à la seconde guerre punique, soit à la fin du III^{me} siècle, dans sa *De antiquissima Italorum sapientia*¹ et dans la *Scienza nuova*². L'époque royale, selon Vico, n'était à Rome ni monarchique, ni populaire après Servius Tullius, mais aristocratique. La révolution républicaine de 510 ne marque pas l'affranchissement du peuple, mais la libération du peuple du danger représenté par la monarchie absolue³.

Rossi avait également étudié et utilisé les théories de l'historien et philosophe anglais du XVIII^{me} siècle, Adam Fergusson, — meilleur historien que philosophe⁴. Fergusson avait publié à Londres, en 1766, un *Essai sur l'histoire de la société civile* et en 1783 une *Histoire du progrès et de la fin de la République romaine*. Le nom de tous ces savants innovateurs résonnait dans la salle de l'auditoire, à l'Académie de Genève.

« ...Fergusson », disait Rossi, « a saisi le sujet en homme d'esprit et éclairé. Il considère et approfondit l'origine des sciences politiques romaines et passe légèrement sur les autres parties dont l'origine est si obscure... »⁵.

Enfin, puisqu'on était en Suisse, Rossi pouvait-il oublier le grand historien Schaffhousois Jean de Müller, mort dix ans plus tôt en 1809 et qui avait été l'ami intime de Charles-Victor de Bonstetten ! Müller qui avait pendant longtemps été l'hôte du Procureur général Jean-Robert Tronchin à Genève, dans la riante propriété nommée la Boissière, où Rossi maintenant était

¹ Naples, 1710.

² Naples, 1725. (*Principi di una scienza nuova intorno alla natura commune delle Nazioni*.)

³ Cf. BARBAGALLO : *Il problema delle origini di Roma da Vico a noi*, p. 7. Milano, 1926.

⁴ Sa théorie de la sympathie fut attaquée par V. COUSIN : *Cours d'histoire de la philosophie morale au XVIII^e siècle*, II, 1839-1840.

⁵ Manuscrit G. Prevost, *ibidem*, p. 7.

souvent l'hôte de M^{me} Achard-Bontems ¹ et qui appartiendra plus tard à la famille Schazmann ².

Sans se compromettre, Rossi disait dans son cours du début de 1819 :

« ...Müller, dans quelques parties de son Histoire universelle, donne sur la législation romaine des éclaircissements plus utiles que ceux que donnent tant de compilations... » ³.

Nous avons mentionné l'école historique allemande. En 1819, Rossi ne parle pas encore de Savigny, qu'il connaîtra plus tard et avec lequel il entretiendra des relations épistolaires. Par contre, il cite Niebuhr. L'historien allemand, soixante-dix ans après Vico, s'était à son tour posé la question de l'histoire romaine pendant les premiers siècles de son existence, sans connaître semble-t-il l'œuvre du Napolitain ou tout au moins sans l'utiliser ⁴.

Deux années plus tôt, en 1817, Niebuhr s'était trouvé en contact avec les Genevois. Tandis qu'il travaillait à Rome, il avait été chargé par le syndic des Arts de négocier un traité et, en signe de remerciement, avait été nommé bourgeois d'honneur de Genève ⁵. Nous ne savons pas si Rossi avait été mêlé à ces transactions diplomatiques. Il ne le semble pas. Rossi fait par contre état de l'opinion des frères Schlegel sur une affirmation de Niebuhr. Longtemps les hôtes de Coppet, Frédéric et Guillaume Schlegel étaient bien connus de certains des amis genevois de Rossi, en particulier Sismondi et Charles-Victor de Bonstetten.

Frédéric Schlegel avait écrit une *Histoire des Grecs et des Romains*, à la fin du XVIII^{me} siècle déjà ⁶. Récemment, il avait admis, avec Niebuhr, le caractère épique de la primitive histoire romaine. Rossi allait encore plus loin que Vico, Niebuhr et

¹ Rossi écrivait à cette époque à M^{me} Achard : « Vous refuser, est une phrase dont j'aurais de la peine à comprendre le sens lors même que vous m'inviteriez au Congrès de Laybach ou de Vérone. Pensé-je refuser de dîner à la Boissière. » (Bibliothèque publique et universitaire de Genève, Manuscrits Constant, Inventaire 1657, f^{os} 24 et 25.)

² L'auteur de cette thèse est né à la Boissière.

³ Manuscrit G. Prevost, *ibidem*, p. 7.

⁴ La *Römische Geschichte* de G. Niebuhr, est de 1811-1812.

⁵ Cf. Charles SEITZ : *Niebuhr, bourgeois de Genève*, Genève 1909.

⁶ Berlin, 1798.

Frédéric Schlegel. Il mettait comme eux en doute la réalité des récits des historiens romains sur l'époque royale. Mais il niait également l'existence de documents certains sur l'origine des Romains et sur une épopée semblable à Homère, dans la littérature grecque.

« ...M. de Niebuhr », disait Rossi, « prétend que les Romains longtemps avant d'écrire la littérature en prose et par conséquent longtemps avant la connaissance des Grecs, avaient des documents certains sur leur origine... D'où M. de Niebuhr tire-t-il cette opinion ? C'est ce qu'il ne nous explique point, M. Fr. Schlegel suit cette opinion. Mais une autorité aussi forte la rejette, c'est M. Guill. Schlegel... »¹.

Ce dernier avait, en effet, publié dans les *Annales de Heidelberg* une violente attaque de certains passages de l'*Histoire romaine* de Niebuhr.

Pour entrevoir l'ampleur des recherches de Rossi, il faut encore mentionner ses citations de l'abbé Sallier². Ce philologue français, né à Saulieu en 1785, auteur d'une remarquable édition des *Mémoires de Joinville*, n'a cependant laissé aucune œuvre importante sur l'époque qui intéressait Rossi, et c'est dans les Mémoires de l'Académie des Inscriptions et belles lettres que le professeur de Genève s'était documenté.

Les quelques éléments du premier cours de Rossi que nous avons étudiés, d'après les notes prises à ses leçons par Guillaume Prevost, et les recherches auxquelles nous nous sommes livré sur ses sources, permettent d'affirmer sa vaste érudition générale, sa documentation ample et consciencieuse sur chacun des sujets traités, puisée à la fois dans les meilleurs auteurs anciens, dont certains comme Vico étaient encore peu connus, et dans les théories les plus modernes notamment de l'école historique allemande. Ces sources étaient ensuite passées au crible de la critique. En particulier en ce qui concerne les théories alors récentes de Niebuhr, Rossi ne se laissait pas arrêter par la grande notoriété de l'auteur et par la valeur d'une partie importante de son œuvre pour critiquer les données qui ne lui paraissaient pas étayées sur une science assez rigoureuse.

¹ Manuscrits G. Prevost, p. 8 (verso).

² *Idem, ibidem*, p. 7.

Le plan et la construction historique de ce premier cours de Rossi à Genève nous paraissent plus faibles que les sources et la critique. Certaines de ses conclusions sont à retenir. Il semble avoir voulu montrer que le caractère primitif de la nation romaine ressort de ses premières législations, l'origine épique étant douteuse et ne pouvant pas être admise sans de nouvelles preuves. Selon Rossi, il faut étudier ces législations du point de vue historique, pour y trouver les lumières, pour baser le progrès sur une évolution. Étudier le passé, respecter l'histoire pour mieux comprendre les institutions nouvelles et en voir, le cas échéant, les contradictions et les parties destructrices de certains éléments utiles.

Plusieurs des grands principes que nous retrouverons dans les importantes œuvres scientifiques et politiques de Pellegrino Rossi sont déjà en germes dans ce cours. Il n'avait duré que trois mois et avait suffi à établir la réputation du professeur bolonais à Genève et même bien au delà, à Coppet et dans les patries respectives des nombreux étudiants étrangers qui se pressaient pour l'entendre.

CHAPITRE XI

Rossi professeur de droit à l'Académie de Genève

Les membres du gouvernement genevois et les professeurs de l'Académie de Genève désirèrent très vite donner un caractère officiel à un cours qui avait autant de succès. Il s'étaient, de plus, rendu compte par eux-mêmes de sa réelle valeur. André-Richard Calandrini, frère de Calandrini-Cramer que nous avons vu être le premier ami genevois de Rossi, avait été nommé syndic, c'est-à-dire membre du gouvernement en 1818. Il s'était rendu lui-même à ce cours de jurisprudence et y avait amené ses collègues. Ceux-ci avaient constaté que l'ancien commissaire civil de Murat, s'il était partisan du progrès des sciences, n'en était pas moins profondément attaché au passé et avait consacré des années à l'étudier. Les lois et les institutions, selon lui, ne pouvaient être modifiées qu'en respectant l'évolution historique et nationale.

Une seule difficulté subsistait pour la nomination de Pellegrino Rossi à l'Académie de Genève : il était de religion catholique et aucun professeur de sa confession n'avait été appelé à y enseigner depuis sa fondation par Calvin en 1559. L'Académie n'avait pas encore été laïcisée. Elle ne le sera qu'en 1836.

La nomination de Rossi présentait trop d'avantages pour que la Compagnie académique, qui participait à la haute direction de l'instruction publique et était composée de pasteurs et de professeurs, se laissât arrêter. Le nombre des théoriciens du droit, possédant de plus des notions pratiques hautement utiles à une école de droit, était assez restreint pour ne pas laisser échapper ce savant. En histoire du droit romain, Rossi avait fait ses preuves à Genève. D'autre part, la nomination du professeur

Jacques Le Fort comme Conseiller d'Etat laissait vacante la chaire de droit criminel¹. Or c'était précisément la discipline naguère enseignée par Rossi à Bologne. Les deux chaires devaient lui être attribuées, par Arrêté du Conseil d'Etat du 3 avril 1819. Au sujet de la confession du nouveau professeur, le gouvernement genevois s'était borné à ajouter un article 2 à sa décision, aux termes duquel :

« M. Rossi ne professant pas la religion réformée, il est statué, conformément au désir manifesté par lui, qu'il ne prendra aucune part aux délibérations de ce corps académique lorsqu'elles auront pour objet la religion réformée... »

Ainsi les portes de l'Académie de Calvin s'ouvrirent-elles pour la première fois à un professeur catholique².

En même temps que Rossi, le Conseil d'Etat nommait Bellot « second professeur de droit français ». L'ancien exilé italien devenait ainsi le collègue d'un des représentants les plus éminents du groupe libéral genevois.

Comme Rossi, Pierre-François Bellot alliait la philosophie aux exigences de la pratique et cherchait à améliorer les lois non pas en détruisant le passé mais en l'étudiant et en le réformant. Il préparait alors la loi genevoise sur la procédure civile qui sera adoptée le 29 septembre de la même année 1819. Cette loi fut unanimement approuvée et excita l'admiration de grands juristes étrangers. L'avocat André-Marie Dupin, dit Dupin aîné, plus tard procureur général et auteur de nombreuses publications juridiques écrivait en parlant de cette législation :

« ...La loi (de procédure civile du canton de Genève) et l'exposé des motifs sont deux œuvres remarquables par la nouveauté des vues, par l'esprit d'amélioration qui y domine, et par une heureuse conciliation des principes ou saines théories avec les exigences de la pratique. C'est la procédure française rendue rationnelle par un esprit philosophique et nullement systématique. M. l'avocat Bellot a puissamment contribué aux nombreuses améliorations introduites dans la législation du canton de Genève. Esprit éminemment lucide et progressif, très habile

¹ *Recueil Le Fort*, 99, p. 9.

² Charles BORGEAUD : *Un professeur patriote de la Restauration*. Conférence faite au « Dies Academicus », Jullien, Genève, 1914.

praticien, il réunit toutes les qualités désirables dans un réformateur des lois... » ¹.

Tel était l'avis du grand juriste français Dupin aîné, — qui s'était particulièrement intéressé à la façon dont les réformes françaises avaient pénétré chez les autres peuples, « même chez ceux dont les gouvernements ont pris le plus à tâche de décrier et de combattre notre Révolution... » ² — sur Bellot, l'ami intime de P. Rossi, celui dont il disait :

« ...Je lui parlais comme je me serais parlé tout haut à moi-même... » ³.

Professeur de droit à l'Académie de Genève, Pellegrino Rossi désira se rapprocher des salles de cours, de ses collègues, de ses amis et de la majorité de ses étudiants. Il quitta les faubourgs et vint habiter au cœur de la cité, à l'intérieur des murs qui l'avaient protégée contre les entreprises des ducs de Savoie et le pouvoir temporel des papes. La nouvelle demeure genevoise de Rossi était située — entre l'ancien marché aux bœufs des Romains devenu la pittoresque place du Bourg-de-Four ⁴, plantée d'ormes rappelant le Devin de Village de Jean-Jacques Rousseau, et la haute colline de Saint-Pierre, — dans une position dominante bien nommée Beauregard. Il loua, en automne de l'année 1819, un appartement de la rue Beauregard appartenant à une demoiselle Durade ⁵. Tout en étant au centre de la ville, cette demeure ouvrait sur la campagne genevoise, dominée, du côté opposé au lac, par les deux Monts Salève, grand et petit, qui laissaient entrevoir les Alpes de la Savoie.

Les cours de Rossi avaient maintenant lieu non plus dans la Salle de la Société des Arts, au Calabri, proche du jardin botanique des Bastions créé par Augustin-Pyrame de Candolle, mais dans l'« aula » du « Musée académique ». L'enseignement supérieur officiel avait alors lieu, en effet, dans une rue parallèle à la rue des Granges où nous avons rencontré Charles-Victor de Bonstetten, à la Grand'Rue (à l'actuel n° 11), non loin de la

¹ *Gazette des Tribunaux*, Paris, 16 avril 1836.

² *Mémoires* de M. DUPIN, tome IV, p. 392. Paris, Plon, 1861.

³ Cf. *supra*, p. 30.

⁴ *Boarum forum*, le marché aux bœufs, s'est transformé par étymologie populaire en Bourg-de-Four.

⁵ *Recueil Le Fort*, 99, p. 4.

maison natale de Jean-Jacques Rousseau, dans un bâtiment auquel on avait récemment donné le nom de Musée Académique. C'était l'ancien hôtel des Résidents de France, puis, pendant l'annexion, la Préfecture du Département du Léman, devenu propriété de la ville au moment de la Restauration. Les locaux avaient été aménagés à la demande du professeur Henri Boissier, recteur de l'Académie et l'un des fondateurs de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève ¹.

Le *cours de droit romain* fait « ...par Mr. le prof. Rossi... » pendant l'hiver de 1818 et 1819 nous a été conservé, comme le premier cours libre, par un de ses plus brillants élèves, « Gme Prevost, étudiant de droit... » ². Il commença le 10 novembre 1819.

Le duc de Broglie, en parlant du premier cours de Rossi, avait écrit : « ...En enseignant, il étudiait... » ³. Si cette assertion est vraie, nous en trouvons le résultat dans ce nouveau cours de droit, qui marque un grand progrès sur le précédent, surtout quant au plan et à la méthode.

Rossi, qui possédait parfaitement le latin, fit sa première leçon à l'Aula dans la langue même des Romains. C'était affirmer d'emblée qu'il s'adressait davantage aux étudiants et aux érudits qu'aux auditeurs curieux et aux dames qui ignoraient la langue de Cicéron ou même le bas latin des conseillers de Justinien. Un très nombreux public lui demeura néanmoins fidèle.

Le savant professeur commençait par donner à ses étudiants quelques notions de philosophie du droit. Il distinguait la « ratio exegetica », la « ratio dogmatica » et la « ratio historica ». Déjà il apparaissait que sa préférence allait à cette dernière :

« ...On ne peut jamais bien comprendre la législation d'une nation », disait-il « sans connaître à fond l'histoire de ce même droit ; il faut donc le traiter aussi historiquement... » ⁴.

Rossi distinguait deux espèces d'histoires du droit : 1^o l'histoire externe (*externa*) du travail et des sources du droit ; 2^o

¹ Charles BORGEAUD, *Un professeur patriote*, p. 7.

² Bibliothèque publique et universitaire de Genève, *Manuscrits supplémentaires* 182 à 184.

³ Duc Victor de BROGLIE, *Mémoires*, tome II, p. 19.

⁴ Manuscrits Prevost, p. 5.

l'histoire interne (*interna*) ou philosophie du droit. Celle-ci devait peindre « ...l'état de la formation et du développement du droit dans les époques différentes.... On y distinguera des périodes et des circonstances ainsi que la manière dont le droit a suivi ces circonstances... »

En terminant l'introduction de ce cours, dans lequel il se révélait déjà historien autant que juriste, Rossi déclarait :

« ...L'étude de cette partie doit être la principale pour les jurisconsultes, vu que le droit romain ne peut plus avoir autant d'applications immédiates. C'est l'histoire du droit tirée de l'état moral et politique de la nation... »¹.

L'histoire du droit ainsi conçu comme une branche de l'histoire et comme une branche importante pour une époque sur laquelle elle constituait la principale source de nos connaissances était traitée selon une bonne méthode. Il ne s'agissait pas d'étudier les textes successifs des lois, mais de les connaître dans leurs rapports avec la vie réelle de l'époque, en particulier avec son état moral et politique, dans la région à laquelle s'appliquaient ces législations, c'est-à-dire la nation.

Les cours de droit romain de P. Rossi, ainsi étudiés d'un point de vue historique, devaient se répartir sur une durée de quatre années. Ils comportaient l'introduction au droit romain, le droit public puis le droit privé romains, enfin la procédure.

Les notes manuscrites prises à ce cours pendant toute leur durée forment trois gros cahiers in-octavo, qui comptent respectivement 206, 181 et 271 feuillets, soit 1316 pages en tout².

En même temps que la chaire de droit romain, Rossi s'était vu attribuer par l'Arrêté du Conseil d'Etat de Genève du 3 avril 1819 la chaire de droit criminel. C'était la discipline qu'il avait obtenu quatre ans plus tôt d'enseigner à la faculté de droit de l'Université de Bologne, renonçant dans ce but à la chaire de droit civil qui lui était offerte et montrant par là sa prédilection pour l'étude illustrée peu avant en Italie par Beccaria.

Nous ne possédons malheureusement pas autant de détails sur le premier cours genevois de droit pénal de Rossi. La Biblio-

¹ Manuscrits G. Prevost.

² Manuscrits G. Prevost.

thèque publique et universitaire de Genève conserve bien un « Cours de législation pénale » ¹ manuscrit, pris par Guillaume Prevost aux leçons du nouveau professeur, qui succédait dans cette chaire à Jacques Le Fort, mais il n'est pas daté. Il précède ses notes sur le « Cours d'instruction criminelle » fait par Rossi en 1823 et 1824 ². Il n'est donc pas certain que le premier cours de droit criminel fait par Rossi à l'Académie de Genève, sans doute dès l'année 1819, ait été conservé.

Dès le début de son enseignement universitaire à Genève, Pellegrino Rossi s'était donc spécialisé dans les deux branches qui allaient servir de base à deux de ses plus grandes œuvres. D'une part, ses études approfondies sur le droit criminel allaient servir de base à son ouvrage capital, le *Traité de droit pénal*, entièrement rédigé et publié pendant la période suisse du professeur. La suite de notre exposé montrera d'autre part comment les études historiques des institutions juridiques des nations amèneront Rossi à jouer un rôle prépondérant dans la politique de son pays d'adoption.

¹ *Manuscrits supplémentaires* 188.

² *Idem, ibidem*, p. 9.

CHAPITRE XII

Rossi citoyen de Genève

L'année 1819 fut surtout marquée pour P. Rossi par le début et la consécration de son enseignement universitaire à Genève. Deux autres événements méritent également d'être mentionnés : d'une part un voyage à Milan au mois de juin 1819. D'autre part ses fiançailles, à la fin de la même année, avec une jeune fille de Genève.

Nous savons très peu de choses du séjour de Rossi en Italie en 1819. Seule une lettre de lui, datée de Milan le 10 juin et adressée à Genève à son ami Marc-Auguste Pictet, devenu depuis peu de temps son « ...Très cher collègue.... », nous en donne la certitude ¹. Mais ce déplacement nous rappelle qu'à cette époque Rossi était loin d'avoir perdu tout contact avec l'Italie. L'année précédente, un des chefs du carbonarisme et plus tard de la révolution de 1821 contre la domination autrichienne, le comte Frédéric Confalonieri, étant de passage à Genève, y avait rencontré Rossi et Sismondi. Préparant déjà un mouvement insurrectionnel dont il s'était entretenu avec eux, il écrivait le 18 juillet 1818 au comte Louis Porro Lambertenghi :

« ...J'ai vu Sismondi, Rossi, Albertina ; ils attendent tous beaucoup de septembre ; je forme des vœux pour que leur attente soit soutenue et confirmée par le fait... » ².

Frédéric Confalonieri était d'autre part lié depuis longtemps avec un vieux réfugié italien, fixé à Genève depuis 1806, Filippo Buonarroti. Ce révolutionnaire irréductible, compromis en Italie dès le début de la Révolution française et un temps en relations avec Robespierre et Babeuf à Paris, donnait des leçons de mathématiques tout en cherchant à gagner de nouveaux adeptes au carbonarisme. Rossi ne semble pas avoir rencontré

¹ LEDERMANN, *Rossi*, p. 73.

² *Società per la storia del Risorgimento italiano, Biblioteca scientifica. Serie Carteggi*, vol. II : *Carteggio del Conte Federico Confalonieri, ed altri documenti spettanti alla sua biografia*, pubblicato con annotazioni a cura di Giuseppe Gallavresi, T. I, p. 409.

souvent ce petit neveu de Michel-Ange, mais plus tard l'un et l'autre s'efforceront de venir en aide aux réfugiés piémontais ¹.

Par contre Rossi et Confalonieri demeurèrent en relations épistolaires après le retour de celui-ci en Italie :

« ...Je crois en vérité », lui mandait Rossi, « qu'il aurait été bien difficile de se voir, de se connaître et de ne pas nouer entre soi une amitié éternelle. Je méritais de vous apprécier et de vous aimer parce que je suis capable de sentir tout ce que vous valez ; vous ne pouvez pas rejeter un homme à l'âme franche et chaude de l'amour de son pays, et qui, sans vous connaître, a imité en petit ce que vous avez tenté en grand.... » ².

Dès lors Rossi, qui avait introduit le magistrat genevois Jean-Louis Le Fort auprès de son ami bolonais l'avocat Casoni ³, donna à plusieurs reprises des lettres pour le comte Confalonieri à des personnalités de Genève se rendant en Italie. Une autre fois, il recommande un professeur italien passant par Genève à son collègue Marc-Auguste Pictet.

C'est aussi par une lettre à son ami italien Confalonieri que nous apprenons le projet formé par Rossi, tout à la fin de 1819 ou au début de 1820, d'épouser une jeune fille de Genève, Jeanne-Charlotte Melly. Il lui faisait un très grand éloge de cette jouvencelle de dix-neuf ans, nullement affectée, ayant un physique charmant, des formes caressantes. Et surtout quelle âme : « ...franche, ingénue, douce et ferme à la fois... » ⁴.

Nous arrivons ainsi à l'année 1820, pendant laquelle Rossi va changer de nationalité, recevoir un nouvel état civil et surtout révéler sous de nouvelles formes sa science et sa confiance dans le progrès, tout en continuant son enseignement universitaire.

Malgré son voyage en Lombardie, les amis qu'il conservait en Italie et son espoir de voir un jour renaître la nation italienne, Rossi établi à Genève depuis quatre ans y avait trouvé une nouvelle patrie. Il y avait fixé son domicile et le centre de son activité. De nombreuses personnalités genevoises étaient devenues ses amis. Il en comptait d'intimes parmi les professeurs de l'Académie de Genève et parmi les membres les plus actifs

¹ R. MANZONI, Conseiller national : *Gli esuli italiani*. Milan, 1922, pp. 26 ss.

² Lettre traduite par Philippe Monnier, dans *Journal de Genève* du 11 mai 1910. Elle est aujourd'hui publiée par Gallavresi, *ibidem*, tome I, p. 417.

³ *Recueil Le Fort*, 99, p. 4.

⁴ GALLAVRESI, *ibidem*, tome II, p. 211.

du Conseil législatif, dans la magistrature et au sein du gouvernement. Au nombre des quatre syndics qui gouvernaient Genève en 1820, André-Richard Calandrini avait été réélu membre de ce petit conseil. Nous l'avons déjà vu à plus d'une reprise favorable à Rossi. Lui et ses collègues, le premier syndic Schmidtmeyer, les syndics Odier et Turretini cherchèrent à retenir définitivement le professeur italien à Genève. Conservateurs et la plupart d'entre eux ayant appartenu au gouvernement provisoire de la Restauration, nous avons vu qu'ils n'étaient cependant pas hostiles à toute idée nouvelle d'esprit libéral. D'autre part, ils n'avaient pas les mêmes raisons que Metternich de considérer comme révolutionnaires tous les Italiens n'admettant pas comme absolument légitime le régime autrichien en Lombardie. Enfin, le Premier syndic Schmidtmeyer, en assistant à l'un des cours du professeur Rossi, avait pu se rendre compte qu'il cherchait à retrouver, à maintenir et le cas échéant à rétablir des principes de législation et des coutumes nationales très anciens. Il pouvait à la rigueur être tenu pour un conservateur. Dans une séance du Conseil d'Etat tenue le 1^{er} mars 1820, le Premier syndic Schmidtmeyer fait donc observer à ses collègues du gouvernement genevois :

« ...que M. le professeur Rossi a donné son cours de droit romain aux Auditoires d'une manière satisfaisante pour l'Académie, qu'il y a déployé de vastes connaissances, des vues sages et modérées, qu'en stimulant le goût de ses élèves pour la jurisprudence et les études qui s'y rattachent, il leur inculque en matière de religion et de politique des principes conservateurs ; que M. Rossi, dans un cours public d'Histoire romaine, donné à l'Hôtel du Musée, en captivant agréablement l'attention d'un auditoire nombreux, s'est acquis les mêmes droits à l'estime et à la confiance publique par les opinions qu'il a soutenues ; que M. Rossi est sur le point de contracter mariage avec une Genevoise, M^{lle} Melly, et que, tout annonçant de sa part l'intention de se fixer dans notre pays, il propose à ce Conseil d'offrir au dit M. Rossi la bourgeoisie de Genève... » ¹.

Le 11 avril 1820, Pellegrino-Louis-Edouard Rossi était nommé par le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève simultanément bourgeois de la ville de Genève et citoyen

¹ *Registres du Conseil d'Etat*, 1^{er} mars 1820.

de la République. Ces qualités lui étaient décernées gratuitement, comme témoignage particulier d'estime et d'affection, en « considérant que M. ...Rossi se distingue de la manière la plus avantageuse et la plus brillante, soit dans la chaire qu'il occupe, soit dans les cours qu'il a ouvert en cette ville, par des vastes connaissances, de grands talents et de sages principes ; considérant qu'en stimulant le goût de ses élèves pour la jurisprudence et pour les études qui s'y rattachent, il rend à la patrie un véritable service... » ¹.

Le même jour, Rossi admis devant le gouvernement genevois, « ...a prêté... en touchant les Saintes Ecritures, le serment requis... » ².

Rossi acceptait ainsi de devenir citoyen de Genève. Il ne lui était pas difficile de renoncer à la nationalité imposée à son pays natal par les Etats de l'Eglise et l'Autriche. Ce n'était pas nécessairement renoncer à l'espoir de voir un jour l'Italie indépendante reprendre son véritable rôle historique.

A la même époque, la question de la religion de Rossi se posa du fait de son mariage avec une jeune Genevoise protestante. Devenu Genevois, le professeur demeura fidèle à la foi catholique. Il entreprit toutes les formalités nécessaires pour obtenir la dispense du Pape et retarda son union jusqu'au moment où elle fut autorisée par l'Eglise.³ Le 1^{er} mai 1820, Pellegrino Rossi épousait Jeanne-Charlotte Melly, fille mineure de feu Henry Melly et de Jeanne-Conradine-Antoinette Schwartz. La bénédiction nuptiale leur fut donnée par le pasteur Roux, dans l'Eglise protestante de Nyon, entre Genève et Lausanne, non loin du village de Genollier accroché sur les premiers contreforts du Jura et dominant le Léman où les nouveaux mariés allaient bientôt acquérir une propriété.

Rossi n'était pas de nature sentimentale. Sa jeune épouse n'était ni mondaine ni douée d'une grande intelligence. Elle fut, ce qui est plus, une parfaite compagne. Ceci dit, nous n'aurons plus souvent à nous occuper d'elle. Aucun de ses contemporains ne nous a laissé des traits de son caractère ou ne nous a parlé de son activité. Son nom ne revient presque jamais dans les correspondances.

¹ *Registres*, 11 avril 1820. Cf. Ledermann, *Rossi*, p. 66.

² *Registres du Conseil d'Etat*, *ibidem*.

³ LEDERMANN, *ibidem*, p. 73.

CHAPITRE XIII

Rossi rédacteur des *Annales de législation et de jurisprudence*

L'activité de Pellegrino Rossi devenu citoyen de Genève se révéla, dès la première année, sous trois formes différentes : l'enseignement, la rédaction d'une revue et la politique.

Les cours du professeur Rossi à l'Académie de Genève continuèrent à porter sur le droit romain et en particulier l'histoire du droit romain d'une part, le droit criminel d'autre part, envisagé également dans son évolution historique¹.

Par son enseignement, Rossi s'adressait avant tout à la jeunesse studieuse et cherchait à lui communiquer le goût de l'étude. Le professeur ne cessait pas, d'autre part, de s'entretenir de ses travaux, de ses goûts, de ses projets, de sa façon d'envisager l'enseignement du droit, avec ses collègues et amis. Nous retrouvons alors autour de lui, comme au début, Etienne Dumont, Sismondi, le professeur Bellot, auxquels est venu s'ajouter un autre juriste, Meynier. Le but de ces esprits distingués était de faire progresser la science et de faire succéder toujours plus aux ténèbres la lumière², selon l'antique et noble devise de la République de Genève « *Post tenebras lux* ». La création d'une revue pouvait seule leur permettre de répandre leurs idées et celles de leurs collègues étrangers qui s'inspiraient d'un même idéal.

Grâce à l'inlassable activité de P. Rossi et à l'aide des libraires genevois Manget et Cherbuliez, les *Annales de législation et de jurisprudence* furent créées à Genève en 1820. Le tome I, publié cette année-là, contenait un article très important de

¹ Cf. *supra*, p. 55.

² *Annales de législation et de jurisprudence*, tome I, p. 359.

P. Rossi intitulé : *De l'étude du droit dans ses rapports avec la civilisation et l'état actuel de la science*.¹

Nous voyons ici apparaître pour la première fois Pellegrino Rossi écrivain. A l'exception d'un travail scolaire et d'une méchante adaptation italienne d'un poème de Byron, le professeur de Bologne puis de l'Académie de Genève n'avait encore rien publié. Il s'était imposé à l'attention des hommes en place uniquement par sa conversation et par des cours oraux. Ces derniers, pour autant que nous en pouvons juger par les notes prises par Guillaume Prevost, étaient riches en substance et en enseignements mais très éloignés d'être composés dans une forme qui pût supporter l'impression.

De l'étude du droit comporte encore une importante partie didactique. On y sent beaucoup le professeur s'adressant à des élèves, et même à de jeunes élèves qui savent encore très peu de choses. Il montre comment le progrès de la philosophie et des sciences devait nécessairement être suivi de productions non moins géniales dans le domaine du droit et des sciences politiques : « ...Bacon, Galilée, Newton avaient paru ; dix ans plus tôt ou plus tard, en France ou ailleurs, un Montesquieu devait paraître... »² Mais déjà percent des connaissances plus rares, dues sans doute en partie à l'influence d'Etienne Dumont, l'ami de Rossi qui avait adapté les œuvres de Jérémias Bentham. Après avoir rappelé que « ...les institutions et les lois ne doivent servir qu'au bien-être des hommes » et proclamé la nécessité de « ...mettre la législation en harmonie avec la sensibilité et l'intelligence relative des individus et des nations... », ³ l'auteur de cet article faisait l'éloge de l'économiste et théoricien des constitutions anglaises.

Pour Rossi, Beccaria, Filangieri, Rousseau ont ouvert la voie. Mais il leur manquait l'érudition, la critique. Ces méthodes modernes existent déjà, Rossi en est parfaitement informé et en fait l'éloge. On ne les doit pas seulement à l'école historique allemande, mais bien à l'école historique tout court. D'illustres savants français ont même précédé les Niebuhr

¹ *Annales*, tome I, pp. 1 à 69 et 357 à 428.

² *Idem, ibidem*, p. 5.

³ *Idem, ibidem*, p. 9.

et les Savigny. Ils sont encore trop peu connus, mais leurs noms n'ont pas échappé à P. Rossi. Il cite en particulier l'auteur des *Considérations sur l'incertitude des premiers siècles de Rome*, Louis de Beaufort, et Lévesque, également auteur d'une *Histoire romaine*. L'un et l'autre avaient étudié d'une façon critique les premiers siècles de l'histoire romaine.

En même temps qu'il s'est rendu compte de l'importance de la critique rigoureuse instituée par l'école historique, Rossi a de suite entrevu les dangers d'une école qui serait uniquement historique, telle qu'elle était alors préconisée en Allemagne. Cela devait aboutir à un nationalisme étroit, appelé la « *Volkslehre* ». Ici Rossi devient tout à fait original et parle avec une véritable prescience :

« ...L'école historique offre de précieuses directions... Mais l'école historique quand son enseignement n'est pas dirigé par une philosophie judicieuse, tend à inspirer une espèce de fanatisme qui, pour être scientifique, n'en est pas moins pernicieux lorsqu'il s'applique aux intérêts réels de la vie. L'homme qui veut à toute force métamorphoser ses compatriotes en Romains, en Germains ou en Gaulois, n'est qu'un révolutionnaire érudit... »¹.

La force de Rossi écrivain se révèle dans les conclusions de cette première publication plus que dans l'originalité des recherches. Après avoir étudié sans passion, avec une parfaite bonne foi les différentes écoles et les différentes méthodes, il conclut à la nécessité de n'en adopter aucune sans discernement et d'une façon absolue. Il faut encore moins les rejeter. On a déjà fait le procès de l'école philosophique. C'est cependant elle qui, dépouillée de ses rêveries et de ses exagérations, doit être alliée à l'histoire et aux faits. « ...En se bornant à l'exégèse, on courrait le risque de jeter dans une philosophie rêveuse et chimérique une jeunesse justement dégoûtée de la stérile doctrine des praticiens... »². Il appartenait à cette intelligence d'élite de chercher à coordonner les meilleurs éléments des différentes écoles. En cherchant le point de contact de l'expérience du passé et des créations nouvelles, on amènerait, par « une

¹ *Annales*, T. I, p. 425.

² *Idem, ibidem*, p. 424.

marche progressive de la civilisation », une « nouvelle phase sociale et avec elle un nouvel ordre d'idées... » ¹.

Nous croyons avoir à peu près rendu le sens de l'article de Rossi, dans ce qui demeure intéressant pour le lecteur d'aujourd'hui. L'auteur ne s'est pas caché les difficultés qui résulteront, pour ceux qui voudront rénover les lois et les institutions, du fait de l'ignorance des uns, de la faiblesse, la timidité et les préjugés des autres, auxquels viendra s'ajouter, non moins dangereuse, la passion des anarchistes plus irrités contre l'oppression qu'instruits des moyens légaux de la réprimer.

En terminant, Rossi souhaitait que par des voies franches et légales on mette le système du droit tant public que privé « ...en harmonie avec les sentiments et les besoins de la nation... » Ainsi, chacun aurait ce qui lui a tant manqué pendant plusieurs années, ce qui manque encore aux meilleurs de ses compatriotes : une patrie. Car la patrie, c'est « ...là où chacun peut adresser paisiblement ses prières et ses vœux à l'Eternel, là où l'homme peut devenir époux, sans crainte de donner des gages à la tyrannie, là où le vieillard est assuré que ses cendres reposeront en paix dans la terre de ses pères, là où les lois dirigent sans gêner, protègent sans asservir, là où le magistrat écoute sans menacer, prête son aide sans humilier, surveille sans épier, et punit sans haïr ; là enfin où le système politique et civil n'est pas un instrument de supplices moraux dirigés contre les citoyens, là et là seulement existe une véritable patrie... » ².

On le voit, la plaie ouverte par le chagrin de voir son ancienne patrie soumise n'était pas encore cicatrisée. Ce réquisitoire contre la tyrannie ne devait pas échapper aux sbires de Metternich.

Dans son ensemble, le long article de P. Rossi sur l'étude du droit représente une œuvre de bonne foi et d'intelligence. Il attirera l'attention de savants étrangers sur le nouveau professeur de l'Académie de Genève et sur les *Annales de législation et de jurisprudence*. Dupin, le juriste français qui comme nous l'avons dit s'intéressait également à l'œuvre du professeur Bellot, va devenir collaborateur des *Annales de législation*.

¹ *Annales*, T. I, p. 426.

² *Idem, ibidem*, p. 427.

D'autre part l'un des chefs de l'école historique allemande, F. C. de Savigny, connaîtra P. Rossi écrivain grâce à cette publication. Il l'appréciera et quelques années plus tard décernera un très grand éloge au professeur genevois. Ecrivain lui-même un article sur l'étude du droit, en particulier en Italie, Savigny s'est arrêté à Bologne.

« ...C'est là », dit-il, « qu'enseignait il y a peu d'années P. Rossi : il peut bien être le premier des juristes contemporains italiens par l'originalité de son esprit et l'ampleur de ses connaissances. Rossi vit et enseigne à présent à Genève, où il jouit d'une grande considération et où il a su pour la première fois depuis Jacques Godefroi éveiller un intérêt vivant pour la science du droit... » ¹.

En comparant l'enseignement de Rossi à celui de Godefroy, Savigny ne lançait pas une idée à la légère. Il connaissait parfaitement l'œuvre du célèbre juriste genevois du XVII^{me} siècle, grand connaisseur de l'Empire romain du III^{me} au VI^{me} siècle de notre ère et illustre prédécesseur, depuis 1619, de Rossi à l'Académie de Genève. Dans la préface du tome II de son *Histoire du droit romain au moyen âge*, plus tard l'une des sources de Rossi, Savigny écrivait en effet :

« Il me reste à indiquer les éditions dont j'ai fait usage. J'ai suivi l'édition de Godefroy pour le code Théodosien, et même pour le Breviarium ; ainsi quand je cite ce dernier recueil, les numéros se rapportent au code Théodosien donné par Godefroy... » ²

¹ F. C. von SAVIGNY : *Ueber den juristischen Unterricht in Italien*, dans *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft*, herausgegeben von F. C. Savigny, C. F. Eichhorn und J. F. L. Göschen. Tome VI, Heft 1. Berlin, Nicolai, 1828, p. 205.

² SAVIGNY : *Histoire du droit romain au moyen âge*, traduction Guenoux. Paris, Hingray, 1839, tome II, p. VII.

CHAPITRE XIV

Rossi député

Dans la partie de son article relative à son époque et aux réformes à entreprendre, tout en respectant le passé, pour adapter les lois et les institutions au progrès, nous avons constaté que Rossi s'était montré relativement pessimiste. Il conservait néanmoins une lueur d'espoir, grâce à «...un petit nombre d'hommes qui... ont deviné, pour ainsi dire, les théories de la saine politique et les besoins de notre siècle, et ne se sont jamais écartés de cette ligne où la liberté se trouve réunie à la sûreté, et le respect pour les droits existants à celui qui est dû aux droits qui sont encore à établir... »¹.

En pensant à Genève, Rossi voyait sans doute de tels hommes parmi les libéraux qui avaient entrepris certaines réformes législatives sur les dispositions de la Restauration. C'étaient Etienne Dumont, Bellot, Sismondi, peut-être le comte de Sellon². Dans un rayon plus étendu, Rossi devait penser aux rénovateurs de sa nouvelle patrie, ceux auprès desquels il avait été introduit par Charles-Victor de Bonstetten, en particulier le Conseiller d'Etat zurichois Paul Usteri.

A Genève, Etienne Dumont, on s'en souvient, avait obtenu que les articles de la Constitution de la Restauration pussent être révisés. C'est ce que Rossi appellera la machine à amender. Le 28 juillet 1819, elle avait fonctionné dans le sens d'un abaissement du cens électoral à vingt-cinq florins³. En effet, si la constitution de 1814 avait admis le système représentatif, elle le soumettait à un cens élevé. La loi constitutionnelle de 1819 allait profiter surtout aux libéraux. Aux termes de la Constitution du 24 août 1814, en effet, le Conseil représentatif était formé de 250 députés et trente sièges devaient être renouvelés chaque année. Depuis la loi de 1819, l'élection directe, si elle était encore soumise à certaines difficultés, n'était plus impossible.

¹ *Annales de législation, idem, ibidem*, p. 361.

² Voir notre article, P. E. SCHAZMANN : *Le comte de Sellon*, dans *Larousse mensuel*, juillet 1937.

³ *Lecueil authentique des lois et actes du Gouvernement de la République et canton de Genève*, tome V, p. 82, Genève Fick 1819.

Lors des élections qui suivirent la loi relative à l'abaissement du cens, plusieurs nouveaux députés libéraux furent élus. C'est ainsi que Pellegrino Rossi devint membre du Conseil représentatif, lors des élections de trente députés, les 18 et 25 août 1820¹.

A l'époque où Rossi devint député, non seulement il n'existait aucun compte rendu officiel des séances du Conseil représentatif, mais le principe de la publicité des débats n'était pas encore admis. C'est Rossi lui-même qui le demandera dans la suite. Nous possédons néanmoins des notes assez précises sur les séances de cette assemblée, grâce à l'un de ses membres, M. Duval-Lasserre. Il avait pris des notes qui forment un grand nombre de volumes manuscrits aujourd'hui réunis aux Archives de Genève. Nous aurons également des échos de l'activité de Rossi comme législateur genevois par des mémoires de ses collègues les plus distingués²: Huber-Saladin qui a consacré une brochure à Rossi et devint plus tard l'ami de Lamartine et du comte de Circourt à Paris; Augustin-Pyramus de Candolle, le botaniste sans rival, dont les *Mémoires et souvenirs* furent publiés par son fils. Mais aucune de ces relations ne présentent à cet égard la valeur documentaire des manuscrits Duval. Jean-Louis Le Fort lui-même, dans le *Recueil* de ses mémoires sur différents de ses contemporains, en a copié littéralement de longs passages.

Soit Duval, soit, — d'après les notes de cet auteur, — J.-L. Le Fort, nous ont rapporté que Rossi a pris pour la première fois la parole au Conseil représentatif de Genève dans la séance du 13 décembre 1820. Il avait assisté à un certain nombre de séances dans le gracieux Hôtel de Ville construit au temps de la Renaissance, avant de prendre la parole. Le 10 décembre, l'assemblée législative genevoise discutait un projet de loi relatif à l'établissement d'assurances mutuelles, d'après un rapport présenté par M. Pictet-Diodati. Il s'agissait de rendre cette assurance obligatoire.

Rossi, partisan avant tout de la liberté, combattit le projet de loi. Dans un premier débat, il commença par « ...proposer

¹ *Recueil des lois, ibidem*, tome VI. Genève, Fick, 1820, p. 217.

² Sur Huber cf. Ch. FOURNET, *Huber-Saladin*, thèse Genève 1932.

des doutes qui, s'ils ne sont levés, le porteraient à rejeter le projet présenté, quoiqu'il reconnaisse qu'à beaucoup d'égards il est convenable, économique et politique; il a défini ce qu'était une loi et les bornes où le législateur devait s'arrêter, il a cherché à prouver que nous ne pouvions en rendre une pareille... »¹. Le discours de Rossi fut écouté « ...avec autant d'attention que d'intérêt... ». Il frappa ses collègues par « ...un rare talent et une logique supérieure... » et a « fait connaître combien était précieuse l'acquisition de ce Conseil par l'admission de ce nouveau citoyen... »².

Au second débat, le professeur Rossi, toujours au nom des principes, insista sur l'association « volontaire ». Plus rompu que lui à la tactique parlementaire, le député Pierre-Jean Bridel s'éleva avec chaleur contre les théories abstraites du savant. Il n'eut pas de peine à obtenir que l'assemblée votât en faveur de la loi, grâce à quelques arguments utilitaires.

Etienne Dumont n'intervint dans le débat que pour parler des tuileries et des poteries, peu portées à s'enflammer³.

La première intervention de Rossi dans les délibérations du Conseil représentatif de Genève aboutit donc à une défaite. Ses collègues avaient cependant reconnu la logique de son raisonnement et la qualité de ses conseils. L'un des députés les plus compétents, le juriste Bellot s'était rattaché à l'opinion du professeur, après avoir été favorable à la nouvelle loi. Mais, à l'égard du plus grand nombre, il n'avait pu lutter par des idées contre la pratique d'un vieux magistrat, juge au Tribunal et membre des conseils genevois depuis trente ans, Pierre-Jean Bridel, le frère de l'écrivain conservateur du canton de Vaud Philippe Bridel.

Rossi habitait alors à Genève à deux pas de l'Hôtel de Ville, et non loin de l'Académie. Tout le ramenait alors à ses nombreuses et absorbantes occupations qui suivaient une époque d'inaction, sinon d'oisiveté. Nous avons dit, en effet, à quel grand travail de préparation scientifique il s'était adonné entre la chaire de Bologne et sa nomination à celle de Genève.

¹ DUVAL-LASSERRE, Manuscrit déposé aux Archives de Genève, *Ms. hist.* 212, tome X, p. 159.

² *Idem, ibidem*, tome X, p. 159.

³ *Idem, ibidem*, tome X, p. 180.

CHAPITRE XV

Activités diverses de Rossi à Genève

Cependant il arrivait à Rossi de sortir du cercle Académique et scientifique autour duquel il gravitait au centre de Genève pour se rendre, par la route de Savoie, à la Boissière, dans la famille Achard, puis à Chêne chez Sismondi et tout auprès dans le joli vallon qui abrite la maison de campagne du professeur de Candolle. D'autres fois, il se rendait aux brillantes réunions convoquées par Guillaume Favre. Il gagnait alors les bords du lac, traversant le quartier des Eaux-Vives, par le Pré l'Evêque où Balzac allait faire une retraite romantique avec M^{me} Hanska. Le parc de la Grange, habité par Guillaume Favre, domine le lac et le Jura. Dans cette somptueuse villa, construite sur l'emplacement d'une demeure romaine, Rossi rencontrait le professeur Pierre Prevost, père de son meilleur élève, Georges Mallet, auteur d'une description de son pays natal, Lullin de Châteauevieux, qui venait de publier le *Manuscrit venu de Sainte-Hélène* sans nom d'auteur ¹.

Guillaume Favre était lui-même un grand érudit : il inspira plus tard à Sainte-Beuve une de ses *Causeries du Lundi* intitulée *L'étude pour l'étude* ². De nombreux voyages en France et en Italie l'avaient familiarisé avec la Lombardie de la Renaissance. Contrairement à Rossi, Favre était peu doué pour extérioriser sa vaste érudition ; sans cesse curieux de nouvelles connaissances, s'il lui arrivait de s'appliquer à réaliser une étude, il se perdait

¹ Edmond BARDE : *Anciennes maisons de campagne genevoises*. p. 80, Genève, éditions du *Journal de Genève*, 1937.

² Sainte-Beuve : *Causeries du Lundi*, troisième édition. tome XIII, Paris, Garnier s. d.

dans d'inutiles détails. Dans la conversation, il était imbattable, ayant réponse à tout et pouvant donner la réplique sur les sujets les plus ardues et les plus inattendus.

Suivons maintenant Rossi sur la rive droite du Léman. Le pont du Mont-Blanc n'a pas encore été construit. Nous verrons plus tard Rossi utiliser dans la politique fédérale des projets faits par son architecte Henri Dufour. Mais à l'époque où nous sommes, le professeur, passe par le pont des Bergues près de l'ancienne île des Barques sur laquelle va s'élever la statue de J.-J. Rousseau. Il s'engage sur la route de Lausanne, ici en bordure du lac, là un peu en retrait, et gagne le château de Coppet, à trois lieues de Genève. Nous avons dit d'après les *Mémoires* du duc V. de Broglie, qu'il s'y était déjà rendu la première année de son séjour à Genève, en 1816, du vivant de M^{me} de Staël. Le professeur y est retourné chaque été, pendant le séjour du duc de Broglie.

En 1819, Victor de Broglie ne passa que deux mois à Coppet. Il était alors très préoccupé d'un travail sur la réforme du jury et d'un projet de revision du code d'instruction criminelle. Le duc n'interrompit pas la préparation de ces travaux législatifs pendant son séjour sur les rives du Léman et s'en entretenait avec un juriste originaire d'un département voisin du canton de Vaud, M. Girod de l'Ain. « ... J'étais d'ailleurs éclairé et soutenu dans cette discussion », écrivait le duc de Broglie, « par M. Rossi, M. Dumont et M. Bellot... »¹. Il était, en particulier, question de prendre plus de précautions pour admettre les preuves et d'introduire ce que les Anglais nomment l'« evidence » et la « cross examination ». Ces recoupements devaient servir à ne condamner qu'avec certitude. Ainsi les juristes genevois Rossi et ses collègues et amis le professeur Bellot et Etienne Dumont jouaient un rôle consultatif dans l'élaboration de nouvelles lois applicables à toute la France. Ce fut pour Rossi le début d'une longue amitié et collaboration avec le futur ministre de Louis-Philippe.

La fréquentation de ces hautes personnalités et ses nombreux et absorbants travaux auraient empêché Rossi de goûter la paix

¹ Duc Victor de BROGLIE, *Mémoires*, tome II, p. 45.

du foyer et de la retraite pendant la première année de son mariage, s'il n'avait su se ménager une jolie maison de campagne, près de Nyon où son union avec M^{lle} Melly avait été bénie, à Genollier. En tournant le dos au lac à Nyon et en se dirigeant vers le Jura dans la direction du col de Saint-Cergue, l'une des routes qui, de Suisse, conduit à Paris, le promeneur atteint le village de Genollier après une heure de marche environ à travers des prairies, des vergers, des bosquets. Une église, en partie romane, dessine sur le ciel une silhouette trapue.

A dix minutes de là se trouve la grande maison rustique acquise par Rossi et sa femme. La paix des champs y est absolue. Le silence n'est troublé que par la chanson apaisante d'une eau cristalline descendue du Jura, dans la fontaine de la cour. De l'autre côté de la maison, la pelouse ouvrait sur une vue incomparable. Au delà des grands blés, ondoyant aux souffles du « jorant », cette fraîche brise du pays, le lac d'un bleu intense souligne toute la chaîne des Alpes, des Dents d'Oche bientôt chères à Sainte-Beuve au Mont-Blanc.

A l'heure où déjà l'ombre s'étend sur les forêts du Jura, la seconde coloration des montagnes peint de rose les neiges éternelles et rappelle à Rossi le « tramonte » de son pays natal. Puis, au moment où il semble que tout s'éteint, la lune ouvre une large rivière d'argent dans le lac.

Genollier n'est pas éloigné d'Eysins, le village natal des poètes vaudois Juste et Urbain Olivier, qui attireront et retiendront un certain temps Sainte-Beuve à Lausanne. Ils revenaient parfois à leur maison familiale d'Eysins, parcouraient la région à pied et ne manquèrent pas de rencontrer Pellegrino Rossi. Urbain Olivier nous l'a montré courant après une gélinotte et se perdant dans les bois, sans cesse distrait et rêvant à des problèmes abstraits ¹.

A Genève ou à Genolier, à la Grange ou à Coppet, Rossi pensait à de nouveaux sujets de travaux et à la manière de se rendre utile. Il n'appartenait en aucune façon à la catégorie des personnages qui une fois en place ne se renouvellent plus. Cet homme de trente-trois ans, qui en si peu de temps s'était adapté

¹ Urbain OLIVIER : *Matinées d'automne*. Lausanne, 1859, p. 289.

à un nouveau milieu et à une nouvelle patrie en s'y rendant utile, était sans cesse préoccupé du bonheur des autres. Il souffrait pour ses anciens compatriotes opprimés en voyant les bienfaits de la liberté helvétique. Il décelait, même en Suisse, de nombreuses déféctuosités dans les lois existantes et se proposait de les améliorer. Il ne pouvait supporter l'idée de trouver encore, dans tous les pays dit civilisés, des lois pénales non adaptées au progrès, dont certaines clauses relevaient encore de principes barbares du moyen âge. Dans le domaine du droit public, il prenait en horreur toutes les survivances de la féodalité. Rossi voyait historiquement un contrepoids à ces charges dans les organisations communales et cantonales. Tout près de lui, la petite commune rurale de Genolier n'était-elle pas un exemple d'un affranchissement progressif tel qu'il s'était produit dans toute la Confédération suisse, sans passer par la monarchie ! La vieille tour carrée témoignait de l'ancienne puissance des seigneurs de Genolier, vassaux des barons de Prangins puis des ducs de Savoie, avant d'être soumis à la domination des Bernois. Les hobereaux de Berne, après avoir adhéré à la Confédération suisse pour lutter contre la féodalité autrichienne, avaient à leur tour appliqué, en devenant puissants, ces mêmes méthodes de force contre lesquelles ils s'étaient insurgés. Mais au XVIII^{me} siècle un esprit nouveau allait souffler. A Genolier, le seigneur Louis de Portes s'élevait contre les décisions arbitraires du bailli de Nyon, le bernois de Tscharner. Il avait publié plusieurs pamphlets, dont l'un avait été rédigé par l'avocat français Loyseau de Mauléon, lorsque la Révolution éclata.

CHAPITRE XVI

Rossi et les réfugiés italiens de 1821

Les constatations et les études de Rossi sur les libertés des Suisses devaient l'amener à de pénibles rapprochements lorsqu'il songeait à la situation de son pays natal, si durement traité par Metternich, malgré l'opposition de l'Angleterre. Nous avons exposé que, déjà en 1818, Rossi, Sismondi, d'autres encore espéraient une libération de l'Italie et en avaient fait part à Confalonieri lors de son passage à Genève ¹. C'est dire avec quelle anxiété Rossi suivit les événements de 1820, lors de la révolution napolitaine qui força le Roi à accepter une constitution. En 1821, le soulèvement gagnait le Piémont. Déjà les insurgés proclamaient le souverain de Sardaigne Roi d'Italie. C'était le rêve naguère caressé par Rossi, de voir la péninsule indépendante et unie sous une même couronne. Mais l'intervention armée de l'Autriche, décidée aux Congrès de Troppau puis de Laybach, allait l'emporter sur l'idéal de liberté, comme en 1815, lorsque Rossi proclamait à Bologne la régénération de l'Italie. Dans la suite, il parlera toujours avec haine et mépris du traité de Laybach ², dont les conséquences ont envoyé Silvio Pellico et d'autres héros de l'indépendance au Spielberg.

Après la défaite des révolutionnaires italiens, le 8 avril 1821, un certain nombre de ces carbonari avaient pu échapper aux arrestations de la police autrichienne et s'enfuir par Gênes en France, en Angleterre ou encore, par le Mont-Cenis et la

¹ Cf. *supra*, p. 58.

² Bibliothèque de Genève, *Manuscrits inventaire* 1657, f° 24.

Savoie, sur les rives du Léman. A Genève, ils retrouvaient un affilié des carbonari, le vieux révolutionnaire Buonarotti ¹, qui chercha à leur venir en aide. Mais Filippo Buonarotti était trop compromis aux yeux des Etats issus de la Restauration pour exercer une influence en faveur de ces exilés politiques. Le gouvernement genevois hésitait à les accueillir. En 1821, il était présidé par le premier syndic Jean-Charles Trembley-van Berchem. Celui-ci avait été condamné en 1794 par un tribunal révolutionnaire. Il avait fait partie du premier gouvernement genevois de la Restauration, en 1814. Les syndics de Genève eussent toutefois été inclinés à se montrer bienveillant à l'égard des réfugiés politiques. Mais ils redoutaient des reproches de la Diète helvétique qui, à son tour, craignait une intervention de la Sainte-Alliance. Nous verrons qu'en effet elle se produira.

En 1821, il fallut toute l'influence de Sismondi et de Pellegrino Rossi d'une part, qui sympathisaient particulièrement avec les glorieux vaincus, de Dumont, Pictet-Diodati, Moultou, Fazy-Pasteur ² d'autre part, que leurs idées politiques inclinaient à protéger les partisans de la liberté contre l'orgueil autrichien. Dès lors, P. Rossi figura en tête de liste dans les rapports des agents de la police autrichienne, à cause de son sectarisme et de son libéralisme ³. Grâce à lui, cependant, Genève venait d'acquérir plusieurs éléments distingués, tels que les frères Ciani et surtout leur neveu Philippe Camperio. Ce dernier deviendra l'un des meilleurs élèves du professeur Rossi. Genevois à son tour, il sera juge à la cour de justice, professeur de droit à la faculté de droit de l'Académie de Genève, Conseiller aux Chambres fédérales et président du gouvernement genevois, enfin juge au tribunal fédéral, cette instance suprême dont Rossi allait demander la création et qui fut instituée après son départ seulement.

D'autres libéraux italiens, sans avoir pris une part active à la révolution de 1821 et avoir été tenus de s'exiler, continuèrent à entretenir d'excellents rapports avec les réfugiés, et avec les Genevois qui les avaient accueillis. L'un d'entre eux, Pietro

¹ Cf. *supra*, p. 58.

² R. MANZONI : *Gli esuli italiani*. Milan, 1922, p. 26.

³ Voir le document publié par Ledermann, *Rossi*, p. 302.

Giordani, était depuis longtemps l'ami de Pellegrino Rossi. pendant l'affaire Murat. Auteur d'un panégyrique de Napoléon, publié l'année précédente, et d'un éloge de Canova, il sympathisait avec les partisans de Murat et le Commissaire civil. Disgracié en 1815, Giordani s'était retiré à Milan, où il créa avec Vincenzo Monti et Acerbi la *Biblioteca italiana*. Cette vaillante revue se trouva vite en contact avec les principales intelligences de ce temps. M^{me} de Staël, pendant son second voyage d'Italie, avait exposé à Giordani ses idées sur l'utilité des traductions et rédigea un article qu'il mit en italien et publia dans la *Biblioteca italiana* ¹. Au mois de septembre 1821, Giordani avait passé les Alpes pour se rendre à Genève.

C'est par une lettre adressée de Genève par Pietro Giordani à la fille de Verri, Fulvia Jacopetti, alors à Milan, que nous connaissons les sujets de conversation de Rossi et de Giordani, pendant le séjour de ce dernier à Genève. La fille de l'économiste et de l'auteur de portraits à la manière de La Bruyère publiés dans *Il Caffè*, ce prédécesseur de la *Biblioteca italiana*, connaissait bien Rossi : elle passait une partie de son temps à Genève, et y rencontrait précisément le professeur de droit pénal et Sismondi.

Le 17 septembre 1821, Pietro Giordani écrivait à Fulvia Jacopetti-Verri et à son époux. Il leur demandait de procurer à Rossi la *Vie de Guidobaldo*, de Baldi, les *Lettres des Princes*, publiées par Brizzolara, enfin les correspondances d'hommes célèbres du moyen âge, réunis par Aldo. Si Rossi et Giordani ont parlé de politique actuelle et de l'avenir de l'Italie, il n'en apparaît rien dans les lettres de ce dernier.

L'histoire est alors au premier plan dans les préoccupations de Pellegrino Rossi. Pendant le peu d'instant où il a vu Giordani et où tant de souvenirs communs de Bologne devaient les étreindre l'un et l'autre, le professeur à l'Académie de Genève a trouvé le temps de s'informer des meilleures publications récentes relatives à l'histoire des grandes figures historiques italiennes. Le gendre de Verri allait s'employer à les lui faire adresser par

¹ Cf. P.-E. SCHAZMANN : *Bibliographie des œuvres de M^{me} de Staël*. Paris, Attinger, 1938.

l'éditeur G. Silvestri, de Milan, l'éditeur des classiques italiens ¹ et de la *Biblioteca scelta di opere italiane antiche e moderne* ².

Nous savons dès lors que les sources de Rossi ne concernaient pas seulement les institutions et, dans leur cadre, les actes collectifs, mais dans les actes individuels des chefs qui ont joué un rôle historique. Au cours de ses études personnelles et de ses lectures, il interrompait souvent les recherches de textes juridiques pour suivre les péripéties d'une existence utile au développement d'un pays. En Italie, le génie militaire des princes de l'époque de Machiavel, lorsqu'il est allié à un idéal bienfaisant, l'attire particulièrement. Il cherchera ainsi à se procurer la vie du duc d'Urbino, Guidobaldo I de Montefeltro ³. Ce grand capitaine, après avoir été trahi par César Borgia, reconquit son duché et y reçut triomphalement le Pape Jules. Le nouveau Plutarque, auteur de cette biographie, Baldi, poète et historien, écrivait d'après Giordani avec « ... une pureté de langage non affectée et une grâce spontanée des phrases... ».

Les loisirs de Rossi demeuraient rares. Il fallait qu'il eût un amour très marqué pour les biographies pour trouver le temps de s'en tenir au courant. La préparation de ses cours, ses travaux sur le droit pénal, sa critique de l'histoire et du droit romain d'après toute la science la plus récente alternaient avec ses nouveaux devoirs de citoyen et de député genevois. Son sens diplomatique aussi bien que sa connaissance de plusieurs nations le préparaient très bien à jouer un rôle dans les rapports de Genève avec l'étranger, et en particulier avec la Savoie ou le Saint-Siège.

Au début de 1821, la chancellerie genevoise fut avisée d'un Bref de la Cour de Rome, transférant à l'Evêque de Lausanne le titre honorifique d'Evêque de Genève. C'était jusqu'alors la désignation du prélat de Chambéry. Le professeur Rossi fut nommé rapporteur de la commission chargée par le Conseil représentatif d'étudier cette question. Or nous avons dit que le règlement d'application de la constitution genevoise, élaboré par Etienne Dumont, accordait un rôle important à ces petits

¹ Raccolta. Milan, 1802 à 1813, 255 volumes.

² Milan, 1814 à 1855, 587 volumes.

³ *Della vita e de' fatti di Guidobaldo I da Montefeltro, duca d'Urbino.*

groupes de députés désignés pour présenter un projet au Conseil législatif.

Dans la séance du 9 mars 1821, à l'Hôtel de Ville de Genève, la commission présidée par Rossi prit place au Secrétariat de la salle des délibérations. Le professeur lut, debout, un discours écrit. Il frappa de suite les députés par un exposé « ... également lumineux et précis... »¹. Après que des membres du Conseil représentatif eussent présenté diverses objections, le rapporteur reprit la parole, résuma les diverses opinions et montra que les craintes manifestées étaient dénuées de fondement. Il obtint alors l'adoption du projet de réponse favorable au Bref du Pape à une très forte majorité.

¹ DUVAL, *Manuscrit*.

CHAPITRE XVII

La deuxième année des Annales de législation

L'activité politique du professeur Rossi ne le détournait pas de ses travaux juridiques et historiques, qu'il poursuivait très au delà des cours inscrits au programme. En 1821 paraissait un second volume des *Annales de législation et de jurisprudence*¹. Cette publication donne un aperçu de l'ampleur et de la variété de son information. Elle ne contient pas moins de sept articles de Rossi. L'un d'entre eux, intitulé *Sur les principes dirigeants*², étudiait avec une grande élévation de pensée les rapports du droit et de la morale. Il s'attaquait aux innombrables circonvolutions des textes, dont l'application ne correspondait trop souvent pas, ou plus, au but de la législation.

Selon Rossi, les lois ne doivent jamais s'éloigner des grands principes dirigeants de la morale. Elles doivent de plus tenir compte à la fois des méthodes de l'école exégétique, de l'école historique et de l'école philosophique, en évitant les exagérations dues à l'application de l'une au détriment des autres. Rossi concluait en déclarant dans des termes qu'il serait encore utile de méditer :

« ... On s'occupe aujourd'hui trop ou trop peu de jurisprudence et de droit. Trop si l'on regarde aux lois, aux réglemens, aux détails et aux changemens aussi multipliés qu'inconsidérés dont on accable les jurisconsultes et les citoyens. Trop peu, en tant qu'on néglige de s'élever à la hauteur des circonstances, d'apprécier les difficultés qui nous entourent, de calculer les conséquences qu'on prépare, et de saisir des vérités simples mais essentielles qui pourraient épargner aux administrateurs beaucoup de peine et de travail, et aux administrés la plus grande partie de leurs véritables souffrances... »³.

¹ A Genève, chez Manget et Cherbuliez, 1821.

² *Annales de législation et de jurisprudence*, tome II, pp. 170 à 193.

³ *Annales de législation*, tome II, p. 193.

Le *Annales de législation* de 1821 contenaient également un article de Rossi sur le droit international, relatif à l'*exécution des jugemens prononcés par les tribunaux étrangers* et en particulier à la loi du gouvernement du Pape sur cette matière ¹. Dans un tout autre domaine du droit, il faisait un long compte rendu de l'*Exposé des motifs de la loi sur la procédure civile pour le canton de Genève*, dû à la plume de son collègue et ami le professeur P.-F. Bellot ², puis une note bibliographique concernant l'ouvrage de M. Dupin intitulé *Observations sur plusieurs points important de notre législation criminelle* ³. La question du jury, qui occupera Rossi à plus d'une reprise, trouve également sa place. Il s'agit, en l'occurrence, du jury dans le canton de Vaud ⁴. Ensuite des *Fragmens sur les délits et les peines*, qui portent en épigraphe un passage des *Lettres de la montagne* de J.-J. Rousseau montrent que, déjà en 1821, Rossi approfondissait les questions traitées dans son principal ouvrage de droit.

Même un article qui n'était pas rédigé par Rossi, mais par le disciple genevois de Bentham, Etienne Dumont, avait été complété et annoté par le principal animateur des *Annales* ⁵. Il s'agissait de la publicité des tribunaux, sujet qui occupera bientôt les séances du Conseil représentatif de Genève.

Les sciences historiques avaient aussi leur part, dans une critique de l'*Histoire du droit romain* de Berriat-Saint-Prix, qui venait de paraître ⁶. Rossi ne pouvait admettre le point de vue d'après lequel les Romains auraient emprunté leur législation aux Grecs. Nier l'originalité de la loi des XII tables, c'était méconnaître non seulement les travaux alors tout à fait récent de l'école historique allemande représentée par Niebuhr, Wachsmuth, Schlegel, mais c'était aussi oublier les démonstrations de Vico et surtout de l'historien français Louis de Beaufort. L'ouvrage de Beaufort sur *L'incertitude des cinq premiers siècles de l'histoire romaine*, déjà ancien, méritait une mention :

¹ *Annales*, pp. 33 à 68.

² *Ibidem*, pp. 203 à 273.

³ *Ibidem*, pp. 333 à 382.

⁴ *Ibidem*, pp. 69 à 98.

⁵ *Ibidem*, pp. 274 à 303.

⁶ Paris, 1821.

« ... C'est le livre », écrivait Rossi, « qui a ouvert la carrière, pour cette partie de la critique historique... ».

Dans ces nombreux articles, Rossi se révélait un critique très avisé. Le génie de Vico est aujourd'hui reconnu. D'autre part, la méthode historique de Beaufort, si elle a été dépassée, n'en était pas moins très supérieure à celle employée de son temps. De même dans le domaine juridique, l'éloge de la loi sur la procédure civile due au professeur Bellot ne demeura pas isolé. Quinze ans plus tard, deux grands juristes français lui rendaient hommage :

« ... Un jour, peut-être », écrivait M. Millelot, « nous profiterons à notre tour des modifications apportées par les Genevois aux lois que nous leur avons données... ». Dupin ajoutait : « La loi (de procédure civile du Canton de Genève) et l'exposé des motifs sont deux œuvres remarquables par la nouveauté des vues, par l'esprit d'amélioration qui y domine et par une heureuse conciliation des principes ou saines théories avec les exigences de la pratique. C'est la procédure française rendue rationnelle par un esprit philosophique et nullement systématique... »¹.

Le succès des *Annales de législation* et le bon accueil qu'elles avaient reçu en France engagèrent Rossi à donner plus d'ampleur à cette revue. D'une part elle embrasserait à l'avenir non seulement le droit et l'histoire du droit, mais aussi l'« économie politique ». D'autre part la publication aurait lieu en même temps à Paris et à Genève. Elle porterait désormais le nom d'*Annales de législation et d'économie politique*. Le dernier volume des *Annales de législation et de jurisprudence* parut donc au début de 1822. Il était beaucoup plus court que les précédents, formant en tout un volume de 99 pages. Le principal article était une critique de l'ouvrage de Cottu, Conseiller à la cour royale de Paris, sur l'esprit du gouvernement anglais, sujet cher aux libéraux genevois : Rossi, Etienne Dumont, et à leur ami anglais Scarlett. On y lisait également une relation de l'*Histoire du droit romain au moyen âge*, de Savigny.

Ce tome II annonçait déjà, pour la même année, « les *Annales de législation et d'économie politique*, dont le cadre sera plus vaste ».

¹ *Gazette des Tribunaux*, Paris 16 avril 1836.

CHAPITRE XVIII

Rossi et la loi sur le mariage civil

Les rédacteurs des *Annales de législation* ne s'étaient pas bornés à publier des articles purement théoriques, et c'est ce qui avait excité la méfiance des sbires de la Sainte-Alliance. Son interdiction n'empêchait pas leurs auteurs de s'efforcer de réaliser certaines réformes préconisées par eux, dans le cadre qui leur était ouvert par le système représentatif genevois. Bellot, s'inquiétant de ce que les véritables principes du mariage civil n'eussent pas été maintenus dans la Constitution genevoise, avait développé ce sujet dans les *Annales*. L'auteur de cet article, aidé de Rossi, reprirent la question et obtinrent qu'elle fut discutée au sein du Conseil représentatif.

Le problème du mariage civil revêtait, en effet, un caractère particulier à Genève à cette époque. L'église n'étant pas séparée de l'Etat, une loi de 1821 prévoyait que les mariages devaient revêtir un caractère religieux, c'est-à-dire être bénis dans une église réformée. Or cette situation était inadmissible pour les ressortissants des communes rattachées à Genève par le Traité de Paris, qui avaient appartenu à la Savoie et demeuraient fidèles au culte catholique. Rossi lui-même n'avait pu se marier à Genève avec une Genevoise, étant lui-même domicilié à Genève. Son union, on s'en souvient, avait été consacrée à Nyon.

Une commission fut donc nommée et, en janvier 1824, la question fut présentée au parlement genevois. A cette date, la publicité des débats n'était pas encore absolue à Genève. Un arrêté de 1821 avait autorisé non pas l'accès des séances du Conseil au public, mais la publication, avec certaines restrictions, d'un compte rendu des délibérations. En cela, Genève

était en avance sur la plupart des Etats européens, la politique de Metternich étant basée sur le secret d'Etat. La publication des délibérations du Conseil représentatif de Genève portait le nom de *Mémorial*. Elle était tolérée mais ni complète, ni officielle, ni obligatoire. Précisément en ce qui concerne le projet de loi relatif au mariage civil, la question sembla délicate à ses auteurs, et ils s'excusèrent de ne pas pouvoir en donner le développement ¹. Force nous est donc de revenir à un manuscrit que nous avons déjà eu l'occasion de citer pour la période antérieure à la publication du *Mémorial*, les notes prises aux séances par un membre du Conseil représentatif, M. Duval-Lasserre ; ce manuscrit donne un compte rendu détaillé des séances où le professeur Rossi défendit le projet de loi, tendant à modifier un des actes les plus importants de la vie humaine. ²

Le professeur Rossi, rapporteur de la Commission du Conseil représentatif, avait lu son rapport dans la séance du 9 janvier 1824. Placé debout, au secrétariat, il parla trois heures durant. Il fallait abroger, disait-il en substance, la loi de 1821 exigeant le mariage religieux protestant, au moins en faveur des communes jadis savoisiennes et demeurées catholiques. Il convenait, d'autre part, de ménager la Haute diète et sa Grandeur l'Evêque sur les points les plus délicats des débats. Quelques allusions à la puissante Autriche rendaient la discussion épineuse et furent sans doute la cause du prudent silence du *Mémorial*.

Dans une séance subséquente, Bellot dut prendre la défense du projet Rossi contre les attaques de l'ancien syndic Trembley. Premier syndic en 1821, au moment où le mariage religieux avait à nouveau été rendu obligatoire, J.-C. Trembley-van Berchem estimait toute loi sur le mariage civil entachée de principes révolutionnaires et anti-religieux.

Le point de vue des libéraux, lumineusement exposé par deux juristes éminents, Pellegrino Rossi et Bellot, semblait devoir l'emporter lorsqu'un vieillard qui avait rendu d'incalculables services à la République de Genève, l'ancien syndic Des Arts, vint une dernière fois exposer les idées de l'ancien régime au sein de l'assemblée législative genevoise. Ancien membre du

¹ *Mémorial*, tome III, 1823-1824, p. 137.

² Cf. Ms. DUVAL : Archives de Genève, Manuscrits hist. 212, XIII.

Petit Conseil où il n'avait pas tardé à être à la tête du parti des Négatifs, membre du Gouvernement provisoire de 1814 et auteur d'un ouvrage intitulé *Les principes de la Révolution française sont incompatibles avec l'ordre social*¹, Joseph Des Arts vint lire un mémoire dans la séance du 19 janvier 1824, exprimant ses craintes relatives à la loi sur le mariage civil. La présence et l'intervention de cette haute personnalité genevoise, sortie de sa retraite à l'âge de quatre-vingt-un an pour défendre dans sa patrie une institution sacrée qui lui semblait mise en danger, le mariage protestant dans la cité de Calvin, ne manqua pas d'impressionner l'Assemblée. La question menaçait de sortir de son cadre et de devenir une lutte entre les défenseurs des vieux principes contre les innovateurs. Il fallut toute l'intelligence du professeur Rossi, son éloquence et aussi sa compréhension profonde de la question, pour ramener le problème à ses véritables données. Un de ses collègues au Conseil représentatif de Genève, le colonel Huber-Saladin, qui consacra une petite brochure à son activité en Suisse, nous l'a montré donnant ainsi leur vrai sens historique et actuel aux débats législatifs :

« ... La question affaissée, dénaturée par de longs débats, remontait bientôt à toute sa hauteur, ennoblie, épanouie par les sentiments élevés qui la rattachaient aux plus hautes considérations politiques, religieuses ou sociale...

« ... De ces hauteurs incontestées, où il s'était concilié tous les suffrages, il descendait insensiblement, par la pente des antécédents historiques toujours puisés aux sources originales, à l'application locale du projet... »².

Dans le cas qui nous occupe, le projet ne devait en aucune façon empêcher le mariage de se perpétuer dans la forme ancienne pour tous les protestants. Le fait de reconnaître le même droit aux catholiques et de les autoriser à se marier selon leur religion ne pouvait inspirer que des craintes chimériques.

Finalement l'auteur des notes manuscrites sur les séances du Conseil représentatif, M. Duval-Lasserre, nous a montré Rossi récapitulant les diverses opinions soumises et comparant la

¹ Genève, 1816.

² HUBER-SALADIN : *M. Rossi en Suisse de 1816 à 1833*. Paris, 1849, p. 27.

discussion à un rêve qui présente des images fantastiques et effrayantes. En se réveillant, les conseillers réduisent les choses à leur juste valeur.

Le projet de Rossi fut adopté, malgré l'opposition de l'ancien syndic Des Arts, marquant ainsi une nouvelle et importante victoire des libéraux et donnant beaucoup d'autorité dans l'Etat au professeur. La *Loi sur quelques modifications à la législation du mariage* fut promulguée le 24 janvier 1824 ¹.

La confiance de l'Assemblée genevoise dans la personne de l'ancien réfugié italien fut dès lors très grande. La même année, elle s'en remit à lui pour rapporter sur la question toujours épineuse au temps de la Restauration de la liberté de la presse et de la police des étrangers. En 1823, les pleins pouvoirs avaient été accordés au Conseil d'Etat sur quelques restrictions à la liberté de la presse et à la police des étrangers. Pellegrino Rossi établit que le Gouvernement genevois en avait fait un usage convenable, avec une modération toute paternelle et sans outrepasser ses pouvoirs. La question de la presse était d'autant plus délicate qu'il n'existait aucune loi sur ce sujet. Rossi allait bientôt faire partie d'une commission chargée de légiférer sur cette question ².

¹ *Recueil authentique des lois et actes*, tome X, 1824.

² *Mémoires et souvenirs* d'Augustin-Pyramus de Candolle, p. 315, Genève et Paris, 1862.

CHAPITRE XIX

Les recherches de Rossi sur la Suisse

Tout en prenant une part active à la politique de Genève, Pellegrino Rossi ne perdait pas de vue les régions voisines. Nous avons déjà dit les rapports d'amitié et de travail qui s'étaient établis entre le professeur genevois et le châtelain de Coppet, le duc Victor de Broglie. Ce dernier, nommé Pair de France par Louis XVIII dès le retour des Bourbons, avait de son côté fait à la Chambre haute française un discours sur la liberté de la presse quelques années auparavant, puis il avait lui-même travaillé à la *loi sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication*. Toute censure était supprimée avant l'édition par cette loi, adoptée en 1819, et seul un cautionnement répondant à l'avance des amendes encourues était imposé.

Nous avons déjà vu Pellegrino Rossi et le duc de Broglie préparer ensemble des mémoires juridiques. Mais, pendant ses séjours d'été en Suisse, il arrivait aussi au Pair de France de prendre quelque repos mérité, de goûter les joies de la famille et de l'amitié dans la riante petite ville vaudoise que baigne le Léman. Parfois, la curiosité de connaître le reste de la Suisse le prenait et il organisait des excursions dans les régions que les estampes colorées de la fin du XVIII^{me} siècle avaient rendues célèbres.

Dan ses souvenirs, le duc de Broglie décrit un voyage en zigzags dans les Alpes et sur le plateau suisse, une douzaine d'années antérieur à ceux de Töpffer. L'un des buts de l'expédition, qui eut lieu pendant l'été de 1824, était de reconnaître les lieux historiques qui avaient servi de berceau aux libertés suisses, et de situer les faits du passé étudiés et bientôt exposés dans des cours publics par le professeur Rossi :

« ... En descendant du Righi vers Zug », écrit-il, « nous fîmes, comme il convenait, nos dévotions patriotiques à la petite chapelle érigée, selon la légende, sur le lieu même où Guillaume Tell est censé s'être mis en embuscade pour attendre et atteindre

Gessler. Je dis selon la légende ; car il paraît désormais constant que le personnage de Guillaume Tell est tout au plus historique, et que l'aventure du petit garçon de la flèche et de la pomme souvent reproduite dans les *sagas* scandinaves, est arrivée des bords de la Baltique dans les cantons forestiers, avec les tribus qui les ont primitivement peuplés. *Cuique suum* ; les vrais libérateurs de la Suisse, au moyen âge, ont été les généreux conjurés du Grütli : Melchtal, Walter Fürst, Stauffacher, dont les noms sont trop germaniques pour nos mémoires françaises ; c'est du moins ce que, à l'époque de notre excursion, M. Rossi enseignait à Genève, en plein auditoire, sans choquer personne car, je l'avouerai, en dépit de la poésie ancienne ou moderne, malgré Shakespeare, Schiller ou même M. Ponsard ¹, je n'ai jamais eu goût aux coups de main en guet-apens, que ce soit le glaive de Brutus, la flèche de Tell, ou le poignard de Charlotte Corday... » ².

Ainsi, à cette époque, dans les conversations entre le duc de Broglie et Rossi, le point de vue de l'historien était soutenu par le professeur, qui y intéressait les personnalités les plus éminentes et les plus en vue, tandis que le futur ministre de Charles X envisageait l'aspect moral et politique des luttes intestines.

Les recherches historiques de Rossi s'étendaient alors aux branches et aux régions les plus variées. L'histoire du droit occupait une place importante dans ce vaste champ d'étude. Nous avons vu qu'il avait commencé ses cours à Genève par des considérations sur l'histoire romaine et plus particulièrement sur l'histoire du droit romain. Depuis, il avait étendu ses investigations au droit du moyen-âge, au droit diplomatique et même à la législation hébraïque. Sur ce dernier sujet, Rossi donna un cours privé, suivi par quelques Messieurs, entre autres par Guillaume Prevost ³.

D'autre part, Rossi était trop curieux de toute espèce de progrès, dans le passé comme le présent, pour limiter son intérêt à un seul aspect des sciences historiques. Depuis fort longtemps, en tout cas depuis ses premiers cours au collège civil de Bologne, le jeune professeur avait étudié les institutions civiles. Les

¹ François Ponsard, auteur dramatique français, avait écrit depuis un drame sur *Charlotte Corday*.

² *Souvenirs du duc de Broglie*. Paris, 1886, tome I, p. 426.

³ *Recueil Le Fort*, 99. Les notes de Prevost sur le droit hébraïque n'ont pas été conservées comme celles sur le droit romain.

institutions politiques retinrent également très vite son attention. Or elles étaient toutes le produit d'une évolution historique et, comme telles dépendaient de nombreuses conditions individuelles et sociales. Déjà, en 1813, lors de son premier voyage en Suisse, Rossi avait cherché à connaître les conditions dans lesquelles fonctionnaient les institutions suisses au temps de Napoléon I^{er} et de l'Acte de médiation.

Depuis le moment où Rossi s'était fixé à Genève, il avait surtout été amené à connaître la constitution genevoise de 1814 et suivi ses modifications, dont la plupart tendaient à rendre cette loi fondamentale plus libérale. Ses séjours dans le canton voisin de Vaud, depuis son acquisition d'une propriété à Genollier, près de Nyon, avaient éveillé son intérêt pour l'histoire d'une commune puis d'un canton suisse et pour ses rapports avec d'autres régions de la Suisse. Au cours de voyages dans les vallées de la Suisse primitive, ou en lisant de vieilles chroniques, il s'était passionné pour le problème de l'origine de la liberté des Suisses et de leur affranchissement du joug de la maison d'Autriche qui, à son époque, soit cinq siècles plus tard, pesait encore si lourdement sur l'Italie.

Nous savons d'autre part qu'indépendamment des questions locales, en particulier des modifications des législations genevoises auxquelles il avait été directement mêlé, Rossi s'était tenu au courant du Pacte fédéral de 1815 et des diverses constitutions cantonales de la Restauration. Il s'en était entretenu en particulier avec le Conseiller d'Etat zurichois Paul Usteri ¹.

Tandis que les armées de la Révolution française avaient fait de la Suisse une République helvétique, une et indivisible, et l'Acte de médiation un Etat fédéral, il est vrai, mais possédant une forte organisation centrale, la Restauration avait amené un très fort relâchement du lien fédéral. Pratiquement l'union avait surtout pour but, si l'on fait abstraction des sentiments patriotiques, une alliance défensive. Les vingt-deux cantons menaient leur existence indépendante, d'autant plus aisément qu'aucun danger extérieur ne venait troubler cette longue période de paix.

Le prestige moral de la nation suisse était par contre très grand. Il serait trop long et en dehors de notre sujet d'en énu-

¹ Cf. *supra* p. 41.

mérer ici toutes les causes, qui dans leur ensemble plongeaient des racines très profondes dans un passé de plusieurs siècles. A l'époque dont nous nous occupons, des sociétés patriotiques, créées les unes à la fin du XVIII^{me} siècle, d'autres récemment, jouaient un grand rôle dans le développement de l'idéal suisse. La Société helvétique, créée en 1761 par quelques penseurs, s'inspirait d'un idéal patriotique dû à l'admiration des Alpes, des sciences et phénomènes naturels particuliers à la Suisse, de ses arts, de ses vertus civiques et bientôt de certaines des grandes idées de la Révolution française. Un de ses fondateurs, Isaac Iselin, de Bâle, était un fervent admirateur de Jean-Jacques Rousseau. Ses livres sur l'histoire de l'humanité étaient en grande partie inspirés du citoyen de Genève. Les séances de la Société helvétique, interrompues au temps de la République helvétique, rétablies sous l'Acte de médiation puis à nouveau suspendues au début de la Restauration, avaient repris en 1819, avec un caractère nettement politique. Plusieurs de ses membres, en effet, effrayés de voir les cantons redevenir les républiques aristocratiques de l'ancien régime et désapprendre l'esprit générateur de la Suisse, s'étaient élevés contre les gouvernements rétrogrades.

Les questions de pédagogie, d'éducation nationale, de paupérisme avaient également préoccupé de bonne heure les patriotes suisses. Des groupements s'étaient formés dans quelques villes pour les étudier et créer des œuvres et des institutions. Iselin fut, dès 1777, le père de la Société d'utilité publique de Bâle. En 1810, une société suisse d'utilité publique, comptant des sections dans presque toute la Suisse fut créée sous l'impulsion de Jean-Gaspard Hirzel, de Zurich. Fils du premier président de la Société helvétique, Hirzel appartenait à un groupe de libéraux zurichois qui formaient, dans l'Athènes de la Limatt, le pendant des esprits éclairés de Genève. Ses principaux membres étaient J.-H. Breitinger, Schinz, J.-J. Hottinger, professeur d'histoire à l'Université de Zurich ¹.

Lorsque, en 1823, une section genevoise de la Société d'utilité publique avait été créée, ses premiers adhérents furent les amis de Pellegrino Rossi : Bellot et Etienne Dumont, ainsi que le

¹ *Verhandlungen der schweizerischen gemeinnützigen Gesellschaft*, 16^{me} rapport, Zurich, Orell Fussli, 1826, pp. 3 et 4.

pasteur Naville, de Vernier. Ce dernier, auteur d'un livre intitulé *La charité légale*, avait créé dans le canton de Genève une institution d'éducation selon les principes de Rousseau.

Rossi appartenait depuis 1825 à la Société suisse d'utilité publique. Celle-ci avait à cette date lancé un appel pour accroître le nombre de ses adhérents et la plus grande partie des membres de la Société des arts de Genève, dont Rossi faisait partie, fut admise en bloc au sein de l'association suisse créée par J.-G. Hirzel ; nous retrouvons parmi les nouveaux membres admis en même temps que Rossi les professeurs Boissier et de Candolle, J.-L. Le Fort, Edouard Rigaud, professeur de droit et frère de Jean-Jacques Rigaud qui va jouer un si grand rôle dans la vie de Rossi en Suisse, Sismondi, Guillaume Prevost qui tout en suivant encore les cours de Rossi porte déjà le titre d'avocat, J. Duval, d'autres encore ¹. Ce grand nombre d'adhésions de premier ordre était dû à la demande de Paul Usteri qui avait présidé aux destinées de la Société l'année précédente.

Les réunions de la Société suisse d'utilité publique, en plus du rôle très favorable à la communauté joué par elles, présentaient l'avantage de créer et de renouveler sans cesse de bons rapports entre les personnalités de toute la Suisse favorables au progrès dans le cadre de la légalité et même peut-être d'y intéresser certains esprits en apparence hostiles à toute nouveauté politique. Ainsi dans le canton de Vaud, la section groupait des innovateurs comme César-Frédéric de la Harpe, Charles Monnard et Vuillemin d'une part, des défenseurs acharnés des anciennes idées politiques comme le Doyen Philippe Bridel d'autre part.

Dès son entrée dans la Société d'utilité publique, Rossi y joua un rôle actif. Il allait en particulier s'y révéler trois ans plus tard, au moment où Paul Usteri en était à nouveau président.

Ces rapports avec les divers cantons suisses ont sans doute exercé une influence sur la carrière ultérieure de Rossi historien de la Suisse puis auteur d'un projet de Pacte fédéral. Pendant les premières années de son séjour à Genève, il semble en effet s'être surtout occupé de politique cantonale, à côté de ses nombreuses autres occupations scientifiques d'ordre général.

¹ *Verhandlungen*, pp. xvii et xviii

CHAPITRE XX

Voyages et activité législative de Rossi de 1826 à 1828

Cependant, dans ses trajets entre Genève et Genollier ou le reste de la Suisse, Rossi ne manquait jamais de s'arrêter à Coppet. Il s'y trouvait pendant l'été de 1826, lorsque le duc de Broglie fut soudain rappelé à Paris par l'affaire des marchés de Bayonne. L'homme politique français emmena avec lui, dans sa voiture, le professeur, « qui vit pour la première fois cette capitale, où il devait occuper, un jour, le rang que son mérite et la Providence lui réservaient... »¹. Rossi passa dix jours à Paris. La réaction qui avait suivi le meurtre du duc de Berry semblait assurée définitivement par l'avènement de Charles X. La Chambre voulait remplacer la loi sur la liberté de la presse de 1819, préparée par le duc de Broglie, par une loi rigoureuse contre la presse. La loi du sacrilège punissait de mort la profanation des objets sacrés. Certains châtimens corporels, comme la marque et le carcan existaient encore.

Rossi, qui préparait toujours son gros ouvrage sur le droit pénal, et le duc de Broglie se demandaient alors quelles étaient les sources du droit de punir et si les raisons en demeuraient valables pour certains châtimens remontant à l'antiquité ou à l'époque féodale. Ils s'inspiraient principalement de Bentham pour y répondre. Le duc de Broglie s'appuiera sur les théories de l'utilité générale du grand économiste et juriste anglais, dans un article sur *Le droit de punir et la peine de mort* qu'il publiera dans la *Revue française*, en 1828. D'après Victor de

¹ *Souvenirs du duc de Broglie*, tome III, p. 71.

Broglie, le nombre des crimes passibles de la peine de mort devait être considérablement réduit.

La réaction du ministère Villèle, un des principaux ultras, ne demeura pas limitée au territoire français. A son retour à Genève, Rossi député au Conseil représentatif fut informé des demandes des Puissances sur les restrictions à apporter au droit d'asile et à la liberté de la presse. Une commission fut nommée à la fin de l'année 1826. Rossi, qui comme nous l'avons dit avait rapporté sur les pouvoirs donnés auparavant au Conseil d'Etat de Genève sur cette question, fut un des principaux membres de la commission chargée d'étudier la demande des Puissances. Les autres membres de la commission étaient notamment le professeur Bellot, également libéral, et le professeur Augustin-Pyramus de Candolle qui représentait une opinion plus conservatrice.

La commission du Conseil représentatif confirma les pouvoirs donnés par les lois genevoises au Conseil d'Etat en ce qui concerne le droit d'asile. Par contre il n'existait aucune loi sur la presse à Genève, depuis la Restauration. La commission prépara alors un projet de loi interdisant les écrits insultants contre les gouvernements étrangers et prévenant ce que le professeur de Candolle appelait « ... quelques-uns des abus les plus criants des pamphlets anonymes et des journaux... »¹. D'après le célèbre botaniste, le projet « ... était le plus doux, le plus insignifiant possible, mais enfin il donnait à l'autorité judiciaire le droit d'intervenir dans les cas trop scandaleux... »². La loi fut adoptée, malgré les protestations des députés radicaux, fidèles au principe de la liberté de la presse.

A cette époque, le vieux conseiller conservateur Schmidmeyer était à nouveau premier syndic. L'année précédente, il avait été remplacé par Jean-Jacques Rigaud qui « ...personnifiait en quelque sorte la politique de modération et de progrès... »³. Il serait toutefois faux de dire que Genève ait connu en 1826 une réaction. En 1827, par le jeu naturel des élections, Jean-Jacques Rigaud était à nouveau chef du gouvernement

¹ *Mémoires et souvenirs* de Candolle, p. 315.

² *Idem, ibidem*, p. 315.

³ HUBER-SALADIN, *ibidem*.

genevois. On a plus tard parlé de cette période de 1825 à 1842, pendant laquelle il fut neuf fois Premier syndic, comme d'une « ... ère de paix, de prospérité et de liberté... » ¹ ou des « années de bonheur ».

Le syndic Rigaud était, à une année près, du même âge que Rossi ; comme le professeur de droit, il aimait le progrès et se montrait curieux des formes de gouvernement qui le favorisait. Sans vouloir rien changer brusquement, Rigaud était partisan d'une évolution légale. Il n'avait pas tardé à devenir l'ami de Rossi, et le demeura lorsqu'il fut appelé aux plus hautes fonctions de la politique cantonale puis fédérale.

Pour suppléer à leurs conversations théoriques, à leurs recherches livresques, aux ressources de leur imagination sans cesse dirigée vers les améliorations, à leurs échanges de vue avec Etienne Dumont sur le droit et les constitutions de divers pays, Jean-Jacques Rigaud et Pellegrino Rossi décidèrent d'entreprendre un voyage en Angleterre. Ils choisirent, dans ce but, l'année 1828, où Schmidtmeier, Premier syndic, fut chef du gouvernement genevois pour la dernière fois, et se rendirent à Londres, en avril et mai ².

Dans la capitale anglaise, Rossi retrouva le juriste anglais James Scarlett ³. Onze ans plus tôt, le jeune réfugié italien et l'avocat anglais avaient, on s'en souvient, parcouru la Suisse ensemble en s'informant de ses constitutions auprès des personnalités les plus compétentes. Neuves à l'époque, mais en partie inspirées de l'ancien régime, ces lois fondamentales n'avaient pas tardé à vieillir dans la plupart des cantons où elles n'étaient pas corrigées, comme à Genève, par des amendements prévus par le règlement d'application rédigé dès le début par Etienne Dumont.

Lorsque les deux Genevois, amis d'Etienne Dumont arrivèrent à Londres, des deux anciens collaborateurs de ce dernier un seul vivait encore. Sir Samuel Romilly, en effet, était mort depuis plusieurs années. Bentham était très âgé. James Scarlett, par contre, dans la force de l'âge, était devenu procureur général

¹ HUBER-SALADIN, *Rossi*.

² *Recueil Le Fort*, 99, p. 33.

³ *Idem, ibidem*, p. 33.

l'année précédente. Membre de la Chambre des communes depuis 1819 et ayant connu des succès extraordinaires comme avocat, Scarlett se plut à initier Rossi et le syndic Rigaud à tous les rouages des institutions anglaises. Ce maître du barreau et de la politique allait devenir Lord de l'Echiquier et sera créé Baron Abinger par le Roi. Libéral, Scarlett se révélait, comme ses hôtes et comme le duc de Broglie, hostile à toute atteinte à la liberté et champion du plus grand bien du plus grand nombre selon la formule trouvée par Bentham et exposée par Etienne Dumont. A la Chambre des communes, il s'était élevé contre la loi interdisant le rassemblement séditieux, comme portant atteinte à la liberté. Il s'était également occupé du sort des pauvres et avait demandé la suppression de la peine de mort pour des raisons politiques. L'organisation judiciaire retenait son attention et il prépara une loi la modifiant. Le professeur et l'homme politique genevois revinrent de leur voyage à Londres enrichis de nouveaux points de comparaison sur l'évolution des nations démocratiques et de sujets de méditations pour leurs études spéculatives.

Rossi achevait alors son *Traité de droit pénal*¹. L'importance qu'il attache dans ce livre à la théorie de l'utilité benthamique, sans toutefois l'adopter entièrement, fait supposer une rencontre personnelle avec le vieil économiste, juriste et philosophe anglais. En plus de son œuvre écrite, il connaissait de plus sa pensée grâce à Dumont et à Scarlett.

¹ Paris et Genève, 1829.

CHAPITRE XXI

Le Traité de droit pénal de P. Rossi

Rossi homme en place, professeur à l'Académie de Genève et député au Conseil souverain, n'avait rien perdu de son idéal. Il pensait sans cesse au bonheur des nations, des sociétés et des individus. Déjà dans les *Annales de législation et de jurisprudence*, le jeune écrivain avait exprimé le désir de voir les lois mises en harmonie avec les sentiments et les besoins de la nation. La législation devait servir au bien-être des hommes.

Depuis sa nomination à la chaire de droit criminel de l'Académie de Genève, Rossi avait étudié à fond tous les domaines de la théorie et de la jurisprudence pénale. Certaines des grandes questions qui se sont posées à l'humanité le préoccupaient particulièrement : l'état moral des nations, la statistique de la criminalité, le droit de punir, la peine de mort, le système pénitentiaire, l'institution du jury. Il avait entretenu ses élèves de la législation pénale et de l'instruction criminelle ¹. Pendant l'hiver de 1828 et 1829, ses leçons avaient également porté sur les lois pénales des peuples anciens ². Chez Rossi, l'historien complétait toujours le juriste. Dans le droit comme dans les autres domaines de l'activité humaine, il retrouvait une évolution qu'il s'agissait de diriger vers le progrès tout en évitant les révolutions.

En 1828, Rossi eut l'occasion d'exposer un sujet qu'il avait pris à cœur à une assemblée groupant des représentants éminents

¹ Manuscrits G. Prevost, *ibidem*, et Bibliothèque publique et universitaire de Genève, *Manuscrits supplémentaires* 242. Notes prises par Mallet. G. Prevost devenu avocat avait continué à suivre les cours de Rossi, dont l'intérêt dépassait le cadre des seuls débutants dans la carrière des études. Edouard-Félix Mallet, dont les notes prises aux cours de Rossi ont été conservées, deviendra juge et écrira plusieurs ouvrages d'histoire et de statistique.

² G. PREVOST, *ibidem*.

de toute la Suisse. Nous avons dit, en effet, que le professeur genevois faisait partie de la Société suisse d'utilité publique depuis 1825. En 1828, le Conseiller d'Etat zurichois Paul Usteri, que Rossi connaissait de longue date, était président de la Société. La séance annuelle devait avoir lieu à Zurich les 16 et 17 septembre 1828. Rossi, qui avait séjourné en Angleterre et était absorbé par la préparation de ses cours et la rédaction de son *Traité de droit pénal*, ne put se rendre personnellement à cette assemblée. Il avait néanmoins été chargé de faire un rapport sur l'opportunité et l'utilité d'une statistique de la criminalité en Suisse et sur la façon de l'établir ¹. Ce travail fut lu à la séance annuelle. Son intérêt fut jugé suffisant pour qu'on en demandât la traduction et l'insertion dans l'organe de la société ². D'après Rossi, une association qui s'occupe de l'éducation et de l'état des pauvres doit attacher une grande importance à la connaissance de l'état moral d'une nation.

Le discours préparé par Rossi fut traduit par J.-J. Hess et publié dans les Actes de la Société suisse d'utilité publique, édités à Zurich en 1829. Néanmoins, l'œuvre écrite de Rossi demeurait relativement mince, comparée à son activité académique et à son influence politique.

En 1829, Rossi publia enfin une œuvre considérable, fruit de longs travaux et de patientes recherches, de rapprochements ingénieux et de comparaisons clairvoyantes, d'étude de textes anciens et modernes de lois et de leurs commentaires, de conversations avec des juristes, des philosophes et des historiens et d'expériences des tribunaux et des assemblées législatives.

Le *Traité de droit pénal* de Pellegrino Rossi parut en trois volumes in-octavo, en même temps à Genève et à Paris ³. Son intérêt est trop général pour que nous puissions en donner ici une analyse détaillée. Un aperçu, même sommaire, de ses différents chapitres dépasserait le cadre d'une étude limitée aux rapports de Rossi avec la Suisse. Bien qu'entièrement conçu et

¹ O. HUNZIKER et R. WACHTER : *Geschichte der schweizerischen gemeinnützigen Gesellschaft 1810-1910*. Zurich, Zürcher et Furrer, 1910, p. 56.

² *Neue Verhandlungen der schweizerischen gemeinnützigen Gesellschaft über Erziehungswesen, Gewerbflëiss und Armenpflege*. Zurich, Orell Fussli, tome V, 1829, pp. 335 à 344.

³ Paris et Genève, 1829.

rédigé en Suisse, ce livre s'adressait aux lecteurs de tous les pays civilisés. Il sera plus tard réédité par une commission du Parlement italien avec une préface du grand juriste français Faustin Hélie¹. Nous nous contenterons donc, après avoir indiqué la définition de la justice donnée par Rossi, d'indiquer quelques-unes des idées de son traité correspondant ou bien à un courant particulier à Genève et à la Suisse à cette époque, ou bien à une pensée de Rossi qui exerça des effets sur son activité en Suisse.

Pour Rossi, la justice humaine est un élément de l'ordre social ; la justice absolue est un élément de l'ordre moral. Le but de la justice absolue consiste dans son propre accomplissement. Le but de la justice humaine est extérieur et borné.

Ceci posé, l'auteur du *Traité de droit pénal* poursuivra de sa réprobation toutes les lois dans lesquelles il retrouve des vestiges de la vengeance de la société, en particulier les peines héritées du moyen âge. Il désirait l'abolition de la peine de mort ou tout au moins sa restriction à des cas extrêmement rares². Rossi s'élève contre les autres peines corporelles et demande leur suppression absolue. Il y voit, avec raison, une survivance de l'odieuse torture. A ces restes de la féodalité, il faut substituer dans tous les cas les peines privatives de liberté. Encore convient-il de l'appliquer d'une manière humaine. Rossi compare la prison cellulaire, alors d'un usage courant dans la plupart des pays, et le système pénitentiaire. Il avait sous les yeux un exemple de cette seconde forme d'emprisonnement.

A Genève, en effet, la République avait adopté provisoirement le Code pénal français, connu sous le nom de Code Napoléon. En 1817, Etienne Dumont, auteur d'une *Théorie des peines et des récompenses*³, s'était adressé aux premiers magistrats pour demander un code spécifiquement genevois. Une commission avait été nommée la même année, mais ses propositions ne furent pas acceptées. Dumont avait alors publié, en 1821, son projet de code pénal, inspiré de la théorie benthamique de

¹ Œuvres complètes. Traité de droit pénal, 3^{me} édition revue et précédée d'une Introduction de M. Faustin Hélie. Paris, 1874.

² *Idem, ibidem*, tome II, p. 301.

³ Deux volumes, Londres, 1811.

l'utilité générale. Si la législation avait, dans son ensemble, été refusée par le Conseil représentatif, il n'adopta pas moins peu après une réforme pénitentiaire, puis, en 1824, une loi sur le régime intérieur de la prison. Le sort des prisonniers était réglé selon des méthodes extrêmement nouvelles pour l'époque. Les condamnés pouvaient travailler en commun. Ils touchaient même une petite solde. Selon un système ingénieux, les gardiens pouvaient surveiller sans être vus. Rossi faisait l'éloge de la prison pénitentiaire de Genève, tout en demandant un peu plus de sévérité. A son avis, il faudrait davantage séparer les prisonniers ¹.

Sur la grave question du droit de punir, Rossi s'est formé une opinion tout à fait personnelle et nouvelle. Il s'éloigne du grand pénaliste italien Beccaria, l'auteur du *Traité des délits et des peines* dont Voltaire faisait si grand cas. A l'époque où la peine avait encore trop souvent pour but la vengeance de la société, Beccaria avait, comme on sait, demandé à ce qu'on visât avant tout à réformer l'individu. Pour Rossi, Beccaria et surtout ses disciples, dont le rôle a été très utile, ont été trop loin. En présence du crime, il ne faut pas perdre de vue la société, non plus pour la venger, mais tout simplement pour la défendre. Le lésé, dans une société organisée, ne doit plus se défendre lui-même, se faire justice, mais doit être défendu par une digue opposée au crime par la société, la défense sociale ou indirecte.

La théorie de la défense sociale se rapprochait, dans une certaine mesure, de celle de l'utilité générale benthamique préconisée par Etienne Dumont, mais elle la dépassait en la dépouillant de son principe utopique. L'une et l'autre cherchaient à améliorer la société, à obtenir le plus grand bien du plus grand nombre. Mais Sismondi avait remarqué que « ... le principe de la bienveillance était si puissant dans le cœur de Dumont, qu'il ne lui laissait pas entrevoir qu'il y eut besoin d'un moteur, qu'il y eut besoin d'un devoir pour rechercher le plus grand bien du plus grand nombre, même aux dépens du sien propre... » ².

¹ *Traité de droit pénal*, tome II, p. 312.

² SISMONDI : *Nécrologie*, Etienne Dumont, dans *Revue encyclopédique*, tome XLIV, pp. 258 à 268. Paris, Sédillot, 1829.

Rossi remplaçait donc le « chacun recherche avant tout le plus grand bien du plus grand nombre », de Bentham, qui lui semblait contraire à l'observation, par cette formule : « chacun *doit* rechercher avant tout le plus grand bien du plus grand nombre ».

Rossi admettait ainsi l'existence d'un principe supérieur à celui de l'utilité : le devoir, la morale, dont il faut rechercher l'origine et la force dirigeante ailleurs que dans la philosophie utilitaire et dans l'intérêt.

En partant de principes très élevés, le *Traité de droit pénal* donnait des solutions aux problèmes les plus difficiles de la répression du crime. Le but de cet ouvrage n'était d'autre part pas de pure théorie. Rossi espérait obtenir une amélioration des législations existantes. Mais l'imperfection des gouvernements, écrivait-il en concluant, s'opposait à la perfection des lois, ainsi que les difficultés de la science, ajoutait-il avec modestie. C'est donc vers la régénération des Etats, des gouvernements et dans ce but des constitutions, afin de ne pas sortir de la légalité que nous allons voir se tourner maintenant cet esprit vigilant et sans cesse en activité.

CHAPITRE XXII

Rossi, le duc de Broglie et Guizot

Peu après sa publication du *Traité de droit pénal*, Rossi eut toutefois encore à s'occuper d'une question purement juridique, mais dont l'aspect moral l'attirait également. Il s'agissait de la prison pour dette qui existait encore presque partout et dont le duc de Broglie aurait voulu obtenir la suppression en France. Le principe de la contrainte par corps était encore si profondément ancré dans les esprits et semblait si indispensable à la bonne marche des affaires, que personne n'osait l'attaquer. Un discours du duc de Broglie à la Chambre des Pairs sur la faillite et le droit commercial n'avait pas eu de succès. Son auteur le soumit alors au professeur Rossi, qui l'approuva de point en point.

« Mais », consignait le duc de Broglie dans ses souvenirs, « il me dit avec ce bon sens plein de finesse en quoi il excellait : Quand on veut réussir en ce bas monde, et très bas est le monde, il faut se garder de prendre le taureau par les cornes, or c'est précisément prendre le taureau par les cornes que d'attaquer à brûle-pourpoint un vieux préjugé. Vous avez expliqué vous-même comment les commerçants de profession échappaient à la contrainte par corps, grâce aux facilités que leur offre, s'ils sont de bonne foi, le régime de la faillite ; qui vous empêche d'introduire, au profit des débiteurs civils engagés par lettre de change un procédé à peu près de même nature ?... »

Voulez-vous, repris-je à l'instant, vous charger de ce travail ? je me chargerai, moi de le présenter à la session prochaine.

— Très volontiers.

Nous nous mîmes à l'œuvre ; ce travail existe ; on le retrouvera dans mes papiers, écrit d'un bout à l'autre de la main même de M. Rossi... »¹

¹ BROGLIE : *Souvenirs*, *ibidem*, tome III, p. 206.

Les événements survenus au mois de juillet 1830 ne devaient pas permettre au duc de Broglie de donner suite à ce projet.

Au moment où la politique commençait à se troubler et l'Europe à réagir contre la Sainte-Alliance, Rossi suivait les événements de très près, surtout en Italie, et en publiait des comptes rendus dans la *Revue française*. Ce périodique avait été fondé au début de 1828 par Guizot, pour remplacer les articles philosophiques et littéraires du *Globe* dès lors consacré uniquement à l'actualité. En plus de son activité à la Sorbonne, de son entreprise électorale et de sa collaboration législative, Guizot donna beaucoup d'essor à cette publication qui comptait des collaborateurs comme le duc Victor de Broglie, Rémusat, J.-J. Ampère et Villemain ¹.

Dès le début de 1829, Rossi prenait une part active à la rédaction de la *Revue française*. Le 9 février 1829, Rossi écrivait à Guizot : « ...j'espérais tous les jours pouvoir vous annoncer l'envoi de l'article de M. de la Rive... J'ai rappelé à M. de Candolle sa promesse... Je ne suis pas surpris de l'effet produit par l'article de M. de Broglie. » ²

En novembre 1829, Rossi publiait dans la *Revue française* un important article sur l'action historique de l'Italie. Il gardait toute sa foi dans la nation italienne, se montrait extrêmement bien informé de tous les événements de la péninsule et exprimait des vues vraiment prophétiques sur le rôle que le Piémont serait appelé à jouer dans la régénération de l'Italie.

L'année suivante, de nouveaux articles de Rossi allaient paraître dans la *Revue française*. M^{me} Guizot, née Dillon, écrivait en effet à son époux le 21 juin 1830 :

« ... La *Revue* (française) paraîtra huit jours après la réunion des Chambres... nous commencerons l'impression par M. de Candolle : je viendrai après ; nous aurons les articles de MM. Doudan, Rossi, Lenormant, Delécluze... » ³.

Comme on voit, les Genevois d'une part, les amis du duc de Broglie d'autre part, M. Doudan ayant été précepteur de ses

¹ Charles-H. POTHAS : *Guizot pendant la Restauration. Préparation de l'homme d'Etat (1814-1830)*, p. 395, Paris, Plon, 1923.

² Lettre inédite de Rossi à Guizot. Archives du Val-Richer, Correspondance n° 77.

³ *Lettres de M. Guizot à sa famille*, par M^{me} de Witt, p. 87, Paris, 1884.

enfants ¹, jouaient un rôle important dans la revue pour laquelle Guizot avait trouvé un précieux collaborateur dans la personne de M^{me} Guizot.

La révolution de juillet 1830 empêcha ces nouveaux articles de paraître, non pas que leur esprit fut trop peu libéral, mais parce que tout le temps des principaux rédacteurs de la *Revue française*, notamment de Guizot lui-même, allait être pris par d'autres occupations. Il n'est pas besoin de rappeler le rôle que vont jouer les amis de Rossi, le duc de Broglie et Guizot, dans la monarchie constitutionnelle du roi Louis-Philippe. Le duc Victor de Broglie, après avoir risqué sa vie au moment où le peuple en armes réclamait la mort des ministres de Charles X, formait avec Casimir Périer et Guizot le parti dit de la résistance dans le premier ministère de Louis-Philippe, lorsque Rossi vint à Paris au mois d'août 1830 ². Le duc de Broglie avait souvent parlé de Rossi à Guizot ³. Déjà lors des précédents voyages du professeur genevois à Paris, Guizot qui se souvenait de ses études à Genève, où il avait été l'élève de Pierre Prevost, père du meilleur étudiant de Rossi, les deux universitaires avaient « beaucoup causé... » ⁴. Depuis lors, la publication du *Traité de droit pénal* avait classé Rossi parmi les savants réputés de son temps. Guizot avait particulièrement apprécié cet ouvrage et Rossi lui en exprima sa reconnaissance ⁵.

Guizot comme le duc de Broglie avaient compris le rôle que pourrait jouer après 1830 un homme aussi dévoué au progrès et au libéralisme, tout en demeurant parfaitement respectueux de la légalité, et de plus doué d'une rare intelligence.

« ... Les divers cours sur le droit, l'économie politique et l'histoire », écrit Guizot de Rossi à cette époque, « qu'il avait faits à Genève, et son traité de droit pénal publié à Paris en 1828 (sic ; de fait il parut en 1829), l'avaient placé en Europe parmi les maîtres du haut enseignement, soit par la parole, soit par les écrits... » ⁶

¹ *Mémoires du duc de Broglie (Jacques-Victor-Albert)*, 1821-1901. Avec une préface de son petit-fils. Paris, Calmann-Lévy, 1938.

² *Recueil Le Fort*, 99, p. 19.

³ GUIZOT : *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, 2^{me} édition. tome III, p. 121, Paris, Lévy, 1860.

⁴ *Idem, ibidem*.

⁵ Rossi, lettre inédite à Guizot, du 9 août 1829. Archives du Val-Richer, Correspondance N° 77.

⁶ GUIZOT : *Mémoires, ibidem*, tome III, p. 121.

Lors de réunions chez le duc de Broglie, pendant ce séjour de Rossi à Paris, il avait frappé les hôtes du duc par son intelligence de tous les problèmes et sa capacité de les résoudre. Le professeur Gans, de Berlin, qui était venu étudier à Paris les modifications apportées à l'enseignement à la suite de la Révolution de Juillet, raconte en détail quelques conversations qu'il eut avec Victor Cousin et avec Pellegrino Rossi. « ...La sagacité et la finesse italiennes de Rossi », écrit-il dans ses considérations rétrospectives sur les personnes et les faits, « me firent comprendre quelle avait pu être au XVII^{me} siècle l'influence du Cardinal Mazarin... »¹.

Comment s'étonner, dès lors, que le duc de Broglie et Guizot aient déjà cherché en 1830 à attirer Rossi à Paris². Il s'agissait alors de rénover les programmes d'enseignement et, le cas échéant, de faire un cours d'économie politique, discipline dans laquelle Rossi s'était fait connaître par les *Annales de législation et d'économie politique* de 1822.

Des tâches immédiates et un champ d'activité plus vaste renaient encore Rossi à Genève ; la révision des lois criminelles, les cours de droit, l'étude des constitutions et bientôt l'histoire des nations qui s'étaient libérées de l'Autriche, selon le vœu qu'il avait formé d'autre part pour son pays natal.

Il gardait néanmoins une très grande reconnaissance à Guizot de son accueil :

« ... Si je devais vous remercier vous et les vôtres de tout ce que vous avez fait pour moi dans mon long séjour à Paris, je n'en finirais plus... »³.

De retour à Genève, Rossi eut tout d'abord à s'occuper d'un projet de loi sur le jury. Il fut nommé membre d'une commission chargée de s'occuper de l'institution du jury devant les tribunaux genevois, puis rapporteur de cette commission. Ses écrits sur le jury dans les *Annales de législation et de jurisprudence* et son *Traité de droit pénal* le désignaient tout particulièrement pour cette tâche. J.-L. Le Fort fit un procès-verbal de la séance du Conseil d'Etat de Genève du 24 novembre 1830 dans laquelle Rossi présenta son rapport.

¹ GANS : *Rückblicke auf Personen und Zustände*. Berlin, Veit, 1836.

² *Recueil Le Fort*, 99, p. 19.

³ Lettre inédite de Rossi à Guizot, Genollier, 9 août 1829. Archives du Val-Richer. Correspondance n° 77.

CHAPITRE XXIII

Rossi pendant la Révolution française de 1830

La Révolution française de juillet 1830 correspondait à un mouvement, général en Europe, contre l'absolutisme institué après la chute de Napoléon. Pellegrino Rossi, on s'en souvient, s'était élevé en 1815 de toutes ses forces contre l'hégémonie de l'Autriche. Des mouvements analogues à ceux de Paris n'avaient pas tardé à se produire aux Pays-Bas, en Pologne, en Espagne, au Portugal et dans plusieurs Etats italiens.

Rossi suivait de très près les événements qui marquaient alors un affranchissement de la politique de Metternich. Comme homme privé, il correspondait avec ses amis. Le 19 février 1831, il écrira à son ami Casoni, avocat à Bologne, avec qui il avait fait son stage vingt-cinq ans auparavant et fondé l'Académie des « Filodicologi ». Il se réjouit de voir la France se désolidariser de l'Autriche et cesser de réprimer les révolutions italiennes : « Ami très cher », lui confie-t-il,

Si cela vous intéresse, sachez que le 14 février le ministre français a déclaré à l'Ambassadeur d'Autriche à Paris que la France ne consentira plus à ce qu'un seul soldat autrichien passe les frontières pour réprimer les révolutions italiennes. De son côté, la France observera la même neutralité qu'elle exige des autres.

Cette nouvelle n'est pas encore publique, mais j'ai des raisons de la croire certaine... » ¹.

Rossi, en effet, était bien placé pour connaître la politique étrangère de la France, grâce à ses amis le duc de Broglie et Guizot, l'un et l'autre ministres de Louis-Philippe. C'est à ce dernier qu'il exprimera son impatience concernant la France, puis ses espérances relatives à la libération de l'Italie :

¹ LOZZI : *Rivista penale*, *ibidem*, pp. 268 et 269.

« J'épluchais avec impatience », écrivait Rossi de Genève déjà le 25 octobre 1829, « toutes les nouvelles électorales...

... Elle (la Chambre) a eu jusqu'ici des hommes qui lui ont dit au plus ce qu'il fallait faire, mais pas un qui lui dit comment il le fallait faire et qu'il le fit. Or sans cela les Assemblées jasant beaucoup et font peu. Et il n'y a d'influence profonde et durable que celle de l'homme qui est toujours prêt à tirer l'Assemblée d'embarras. C'est là votre rôle... »¹.

Après juillet 1830, Rossi parlait à Guizot de l'Italie :

« ... Car enfin, si je vous avais dit, à côté de l'exemple de la Belgique, que j'espérais voir les Marches et les Légations (d'Italie) former un pays se gouvernant par lui-même... qu'y aurait-il là de si étrange ?...

Heureux si j'apprends que le peu que j'espère s'est accompli !² »

D'autre part, comme membre du Conseil représentatif de Genève, Rossi suivait les délibérations relatives à la reconnaissance de Louis-Philippe, roi des Français. Augustin-Pyramus de Candolle, rapporteur de la Commission, dit dans ses *Souvenirs* qu'il s'est agi là d'un comité de simple forme et qu'il n'eut pas de peine à obtenir l'unanimité pour la reconnaissance de Louis-Philippe par le canton de Genève.

Comme citoyen suisse, Rossi suivait l'évolution des divers cantons. Les modifications constitutionnelles avaient déjà commencé avant juillet 1830 dans quelques régions de la Confédération. Elles tendaient à remplacer les aristocraties du passé par des gouvernements libéraux et à introduire le suffrage universel.

A Genève même, Rossi vit enfin le principe de l'élection directe recevoir sa pleine application, par la loi du 21 janvier 1831. Le professeur Bellot, rapporteur de la commission, avait cité Montesquieu et le passage où Destut de Tracy, dans son *Commentaire sur l'esprit des lois*, parle du « régime représentatif », cette « démocratie de la raison éclairée ». Il cita également Machiavel, qui avait rendu hommage à l'habileté du peuple. Le rapporteur s'inspirait surtout des « Bills of rights » américains :

¹ Rossi, lettre inédite à Guizot. Archives du Val-Richer. Correspondance n° 77.

² GUIZOT : *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, 2^me édition. Paris, Lévy, 1860, tome III, p. 451 (Lettre de Rossi à Guizot, de Genève, le 10 avril 1832).

« C'était à ces Etats », disait-il, « qu'il appartenait de prouver par une expérience qui remonte à plus de 50 ans, les garanties de sécurité et les effets admirables que présente le régime représentatif qu'ils empruntèrent à l'Angleterre, mais qu'ils surent si heureusement adapter aux institutions républicaines... » Parlant de Rousseau, le collègue de Rossi ajoutait :

« ... Si notre immortel citoyen eût pu assister à la fondation et au merveilleux développement de ces républiques représentatives, n'en doutons point, fidèle à sa maxime, *vitam impendere vero*, on l'eût entendu abjurer son erreur et reporter sur les Etats-Unis de l'Amérique cette admiration qu'il réserva exclusivement aux démocraties antiques et aux institutions de sa patrie... » ¹.

Ainsi, dans cette république de professeurs, l'intelligence de l'histoire et de l'évolution des nations se mêlait sans cesse à la politique.

Trois jours plus tard, une seconde loi constitutionnelle avait éliminé les électeurs privilégiés prévus par l'article 8 de la constitution de 1814.

Dans d'autres cantons suisses, des modifications allaient se produire, les unes sans grandes difficultés, d'autres non sans amener de troubles, comme nous aurons l'occasion de le voir. Enfin la question du Pacte même de la Confédération allait se poser.

En sa qualité de savant et de professeur à l'Académie de Genève, Rossi va étudier l'évolution historique des pays en voie de transformation. Pour comprendre notamment ce qui se passait en Suisse en 1830 et dans les années suivantes, pour l'expliquer et si possible y remédier, le maître genevois allait se livrer à des recherches approfondies sur les origines de la Confédération et sur son développement. Auparavant, un problème historique moins rapproché de lui mais beaucoup plus aigu, allait retenir quelque temps son attention : le sort de la Belgique.

¹ *Mémorial des séances du Conseil représentatif*, tome II. pp. 611 ss. Genève, Cherbuliez, 1830-1831,

LIVRE DEUXIÈME

ROSSI HISTORIEN DE LA SUISSE

CHAPITRE XXIV

Rossi professeur d'histoire

Pellegrino Rossi, dont les premiers cours à Genève avaient traité de l'histoire romaine, reprenait cet enseignement libre dans la salle du Musée au début de 1830. Le 2 octobre 1829 il écrivait déjà à Guizot : « ...je m'occuperai des jurisconsultes romains... »¹. A partir du 8 janvier, il y parla de l'histoire de la République romaine devant un grand nombre d'auditeurs². Mais, comme nous l'avons montré à la fin de notre première partie, l'histoire des nations modernes en corrélation avec les événements contemporains, surtout après 1830, présentait pour le professeur une importance qui l'incita à y consacrer tout le temps laissé par l'enseignement officiel du droit.

Au moment où le duc Victor de Broglie, ami et correspondant de Rossi, alors membre du Ministère avait exercé une influence sur l'aide accordée par la France pour l'indépendance et la neutralité belge, le professeur annonçait pour le début de l'année 1831 un cours libre sur l'histoire des Pays-Bas, et plus particulièrement l'histoire des Belges. Dans un discours prononcé aux promotions de l'Académie de Genève, à la fin de 1830, le recteur A.-P. de Candolle déclarait à cet égard :

¹ Rossi, Lettre inédite à Guizot. Archives du Val-Richer. Correspondance n° 77.

² *Recueil Le Fort*, 99, p. 16.

« ... Le cours public de droit pénal donné dans la faculté de droit par le prof. Rossi attire dans ce moment un grand nombre d'auditeurs de tout âge et de tout rang. Le cours particulier que va commencer au Musée ce savant professeur et où il traitera de l'histoire des Belges, intéressera plus généralement encore et mettra dans un nouveau jour l'éloquence de l'historien qui nous a deux fois retracé avec tant de feu et de profondeur l'histoire de la révolte des Provinces-Unies sous Philippe II... » ¹.

Ces leçons connurent un succès extraordinaire. Pour en donner une idée, disons que Charles-Victor de Bonstetten, déjà très âgé et blasé puisqu'il avait connu à Coppet, à Genève et en Italie toutes les plus hautes personnalités de son temps et les voyait encore défiler dans son salon de la rue des Granges à Genève, se rendait personnellement au cours de Rossi et en faisait des récits enthousiastes à ceux de ses amis que l'éloignement empêchait d'y assister.

Bonstetten écrivait alors à l'historien de la Suisse allemande, l'argovien Henri Zschokke, en lui parlant de Rossi :

« ...Il nous fait un cours sur l'histoire de la Belgique. Sa manière de présenter les choses est si spéciale, que je ne puis le caractériser. Il s'exprime sobrement, fait peu de gestes et avec des moyens très simples, il arrive à nous faire autant d'effet que Garrick ou Talma. Tous les historiens devraient venir l'entendre. Ses exposés de principes sont lumineux, il développe son sujet avec tant de clarté que chacun peu le comprendre. Ses récits sont si vivants et tous les sentiments y sont rendus avec une telle intensité que chaque fait devient drame. Dans l'espace d'une heure, nous vivons les événements d'une dizaine d'années. L'illusion est si forte, qu'on est tout étonné de se retrouver non pas dans les Flandres, mais à Genève... » ²

Rossi historien, et de plus curieux depuis plus de quinze ans des problèmes posés par la situation et l'évolution toute particulière de la Confédération suisse en Europe, se sentit appelé,

¹ *Journal de Genève*, Genève, 2 décembre 1830.

² *Prometheus für Licht und Recht*, revue publiée par H. Zschokke, Aarau, Sauerländer, 1832, 2^{me} partie, p. 308. Cf. M.-L. HERKING : *Ch.-V. de Bonstetten*. Lausanne, Concorde, 1921.

après 1830, à étudier en détails non pas seulement l'histoire des pays étrangers modifiés ou créés à nouveau sur des bases constitutionnelles, mais aussi à mieux connaître et à décrire l'action historique de son pays d'adoption.

A la fin de 1831, Pellegrino avait réuni tous les éléments qui lui permettaient d'annoncer un cours d'histoire de la Suisse. Cet enseignement fut entièrement créé par lui. Depuis l'entrée de Genève dans la Confédération suisse, en effet, aucun cours d'histoire nationale n'avait été fait à Genève.

Le 29 décembre 1831, le *Journal de Genève* consacrait un article à Rossi professeur d'histoire suisse :

« M. le Prof. Rossi a ouvert un cours d'histoire suisse et une foule d'auditeurs des deux sexes témoigne par sa présence qu'à Genève le nom Suisse n'excite pas une stérile sympathie. Mais il faut le dire aussi, il y a ici plus qu'un professeur ordinaire, plus qu'un enregistreur de dates, plus qu'un froid compilateur. Il y a l'homme qui nous a donné l'histoire de Rome et celle des Pays-Bas. Quelle richesse de sentiments. Quelle brillante imagination, quelle haute et puissante raison !... » ¹.

Pour connaître le sens de l'enseignement historique de Rossi, sa signification et sa valeur scientifique, les biographes et les historiens ont longtemps été réduits à quelques témoignages des contemporains et à des suppositions ou à d'absurdes anecdotes. Leurs appréciations étaient fantaisistes et parfois absolument contraires à la vérité. Le comte H. d'Ideville a écrit notamment de Rossi :

« ... Dans son cours d'histoire de Suisse, il passa rapidement sur l'épisode du serment du Grütli, qu'il ne songea point à contester. En revanche, arrivé à la légende de Guillaume Tell, il s'exprima ainsi : « Quant à l'histoire de Guillaume Tell, dit-il de sa voix la plus mordante, il y a bien des gens qui croient que cela n'est pas vrai, ...mâ, quant à moi, j'y croirai tant qu'on ne m'en aura pas donné une plus jolie, et je vous engage à en faire autant... » ².

¹ *Journal de Genève*, Genève, 29 décembre 1831.

² Comte H. D'IDEVILLE : *Pellegrino Rossi, Bourgeois de Genève, 1816-1833*, dans *Revue historique*, tome 30, p. 241. Paris, 1886.

Or, nous verrons, au contraire, que Rossi a étudié de très près la question de la vérité ou de la légende de Tell, à la lumière d'une savante critique ¹.

De son côté, Huber-Saladin, parlant du cours de Rossi en 1832, en étudie non pas le texte ni le sens, mais se borne à en mentionner la valeur pragmatique :

« ...il avait donné à Genève un cours d'histoire de la Suisse. On y retrouva ses qualités connues et une connaissance approfondie des 22 histoires de la Confédération. Il traça un tableau si sombre et si vrai des déchirements précurseurs de la chute de l'ancienne Suisse, il parla avec tant de conviction de la honte de recourir à l'étranger pour en obtenir la médiation que les partis se refusent entre eux, qu'il est difficile de n'y pas reconnaître l'intention de préparer les esprits aux nécessités du pacte... » ².

¹ Cf. *infra*, p. 130.

² Cf. *infra* notre troisième partie.

CHAPITRE XXV

Le manuscrit du Cours d'histoire de la Suisse de Rossi

Nous connaissons aujourd'hui les cours d'histoire de la Suisse professés à l'Université de Genève de 1831 à 1833 grâce au manuscrit déposé depuis près de cinquante années à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, à Paris. Il est curieux que même les études les plus récentes relatives à Rossi aient ignoré ces manuscrits. La seule mention de ces précieux documents se trouve dans le catalogue même des manuscrits de la bibliothèque Sainte-Geneviève, dressé par un de ses bibliothécaires, M. Charles Kohler, et publié en 1896 ¹. D'après cet auteur, les trois volumes de « Cours d'histoire professés à l'Université de Genève par Pellegrino-Luigi-Odoardo Rossi, de 1831 à 1833 », ont été recueillis par « un de ses auditeurs, C.-A. Messala » ².

« ... Les présents volumes », ajoute M. Kohler, « ont été offerts à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, en 1890, par M. Ch.-Em. Ruelle, à qui ils avaient été donnés par M^{me} Adélaïde Terzetti, veuve du poète grec (zantiote)... » ³.

M^{me} Ad. Terzetti est, en effet, elle-même l'auteur d'un ouvrage sur *La Grèce ancienne et moderne considérée sous l'aspect religieux* ⁴. Elle avait compris la valeur des textes qu'elle possédait. Grâce à elle et à M. Ch.-Em. Ruelle, ils sont aujourd'hui

¹ Ch. KOHLER : *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque Sainte-Geneviève*, tome second, p. 682. Paris, 1896.

² *Idem, ibidem.*

³ *Idem, ibidem.*

⁴ Paris, 1884.

à la disposition des érudits, dans la réserve de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, ou M. le conservateur a bien voulu nous les communiquer.

Pour connaître l'histoire et l'origine de ces gros volumes manuscrits, il faut nous reporter au temps où Rossi faisait son cours à l'Académie de Genève.

Le livre du Recteur de l'Académie de Genève, qui donne la liste des étudiants inscrits chaque année pour suivre les cours, nomme en 1831 un jeune Grec, C. Messala ¹. Or, comme l'écrit M. Kohler dans son catalogue des manuscrits de la Bibliothèque Sainte Geneviève, les textes des cours d'histoire de Rossi conservés ont été réunis précisément par C.-A. Messala ². D'après des informations de source grecque, il s'agissait du jeune comte Cesare-Alessandro Messala, né en 1815, qui fit ses études en Suisse et y mourut déjà en 1833 ³.

L'indication de M. Kohler est confirmée par les cahiers eux-mêmes, formant deux des volumes des cours de Rossi. Ils sont écrits de la main même de Cesare-Alessandro Messala et la couverture de plusieurs cahiers portent son nom, de la même écriture que la plus grande partie du texte, le reste étant écrit de sa main par Rossi lui-même, ainsi que nous le verrons.

Les deux volumes consacrés à l'histoire de la Suisse comprennent respectivement 349 et 53 feuillets in-octavo, de 213 sur 172 millimètres, couverts des deux côtés d'une écriture très fine, de 26 lignes par pages. Ils constituent donc plus de 800 pages de texte.

Le premier volume de cahiers reliés relatifs à l'histoire de la Suisse a été écrit par Messala sous dictée de Rossi, avant ou pendant le cours. Il a été entièrement revu et corrigé par Rossi lui-même. Le texte contient de nombreuses corrections, portant en général sur d'infimes détails, ce qui montre d'une part qu'il correspondait déjà exactement à la pensée de l'auteur, d'autre part que celui-ci tenait à avoir une version définitive.

¹ *Livre du Recteur*, p. 327. Genève, Fick, 1860.

² Ch. KOHLER, *ibidem*.

³ Informations que M. Samuel Baud-Bovy, professeur de littérature grecque à l'Université de Genève, a bien voulu nous transmettre.

A partir des pages 221 (verso), un certain nombre de pages ont été entièrement écrites par Rossi. Ce sont les pages 221 (verso) en partie ; 222 (qui est rajoutée) ; 223 à 226 recto et verso ; 227. Au début du cahier suivant, on lit de l'écriture de Rossi :

« ...manque la 24^{me} leçon, remplacée par l'histoire de Dubochet et mon cahier... » Il s'agit sans doute de la 24^{me} leçon du cours, dont Messala n'avait pas pu consigner le texte, et que le professeur avait lui-même couchée sur le papier, d'après ses notes et celles de Dubochet, qui était peut-être également un de ses élèves.

Le texte des pages 146 à 149 se trouve deux fois. Il est copié une seconde fois, à la suite, après quelques feuillets blancs, aux pages 154 à 157.

Les titres sur les cahiers, notamment les mots « histoire de la Suisse », sont de la main de Rossi.

Le Tome II des « Cours d'histoire de la Suisse » de Rossi est intitulé, sur la page 1 : « Histoire de la Suisse. — Extrait ». Il est entièrement de la main de l'auteur. C'est un très bref résumé du cours, sur 93 pages, soit 53 feuillets, alors que le cours comprend, comme nous l'avons dit, 349 feuillets, soit près de 700 pages.

Ces extraits sont rédigés en style télégraphique. S'ils constituent les notes, d'après lesquelles Rossi aurait fait son cours, cela supposerait que l'auteur ait eu dans la tête un nombre prodigieux de connaissances, puisque le cours écrit par Messala contient au moins cinq fois plus de matière.

Les documents que nous possédons sur l'histoire de la Suisse enseignée par Rossi à l'Académie de Genève proviennent donc de l'auteur lui-même, et d'un témoin oculaire et auditif de ses cours qui les écrivit entièrement d'après la parole du maître. Dans ce dernier cas, ils ont été totalement revus et corrigés de leurs erreurs par le professeur. Ils sont donc aussi conformes que possible à l'enseignement de l'histoire de la Suisse fait à Genève à partir de 1831.

CHAPITRE XXVI

La personnalité de l'auteur

C'est grâce aux manuscrits consignés par Messala et par Rossi lui-même que nous allons connaître Rossi historien de la Suisse. Dans la première partie de cette étude, nous n'avons rien négligé pour montrer la formation générale et académique du professeur, les circonstances de sa vie politique, ses initiatives et son activité, ses relations avec des savants et des hommes d'action. La personnalité de l'auteur joue en effet un rôle dans toute création de l'esprit et la conception historique de Rossi, si impartiale soit-elle, ne peut être étudiée utilement si on la dissocie de sa vie. Pour bien comprendre sa pensée, il faut donc se souvenir des points de comparaison offerts à lui par son expérience, en présence des faits qu'il retrouvait dans le passé. Ils l'aidaient à faire revivre les sociétés avec tant de bonheur et à transporter par ses paroles les étudiants aux lointaines époques de la fondation de la Confédération.

Rossi a entrevu, depuis qu'il est très jeune, la continuité de la civilisation, mais non pas d'une façon uniforme. Elle progresse périodiquement, par cycles. Il a assisté tout jeune aux progrès des sciences, des conceptions légales, de la philosophie, des grandes idées de la Révolution française. Il a assisté à la lutte des nations pour la liberté, il a combattu lui-même, puis a vu un retour à l'absolutisme et dans son pays à l'oppression étrangère. Jamais désespéré, il croit à la victoire finale d'une régénération, d'un « risorgimento ». Mais en 1815, la lutte est impossible. Exilé, Rossi cherche à comprendre la position et l'action histo-

rique de son pays d'adoption. S'il ne peut alors se rendre utile à son pays natal, il s'efforcera ainsi de l'être à sa nouvelle patrie.

A Genève, le retour à l'ancien régime a été, dès le début de la Restauration, contrebalancé d'une part, comme dans toute la Suisse, par l'absence de monarchie, d'autre part, par des conceptions démocratiques rapportées par d'anciens collaborateurs de Mirabeau et des démocrates anglais. C'est ainsi que Rossi, sans faillir à son idéal, a très vite pu jouer un rôle important dans la République et canton de Genève.

Dans d'autres cantons, où la révision des constitutions adoptées au moment de la Restauration n'était pas prévue comme à Genève, des difficultés commençaient à surgir entre l'idéal de liberté des citoyens et les gouvernements cantonaux institués pendant une période de réaction.

Enfin, Rossi avait de suite reconnu la dualité du problème suisse : cantonal d'une part, fédéral de l'autre. Or le pacte fédéral de 1815, s'il laissait une grande autonomie aux cantons, était de peu d'efficacité à l'égard des pays étrangers. Le professeur Rossi s'était fait une opinion sur l'ensemble du problème suisse par ses voyages dans le berceau de la Confédération, au lac des Quatre-cantons, par ses séjours dans le canton de Vaud, par sa collaboration à des sociétés nationales suisses, par ses fréquents rapports avec des hommes d'Etat, des professeurs et des étudiants de toute la Suisse.

Les rapports de la Suisse avec l'étranger, notamment avec les grandes puissances voisines furent souvent discutés par Rossi et ses amis, à Genève Etienne Dumont et Bonstetten, à Zurich Usteri, à Coppet et à Paris le duc de Broglie, Guizot, à Nyon le Conseiller Nicole-Du Pan¹.

En 1830, la faiblesse du lien fédéral risquait de devenir un danger. Rossi avait assisté à plusieurs reprises à des interventions de Metternich dans les affaires intérieures de la Confédération et du canton de Genève, notamment dans la question de l'asile offert aux réfugiés politiques qui lui tenait particulièrement à cœur. Au moment où plusieurs cantons s'affranchissaient des constitutions rétrogrades de 1815, où des querelles

¹ Cf. *infra* p. 179.

surgissaient entre les conservateurs et les esprits accessibles aux idées nouvelles, les grands problèmes de la forme de l'Etat se posaient à nouveau.

Rossi faisait donc son cours d'histoire de la Suisse dans des circonstances qui exigeaient une clairvoyance toute particulière. L'action historique de la Suisse exposée pour la première fois dans une grande académie, au moment où des questions vitales se posaient, demandait à la fois une science solidement établie, un tact et une impartialité reposant sur une parfaite connaissance des événements suisses depuis leur origine jusqu'à l'époque actuelle et de leurs rapports avec la politique européenne.

Ainsi que nous le verrons, les sources de Rossi particulières à l'histoire de la Suisse, représentent une somme de connaissances de l'époque, les sources plus générales sont nouvelles par leur rapprochement avec les questions suisses. La construction historique, la philosophie, le sens très aigu des réalités politiques sont extrêmement originaux.

CHAPITRE XXVII

Les sources de l'histoire de la Suisse de Rossi

Dans le soin apporté à épuiser les sources et à en vérifier la valeur, Rossi fut un inovateur. Il avait remarqué que les philosophes du XVIII^{me} siècle et les écrivains de l'école philosophique, « ...mettaient fort peu de soin dans le choix des matériaux... »¹.

En Suisse, l'Histoire de la Confédération suisse de Jean de Muller, alors la plus récente et la mieux faite, ne brillait pas par les sources. Si Muller en connaissait beaucoup, il ignorait la façon de les critiquer. S'il avait utilement affranchi l'histoire du joug de la théologie, Jean de Muller y avait substitué une conception esthétique qui exerça aussi une influence sur le choix de ses matériaux. D'autre part son *Histoire de la Confédération suisse*² s'arrêtait à la fin du XV^{me} siècle.

Continuée par l'historien soleurois Glutz-Blotzheim, l'histoire des années suivantes de la Confédération s'appuie sur des sources très supérieures à celles de Jean de Muller, surtout dans le domaine de leur critique. Jamais Glutz ne complète sa documentation par des événements imaginés pour embellir les faits. Il remonte aux sources originales et s'efforce d'en dégager une idée vraie, souvent très différente de l'idéal de Jean de Muller. Il étudie aussi les mœurs, les institutions, les arts, l'économie, les vêtements³. Malheureusement une mort prématurée, en 1818, avait empêché Glutz-Blotzheim de continuer son *Histoire*

¹ *Annales de législation et de jurisprudence*, tome I, p. 13. Genève, 1820.

² *Geschichten schweizerischer Eidgenossenschaft*. Zurich 1816.

³ R. FELLER : *Die schweizerische Geschichtschreibung im 19. Jahrhundert*. Zurich, Niehans, 1938.

des *Confédérés* ¹, qui ne porte que sur les années 1489 à 1516. Après Glutz, J. J. Hottinger avait entrepris l'*Histoire des Confédérés pendant la séparation de l'Eglise*, de 1516 à 1531 ². Hottinger avait amassé beaucoup de matériaux, mais utilisa ces sources sans beaucoup de discernement. Il est encore rationaliste avant tout et considère la Réforme comme la lutte de la raison contre la magie.

Ces ouvrages, les plus récents comme les plus anciens, dont nous ne pouvons songer à donner ici l'historiographie, étaient tous en langue allemande ³. Rossi, dans sa première histoire de la Suisse en langue française, révèle qu'il lisait parfaitement la langue de la partie septentrionale de la Confédération. Ainsi que nous le verrons, il remonte presque toujours aux sources anciennes, aux textes originaux, sinon d'après les manuscrits mêmes, du moins d'après leurs meilleures reproductions, qu'il lisait dans la langue originale.

Rossi vérifiera souvent l'exactitude des sources, les confrontera et utilisera tous les documents permettant de connaître une époque, selon des méthodes scientifiques encore jamais employées en Suisse pour des travaux d'ensemble. Ses guides seront les savants italiens des cent cinquante dernières années, les historiens français, notamment Louis de Beaufort et Levêsque, les fondateurs de l'école historique allemande en particulier Niebuhr. Dans le domaine de l'utilisation des sources de toute nature et non seulement de l'histoire politique, Rossi suivra utilement certaines méthodes de l'école historique allemande, dont il est loin d'admettre par ailleurs toutes les conclusions.

L'étude détaillée des sources de l'Histoire de la Suisse de Rossi peut seule nous révéler la méthode selon laquelle elles ont été réellement rassemblées, le territoire et les époques

¹ *Geschichte der Eidgenossen*, tome V, 2^{me} partie de J. de Muller. Zurich, Orell Füssli, 1816.

² *Geschichte der Eidgenossen während der Kirchentrennung*, 2 vol. 1825 et 1829. Tomes VI et VII de l'Histoire de Muller. Zurich, Orell-Füssli.

³ La seule histoire de la Suisse en français était un résumé et continuation de J. de Muller, par P. H. Mallet. Il était si imparfait qu'il ne put être utilisé ensuite pour la traduction de Muller.

dont le savant s'est occupé, l'ampleur et l'intelligence de ses investigations, la critique à laquelle il les a ensuite soumises.

Les textes et documents de toutes espèces utilisés par le professeur genevois, si nous les prenons dans l'ordre chronologique dans lequel il les classera, commencent avec l'histoire de l'Helvétie écrite par des contemporains. Nous verrons qu'il admettra une certaine continuité entre l'Helvétie romaine et l'Helvétie barbare du moyen âge ¹.

L'historien a délibérément laissé de côté les origines nobles attribuées aux Helvétiens par des chroniqueurs du moyen âge : Hercule, Lemanus et « ...je ne sais quel roi de Babylone qu'on dit avoir joué un rôle dans cette histoire... » ².

Rossi n'a pas cité le passage de Polybe relatif aux habitants de nos Alpes, les « Gésates », ni le philosophe et historien grec Posidonius qui parle probablement pour la première fois des Helvètes. Nous ne savons pas si ces textes avaient échappé à ses investigations ou s'il a estimé que ces brefs passages ne présentaient pas d'intérêt pour l'évolution ultérieure du pays qui deviendra la Suisse. De fait, ces sources sont de peu d'importance. Elles ne donnent aucune indication sur l'origine des Helvètes ni sur la date de leur établissement sur le plateau suisse.

Pour Rossi, « l'histoire écrite de l'Helvétie ne commence que par les écrits de César et de Tacite... » ³. Notre historien a étudié très en détail tous les textes de ces deux écrivains romains relatifs à l'Helvétie et à ses habitants. En ce qui concerne César, nous retrouvons, dans son Histoire de la Suisse, des passages tirés du *De bello gallico* :

I, 5 ; I, 29 ; I, 27 ; I, 2 ; I, 10 ; I, 3 et 4 ; I, 6 ; I, 7 ; I, 8 (2) ; I, 12 et 13 ; I, 15 ; I, 23 à 26 ; I, 28 ; III, 1 à 4.

P. Rossi complète sa connaissance des textes latins par les commentaires les plus récents à l'époque, surtout lorsqu'il s'agit de passages qui ne sont pas parfaitement clairs par eux-

¹ Cf. *infra* p. 138.

² P. Rossi : *Histoire de la Suisse*. Réserve de la Bibliothèque Sainte-Geneviève. Paris, manuscrit 3412.

³ Rossi *ibidem*.

mêmes. Lorsque César parle d'un mur de 19 milles de long opposé par lui aux troupes des Helvétiens, il se sert de sa connaissance approfondie de la langue latine pour montrer qu'il s'agit d'un retranchement. Puis il étudie les diverses opinions émises sur l'emplacement de ce retranchement, réfute la théorie d'Hotman ¹ et expose la thèse plus récente de Butini ² adoptée par Turpin de Crissé ³ dans ses commentaires stratégiques de César.

César divise l'Helvétie en quatre pays (*pagus*), dont il ne donne pas les limites. Rossi cite à cet égard « ...l'opinion reçue... » qui fixe ces limites pour les « Tigurini ».

L'ancien professeur à l'Université de Bologne connaît parfaitement tous les auteurs latins. Il se souvient, au moment voulu, d'un passage des plaidoyers de Cicéron où le grand orateur parle des alliés de Rome et notamment des Helvétiens ⁴, tandis que César les appelait encore des gens qui se sont rendus à disposition, « *dedititii* ».

Les sources rassemblées par Rossi concernent non seulement l'Helvétie proprement dite, mais toutes les régions qui formeront plus tard la Suisse des treize et même des vingt-deux cantons. Ses investigations s'étendent donc à la Rhétie, où se formeront plus tard les Liges grises, l'actuel canton des Grisons. Il semble que Rossi ait étudié la *Géographie* de Strabon, dont il a dû se servir pour faire le récit de la soumission des Rhétiens par Tibère et Drusus ⁵. D'autre part, Rossi se montre parfaitement

¹ François HOTMAN, juriste français né à Paris en 1524, professeur à l'Académie de Genève de 1573 à 1578 et de 1584 à 1589. Il est l'auteur notamment de *Franco Gallia seu tractatus isagogicus de regimine regum Galliae et de jure successionis*. Genève, 1573.

² Il s'agit de Jean-Robert Butini, 1683-1716, médecin genevois, qui avait rédigé un mémoire sur le retranchement élevé par Jules-César. Cette étude fut publiée par J.-A. Gautier, auteur d'une *Histoire de Genève, des origines à 1690*, dans son édition commentée de l'*Histoire de la ville et de l'Etat de Genève* (Genève, 1730), annexes, tome II, pp. 289 ss. de Spon. Le fait que Rossi cite le mémoire de Butini montre qu'il avait étudié l'ouvrage de Spon publié par Gautier. Par contre l'*Histoire de Genève* de Gautier était encore manuscrite et ne fut publiée que récemment, de 1896 à 1911.

³ Lancelot, comte Turpin de Crissé, né en 1716, avait fait une brillante carrière militaire et publié, en 1754, un *Essai sur l'art de la guerre*, avant d'éditer les *Commentaires de César*, avec des notes historiques, critiques et militaires, à Montargis, en 1785.

⁴ CICÉRON : *Pro Balbo*, 32.

⁵ Cf. Strabon, 4, p. 204-206.

au courant des théories des philologues qui prétendent établir une parenté entre les Rhétiens et les Etrusques. Sur l'origine même des Etrusques, Rossi pense qu'ils seraient descendus des Alpes. Une théorie analogue avait été soutenue par Niebuhr et Helbig. Il est malheureux que dans ce cas, où Rossi a utilisé la théorie, juste en soi, de l'école historique allemande consistant à se servir non seulement des écrits des historiens mais aussi des données philologiques, ethniques, archéologiques, il soit arrivé à une conclusion erronée. En effet, il semble aujourd'hui, grâce à des sources archéologiques, que les Etrusques aient émigré d'Orient ¹.

Dans d'autres cas, néanmoins, les sciences auxiliaires lui fourniront des indications précieuses. Pour retrouver l'origine d'un nom de lieu, comme par exemple Genève, cité pour la première fois par César sous le nom de *Genava*, Rossi recherche toutes les citations anciennes de cette ville. Puis il les comparera à la racine celtique qui signifie bouche, sortie, *fauces fluctus* : Geben au temps de Charlemagne et dans les actes civils, jusqu'à la fin du XVI^{me} siècle. Il ne limite par ses investigations aux actes officiels et cite, si ça lui paraît utile, même un poète. Ainsi Pétrarque ², en parlant du Rhône dans un de ses « *Triumphes* », a écrit « ...avec une licence poétique (car Genève n'est pas à la source du Rhône) : *che nasce in Gebenna...* »

Dans sa recherche des documents, qui vont lui permettre de faire revivre une époque, Rossi ne se contente pas de mots. Lorsqu'il a trouvé une métaphore, une désignation abstraite qui concerne le pays étudié, il cherche, dans la mesure du possible, à savoir exactement ce que couvrirait le terme employé à l'époque dont il s'occupe. Nous avons vu Cicéron nommant les Helvètes : « alliés des Romains, « *foederati* ». Mais qu'entendait par là l'orateur romain ? L'historien étudie alors les autres plaidoyers de Cicéron et trouve en particulier des définitions dans les discours *Contre Verrès* et *Pour la loi Manilia* :

« ... Nos alliés sont nos alliés de nom », disait Cicéron, « nos sujets de fait, même nos esclaves... ». Et ailleurs : « ...Vous ne

¹ Cf. Albert GRENIER, *Les Etrusques et l'histoire primitive de l'Italie*, dans *Revue historique*, 61^{me} année, fasc. III, Paris, 1936.

² Rossi ne le nomme pas, mais c'est bien de ce poète qu'il s'agit.

vous doutez pas », disait-il aux Romains, « de la haine profonde dont vous avez imbu le cœur des nations... »

La géographie antique joue un grand rôle dans la connaissance historique. P. Rossi parle de toutes les principales villes habitées par les Romains en Helvétie : la « colonia equestris Noviodunum », aujourd'hui Nyon, Colonia Julia equestris ; Octodurum, actuellement Martigny, citée notamment par Pline ¹ ; Eburodunum, devenue Yverdon et dont le nom romain est connu par une inscription ; et surtout Vindonissa (Vindisch) et tout auprès Baden, alors « Aquæ Helveticæ » citées par Tacite ² ; Avenches, l'Aventicum des Romains, qui d'après Tacite était la capitale d'une grande région (Gentis caput). En ce qui concerne cette dernière ville, sans doute la plus importante de toute l'Helvétie romaine, Rossi fait parler « ...le témoignage des monuments... » et cite des inscriptions, qu'il n'a malheureusement pas déchiffrées lui-même. En effet, il répète le texte erroné de l'une d'entre elles, en partie inventé au XVI^{me} siècle par un faussaire ³.

Une autre inscription, relative aux « *medici et professores* », permettra à Rossi de faire des déductions intéressantes, depuis lors confirmées par de nouvelles découvertes ⁴. Un *corpus* des inscriptions, tel qu'il sera plus tard créé par Mommsen, faisait alors défaut.

La numismatique n'a pas échappé aux recherches de Rossi. Une inscription trouvée sur une monnaie et relative au *conventus helveticus* permet au professeur de faire connaître à ses étudiants l'existence d'une institution juridique des Helvètes.

Les recherches de Rossi ne portent pas seulement sur les événements historiques humains et sur les institutions juridiques de l'Helvétie. Elles s'étendent également à la nature physique, telle que l'a décrite Pline l'ancien.

Sur la disparition du monde helvetico-romain, les sources ne demeurent pas négatives. Rossi parle, d'après Tacite, des

¹ *Nat. hist.*, 3, 135.

² *Historia*, I, 67-68.

³ Byron, à l'époque où il voyait Rossi à Genève, a commis la même erreur dans un de ses poèmes, *Manfred*, où il parle d'Avenches et de Julia Alpinula.

⁴ Cf. notre article : P.-E. SCHAZMANN : *La plus ancienne université suisse*, dans *Gazette de Lausanne*, 24 mai 1936.

premières attaques des Germains. Puis il donne quelques dates, mentionne des batailles de l'an 162, expose la résistance de Marc-Aurèle sur le Rhin, d'après les données générales de l'histoire romaine.

Pendant la destruction de l'Empire romain, les sources étaient et demeurent rares. Il faut maintenant passer au IV^{me} siècle de notre ère pour constater, avec l'historien latin Ammien Marcellin, la transformation en déserts des villes les plus florissantes de l'Helvétie romaine¹. Cette lacune s'explique en partie du fait que les œuvres d'Ammien Marcellin, retrouvées dans une vieille tour du couvent de Saint-Gall par le Florentin Poggio Bracciolini, sont incomplètes. La partie qui devait traiter de l'histoire romaine de 91 de notre ère à 352, a été perdue.

Le passage d'Ammien Marcellin relatif à l'Helvétie et à la destruction d'Avenches se retrouve presque textuellement dans l'*Ex vitis patrum* attribué à Grégoire de Tours². Rossi ne citant que très rarement ses auteurs, tout au moins dans le texte conservé à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, il n'a peut-être sur ce point puisé qu'à cette dernière source.

C'est aussi chez Grégoire de Tours que Rossi trouvera plusieurs informations relatives à l'établissement et aux institutions des barbares. En ce qui concerne notamment les Burgondes, il parle des limites qui leur avaient été assignées par Aetius, en 443³.

Ce que Rossi dit des lois des Burgondes se trouve déjà en partie dans les œuvres de Grégoire de Tours⁴. L'*Histoire des Francs* offrait, en effet, à Rossi une source excellente pour l'histoire de la Suisse à l'époque burgonde. Encore aujourd'hui nos connaissances sur la Suisse du VI^{me} siècle reposent sur l'*Histoire des Francs* du pieux évêque et sur la *Chronique* de Marius, évêque d'Avenches, puis sur les textes des lois bur-

¹ Rossi, *Histoire de la Suisse*, p. 23.

² *Ex vitis patrum*, tome I, p. 1.

³ *Histoire des Francs*, tome II, p. 8.

⁴ Sancti Georgii Florentii Gregorii, Episcopi turonensis, *Historiae ecclesiasticae Francorum libri decem*, Ed. Guadet et Taranne, Paris, Renouard, 1836, Livre II, XXIII, tome I, p. 228.

gondes. Grégoire de Tours restitue des annales burgondes perdues depuis ¹ et y ajoute ses propres observations.

Rossi connaissait de plus, sur la Suisse à l'époque burgonde, les œuvres alors toutes récentes de Savigny ². Or ce savant allemand, parlant des « lois bourguignonnes », cite dans son *Histoire du droit romain au moyen âge* ³, l'histoire suisse ⁴ et l'histoire générale ⁵ de Jean de Muller et montre que « ... Ici l'histoire de Muller ne mérite aucune confiance... » ⁶.

Suivant Muller, « Gondebaud ayant voulu assimiler les Romains aux Bourguignons, ceux-ci, irrités d'un pareil despotisme, le contraignirent de retirer ses nouvelles lois, et alors fut rédigé à Ambieu le recueil que nous possédons... »

Or l'unique source où ait puisé J. de Muller sur ce point est, de son propre aveu (note 30), un fragment anonyme que l'historien Gautier, dans son édition de l'*Histoire de Genève* de Spon ⁷, avait publié d'après les papiers de J. Godefroy. Savigny montre que Gautier pouvait connaître le véritable sens de ce fragment. « ... Suivant lui », écrit Savigny, « Gondebaud aurait aboli les lois cruelles de ses prédécesseurs contre les Romains et apaisé le ressentiment de ces derniers contre les Bourguignons... »

Rossi fit son profit de ces nouvelles études des sources et son histoire marquera un progrès sensible, de ce point de vue scientifique, sur celle de Jean de Muller.

A l'époque où Rossi fit son cours, on possédait d'excellentes éditions de la *Lex Burgundionum* et surtout de la *Lex romana Burgundionum*, dit *Le Papien* ⁸, ainsi que les commentaires de Savigny, dans son *Histoire du droit romain au moyen âge* ⁹. Rossi n'utilisera toutefois pas sans critique les lois des barbares et leurs commentaires de Savigny.

¹ R. FELLER : *Historiographie de la Suisse*, dans *D.H.B.S.*, Neuchâtel, tome IV, p. 112, 1928.

² Cf. *supra* p. 66.

³ Tome II, p. 3.

⁴ Ed. de 1786, tome I, chap. 8, pp. 109-110.

⁵ Tome II, Tubingue, p. 22, 1810.

⁶ SAVIGNY : *Histoire du droit romain au moyen âge*, tome II, p. 3.

⁷ Tome I, Genève, p. 25, 1730.

⁸ Edition Aug. Frid. Barkow, Greifswald, 1826.

⁹ Tome I, pp. 199 à 201 et tome II, pp. 1 à 23.

Sur les peuples alémaniques, Rossi semble ne pas avoir disposé de sources lui permettant de donner des précisions particulières au territoire suisse. Il mentionnera leur existence et donnera quelques caractères généraux. Par contre, il parle d'une invasion des Ostrogoths et mentionne une « charte » qui indiquerait les limites respectives des Burgondes et des Ostrogoths. Il s'agit sans doute du Diplôme de Frédéric I^{er} pour Constance ¹.

En ce qui concerne l'origine gothique plutôt qu'alémanique de la Suisse primitive, Rossi s'appuiera sur la tradition. D'après lui, toutefois, elle ne permet que des conjectures. Elle repose sur une chanson composée dans l'Oberhasli au XVI^{me} siècle ². D'autre part l'archéologie permettrait, selon lui, d'établir l'existence d'une église du X^{me} siècle dans la vallée du Muota (canton de Schwyz), sur le chemin que ces Goths auraient emprunté en venant de la Rhétie, où l'on sait qu'ils étaient représentés.

Dans sa correspondance avec Guizot, Rossi révèle d'autre part une connaissance approfondie des caractères des Germains, traités par Guizot à la fin de 1829. Parlant de l'explication de la tribu germanique de Guizot, Rossi écrit notamment : « ...c'est avec quelque connaissance de cause que j'affirme que vous avez jeté sur ces questions une lumière toute nouvelle » ³.

C'est de nouveau l'*Ex vitis patrum*, attribué à Grégoire de Tours, qui fournit à Rossi les premières données relatives à l'établissement du christianisme en Helvétie, aux premiers refuges créés par des ermites et aux monastères primitifs ⁴.

Sur le rôle plus général de l'Eglise à l'époque qui suivit les invasions germaniques, le professeur catholique a utilisé les anciens textes du droit canonique et révèle sa connaissance des *Vies des Saints*, sur lesquelles il n'insistera toutefois pas, laissant à ses étudiants la possibilité de puiser eux-mêmes à ces sources :

¹ Cf. P.-Edm. MARTIN : *Etudes critiques sur la Suisse à l'époque mérovingienne*, 534-715. Genève, Kundig, 1910.

² *Ostfriesenlied*, 77 strophes. Cf. *D.H.B.S. ad Hasle*.

³ Rossi, lettre inédite à Guizot, Genève, 18 janvier 1830. Archives du Val-Richer, Correspondance n° 77.

⁴ Grégoire de Tours : *Ex vitis patrum*, ch. I, 1 et 2 (Ed. Guadet, tome IV).

« ... Ouvrez leurs codes... », dit-il en parlant des prêtres¹ et plus loin : « ...consultez l'histoire qui vous apprendra l'influence des prélats... ».

D'autre part, Rossi ne s'est pas contenté des textes déjà imprimés. Parlant d'un ermite qui se serait établi « ...dans la vallée si curieuse de Toun », il disait : « ...on prétend même que ce fut dans le village qui porte aujourd'hui le nom de ce lieu, je dis l'on prétend, car les traditions ne sont pas d'accord et nous avons nous-mêmes recueilli sur place des documens différens... »

L'histoire du début du moyen âge, dans la future Suisse, se confond dans une large mesure avec celle des pays environnants. Charlemagne achèvera d'y introduire le christianisme. La partie septentrionale est ensuite rattachée à la Souabe, l'ancienne Burgondie devient une partie du royaume d'Austrasie.

Rossi retrouve entre les Alpes et le Jura comme dans le reste de l'Europe des droits féodaux (alleu, etc.) Les communes ne se distinguent guère au début de celles des autres régions. Le professeur ne pourra les caractériser qu'en les différenciant des municipales romaines. Il prend alors comme exemple les communes dont les documents sont le plus proches de lui et concrétise sa pensée en parlant de Genève, Il en étudie les règlements relatifs à la garde des tours, la garde de nuit et la justice criminelle. Cette cité exerce une activité administrative et joue déjà un rôle politique.

Indépendamment des faits communs à tous les pays d'Europe au moyen âge, Rossi a étudié l'histoire des grands chefs féodaux suisses, rapportée dans toutes les chroniques : les maisons de Lenzbourg, de Kybourg, de Habsbourg ; les comtes de Rapperswyl, de Toggenbourg, de Neuchâtel ; les évêques de Genève, Lausanne, Sion, Coire, Bâle et Saint-Gall avaient laissé des noms. C'est à Berne que l'activité politique avait été le plus marquante, grâce aux Bubenbergs, von Müllers, d'Erlachs.

Sur les origines des trois petits cantons primitifs, les sources sont pauvres. Au lieu de leur en chercher de fausses, Rossi

¹ Rossi, *Histoire de la Suisse*, p. 57.

va au contraire tirer des conclusions précisément de cette carence :

« ... Il en est des Suisses comme de tous les peuples qui remontent haut », écrit-il, « leur berceau est couvert de ténèbres : et bien (sic) c'est un signe de liberté, car l'homme certes n'a pas élevé des digues et posé des obstacles au fleuve dont le cours et la source lui sont inconnus... » ¹.

Rossi cite des historiens qui faisaient bon marché de la liberté originaire des Suisses, et remonte aux documents originaux pour vérifier l'exactitude de leurs affirmations :

« ... On a trouvé des chartes », dit-il alors, « qui portent que des seigneurs et des abbés avaient des hommes et des biens à eux dans ces vallées (serfs, censitaires, affranchis)... » Notre savant basera ici sa critique sur la configuration du pays, qui permet d'avoir eu une population libre sur les hauteurs. De plus, le fait que les évêques de Lausanne et de Genève, les comtes de Lenzbourg et de Habsbourg aient eu des avoués, « *avocatus* », dans ces vallées est également invoqué. Puis Rossi cite le « diplôme » de Frédéric sur les Suisses, de 1240, cité par Tschudi et qui lui permettra d'établir la liberté primitive des Suisses ². Puis il interprétera très habilement une charte que l'abbé d'Einsiedeln avait obtenu de l'Empereur Henri II et dans laquelle « la chancellerie » avait placé le mot « *vastitates* » en parlant de leur pays, pour faire croire qu'il était inhabité ³.

Rossi suit ensuite, dans tous ses détails, la querelle faite aux pâtres par l'abbé, muni de sa charte, grâce au jugement qu'il obtint contre eux du tribunal de Souabe, la querelle portée devant Henri V à Bâle, la réponse des Suisses, leur mise au ban de l'empire et leur excommunication par l'évêque de Constance.

« ... Nous sommes au XII^{me} siècle », déclare Rossi, « déjà riche en documents et en chartes, où l'histoire est possible... »

Ailleurs Rossi cite des chartes dont il semble n'avoir pas toujours connu le texte original :

« ... On a trouvé des chartes », dira-t-il, « qui portent que des seigneurs et des abbés avaient des hommes et des biens à eux... »

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 70 (verso).

² ROSSI, *ibidem*, p. 73.

³ *Idem*, *ibidem*, p. 74.

Plusieurs des textes cités par notre historien se trouvent déjà dans la *Chronique helvétique* d'Aegidius Tschudi¹. Ainsi le diplôme de Frédéric II². Plus loin, Rossi citera expressément Tschudi, auteur auquel il avait emprunté certains documents. Or la Chronique de Tschudi est très supérieure, dans le domaine de la documentation, aux autres ouvrages figurant dans l'historiographie de la Suisse antérieure à notre auteur. Rossi s'est certainement rendu compte de la valeur des recherches de Tschudi et a utilisé certaines chartes reproduites par lui, sans recourir aux textes de l'époque, lorsqu'il lui a semblé inutile de vérifier le travail de ce prédécesseur digne de foi. Quand il pourra corriger une version, la compléter ou y ajouter des documents nouveaux, Rossi se reportera néanmoins aux manuscrits originaux.

Le professeur genevois a étudié les textes mêmes des premiers pactes d'alliance des Suisses. Pour lui, la première « ...pièce officielle émanant des cantons eux-mêmes... » daterait de 1251³. Il en cite le texte latin et s'élève contre une mauvaise traduction qui avait lu otage là où il s'agissait de garanite mutuelle :

« ...*pro sua facultate cuique parti mutuum auxilium imperabitur...* ».

Or le seul texte de cette année-là relatif à une alliance des Suisses est un pacte gibelin du 15 mai 1251, qui prévoyait une alliance de Berne et Lucerne pendant cinq ans, et qui fut abrogé au bout d'une année⁴, l'original de ce pacte est conservé aux archives de Lucerne. Le texte est en allemand et ne correspond pas à la version latine citée par Rossi.

Le texte cité par Rossi se trouve en réalité dans une charte du 16 octobre 1291, alors mal datée, qui se trouve aux archives d'Etat de Zurich⁵. Il est par conséquent postérieur au pacte du 1^{er} août 1291.

¹ Aegidii Tschudii : *Chronicon Helveticum*, édité par J. R. Iselin. Bâle, Bischoff, 1734-1736.

² *Idem, ibidem*, tome I, pp. 134 et 135.

³ ROSSI, *Histoire de la Suisse* p. 76.

⁴ Cf. Ph. A. SEGESSER : *Die eidgenössische Abschiede*. Lucerne, 1874, tome I, p. 2, et *Quellenwerk zur Entstehung der Schweiz. Eidgenossenschaft*, hg. von der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz, Abt. I, T. I, p. 292, bearbeitet von Traugott Schiess, Aarau, Sauerländer, 1933.

⁵ *Quellenwerk, ibidem*, tome II, pp. 787 et 788.

Jusqu'en 1760, les historiens de la Suisse ont ignoré le texte qui en est aujourd'hui la principale pierre, celle qui soutient l'édifice. C'est le pacte fédéral du 1^{er} août 1291. Rossi, qui cite très rarement ses sources, a compris l'importance considérable de ce document et a même retracé brièvement l'histoire de sa découverte dans les archives de Stanz, chef-lieu du canton d'Unterwalden et patrie d'Arnold de Winkelried. C'est un professeur bâlois, Gleser (Rossi écrit Gläser) ¹ qui l'avait retrouvé et publié en 1760, en annexe à son étude intitulée *Specimen observationum ex jure gentium et jure publico circa Helvetiorum foedera, cui accedit antiquissimum perpetuum foedus trium civitat. sylv., nunc primum in lucem editum* ². Le pacte est reproduit, aux pages 44 à 48, en latin et en allemand.

Aegidius Tschudi, qui ne connaissait pas le pacte fédéral de 1291 entre les trois cantons primitifs de la Suisse, avait utilisé pour l'histoire des débuts de la Confédération suisse une chronique, appelée *Livre blanc*, à cause de la couleur de sa reliure. Le *Livre blanc*, rédigé en grande partie par Hans Schriber au XV^{me} siècle, était perdu au temps où Rossi faisait son cours. Il sera retrouvé par l'historiographe de la Suisse G. de Wyss, qui le publiera en 1856 ³. Les historiens de la Suisse ont utilisé les documents et récits qui s'y trouvent, soit d'après la chronique de Schriber lui-même, soit ensuite d'après Tschudi et les chroniqueurs lucernois Russ, Etterlin. Le *Livre blanc* reproduit les récits relatifs à Stauffacher, au serment du Grütli, à la mise à mort ou à l'expulsion des baillis et à Guillaume Tell. Rossi ne néglige pas ces sources et il les étudiera d'une façon critique.

Toujours en ce qui concerne Guillaume Tell, Rossi ne se contente pas des traditions du peuple suisse. Il se base sur une chronique autrichienne, presque contemporaine des événements, et citée par Tschudi ; elle serait écrite par un chevalier autrichien et ne peut par conséquent pas être suspectée de partialité en faveur des Suisses. L'auteur, Jean de Klingenberg, continuait la chronique de son grand-père, Klingenberg, lui-même vivant

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 77 (verso).

² *Basileæ, apud Joh. Rudolfum Im-Hof 1760.*

³ G. von Wyss, Zurich, 1856.

jusqu'en 1306 ¹. Malheureusement c'est un point sur lequel la Chronique de Tschudi doit être consultée avec circonspection ².

Rossi rappellera également l'existence de la première chapelle consacrée à la mémoire de Guillaume Tell, moins d'un demi-siècle après sa mort. Enfin, il recherche des généalogies et fixe la postérité masculine et féminine du héros jusqu'au milieu du XVIII^{me} siècle.

Ce n'est donc pas, comme l'a prétendu l'un des biographes de Rossi, le comte d'Ideville ³, le charme du récit, mais bien l'étude des documents qui servent de sources à Rossi.

Pour son étude critique de Tell, Rossi a également étudié les faits ou légendes analogues de la même époque, notamment les chroniques nordiques. Il parle expressément de Saxo Grammaticus, chroniqueur de l'histoire du Danemark, et des « *Saga* ».

A côté des textes officiels et des chroniques imprimées, les procès de l'époque, entre les abbés et les communes, constituent également une source précieuse. Par exemple le refus par l'abbé de Munster (Wettingen, Argovie) de payer une quote part, en 1233, permettra d'établir les rapports des communes avec Rodolphe de Habsbourg ⁴.

Dans la description des premières batailles des Suisses, Rossi emprunte une partie du récit du Morgarten à un moine franciscain, Jean de Winterthur :

« ... Il est curieux de voir comment Jean de Winterthur, grand Autrichien, raconte dans la chronique cette arrivée de l'empereur (Léopold) à Winterthur. Le père de Jean était à Morgarten, dans les rangs de l'armée du duc ; lui-même était alors un écolier faisant alors à Winterthur les études qu'on faisait dans ce temps-là et il était à attendre des nouvelles avec d'autres écoliers quand il vit arriver Léopold, pâle, défait, couvert de boue... presque seul. Ce fut lui qui annonça ainsi l'horrible défaite... et c'est ce jeune écolier qui plus tard nous le raconte. Nul n'y comprenait rien, on avait vu quelques jours

¹ Rossi, *Histoire de la Suisse*, p. 85.

² Cf. G. von WYSS : *Geschichte der Historiographie in der Schweiz*, pp. 183 et 184, Zurich, Fäsi, 1895.

³ Cf. *supra* p. 109.

⁴ Rossi, *ibidem*, p. 75 (verso). Le texte se trouve dans Tschudi, tome I, p. 128. Cf. *Quellenwerk*, *ibidem*, tome I, p. 161. L'original est à Aarau.

avant Léopold passer avec sa belle et brillante armée. Ce fut seulement le soir que le père qui s'était aussi enfui rentra à la maison et raconta l'histoire. » ¹

Il n'est pas certain que Rossi soit remonté à la source originale pour composer ce passage, bien que la chronique de Jean de Winterthur ait été éditée en entier dès 1735 par Breitinger ². Nous retrouvons également les éléments de ce récit, que Rossi a rendu vivant d'après ses modèles inertes et oubliés, dans une note de Tschudi. Ce dernier cite Jean de Winterthur, en lui donnant son nom latin, « Witoduran ».

Parlant de la députation envoyée le lendemain de la bataille de Morgarten par les Suisses à Louis de Bavière, Rossi disait :

«... Tschudi nous a conservé le texte de la réponse de l'empereur... » ³.

Rossi n'utilise les textes de seconde main qu'à défaut des originaux toutes les fois qu'il s'agit de documents fondamentaux. Tel est par exemple le deuxième pacte fédéral, du 7 décembre 1315, ratifiant l'ancien pacte de 1291 :

« ... Le pacte fédéral stipulé et juré à Brunnen en décembre 1315 », se réjouit le professeur, « on l'a textuellement ; c'est celui qui avait été jugé le plus ancien pacte dont on eût conservé la rédaction avant qu'on eût trouvé celui de 1291... » ⁴.

Le cours de l'Histoire de la Suisse mentionne également différentes confirmations des franchises des Suisses : « le 29 mai 1316 », puis à Côme en 1327 et à Pavie en 1328.

En ce qui concerne la confirmation de 1316, il semble que Rossi ait connu une source différente de Tschudi. En effet, il y avait eu à cette date trois reconnaissances, dont les textes sont conservés aux archives de Schwyz : l'une, du 26 mars 1316, reproduite dans Tschudi avec une date inexacte (23 mars) ⁵ ; une autre est datée du 29 mars 1316. C'est sans doute celle dont Rossi a voulu parler, ayant lu mai pour mars. Inconnu de Tschudi ce texte est une confirmation par le Roi Louis des libertés

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 98 (verso).

² BREITINGER : *Thesaurus historiarum helveticarum*, tome I. Zurich, 1735.

³ Cf. TSCHUDI, *Chronicon*, tome I, p. 269.

⁴ ROSSI, *ibidem*, p. 99 (verso).

⁵ TSCHUDI, *ibidem*, tome I, p. 277b.

antérieurement accordées aux trois pays de la Suisse primitive par les empereurs et les rois ¹.

Plus la Confédération s'aggrandit, plus son histoire est un composé de celle des pays qui la composent et de celle de l'ensemble de la Confédération. En arrivant au XIV^{me} siècle, Rossi devra retrouver les sources des futurs cantons de Lucerne, de Zurich, de Zoug, de Glaris et de Berne. Il s'en révélera parfaitement informé. En retraçant par exemple l'histoire de Zurich avant son entrée dans la Confédération, il disait notamment :

« ... Ce Conseil... se composait de 12 chevaliers et de 24 bourgeois mais quoique les chartes ne le disent pas explicitement, il faut entendre par là 12 chevaliers et 24 bourgeois n'exerçant plus de métiers. »

Plus loin, nous lisons, toujours à propos de Zurich :

« ... Ceux qui, en traçant l'histoire d'un pays, ne perdent pas une occasion de faire un compliment, disent que le conseil général intervenait dans l'administration de la chose publique et élisait les conseillers. Il me paraît impossible dans un pays où tant de documents existent qu'aucun si ce fait est vrai ne l'énonce positivement... »

Divers chroniqueurs avaient rassemblé des documents relatifs à l'histoire des premiers cantons suisses. Leurs travaux n'avaient pas tous la valeur de ceux de Tschudi. Rossi, en les utilisant, sera souvent appelé à faire des restrictions. Ainsi, à propos de l'assassinat de Rodolphe d'Erlach par son gendre, Rudenz d'Unterwalden, il disait à ses étudiants :

« ... C'était en 1360. Walser a voulu nier cette date, sur la foi d'une chronique douteuse et y substituer l'an 1363, mais en le supposant Rudenz se trouvait être mort avant Rodolphe, ce qui n'est pas, et je le répète la chronique est sans autorité... »

Ainsi, même sur des périodes anciennes et des événements relativement peu connus, les sources de Rossi sont assez abondantes pour lui permettre de se livrer à des études critiques en les comparant les unes aux autres.

Plus nous nous rapprochons de l'époque moderne, plus les sources deviennent nombreuses, et comme Rossi ne les citait

¹ Cf. Philipp Anton SEGESSER : *Die Eidg. Abschiede*, 2^{me} éd. tome I, p. 8, Lucerne, Meyer, 1874.

que très rarement, tous au moins d'après les manuscrits qui nous sont parvenus de son cours, il est aujourd'hui difficile de déterminer auxquelles il a le plus puisé. L'aggrandissement de la Confédération et ses rapports toujours plus nombreux avec l'étranger donnent lieu à des remarques et commentaires de l'étranger, également étudiés par notre historien. Dans le domaine de l'histoire militaire, par exemple, et de la stratégie, il a confronté « une foule de chartes... » avant d'en déduire qu'à l'époque féodale les vassaux ne pouvaient être appelés sous les armes que pendant un certain nombre de jours ¹.

Sur la valeur militaire des Suisses, Rossi étudie aussi les ouvrages italiens relatifs aux guerres d'Italie. Il cite notamment Guicciardini dit Guichardin et montre, d'après cet auteur, qu'ils ne furent pas à la hauteur de leur réputation à la bataille de Pavie ².

Francesco Guicciardini, né en 1483, était contemporain des guerres d'Italie décrites dans sa *Storia d'Italia*. Intimement mêlé à la politique et à la ligue du pape et de la France contre l'empire germanique, Guichardin rédigea son *Histoire d'Italie* à la fin de sa vie, sans passions et sans se laisser entraîner par son orgueil de savant à donner des affirmations à la légère. Déjà Jean Bodin le considérait comme très supérieur à des historiens de son temps comme Paolo Giovio ³.

Si Guichardin s'est parfois montré sévère pour les Suisses, il a d'autre part reconnu qu'ils se gouvernaient avec vigilance, comme une République bien ordonnée ⁴.

Les sources de l'histoire de la Réforme en Suisse, puis de l'histoire des temps modernes et contemporains sont trop abondantes pour que nous puissions songer à en faire l'inventaire. Si on les compare à celles des auteurs qui l'ont précédé, Tschudi ou Jean de Muller pour ne prendre que les principaux, on s'aper-

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 102.

² F. GUICCIARDINI : *Storia d'Italia*, tome V, p. 167, édit. Carlo Botta, Paris. Baudry, 1832.

³ J. BODIN : *Methodus ad facilem historiorum cognitionem*, Parisiis, Apud Martinum juvenem, 1566.

⁴ GUICHARDIN : *Storia d'Italia*, tome II, p. 765. Venise, 1738.

çoit que Rossi en a considérablement accru le nombre surtout pour situer les événements particuliers à la Suisse dans leurs rapports avec la vie et les faits politiques de l'époque dont il s'occupe. Les historiens suisses s'étaient jusqu'alors bornés à faire de l'histoire descriptive. Rossi qui, comme nous le verrons a étudié Baudoin ¹, recherche à côté des faits de l'histoire individuelle les moments de l'histoire universelle dont la combinaison permet de faire revivre le passé.

Les sources de l'histoire de la Suisse de Rossi s'étendent donc à celles du Concile de Constance, qui permet d'établir pour la première fois le rôle de la Confédération en Europe. La Réforme en Suisse ne peut être comprise qu'à la lumière de la Réforme dans les autres pays, dont elle est un phénomène particulier. Les constitutions cantonales et les pactes fédéraux ne révéleront toute leur originalité que par la comparaison avec les lois fondamentales des Etats voisins, monarchiques alors que la Suisse s'est affranchie de la féodalité par la seule action des communes. Le traité de Westphalie, la Révolution française ont exercé une influence profonde sur l'histoire de la Suisse et suscité des réactions très particulières dans ce petit pays de montagnes.

Ainsi, tout au long de son exposé, le savant professeur révélera des connaissances très étendues à la fois des histoires cantonales et fédérale et de l'histoire générale. Une documentation très complète lui permettra, comme nous le verrons, soit de comparer les phénomènes propres à la Suisse à ceux de la même époque dans d'autres régions, soit de montrer les cas où la Suisse admettait certaines règles générales d'un temps.

Ainsi, Pellegrino Rossi rédigera son Histoire de la Suisse en connaissant, à travers les siècles, les caractères et les faits auxquels ce pays doit sa continuité, son indépendance, son unité respectueuse du particularisme cantonal. Il a amassé des documents sur l'époque à laquelle la Confédération s'est développée et pourra suivre à la fois le progrès général de l'humanité et le progrès particulier d'une nation qui veut vivre et qui vit.

¹ François BAUDOIN : *De institutione historiarum universarum et eius cum jurisprudentia conjunctione*. Cf. *supra* p. 47.

Rossi refera l'histoire de cette nation formée d'éléments géographiques et de races infiniment divers, il tirera des documents la compréhension de cette variété de culture et de climats et il en trouvera le principe vital.

Les documents particuliers à la Suisse qui serviront à cette œuvre sont, nous l'avons vu, les textes originaux de l'époque, officiels ou non, les vieilles chroniques, les matériaux des sciences accessoires tels que l'architecture, la numismatique, les vestiges de toutes sortes, puis les meilleurs travaux des historiens et enfin les observations personnelles de l'auteur sur tout le territoire de la Confédération.

CHAPITRE XXVIII

La critique historique de Rossi

Les documents réunis par Rossi n'ont pas été utilisés sans discernement. Les auteurs anciens avaient reproduit textes, traditions orales, légendes sans beaucoup de réserves, sauvant ainsi des souvenirs très précieux de la destruction et de l'oubli, mais en restituant des documents de valeur très inégale et en donnant pour vrais des faits contestables ou en les déplaçant dans le temps et dans l'espace.

A la fin du XVIII^{me} et au début du XIX^{me} siècle, Jean de Muller qui reconstituait déjà les faits avec intelligence, n'attachait pas une importance primordiale à la critique et se laissait guider par l'esthétique dans le choix des documents.

Déjà au cours de ses travaux relatifs à l'histoire romaine, Rossi avait attaché beaucoup d'importance à la vérification des faits. Il opposait l'érudition aux théories et à la pompe des philosophes, et reprochait à ces derniers de mettre fort peu de soin dans le choix des matériaux : « ... Ils n'avaient pas assez apprécié l'art de la critique... »¹, écrivait-il. Rossi exprimait alors son admiration en présence des travaux plus scientifiques de Beaufort, auteur des *Considérations sur l'incertitude de l'histoire des premiers siècles de Rome*, de Lévesque, de Niebuhr, de Savigny et de Wachsmuth.

Rossi s'employa à appliquer les méthodes critiques des meilleurs historiens français et italiens et de l'école historique allemande à l'histoire de la Suisse, il mettra en doute la valeur des documents dont l'authenticité ne lui paraît pas certaine.

¹ P. Rossi : *De l'étude du droit, Annales*, p. 13.

Il ne se contentait pas d'une source, même souvent répétée par les chroniqueurs et historiens, lorsqu'il avait la possibilité d'en trouver d'autres et de les comparer.

Dans l'histoire des origines de la Confédération, Rossi distingue de suite la valeur des textes officiels de l'époque, des chartes, des jugements contemporains d'une part, celle des chroniques reproduisant les actes héroïques plus ou moins enjolivés des premiers Suisses, d'autre part. Même lorsqu'elles reproduisent des écrits, des dates, des conventions, les chroniques ne lui paraissent pas toujours dignes de foi. La critique externe n'atteint toutefois pas encore chez Rossi la rigueur des travaux plus récents. Il lui arrivera d'utiliser sans les discuter des textes non authentiques, falsifiés, mal copiés. Ainsi en ce qui concerne l'Helvétie romaine, l'inscription relative à Julia Alpinula, dont Mommsen montrera le véritable sens d'après une copie plus exacte de l'original. Rossi n'a pas non plus vérifié d'après l'original et à l'aide de la science paléographique la date du pacte d'octobre 1291 et reproduit l'erreur d'un de ses prédécesseurs en le croyant de 1251, c'est-à-dire antérieur au premier pacte connu, du 1^{er} août 1291.

Dans le domaine de la critique interne, par contre, Rossi se révèle extrêmement supérieur à tous ses prédécesseurs. Avant de passer à cette partie de la méthode historique de Rossi, il convient encore d'étudier l'importance attribuée par cet auteur à la critique externe de provenance.

Ainsi, avant de citer un document, Rossi cherchera toujours à en connaître l'auteur, le lieu où il a été composé ou retrouvé et la date à laquelle il remonte. Sur l'histoire de Guillaume Tell, il distingue certains documents presque contemporains de sa vie et d'autres relatés longtemps après. En conservant certaines traditions, il reconnaît que les peuples ne trompent intentionnellement personne, mais se trompent eux-mêmes parce qu'ils ne connaissent plus la date des événements et rapprochent des faits d'époques diverses comme s'ils se fussent produits simultanément :

« ... Ce qui est arrivé il y a dix ans », disait-il à ses étudiants, « se confond avec ce qui est arrivé un siècle auparavant et souvent la même tradition, la même chanson qui la rappelle est

composée de deux lambeaux, l'un d'une époque éloignée, l'autre d'une époque rapprochée ; et la progression des temps est bouleversée... » ¹.

Si maintenant nous passons à la critique interne, qui consiste « ...à discerner dans le document ce qui peut être accepté comme vrai... » ², nous constatons que, tout en s'en défendant, Rossi a examiné, comparé et choisi les documents avec beaucoup de soin et d'intelligence. Seule la discussion de la véracité des légendes alors en cours sur l'origine des Helvètes, antérieurement aux premières mentions des écrivains latins et notamment de César, ne l'arrêtera pas longtemps : « ... Heureusement », disait-il, « nous n'avons pas besoin d'entrer dans ce dédale pour le travail que nous avons entrepris... » ³. Sans se donner la peine de les réfuter, il les laisse délibérément de côté. Ces origines ne présentent pas le même intérêt que celles de Rome, dont descend une grande partie du monde civilisé. « ... Elles sont aussi nécessaires », nous dit Rossi, « lorsque sans elles on ne peut pas trouver le caractère d'un peuple et ce n'est pas le cas de l'Helvétie, nous pouvons, sans remonter à ces discussions épineuses, connaître ce qu'elle était... » ⁴.

Par contre, dès qu'il s'agit de sources écrites, Rossi les soumet à une critique très rigoureuse. Ainsi, lorsque César affirme que les Helvètes étaient d'origine gauloise, il se demande si on peut le croire et ne le suit qu'après l'avoir contrôlé :

« ... César les avait vus » (les Helvètes), « il ne connaissait pas l'Helvétie, mais il connaissait les Helvétiens, il connaissait les Gaulois, les races gauloises, leurs manières d'être et en conséquence il ne pouvait se tromper en appelant les Helvétiens des Gaulois... » ⁵.

Puis Rossi compare l'affirmation de César à tous les passages de son œuvre pouvant confirmer cette déclaration :

« ... D'ailleurs tout le confirme. En étudiant la manière d'être des Gaulois et des Germains nous retrouvons chez les

¹ ROSSI : *Histoire de la Suisse*, p. 6.

² Ch. LANGLOIS et Ch. SEIGNOBOS : *Introduction aux études historiques*, 4^{me} éd. s. d., Paris, Hachette, pp. 117 et 118.

³ ROSSI, *ibidem*, p. 6.

⁴ ROSSI, *ibidem*, p. 6 (verso).

⁵ *Idem*, *ibidem*, p. 6 (verso).

Helvètes beaucoup plus le caractère gaulois que le caractère germain. Les peuples au delà du Rhin étaient des peuples beaucoup moins avancés que les Gaulois, beaucoup moins attachés à une indépendance toute personnelle, pour qui l'agglomération sociale en était encore à ses premiers rudiments. Ils n'aimaient pas les bourgs, les villes et les villages ; ils étaient si l'on veut rapprochés les uns des autres mais formaient toujours corps à part. Les Gaulois au contraire avaient des villes, des bourgs et des villages, ils étaient constitués en une forme sociale plus compacte, plus une. A ce caractère seul nous reconnaissons l'assimilation des Gaulois et des Helvètes ; ceux-ci avaient des bourgs et des villages ; César en a exagéré le nombre ¹ ; comme nous l'avons dit plus haut, il n'a jamais vu l'Helvétie ; mais il ne s'est pas trompé sur le fait. Il a même eu entre les mains des documents, car il raconte qu'on avait trouvé dans le camp des Helvètes des recensements de la population écrits en grec, par quoi il entendait probablement écrits en caractère grecs, que les Helvètes avaient pu apprendre de la colonie grecque établie à Marseille... ². Une autre preuve vient encore à l'appui de ce que nous avons avancé. On sait qu'il existait des relations d'amitié entre les Gaulois et les Helvètes, qu'ils formaient ensemble des projets, conspiraient même ensemble, qu'ils s'unissaient par des mariages, tandis que la tradition nous rapporte qu'il y avait souvent hostilité entre les Gaulois et les Germains... » ³.

Cette citation, un peu longue, d'un texte encore jamais imprimé du professeur Rossi était nécessaire pour montrer la qualité de sa critique, infiniment supérieure à celle de ses prédécesseurs dans le domaine de l'histoire suisse et sur certains points insurpassée. Elle repose, comme c'est le cas dans le texte ci-dessus, sur l'analyse de la connaissance des faits décrits par l'auteur de la description et sur la comparaison avec d'autres faits de la même époque (ici du même auteur), étudiés de la même façon.

¹ Cf. CÉSAR : *De bello gallico*, tome I, p. 5. Il indique une douzaine de villes et environ 40 villages.

² Cf. *idem, ibidem*, tome I, p. 29.

³ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 7.

Rossi pousse ainsi souvent très loin la critique d'exactitude. Il n'écartera pas complètement la réalité des faits sur le serment du Grütli et sur Guillaume Tell, reproduits par Tschudi d'après le *Livre blanc*. Les sciences accessoires telles que la généalogie et l'archéologie lui viendront en aide dans cette difficile question qu'avec modestie il renonce à trancher définitivement.

Dans l'étude critique d'une convention, le professeur étudie les conditions préexistantes, d'après les autres sources : chroniques, témoignages des contemporains etc. Il les compare au texte et complète ainsi le sens à donner aux mœurs sanctionnées par la loi.

L'analyse critique oblige souvent Rossi à faire de longues recherches pour fixer le sens donné à un terme dans un document ou dans l'œuvre d'un auteur. C'est particulièrement le cas lorsqu'il interprète des langues anciennes. Ainsi la position des Helvètes dans le monde romain sera déterminée par le sens donné à cette époque au mot *foederati* qui les désigne chez Tacite. Le perfectionnement de leur organisation dépend de l'interprétation du *Conventus helveticus*.

La critique interne de sincérité est également appliquée utilement à l'histoire de la Suisse. Dans de nombreux cas, Rossi se demande si l'on peut croire à la sincérité de l'auteur invoqué. Ainsi l'exactitude des affirmations d'un abbé d'Einsiedeln sur la Suisse primitive, qu'il a lui-même cherché à inféoder, ne lui paraît pas digne de foi sans discussion. Il démontre alors, textes de chartes et de jugements en mains, que les historiens ont fait erreur en utilisant cette source.

La personnalité de l'auteur peut jouer un rôle dans la sincérité de ses témoignages. Rossi n'omet pas cet élément et s'appuie également sur la nationalité d'un témoin pour admettre ou au contraire infirmer son dire. Ainsi lorsqu'un fait défavorable à un pays est affirmé non seulement par ses ennemis, mais également par ses propres ressortissants, il semble difficile de le mettre en doute. Les chroniqueurs suisses ont pu se laisser influencer par leur orgueil national dans le récit de leurs victoires contre la maison d'Autriche. Au contraire lorsque des Autrichiens, Jean de Winterthur ou Jean de Klingenberg parlent

de leurs défaites, elles semblent indéniables. Dans ce dernier cas, malheureusement la critique externe se trouvait en défaut.

Rossi met également en garde contre les interprétations des historiens ayant pour but « ...de satisfaire les ambitions de famille ou de rescuciter de vieux souvenirs... ». Ailleurs, il parle des « ...faiblesses nationales », de « l'orgueil du savant... »

Dans la forme du discours relatant un fait du passé, notre auteur distingue celui dont la vérité historique n'est pas prouvée : « ... On ajoute », dit-il par exemple, « qu'un des seigneurs qui servait dans les rangs de Léopold mais qui cependant aimait ces paysans qu'on devait attaquer sans aucune raison, avait lancé une flèche dans le camp des Suisses avec un billet portant : « Soyez sur vos gardes à Morgarten. »

« Quoi qu'il en soit... »¹, continue le professeur, montrant par là l'incertitude de la tradition.

Après avoir cherché à déterminer l'authenticité, puis la vérité historique des documents rassemblés et indiqué, le cas échéant, ses conclusions positives, négatives ou laissant une place au doute, Rossi interprétait ces vestiges en les replaçant dans le temps et l'espace correspondant à leur origine.

Parlant, par exemple, de la Convention de Sempach, du 10 juin 1393, Rossi disait : « ... Cette loi que les Suisses observèrent, qui fut observée parce que les lois le sont toujours et ne le sont qu'alors quand elles sont la rédaction de ce qui pré-existe dans les mœurs publiques, la rédaction de ce que la majorité ferait sans loi... » Là, on le voit, le juriste vient en aide à l'historien. Rossi continue : « ...Alors sans doute on pouvait dire aux Suisses : ne quitte jamais le champ de bataille, meurs à ton poste s'il le faut... parce que c'est ainsi que faisait la grande majorité avant la convention ; alors on pouvait dire aux Suisses, il n'y a qu'une forme stratégique, faire agir les centres et s'emparer du champ de bataille coûte que coûte. La convention, je le répète, n'est pas remarquable comme loi, mais c'est un précieux document, témoignage authentique des mœurs du temps, c'est là son sens, c'est là sa signification précise et en fait d'ordonnance militaire, il est curieux de voir à la fin du XVI^{me} siècle les peuplades militaires de la Suisse établir une école straté-

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 97.

gique qui plus tard, lorsque l'art de la guerre changea totalement, en particulier depuis la fin du XVII^{me} siècle jusqu'à la fin du XVIII^{me} fut oubliée, l'action des masses sur les centres oubliée et remplacée par des moyens compliqués... » ¹.

Ainsi, de quelques lignes d'un texte aride du XIV^{me} siècle, notre historien extrait une page vivante de l'histoire de la Suisse, grâce à une interprétation rigoureuse et beaucoup plus poussée que celle de ses prédécesseurs.

Rossi pousse l'interprétation des documents encore beaucoup plus loin lorsqu'il recherche, au travers des actes décrits dans les textes, les intentions de leurs auteurs, qu'il s'agisse d'individus ou de collectivités. Il s'éloigne ainsi tout à fait des chroniqueurs brossant des fresques à la gloire des généraux nationaux et de leurs troupes ou de Jean de Muller sans cesse préoccupé de montrer que la Suisse doit sa grandeur à « la magnanimité de son antique noblesse... » ² et, comme les Romains de Montesquieu, à la vertu de ses citoyens ³.

Dans l'étude de la lutte des vallées de la Suisse primitive contre la féodalité nous verrons par exemple que Rossi interprète avec beaucoup de finesse et d'intelligence une clause des pactes sanctionnant les victoires des cantons :

« ... Il y a sûrement le prodige si l'on peut l'appeler ainsi, du courage, de la force, de la loyauté, de la bravoure, mais il faut tenir compte aussi des événements et des circonstances extérieures et au fond cette réserve, cette modération, ce respect des droits acquis n'était qu'un leurre, un leurre involontaire ; ceux qui professaient ces principes le faisaient par sentiment, mais pour les féodaux mêmes ce n'était qu'un leurre car il était évident pour ceux qui auraient pu, qualité bien rare, voir juste et loin que ces droits respectés (des seigneurs féodaux) devaient un jour succomber sous l'exemple de la liberté communale comme en effet cela est arrivé ici plus tôt, là plus tard... » ⁴.

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 169.

² *Fragments d'un projet de discours préliminaire*, dans *Lettres de Jean de Muller*. Zurich, Orell-Fussli, 1810.

³ Cf. Arnold JAGGI : *Ueber J. von Müllers Geschichtsauffassung*, thèse. Berne, Haupt, 1922.

⁴ Rossi, *ibidem*, p. 101.

Souvent les intentions parfaitement sincères des parties en présence, exprimées dans les documents, ne correspondent pas aux réalités en marche que rien n'arrêtera. Ainsi la conciliation peut éviter de grandes crises ; elle n'interrompra pas les événements en évolution. L'exemple le plus fréquent, dans la Suisse du moyen âge, et qui revient souvent dans le cours, considère l'opposition entre la liberté communale et la féodalité, l'une voulant ménager l'autre, sans pour autant cesser de la détruire ¹.

Lorsque les seigneurs féodaux envoient dans un même jour jusqu'à vingt messagers aux cantons suisses pour leur déclarer la guerre, Rossi se demande quel pouvait être leur but. Sans doute ne voulaient-ils point paraître les sujets de l'Autriche. Mais « ...c'était peut-être aussi une tactique pour décourager et effrayer les cantons... » ².

Toutefois, le professeur se gardera de baser sa construction historique sur des intentions prêtées aux hommes ou aux communautés lorsqu'elles ne ressortent pas d'une façon indubitable des documents. En effet, lorsque par exemple Léopold et les seigneurs féodaux attaquent la Confédération à Sempach, et que Berne ne participe pas à cette guerre, en alléguant un traité particulier non expiré avec l'Autriche, Rossi considère cette exception comme peu fondée puisque l'Autriche était l'agresseur. Il voit plutôt dans cette défection une pensée politique, « ...car ce qui caractérise spécialement les communes nobiliaires, c'est qu'elles faisaient de la politique et de la diplomatie avant les autres... » ³.

Après avoir étudié quelles pouvaient être les raisons de ce calcul des Bernois, le savant conclut :

« ... Etait-ce là leur raisonnement ou avaient-ils des raisons diverses ? Berne n'y fut point !... » ⁴.

A défaut de connaissances historiques sur les faits psychologiques, Rossi établissait des hypothèses, mais se contentait de conclure en se basant sur les faits matériels contrôlables d'après les méthodes critiques.

¹ Cf. Rossi, *Histoire de la Suisse*, pp. 101 (verso) et 199 (verso).

² Rossi, *ibidem*, p. 156.

³ Rossi, *ibidem*, page 157.

⁴ Rossi, *ibidem*.

CHAPITRE XXIX

La construction historique de Rossi

Comme l'ont montré les spécialistes de la méthode historique, les documents une fois connus, les opérations synthétiques de la construction ne peuvent se faire sans un questionnaire, conscient ou inconscient ¹. Une publication du professeur Rossi, antérieure à son *Histoire de la Suisse*, nous permet de pénétrer en quelque sorte dans le laboratoire intellectuel du savant procédant à ces opérations. Dans un article sur l'Italie publié dans la *Revue française* créée par Guizot, Rossi expose, avant d'y répondre, les questions qu'il s'était posées :

« ... Quelle a été, sur les diverses parties de l'Italie, l'influence de la domination française ? Que reste-t-il aujourd'hui de ses effets ? La puissance autrichienne et celle de la cour de Rome ont-elles d'autres appuis en Italie que la force matérielle des régions de l'Autriche ? Le pays est-il stationnaire ou progressif ? Veut-il réellement quelque chose ? Que veut-il ? Possède-t-il une puissance interne, réelle, à qui rien ne manque pour se développer qu'une occasion favorable ? Enfin ce qui est vrai d'une province, l'est-il également de toutes ? L'est-il de deux ou trois au moins ? Au sein de la variété qui se révèle de toute part en Italie, existe-t-il un principe d'unité ? Ce principe est-il actif, progressif, politique de sa nature ? Quel est-il?... »²

Nous avons donné cet exemple extrait d'une œuvre historique antérieure à l'histoire de la Suisse parce qu'il montre bien la méthode de Rossi. Dans le cours que nous étudions ici, il ne

¹ Cf. LANGLOIS et SEIGNOBOS, *Introduction aux études historiques*, p. 195.

² *Revue française*, novembre 1829, pp. 1 ss.

donne que les résultats auxquels il a abouti grâce à son questionnaire, ainsi que le font en général les historiens.

Pellegrino Rossi recherchait donc tous les faits pouvant expliquer l'état d'une société et son évolution, dans l'espèce l'occupation par une armée étrangère, l'obligation de subir une nouvelle puissance extérieure, les changements produits dans le pays. Puis il étudiera les motifs et conceptions de ces actes. Enfin, il se gardera de donner aux faits généraux qu'il dégage de ses observations sur des faits particuliers et sur leurs motifs une étendue supérieure à la leur. Il en précise les points les plus éloignés, en fixe ainsi l'aire de dispersion et recherche la région où elle est la plus fréquente ¹.

En étudiant le cours d'histoire de la Suisse, on s'aperçoit que Rossi dégage toujours les faits importants pour la connaissance de la vie de la société dont il expose le passé. Pour sa construction, il utilise de préférence les événements qui ont servi à consacrer son indépendance, ses franchises communales, ses pactes, c'est-à-dire ceux qui ont contribué à un effet durable. Il mettra en lumière les traits de caractère tels que la résistance à l'asservissement, tout au début de la Confédération, même au prix de la mise au ban de l'Empire et de l'excommunication, la bonté des Soleurois qui sauvent leurs ennemis, etc. Il étudie les guerres non pas comme des tableaux de bataille, mais dans leurs causes et leurs effets, passant rapidement sur les simples incursions militaires. S'il lui arrive d'étudier à fond les conditions mêmes de la guerre à une époque donnée, c'est qu'il y trouve une raison : par exemple la bataille de Morgarten a créé, dans le corps à corps, une solidarité entre les communes suisses ; le fait que les seigneurs retournaient chacun dans leur seigneurie après toute bataille ou campagne empêchait de recommencer la guerre peu après une bataille et ainsi de suite.

Rossi distingue les faits ayant joué un rôle important dans l'histoire du pays : « ... Nous ne suivrons pas les Suisses dans leurs expéditions pour leurs voisins du Hasli, » disait-il, « ni sur les frontières de l'Italie pour la liberté des passages du Saint-Gothard, ni en 1223 dans les guerres de Louis de Bavière, car

¹ Cf. LANGLOIS et SEIGNOBOS, *Introduction aux études historiques*, p. 233.

ces faits n'eurent pas une influence générale et durable sur la Suisse. Aussi nous nous empressons d'arriver à un autre fait qui a eu une influence éminente et durable, un fait qui fait ressortir mieux encore le principe tutélaire et directeur de la Suisse... »¹, l'alliance de Lucerne.

Partout, Rossi met en œuvre les faits importants pour l'histoire du pays, quelle que soit la qualité de l'événement en soi. De petits événements, comme la résistance des pâtres au XIII^{me} siècle, ont une grande valeur historique. De vastes conflits présentent parfois une importance moindre.

Les faits provenant des sciences auxiliaires, l'architecture, les travaux des artisans et des paysans, les industries, furent également groupés par Rossi et lui servirent à établir de nouvelles divisions et à fixer des caractères distinctifs.

Les questions économiques ont joué un rôle très secondaire dans les premières luttes de la Confédération. Notre historien a néanmoins montré qu'après les luttes qui aboutirent à la bataille de Naefels puis au Convenant de Sempach suivi d'une trêve de vingt ans, les Suisses se trouvaient dans une situation économique difficile. Grâce à une sévère économie, ils purent se relever. Ailleurs, il expose l'appauvrissement des seigneurs féodaux, car la guerre se faisait à leurs frais et les prises sur l'ennemi ne suppléaient plus aux dépenses. Obligés de vendre leurs droits hypothécaires ou féodaux, les seigneurs vont perdre leurs droits au profit des communes². L'absence d'industrie dans les communes agricoles amènera une modification de sa noblesse³.

Pour donner une idée de l'importance infime de l'industrie et du caractère féodal de Berne à l'époque des Zähringen, Rossi étudiait ses opérations :

« ... A Berne, il n'y eut d'abord que 4 corporations, celle des boulangers, celle des bouchers, celle de la tannerie et celle de la forge..., celles qui par le nombre des individus qui les pratiquaient et par leur importance donnaient leur nom aux corporations bourgeoises : 2 servaient aux objets de première

¹ Rossi, *Histoire de la Suisse*, p. 103.

² *Idem, ibidem*, p. 169 (verso).

³ *Idem, ibidem*, p. 107 (verso).

nécessité ; 2, la tannerie et la forge étaient évidemment destinées à des produits consommés par une noblesse... : de l'agriculture et des armes... »¹. Quant à la corporation des carriers, elle n'apparut qu'au moment où les constructions en pierre se substituaient aux maisons de bois. Mais déjà le gros mur de soutien de « la plateforme » de Berne, alors la « place du cimetière » « ...rappelle un peu les constructions du pariarcat du monde ancien. La solidité et le grandiose des constructions publiques a toujours été un caractère distinctif des aristocraties souveraines... elles fondaient des constructions dans la même esprit qu'elles fondaient des majorats... »².

Rossi attachera donc une grande importance à la nature de la vie économique. Une des principales raisons, selon lui, de la diversité de la Suisse, qui « rend une fusion, une uniformité impossible entre les cantons, ce sont leurs activités diverses : ... Quel rapport d'organisation pouvait-il y avoir entre la commune industrielle de Zurich et la commune nobiliaire de Berne et les communes agricoles ou pastorales des 3 cantons primitifs ?... »³

D'autres sciences accessoires concernant par exemple la stratégie, vont permettre à Rossi d'établir des distinctions très nettes entre les armées féodales, les armées mercenaires et les armées permanentes nationales⁴.

En analysant le résultat des opérations synthétiques effectuées par Rossi pour créer son cours d'histoire nationale, on s'aperçoit qu'il a classé les documents par ordre chronologique puis a groupé les faits, de façon à en dégager l'état et l'évolution des sociétés et des personnages ayant joué un rôle historique déterminant. Il écartera par contre les événements qui n'ont pas exercé une influence réelle sur l'histoire du pays, si glorieux fussent-ils, ou ne les mentionnera que très brièvement, pour mémoire. Ainsi parlant des batailles livrées sur territoire helvétique par Enguerrand de Coucy, Rossi résumait : « ... Nous

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 118 (verso).

² *Idem, ibidem*, p. 118 (verso).

³ *Idem, ibidem*, p. 141.

⁴ Cf. ROSSI, *ibidem*, pp. 171 (verso) et 172.

n'insistons pas sur cet événement parce qu'il n'a pas eu des conséquences permanentes... » ¹.

Après le classement chronologique, intervient le groupement géographique, puis les divisions correspondant à des institutions humaines, les quatre pays qui formaient l'Helvétie, les trois cantons primitifs par exemple. Quand les communes rattachées à la Confédération deviennent plus nombreuses, Rossi tentera de les classer d'après leurs caractères divers :

« ... Quelle que soit la variété que l'on rencontre dans l'histoire des communes de la Suisse au commencement du XIV^{me} siècle, on peut cependant à la rigueur les classer d'après leur caractère saillant en trois chefs : 1^o les communes agricoles ; 2^o les communes industrielles ; 3^o les communes nobiliaires. Expliquons-nous. Il en est de cette division comme il en est de toute méthode ; le vrai ne s'y trouve que par approximation, ce sont des moyens d'aider l'intelligence mais non des vérités absolues. Ainsi, chacun des trois éléments se trouvait dans toutes les communes ; mais dans l'un c'était l'un de ces éléments qui dominait ; dans l'autre c'était le second ou le troisième... » ².

On voit là la finesse de la construction historique de notre savant. Avec beaucoup d'imagination créatrice, il renouvelle le questionnaire qui lui servira à trouver des cadres aux organisations existant en Suisse. Mais jamais il n'en fera des cloisons étanches aux dépends de la vérité. Les faits, si nombreux, variés et même contradictoires qu'ils soient l'emporteront toujours chez lui sur des formules claires, esthétiques, mais contraires à la stricte vérité historique. Il est expressément revenu sur cette idée à plusieurs reprises. En établissant des divisions ou des généralisations, il faisait remarquer à ses étudiants leur portée relative et la prudence avec laquelle il fallait y avoir recours :

« ... Comme il arrive de toutes divisions », disait-il en parlant de différentes formes d'armées, « il peut y avoir des nuances, des mélanges d'anciens débris avec des débris nouveaux, d'après

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 147.

² ROSSI, *ibidem*, p. 107.

la cause que nous venons d'indiquer... mais des caractères distinctifs il y en a trois... »¹.

Nous avons vu que des cloisons étanches ne peuvent être établies, pour des faits d'une même espèce, entre des communautés à l'intérieur du pays auquel se limite une étude historique, ici la Suisse. Pour les mêmes raisons, les formules générales concernant la Confédération, ou même certaines parties de son territoire, ne sauraient souvent être strictement limitées à leurs frontières. De plus, l'histoire d'une région déterminée ne peut être étudiée utilement sans comparaisons avec les événements semblables dans les autres pays. Aussi le professeur Rossi, dès le début de son cours, tout en déclarant qu'il n'aspirait pas au « tableau général », montrait la nécessité de pouvoir encadrer le « tableau partiel » dans l'ensemble.

Ainsi, quand Pellegrino Rossi s'occupera des invasions germaniques, il étudiera le problème particulier des barbares dans l'ancienne Helvétie, mais fixera ses caractères distinctifs à l'aide des éléments généraux observés lors de ces migrations. La même méthode fut appliquée à l'affranchissement des communes à l'égard de la féodalité, à la Suisse de l'époque du concile de Constance et de la Réforme.

Rossi dégagera peu à peu des événements quelques formules générales, particulières à la Suisse entière, en dépit de ses diversités de climats, de races, de langues. D'autres traits caractéristiques des cantons confédérés pris isolément demeurent divers. Par l'étude des faits innombrables dans les différents cantons et aux différentes époques, nous verrons que Rossi parviendra à déterminer l'essence même de la Confédération, cette combinaison de la multiplicité et de l'unité qui est à la base du fédéralisme.

Rossi s'est néanmoins gardé de généraliser à la légère. Lorsqu'il rencontrait des généralisations erronées chez ses prédécesseurs, il les dénonçait et rétablissait la vérité historique d'après les documents omis. Il ne cherche pas à embellir l'histoire en cachant les aspects honteux. Tout au plus lui arrivait-il, lorsqu'une rare défaillance s'opposait à de nombreux faits

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 171 (verso).

nobles, de ne pas lui reconnaître le « cachet suisse », mais il ne la dissimulait pas. Il a par exemple exposé dans toute son horreur l'attitude des conseillers zurichois qui s'enfuirent, en 1335, lorsqu'on leur demanda les comptes de la commune ¹.

D'autres fois, la méthode de Rossi lui permet d'ajouter encore des traits aux caractères qui ont fait la force et la grandeur morale de la Suisse, précisément en n'acceptant pas sans critique des généralisations erronées répétées par les historiens et en remontant aux sources avant d'établir des formules générales.

Ainsi, d'après notre professeur, le fait d'avoir trouvé dans les chartes des passages établissant que des seigneurs et des abbés possédaient des serfs, des censitaires et des affranchis dans les vallées où la Confédération fut créée, ne prouve pas que la population en bloc ait été en état de servage. Rossi fait intervenir d'autres éléments, distingue la population des hauteurs et celle des vallées, cite le diplôme de Frédéric et admet la liberté originale de certaines populations de Schwitz.

Si Rossi, à la fin de son cours, dit avoir parlé de la Suisse « con amore », c'est avant tout un amour exprimé dans le soin de ne rien négliger pour obtenir un tableau complet et vrai. L'étude du manuscrit révèle une parfaite impartialité.

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 115.

CHAPITRE XXX

L'exposé de Rossi

Rossi, à bien des égards, a rénové et même révolutionné la méthode historique en Suisse. Jamais, avant lui, l'histoire nationale n'avait été étudiée d'une façon critique, en faisant intervenir autant de sources et d'éléments divers. Dans la forme de son exposé, par contre, le professeur de l'Académie de Genève est souvent demeuré de son temps. Ainsi il est très rare que les documents utilisés dans son histoire de la Suisse soient mentionnés. Nous avons souvent dû nous livrer à des recherches longues et compliquées pour les retrouver. Il est vrai qu'il ne s'adressait pas en général à des savants. Mais plusieurs de ses étudiants étaient destinés à le devenir, et quelques-uns continuèrent à s'intéresser spécialement à l'histoire suisse. Beaucoup d'autres étaient des étrangers :

« ... Vous ... qui arrivez dans nos murs », leur disait-il un jour, des bords de la Neva, de la Tamise, de la Seine... » ¹.

Quelle que soit la raison de cette lacune, elle serait, de nos jours, inadmissible ².

D'autre part, Rossi n'est pas toujours aussi sobre de détails et de développements que le lecteur de notre époque le souhaiterait. C'est peut-être la raison pour laquelle son histoire de la Suisse n'a encore jamais pu être imprimée. Ce défaut est dû surtout au style, au développement compliqué de certains paragraphes, à une certaine tendance à la répétition. Nous avons vu que dans le choix des matériaux le savant avait su se concentrer et écarter les faits sans réelle portée.

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, Introduction.

² LANGLOIS et SEIGNOBOS, *Introduction aux études historiques*, pp. 266 ss.

La langue de Rossi est loin d'être parfaite. Le lecteur s'aperçoit d'emblée qu'il s'est agi d'abord d'un cours oral. De plus l'origine italienne de son auteur s'y révèle à plusieurs reprises. Le professeur genevois ne maîtrisait pas parfaitement la langue de son pays d'adoption. Il en connaissait toutes les nuances, ne se trompait pas sur le sens ou l'interprétation des termes, mais donnait ici et là un tour exotique à la phrase.

Par contre, le style est toujours extraordinairement animé. Tous les auditeurs qui ont parlé de ce cours en ont témoigné ¹ et n'ont en rien exagéré. Armé de détails vrais, donnant à chacun sa place et sa valeur, il excelle à faire revivre un groupe, ou un personnage, les hommes d'une vallée ou une armée, et à les situer dans le temps et au milieu des événements de l'époque.

Il est très rare que l'ancien traducteur des poèmes de Byron se laisse entraîner par le romantisme de son temps, au détriment de la stricte vérité historique. S'il le fait, c'est que les documents l'y autorisent. Nous avons trouvé un seul exemple où manifestement il ait cherché à faire image. Nous sommes alors dans la nuit qui précède la bataille de Laupen :

« ... Enfin, au clair de lune, par une nuit sereine, l'armée bernoise quitte Berne ; elle défila sous ses murs... Et c'était l'espérance tout entière de la patrie qui quittait Berne. Dès lors que de larmes ! et que de regrets jusqu'à ce qu'ils eussent disparu dans les pâles lumières de la nuit... » ².

Mais dès qu'il s'agit des faits ayant une importance historique, le professeur devient très prudent : « Il nous est impossible », continuait-il de suivre ces braves dans cette lutte corps à corps. Il a été impossible de recueillir les gestes et exploits de cette grande journée... » ³.

Peut-être la poésie due à la plume de Rossi, dans la description du Rütli ou telle autre région, n'était-elle pas ressentie par les hommes d'alors. Est-ce dire qu'elle n'existait pas ? Elle agrémente le récit sans en changer le caractère, tant que l'historien ne la fait pas intervenir dans l'action et n'en tire aucune conclusion. Si le savant, après avoir montré la beauté du Rütli,

¹ Cf. *supra*, p. 109 ss.

² ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 124.

³ ROSSI, *ibidem*, p. 125.

semblait en inférer que le sentiment de la nature avait joué un rôle dans le rassemblement des Confédérés, il ferait du tort à la vérité historique. Mais il n'en est rien.

Parfois aussi, le sens poétique de Pellegrino Rossi lui sert à expliquer sa pensée par des métaphores. Dans les cas où il a utilisé ce procédé, on ne saurait le lui reprocher. Ainsi, parlant des troupes qui devaient attaquer les Confédérés avant l'admission de Berne, il précise : « ... c'était une armée féodale et rappelons-nous qu'une semblable armée était un grand orage amoncelé tout-à-coup et qu'un coup de vent pouvait dissiper ; il n'y avait aucun lien puissant pour réunir cette grande armée... » ¹.

Ailleurs, Rossi comparait un groupement politique à la famille et son territoire à la maison :

« ... Les hommes des trois cantons n'étaient au fond que le même peuple divisé en 3 nations, c'était une famille habitant 3 maisons qui se touchaient, c'étaient des frères qui restaient unis, indivis jusqu'à un certain point ; leur alliance était un mode de vivre entre 3 divisions d'une même famille... » ².

Il est alors facile au professeur de montrer que le principe fédéral a pris toute sa valeur avec une nouvelle alliance, celle de Lucerne, n'ayant de commun avec les trois premiers que le voisinage et les intérêts politiques.

Rossi, en dépit de certains passages teintés de romantisme dans la forme tout à fait extérieure, était de fait un réaliste. Il n'avait pas en vain lu Machiavel dans sa jeunesse, et disséquait les faits psychologiques sans se leurrer sur les intentions réelles des personnages en présence. Reconnaisant la poésie là où elle existe vraiment, dans le pacte du Rütli par exemple, il n'en place pas là où les motifs politiques l'ont emporté. Parlant de Zürich et de son admission dans la Confédération, il estime que les préoccupations politiques ont dominé cette union :

« ... On peut blâmer la conduite de Brun, son ambition, sa fraude, sa crauté, mais on ne peut lui refuser un grand coup d'œil politique, de la prudence... et un tact qui lui faisait con-

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 134 (verso).

² ROSSI, *ibidem*, p. 104 (verso).

naître là où était la force et comment il fallait s'en servir. Il s'adressa dans ces circonstances aux quatre cantons et leur proposa de recevoir Zurich... »¹. Etudiant dans la même circonstance l'attitude des cantons, il ne leur prête pas des sentiments plus idéaux.

Les conquêtes de Berne ne serviront plus, comme chez plusieurs des historiens suisses, de sujet épique et de glorification des campagnes militaires. Dans la Confédération des huit cantons, Berne semblait à Rossi « ... plus sensible à la politique qu'à la morale et les sept cantons plus à la morale qu'à la politique ». « Quant à nous », conclut-il, « bornons-nous à remarquer que c'est à Berne que la question politique fut comprise et nulle part ailleurs ... ».

Une telle conception est très éloignée de l'histoire esthétique et du romantisme de Jean de Muller.

¹ Rossi, *Histoire de la Suisse*, p. 117 (verso).

CHAPITRE XXXI

La philosophie de Rossi

Rossi s'est défendu, avec raison, d'avoir fait de l'histoire esthétique. Il ne voulait pas davantage s'adonner à l'histoire philosophique, au sens où on l'entendait au XVIII^{me} siècle.

« ... L'histoire », disait-il dans une de ses premières leçons sur la Suisse, « a revêtu des formes diverses ... »¹. Il passe alors en revue l'œuvre d'artiste de quelques historiens antiques, puis italiens. Il rappelle ensuite les écrivains du XVIII^{me} siècle faisant de cette science une arme philosophique, et cite le nom de Voltaire. A la fin du siècle, l'histoire s'est préoccupée d'être « pittoresque ». « L'artiste a cru que désormais l'histoire devait tenir lieu d'une espèce de drame ou de ballet, qu'on la lisait comme on assiste à une représentation théâtrale... »².

Enfin, Rossi exposait en quelques lignes sa propre conception de l'histoire : « ... Mais une seconde forme philosophique ou plutôt la seule forme philosophique est arrivée. On s'est demandé : Qu'est-ce que l'histoire ? L'histoire c'est l'humanité avec tous ses éléments qui se développent ; c'est un drame sans spectateurs ; où nous sommes tous acteurs ; ceux mêmes qui croient n'être que spectateurs sont acteurs en ce sens que le repos nécessaire pour regarder rentre dans les fastes de l'humanité... »³.

Nous avons déjà montré que la perfection d'une œuvre d'art n'avait pas été le but de Rossi dans ses cours. D'autre part, il utilise rarement les faits dans un but pragmatique. Ce n'est pas son principal objectif. Il lui arrive néanmoins de tirer des ensei-

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 3.

² *Idem*, *ibidem*, p. 3 (verso).

³ *Idem*, *ibidem*, p. 3 (verso).

gnements du passé. Ainsi, en citant les paroles prononcées par un député à la diète de Zurich, au début du XVII^{me} siècle, pour le rétablissement de l'union les guerres civiles des Grisons, Rossi s'écriait :

« ... Suisses de tous les cantons, je regrette de ne pas pouvoir étendre ma voix si loin, mais je vous le dirai : brûlez tous vos livres de collège, brûlez tous les discours de Thucydide et de Tite-Live ; voilà votre modèle pour vos enfants aujourd'hui ou jamais ; moins beau, moins éloquent sans doute que les modèles de l'antiquité, mais vrai, mais vivant, mais votre véritable cathéchisme sous peine de cesser d'exister... » ¹.

Ailleurs, parlant d'un héros bernois, Rossi exaltait son patriotisme :

« ... Boubenberg accusé, calomnié, dépouillé de ses biens, exilé pour cent années, se retira dans son manoir, y resta tranquille 14 ans et n'oublia pas une minute que la patrie même ingrate a droit au respect de ses enfants, que la patrie et que la patrie seule a droit d'être servie et adorée quand même... » ².

Ces épisodes, toutefois, reposent sur des faits réels et n'ont pas été choisis au détriment de faits moins dignes d'admiration. Rossi s'est borné à attirer l'attention de ses auditeurs, en passant, sur la beauté morale et sur la valeur éternelle de certaines actions, sans leur donner dans l'ensemble une place de choix.

D'autres fois, le professeur ne cachait pas son pessimisme. Il lui semblait que l'histoire n'apprend rien aux hommes. Parlant, par exemple, des persécutions exercées par les baillis de Saint-Gall contre les Appenzellois, il soupirait :

« ... C'était toujours les mêmes actes, les mêmes scènes, les mêmes désordres, tellement il est vrai que l'avarice, l'ambition et l'orgueil n'apprennent jamais rien. L'histoire des mésaventures de 50 seigneurs féodaux était là, il n'y avait pas loin de St-Gall à Schwytz, de St-Gall à Uri... et l'abbé de St-Gall pouvait croire qu'il n'éviterait pas ce que le duc d'Autriche n'avait pu éviter. Mais l'histoire est inutile ; ce sont les opprimés qui apprennent quelque chose... » ³.

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 296.

² *Idem, ibidem*, p. 141 (verso).

³ ROSSI, *ibidem*, p. 174 (verso).

La religion de Rossi ne semble pas avoir exercé d'influence sur sa conception de l'histoire ni sur son enseignement. Déjà en Italie, l'ancien élève des religieux de Corrège s'était montré sensible aux lumières du XVIII^{me} siècle et partisan de la liberté civile. Dans son histoire de la Suisse, le professeur catholique met en évidence le rôle civilisateur de l'Eglise après les invasions germaniques. Il l'exagère même lorsqu'il attribue à la femme de cette époque un rôle nouveau que ne confirment pas les documents. Il est fidèle aux dogmes lorsqu'il voit dans l'unité de la croyance « le ciment de l'édifice européen ». Mais, tout au long de son cours, il a montré les dangers de l'action temporelle des prélats.

Rossi regrettait de constater que, dès le XIV^{me} siècle, le principe sacerdotal était dominé, chez le clergé, par la politique. Il se réjouit de voir les lettres, connues sous le nom de « Pfaffenbrief », envoyées en 1370 à Zurich, mettre fin aux empiètements du pouvoir ecclésiastique et constate amèrement qu'un tel pas n'avait pas encore été fait de son temps dans certains pays de l'Europe¹. Comme Gianone en Italie, Rossi voulait qu'on rendît à César ce qui est à César. *L'Histoire civile du royaume de Naples*² était d'ailleurs connue des penseurs du XVIII^{me} siècle et n'avait pu passer inaperçue à Bologne, où régnait une lutte sourde contre l'autorité temporelle de l'Eglise.

Les expériences personnelles de Rossi comme ses recherches historiques l'avaient rendu favorable à la liberté de conscience. La religion officielle lui semblait une sottise et la liberté des cultes « la plus haute expectation de l'intelligence humaine »³.

Pellegrino Rossi ne reconnaissait d'ailleurs pas l'action transcendante de la Providence sur l'histoire. Il se rapproche de Vico, dont nous avons vu qu'il était un admirateur. Pour lui comme pour cet illustre prédécesseur, « ... l'histoire de l'humanité, il faut la chercher dans l'humanité elle-même, qui à mesure qu'elle devient, inscrit les lois de son être dans des institutions... »⁴.

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 143 (verso).

² GIANONE : *Dell'istoria civile del regno di Napoli*. Naples, 1723.

³ ROSSI, *ibidem*, p. 263 (verso).

⁴ P. HAZARD : *La pensée de Vico*, dans *Revue des cours et conférences*, déc. 1931.

Contrairement à Vico, et à Montesquieu auquel il doit aussi beaucoup, Rossi ne s'est lancé que très exceptionnellement dans des dissertations abstraites sur les faits de l'histoire. Il lui arrive de constater que des événements se reproduisent après avoir cessé un certain temps. Par exemple certaines communes, une fois émancipées, visent à leur tour à l'hégémonie féodale. Mais il se garde d'en faire des lois, comme celle des *corsi* et *ricorsi* imaginée par Vico. Rossi a gardé de Vico l'idée que l'histoire est un devenir. Avec Montesquieu, il attache une grande importance au climat. Ainsi, il distingue la population des hauteurs et celle des vallées, s'efforçant par exemple de se replacer dans l'Appenzell du XIV^{me} siècle : après avoir vigoureusement décrit un triangle montagneux d'où le regard étonné découvre les plaines de la Souabe, les montagnes du Tyrol et les rochers de la Rhétie, le professeur explique le caractère et la force d'une « ... population de bergers... hardie... mêlée d'hommes libres et de tributaires et essentiellement occupée de l'agriculture pastorale.. »¹.

En partant des faits, Rossi en tirera des formules générales : la grande variété de climats de la Suisse engendre des populations, des institutions et des mœurs qui ne peuvent être complètement unifiées. Son histoire a été fortement influencée par la nature particulière du pays, divisé par les hautes montagnes.

Mais, comme Ratzel le montrera², l'âme n'est pas un miroir plat, qui réfléchisse passivement les impressions. Ainsi les Suisses, quoique de races, de climats, d'altitudes, de langues divers, ont formé une nation. Ils l'ont maintenue même lorsque les religions ont varié³.

Dans le problème général de l'histoire, le « *Καθολον* » de Polybe, qui englobe l'humanité entière et le jeu de tous ses ressorts, Rossi étudiait donc la lutte d'une ou de plusieurs fractions du genre humain avec des natures spéciales. Il distingue sans cesse l'histoire générale et l'histoire spéciale comme Baudoin avait autrefois établi que l'histoire était la relation

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 174.

² F. RATZEL : *Ueber die anthropogeographischen Begriffe*, dans *Berichte der Verhandlungen der Kgl. sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften zu Leipzig*, philologisch-histor. Klasse, 1899, T. XLI, p. 416.

³ Cf. *infra* p. 167.

d'une « universitas » et une « individuitas »¹. Dans chaque contrée, Rossi n'attribue pas un rôle prépondérant aux individus. Même Napoléon, dont il s'était montré l'admirateur, ne lui semble qu'un instrument gouverné par les événements. Les circonstances, « la position des choses »² lui semblent l'emporter sur l'influence ou les démarches de tel ou tel individu. Rossi reconnaissait parfois l'influence de certaines personnalités, lorsqu'elle existait réellement, et n'établissait jamais de lois en faveur des masses. Mais l'élément social jouait, à son avis, un rôle prépondérant.

L'histoire moderne a amené avec elle le principe de l'équilibre, appliqué surtout à partir du traité de Westphalie. Ce système a le tort de faire dépendre les nations des hasards dus à la force des individus ou des nations. En effet, remarquait Rossi, « à toute altération de ce prétendu équilibre il faut apporter son remède et le plus souvent le remède ne se trouve que sur le champ de bataille... »³.

Les lumières du XVIII^{me} siècle n'ont pas non plus apporté la panacée universelle. Rossi, loin de nier leur utilité, montre à plusieurs reprises leur effet bienfaisant. Mais le professeur catholique s'opposait au sensualisme et défendait déjà le libre arbitre dans son *Traité de droit pénal*⁴. Il voyait dans la liberté un contre-poids d'une part à l'absence de spiritualisme, d'autre part à la tradition, elle aussi naturelle et indispensable⁵, à la condition d'être un balancier et non une entrave au progrès.

D'autre part, Rossi a évité l'erreur dans laquelle un esprit superficiel aurait pu tomber en transposant en Suisse les phénomènes observés en France et en Italie. La féodalité avait été abolie, mais directement par les communes et non comme ailleurs par la monarchie. Plus tard, le langage du siècle avait fait son chemin en Suisse comme dans d'autres régions de l'Europe. Rossi a connu les continuateurs de la « Société Helvétique ». Il a étudié les idéologies du XVIII^{me} siècle. Mais en examinant

¹ F. BAUDOIN : *De institutione universæ et eius cum jurisprudentia conjunctione*, 1561.

² ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 381.

³ ROSSI, *ibidem*, p. 300 (verso).

⁴ Edit. 1872, tome I, p. II.

⁵ ROSSI, *ibidem*, p. 193, s'est longuement étendu sur la tradition.

la situation de la Suisse au lendemain de la paix d'Aarau, il distingue une aristocratie fermée, qui végète parce qu'elle n'a plus à soutenir comme auparavant des guerres contre l'extérieur ni des guerres de religion. Au-dessus se trouve la masse du peuple, qu'il divise en un certain nombre de classes, la bourgeoisie, etc. Et au plus haut degré Rossi place non pas les philosophes mais les hommes qui se souviennent des temps héroïques de Guillaume Tell et du serment du Grutli ¹.

En histoire, Rossi n'a donc pas d'idées philosophiques préconçues. Il voit dans les faits historiques une évolution et arrive à distinguer, par sa méthode, les caractères particuliers de cette évolution dans un pays donné, en l'espèce la Suisse, à des époques données. Il constate les progrès, là où ils résultent des documents de l'époque et surtout croit à la nécessité du progrès. Comme tout organisme vivant, l'Etat ne peut que progresser ou reculer. L'inaltérabilité est une déchéance relative, lorsque les nations voisines progressent. La tradition elle-même, utile lorsqu'elle peut éviter les révolutions, ne doit pas entraver l'évolution et de ce fait empêcher le progrès.

Mais comment cette évolution se produit-elle ? Et quel est le sens du progrès ?

Les Etats vivent, comme des organismes humains. Au début de la Confédération helvétique, le problème suisse fut avant tout sa propre conservation :

« ... La Suisse voulait cesser d'être féodale sans être sujette ; le problème suisse était d'être, d'être malgré les obstacles, d'être autrement que l'Europe... »². Sur ce point, Rossi se rapproche de la théorie de l'Etat de Montesquieu.

Puis les éléments divers et les faits multiples dont se compose l'histoire agissent les uns sur les autres. Les éléments utiles à l'évolution agissent invinciblement, malgré les résistances momentanées, soit dans l'espace, soit surtout dans le temps. Ainsi l'humanité, fatiguée de l'écroulement du monde romain et des désordres du moyen âge, « ... demandait des éléments d'ordre à tous, elle s'adressait à tous les principes... elle

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 324 (verso).

² ROSSI, *ibidem*, Introduction.

en demandait à l'église, à l'aristocratie, à l'association communale... Chaque principe répondit à l'appel... »¹. Puis ces éléments s'usent à leur tour, d'autres les remplacent, non pas au hasard seulement, mais en fonction de ceux qui les ont précédé :

A la féodalité succéderont ici la liberté communale, là la monarchie ; les écrivains italiens feront connaître l'antiquité et les réformateurs l'église primitive, mais les Renaissances et les Réformes ne sont jamais serviles. A un moment donné, les évêques féodaux sont remplacés par les prélats de cour et les barons conquérants par des marquis de salons : « ... le progrès et la résistance ne cessent de s'engrener... »². D'autre part, l'agriculture, les industries, les inventions, les arts contribuent aux progrès de l'humanité. « ... De nouvelles modifications sont exigées sous peine de déchéance par la succession des temps et l'accroissement des éléments sociaux... » disait Rossi déjà en parlant de la Suisse au XIV^{me} siècle. Et il montrait à ses étudiants « l'humanité progressive » comme une « source inépuisable », une « puissante Médée », une « magicienne ». ³

« ... Ici bas », disait dans une autre leçon le professeur, « il y a une lutte continuelle entre le bien et le mal, le juste et l'injuste ; ces éléments sont toujours en présence, mais je crois, pas toujours avec la même force ; l'un augmente, l'autre s'affaiblit et lorsque la lutte sera finie, lorsque le triomphe sera assuré le champ de bataille sera clos ; le monde n'est pas autre chose que l'arène de l'humanité... »⁴.

Par son apologie du progrès, qui comme nous le verrons est encore plus marquée dans ses écrits politiques, Rossi était de son temps. Etudiant, il avait lu Fontenelle. Condorcet avait demandé qu'on fit l'histoire des progrès de l'espèce humaine. Guizot voyait dans le progrès l'idée fondamentale de la civilisation. Les romantiques allemands le représentaient comme un coursier s'élevant en spirale et déjà Auguste Comte en faisait l'objet d'études scientifiques⁵. On ne peut reprocher à Rossi

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 193.

² ROSSI, *ibidem*, p. 146.

³ *Idem*, *ibidem*, p. 108.

⁴ *Idem*, *ibidem*, p. 146.

⁵ *Discours sur l'esprit positif*, par. 45. *Discours sur l'ensemble du positivisme*, 62.

d'avoir cru au progrès, indéfinissable parce que sans cesse divers et devant par essence être renouvelé, ni de l'avoir mentionné dans ses recherches historiques là où il lui semblait exister ou au contraire avoir fait défaut. Sa croyance au progrès et à la victoire finale du bien ne semble pas l'avoir entraîné à considérer les événements du passé sous un angle trop optimisme ou à les transformer dans un but pragmatique. La connaissance de ce qui s'est passé en Suisse, depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1815, des faits et de leur évolution, tel a été l'objectif de Pellegrino Rossi. La suite des événements a été classée en vue de mieux comprendre l'évolution de la Suisse, dans l'évolution générale. La philosophie, sauf en ce qui concerne la notion très vague du progrès, n'y est jamais considérée comme une loi de l'histoire. Elle cède le pas aux événements tels qu'ils se sont produits, mais elle aide parfois à les mieux comprendre. Ainsi conçue et s'appuyant dans chaque cas sur une solide méthode historique, la philosophie ne fausse pas l'histoire et peut au contraire contribuer à mettre les faits en ordre ¹.

L'histoire de la Suisse de Rossi n'est dominée par aucune théorie philosophique abstraite, et c'est tant mieux.

¹ Cf. BERNHEIM : *Lehrbuch der historischen Methode*, p. 554. Leipzig, éd. Duncker, 1894.

CHAPITRE XXXII

Les caractères distinctifs de la Suisse d'après Rossi

Rossi divise l'histoire de la Suisse en cinq périodes. L'une d'entre elles seulement, la deuxième, doit son cadre à des événements uniquement suisses, les « ... temps héroïques de la Suisse... » et s'étend de la fondation de la Confédération à la période suivante. Elle est précédée par un tableau rapide de l'Helvétie romaine et barbare. La troisième période s'étend de la Réformation au Traité de Westphalie. La quatrième se prolonge jusqu'à la Révolution française et la dernière parle du temps où, disait Rossi dans son *Introduction*, « malgré la préoccupation de l'Europe, les malheurs, le courage, l'ancien esprit helvétique se font cependant admirer » ¹.

Nous ne pouvons pas entrer ici dans le détail du cours même de Rossi. Il nous importait de connaître comment l'histoire de la Suisse pouvait être traitée en 1830, par quelle méthode et avec quels progrès sur le XVIII^{me} siècle, par un esprit distingué comme Rossi, dont nous avons montré la formation. Il nous reste à examiner les formules générales les plus importantes auxquelles notre historien est parvenu et les conclusions qu'il en a tirées pour l'action de la Suisse et pour sa propre activité ultérieure.

Après avoir étudié l'histoire de l'Helvétie d'après les sources que nous avons indiquées, Rossi a montré ses caractères et sa civilisation, particuliers et communs au reste de l'Empire romain, puis il constate qu'à la veille des invasions il n'existait plus de tiers état dans le monde romain. Les municipes avaient

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, Introduction.

été remplacés par un décurionnat avili. L'empereur et ses soldats d'une part, un peuple d'esclaves de l'autre, formaient la population vouée à la destruction.

Puis plusieurs siècles se passent sur lesquels de rares documents subsistent. Quand ils permettent de connaître l'état du pays, que s'est il passé en Helvétie ?

« ... Au Nord-Est, je n'entends que l'allemand », nous dit Rossi, « au Sud-Est j'entends le français... Est-ce une race germanique qui a appris le français ? Est-ce une race gauloise qui n'a pas été entamée ? Non, les événements ne se passent pas comme l'histoire nous le dit. Quand vous lisez qu'une population a été détruite, dites qu'une grande partie de la population a été exterminée, quand vous lisez qu'une population a occupé un pays, dites que cette population s'est établie à côté des restes d'une autre... » ¹.

Rossi, soucieux de connaître toute l'évolution du peuple suisse, se demandait alors quels sont ces hommes du nord et par quel mélange ils ont formé la population de la Suisse. Il constate leur variété ; d'autre part il lui semblait impossible qu'il n'y eût pas de survivants romains. Après avoir étudié un certain nombre de caractères des peuples germains opposés à ceux des romains, puis montré le rôle du christianisme et de la féodalité, Rossi commencera l'histoire des premiers faits particuliers à la Suisse : les querelles de quelques pâtres résistant à un seigneur.

Luttes pour la liberté, reconnaissance de cette liberté, puis bientôt pactes pour faire reconnaître ces libertés, tels furent les premiers actes entrepris, sans aucun plan politique, mais qui devaient se développer et avoir de vastes et durables conséquences. C'était la naissance des communes du moyen âge, au détriment de la féodalité, puis de la monarchie autrichienne. C'était, d'autre part l'union de vallées diverses, toutes agricoles au début, puis aussi industrielles et nobiliaires, dans un même but.

Tout au long de la deuxième période de l'histoire de la Suisse de Rossi, nous retrouvons ces deux principes : affranchissement

¹ Rossi, *Histoire de la Suisse*, p. 36.

des communes au détriment de la féodalité et formation entre ces communes d'un système fédéral.

Les démêlés des Suisses avec la féodalité se faisaient suivant une évolution particulière, sans qu'ils s'aperçussent des mouvements analogues dans d'autres pays. Elle avait cela de particulier de ne pas se faire sous l'égide d'une force centrale nouvelle, d'une monarchie. La Maison d'Autriche elle-même devait s'y tromper en ne se rendant pas compte de la force que les Suisses allaient acquérir et en prenant sans cesse parti pour les seigneurs féodaux, contre les communes. Peu à peu, par une lente évolution, les libertés communales devaient l'emporter sur la féodalité, l'union fédérale, respectant la liberté de chacun, sur la suzeraineté seigneuriale. Les confédérés gagnèrent des batailles célèbres, après lesquelles ils réservèrent cependant les droits des seigneurs en renouvelant leurs pactes, s'allièrent à Berne, furent vainqueurs même lorsque ce puissant canton contractait d'autres alliances politiques et leur faisait défection comme à Sempach, parce qu'il n'existait aucune réelle union dans les armées féodales rassemblées momentanément. Après l'amnistie de Thorberg entre l'empire et les cantons, ils ne cessèrent de s'accroître pacifiquement. La noblesse féodale baissait non seulement à cause de ses défaites. Sans cesse à court d'argent, « ... elle vendait ses droits féodaux à ces mêmes communes qu'elle abhorrait... » ¹.

Ainsi en 1359 les bergers de Gersau, petite communauté au pied du Rigi, qui avaient fait économies, rachetaient des droits seigneuriaux et formaient une alliance avec les Waldstätten. Hergiswyl et Alpnach furent introduits dans le canton d'Unterwalden. Zurich, bourgeoisie riche et qui s'enrichissait encore par les sommes payées pour l'achat de la bourgeoisie, achetait beaucoup de fiefs impériaux. Charles IV accordait de nouveaux droits à Berne ; en 1365, Berne acquérait un grand nombre de villes et seigneuries, entre autres Aarberg qui était indivis entre les trois cantons de Neuchâtel et de Nydau ².

Toutes ces victoires, guerrières ou pacifiques, — ce n'étaient guère que les premières dont les historiens parlaient avant

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 142 (verso).

² ROSSI, *ibidem*, p. 142.

Rossi, — créaient une grande solidarité entre les communes, en leur laissant toute latitude de se développer selon leur propre rythme.

Pour Rossi, le système fédéral avait déjà été consacré par l'entrée de Lucerne dans la Confédération, en vertu du pacte de 1332. La diversité dans l'union était née. Ensuite la Confédération allait se développer grâce à la faiblesse du pouvoir impérial et au manque de sens politique des ducs d'Autriche. L'entrée de Zurich fut due à des raisons politiques, dépendant d'un seul homme, Rodolphe Brun. Craignant une intervention des Habsbourg, il avait demandé un pacte aux quatre cantons, qui constatèrent « l'identité de principe politiques... »¹ bien qu'ils ne fussent pas à l'unisson avec le chef de Zurich et ses faits : « ... le principe fédératif agissait déjà pour unir par un ciment politique les variétés nécessaires de la Suisse... »².

Glaris était entré dans la Confédération à la suite de la bataille de Näfels, où elle avait été attaquée pour n'avoir pas voulu prendre parti et combattre contre Zurich avec le duc d'Autriche³. Dans le pacte de Confédération de Glaris, de 1532, les droits féodaux de l'abbesse de Säkingen étaient réservés⁴.

L'entrée de Zoug serait due, toujours d'après Rossi, à l'insolence du duc d'Autriche⁵.

Berne entra dans la Confédération en 1353, à la suite de la médiation qui suivit l'action européenne de la féodalité contre les communes⁶.

Dans cette union des Confédérés, « ...nul ne perdait son cachet, nul ne se dénaturait pour se plier aux formes d'un autre. »¹

Les dissertations de Rossi sur le fédéralisme sont d'ailleurs très poussées. Avant lui, Bodin écrivait encore :

« ... Je dy neantmoins que telles alliances, n'empeschent pas que les uns, ne soyent estrangers des autres : & ne fait pas qu'ils soyent citoyens les uns des autres...

¹ Rossi, *Histoire de la Suisse*, p. 118.

² Rossi, *ibidem*, p. 118.

³ *Idem*, *ibidem*, p. 181.

⁴ *Idem*, *ibidem*, pp. 133 (verso) et 184.

⁵ *Idem*, *ibidem*, p. 134.

⁶ *Idem*, *ibidem*, p. 135 (verso).

... Plusieurs sont en mesme erreur, que les Suisses n'ôt qu'une republique... » ¹.

L'historien suisse Josias Simler avait, au seizième siècle déjà, exposé une théorie contraire :

« ... Or combien qu'il y ait plusieurs peuples & bon nombre de villes en Suisse, ce n'est toutefois qu'une cité & une Republique... » ².

Rossi, qui avait étudié de près tous les pactes de Confédération des Suisses montre que « ...tous les cantons étaient confédérés des trois premiers... mais tous n'étaient pas liés par un traité de Confédération entre eux... ». Pour le professeur genevois, « ...ceci explique clairement... comment la souveraineté cantonale demeurerait pleinement intacte dans cet arrangement politique..., non comme conséquence d'une doctrine, d'une théorie, mais par la force des choses... » Il estimait donc que la souveraineté cantonale « ...devait être un principe directeur du système... » ³.

« Quel rapport d'organisation intérieure pouvait-il y avoir entre la commune industrielle de Zurich et la commune nobiliaire de Berne et les communes agricoles ou pastorales des trois cantons primitifs ? » demandait ensuite Rossi à son auditoire. « Laquelle d'entre elle devait se plier aux formes d'une autre ? Laquelle le pouvait sans cesser d'être elle-même ? »

« Heureusement ces idées d'uniformité et de fusions, folles parce qu'elles étaient impossibles et en même temps déplorables, ne traversèrent pas l'esprit des anciens Suisses... » ⁴.

Plus la Confédération se développe, plus les éléments deviennent nombreux et l'histoire complexe. Les idées politiques s'ajoutent à la lutte pour la liberté, à l'intérieur et au dehors. Berne, par exemple, une fois libérée de la féodalité, s'inspira à son tour des systèmes de domination dont elle s'était affranchie. Mais, malgré les exceptions et les reculs, Rossi en revenait toujours au développement des caractères particuliers à la

¹ J. BODIN : *Les six livres de la République*. A Paris, chez Jacques du Puys, 1576.

² J. SIMLER : *La République des Suisses*. Descrie en latin..., et nouvellement mise en françois. A Paris, J. du Puys, 1578, p. V.

³ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 140 (verso).

⁴ ROSSI, *ibidem*, p. 141.

Suisse : lutte pour la liberté, affranchissement des communes sans avoir recours à la monarchie, variété et union.

A l'extérieur, l'entrée de Zurich dans la Confédération avait donné un grand relief à la Suisse naissante. Ses industries, ses rapports commerciaux avec l'Allemagne et l'Italie, ses sessions de la cour impériale attirèrent les regards de l'Europe. L'union de Berne à la Confédération la plaça haut dans la pensée de la noblesse européenne. Il ne s'agissait dès lors plus d'« une peuplade de montagnards obscurs dont le pays ne valait guère la peine d'être conquis... »¹.

Le Concile de Constance a créé des conditions générales nouvelles. Celles-ci ont exercé une influence sur l'action de la Suisse. Elles ont aussi engendré un fait particulier, l'excommunication de l'ennemi des Suisses, le duc d'Autriche Frédéric, et sa mise au ban de l'Empire.

Pendant la guerre de trente ans, la Suisse demeura neutre, Pour Rossi ce fait est peut-être dû aux deux religions en présence dans le pays : « Si la Suisse avait été toute catholique ou toute protestante elle aurait été en bataille avec Ferdinand d'Autriche ou Gustave Adolphe... »².

Le Traité de Westphalie marque une époque où les rapports entre l'histoire générale des pays de l'Europe et celle des pays particuliers doivent être fixés.

Les armées de la Révolution ont pu envahir la Suisse, mais jamais la transformer définitivement par la force en une république une et indivisible. Napoléon comprendra beaucoup mieux le principe de l'évolution de la Suisse, dans l'Acte de médiation.

Rossi a traité tous ces problèmes et beaucoup d'autres particuliers à la Suisse ou expliquant sa situation en Europe, au moment où la Confédération se demandait à nouveau quelle allait être son action au milieu des événements qui se précipitaient dans une grande partie de l'Europe et tendaient à affranchir les nations de l'absolutisme et de l'hégémonie de la Sainte Alliance.

¹ ROSSI, *Histoire de la Suisse*, p. 140.

² *Idem, ibidem*, p. 297 (verso).

LIVRE TROISIÈME

ROSSI ET LA POLITIQUE FÉDÉRALE

CHAPITRE XXXIII

Rossi et l'évolution des cantons suisses après 1830

Le cours d'histoire de P. Rossi s'est arrêté à l'Acte de médiation de 1803, par lequel Bonaparte, Premier consul, avait statué sur le sort de la Suisse. C'était, on s'en souvient, la constitution en vigueur lors du premier séjour de Rossi en Suisse. Le Pacte de 1815, issu de la Restauration, qui avait remplacé l'Acte de médiation, était encore appliqué en 1832, au moment de cet enseignement, tandis que d'autres pays avaient remplacé ou modifié leur charte en 1830.

Le Pacte fédéral de 1815, en partie influencé par les Puissances du Traité de Vienne, devait sembler imparfait au professeur. Au moment où il terminait son cours, en effet, des dangers intérieurs et extérieurs avaient surgi et l'application de la Constitution ne permettait pas d'y parer. La plupart des constitutions cantonales résultaient également d'une réaction et n'étaient plus adaptées aux circonstances. Rossi ne pouvait songer à discuter ces questions de politique actuelle dans un cours d'histoire.

En effet, dans plusieurs cantons, l'évolution ne s'était pas accomplie normalement. La « machine à amender » instituée dès le début de la Restauration à Genève, par Etienne Dumont, faisait ailleurs défaut. Le libéralisme, dont les aspirations

s'étaient manifestées dans de nombreuses régions de la Confédération, antérieurement à la Révolution française de juillet 1830, ne pouvait plus être étouffé. D'autre part, les puissances étrangères qui, sauf la France, maintenaient l'absolutisme de la Restauration, se faisaient menaçantes, reprochant toujours à la Suisse de recevoir les réfugiés politiques, d'être un foyer d'idées libérales subversives.

Au début de l'année 1832, en présence des événements qui se précipitaient, Rossi avait éprouvé le besoin d'exprimer ses opinions auprès d'un public plus étendu que celui des étudiants, sous une forme non plus érudite, comme dans ses cours, non plus historique, mais politique. Au mois de mars 1832, il lançait une feuille hebdomadaire, *le Fédéral*, soutenue par un comité de pasteurs, de médecins, de députés et dont il était, de fait, le directeur et le principal rédacteur. Là, Rossi pourra exprimer, toujours en se basant sur les faits, son opinion sur l'action cantonale et fédérale des dernières années, et former des vœux en faveur du progrès.

A Genève, les « progrès » du libéralisme se firent plus rapides après 1830. Rossi, nous l'avons dit, avait enfin vu le principe de l'élection directe recevoir sa complète application par la loi du 21 janvier 1831. La liberté de la presse était presque absolue, avec quelques restrictions prévues par la loi à laquelle Rossi lui-même avait collaboré.

Dans les idées politiques de Rossi, exprimées dans *le Fédéral*, le lecteur retrouve sans cesse la notion historique d'évolution. En 1832, au moment où les cantons suisses cherchent leur voie et risquent de se livrer à la révolution, ou, au contraire, de se maintenir dans un état d'immobilité dangereuse, Rossi met en garde contre « le dogme de l'immobilité », et « une espèce de *braminisme* honteux ». Mais, lorsque certaines réformes furent obtenues, il n'encourage ni des mesures violentes ou précipitées, ni un arrêt complet :

« ... Un pays comme un individu », écrivait-il, « éprouve après de nombreuses acquisitions, le besoin de se reconnaître, de sentir, si on peut parler ainsi, ce qu'il possède, d'en jouir paisiblement. Un surcroît de richesse serait alors un embarras, un étourdissement. Faute d'habitude, tout serait mal admi-

nistré... le tact politique consiste à reconnaître l'opportunité du moment pour un progrès ultérieur... »

Le progrès à venir ne pouvait, pour Rossi, se produire sans tenir compte du principe de l'évolution historique :

« Les Etats, comme les familles, les gouvernements, comme « tout administrateur, doivent de temps en temps, jeter un coup « d'œil en arrière... Cette récapitulation, ce rapprochement de « faits et d'époques divers, révèlent mieux que tous les discours « l'état du pays et l'esprit du gouvernement. Le principe du « progrès y trouve un guide et un encouragement ; la routine « elle-même rougirait de devoir, à chaque inventaire, répéter « humblement : je n'ai rien fait, j'ai vécu au jour le jour... » ¹.

Mais quel était donc, pour Rossi, le sens du progrès ? Etaient-ce les lumières du XVIII^{me} siècle ? ou une idéologie romantique ? Rossi admettait, en philosophie, comme Bentham, nous l'avons dit, la notion du plus grand bien du plus grand nombre, mais complétée par l'idée du devoir. Sans toutefois le définir, il répétera à satiété, que le progrès « est dans nos vœux », qu'il est « notre principe, notre but », que nous ne concevons rien de légitime, de rationnel, de conforme à la nature humaine et aux vues de la Providence, sans le développement progressif des institutions et des hommes, de la société et des individus. Il proclamait que les améliorations devaient se produire sans « renverser tout ce qui existe » donc par évolution et non révolution. Quels sont donc les cas dans lesquels Rossi constatait le progrès depuis 1815 ?

A Genève, en particulier, Rossi montrait les effets heureux des lois libérales adoptées pour modifier les dispositions de 1814, accroître la liberté, encourager les arts, perfectionner les sciences. Rossi se réjouissait du développement donné à l'instruction primaire, des encouragements et des secours accordés aux communes pour leurs écoles, leurs églises et leurs routes. D'autre part, la ville se développait considérablement par la construction de nouveaux édifices privés et publics, d'établissements nouveaux pour les sciences, l'industrie et les beaux-arts. Ces changements rapides, écrira Rossi, « ...feront regretter dans quelques années

¹ ROSSI : *Genève*, dans *Le Fédéral*. Genève, éd. Briquet, 20 mars 1832.

de ne pas avoir « levé un plan topographique et détaillé de la » ville telle qu'elle était en 1815. »

La fortune privée contribuait grandement à la construction des institutions et des monuments publics. Rossi retrouvait des traits des républiques italiennes du moyen âge dans ces largesses des aristocrates genevois. Tout en dénonçant l'orgueil qui présidait à certains gestes, il reconnaissait le désintéressement de chacun, et voyait « l'obole de la veuve et le modeste écu du petit rentier se joindre avec joie, sans envie ni fausse honte, à l'or du riche. » ¹

Aucun nouvel impôt n'avait été introduit depuis 1816 et, grâce au perfectionnement graduel des lois financières, plusieurs taxes avaient, au contraire, été réduites.

D'autre part, Etienne Dumont avait longtemps préconisé le principe de l'amovibilité des conseillers d'Etat et des juges. Une loi du 5 août 1831 avait alors introduit dans la constitution genevoise le système de la réélection du Conseil exécutif, à la suite du rapport du professeur Bellot, et des projets de lois avaient été présentés à la fin de 1831 pour l'amovibilité des juges.

« Certes », écrivait Rossi, « nous n'hésitons pas à appeler ce résultat un beau et grand progrès. Que de pays en Europe où les amis de la liberté n'auraient pas assez de réjouissances pour le célébrer, si jamais il leur était donné de l'obtenir ! »

La politique de Metternich était, avant tout, basée sur le secret d'Etat. Rossi voulait que les membres des conseils eussent le courage de leur opinion et agissent avec loyauté. A Genève, cela ne devait pas être difficile, pensait-il. Chacun manifestait dans les Conseils le vœu de voir grandir la prospérité, l'indépendance et l'honneur du pays. Mais encore était-il ardu de faire admettre l'idée de la publicité des débats à une époque où la plupart des gouvernements conservaient des principes opposés. Les arrêtés de 1821 et de 1828 avaient amené l'autorisation de publier, puis la publication des séances. En 1832, Rossi demandait en outre, dans *le Fédéral*, qu'on autorisât l'accès des salles mêmes de séances au public.

¹ Rossi, *Le Fédéral*, 27 mars 1832.

« Nous en dirons autant de la publicité des séances du Conseil Représentatif », écrivait-il donc. « Les Conseils méritent que les citoyens y assistent, non pour y entendre de brillants discours, pour y chercher la pompe parlementaire et la haute éloquence des morceaux laborieusement préparés pour les papiers publics, mais pour y entendre la discussion simple et consciencieuse des affaires du pays, pour y voir les députés de la nation, animés tous de l'amour du bien public, diverger d'opinion sans hostilité, se réfuter sans aigreur, se seconder sans servilité, et, chose plus rare encore, modifier souvent leur premier avis avec courage et loyauté... pour y acquérir, en un mot, la preuve évidente que d'un député de Genève, on ne peut jamais avec justice, se demander : que veut-il ? quelle est son arrière-pensée ? tous ne veulent qu'une chose, Genève, son indépendance, sa prospérité et son honneur. Qu'on ouvre donc ses portes et le gouvernement en sera plus fort, l'assemblée plus nationale et Genève plus identifiée avec son gouvernement et ses représentants... ».

Le progrès, pour Rossi, correspondait donc à certaines grandes idées généreuses du libéralisme : suffrage universel, liberté de la presse, publicité des débats, développement de l'instruction. De plus, il était toujours adapté aux circonstances particulières du lieu et du moment. Il n'excluait nullement l'idée de nationalité qui, dans sa meilleure acceptation, doit au contraire être aujourd'hui regardée comme un produit de la pensée de Jean-Jacques Rousseau et des idées de la Révolution française ¹.

Le progrès de Rossi différait de celui de Sismondi ; cet ami genevois de Rossi était opposé au suffrage universel parce que selon lui, « les masses, contrairement à l'opinion courante, ne sont pas portées vers le progrès social, mais vers le conservatisme » ².

Dans d'autres domaines, les aristocrates conservateurs de Genève admettaient certaines modifications constitutionnelles ou légales comme une nécessité et n'y voyaient pas, comme Rossi,

¹ Cf. A. CHOULGUINE : *J.-J. Rousseau et l'origine de l'idée nationale moderne*, dans *Annales de la Société J.-J. Rousseau*, tome 26. Genève, éd. Julien, 1937.

² A. BABEL : *La notion de progrès chez Sismondi*, dans *Revue internationale de Sociologie*, juillet-août 1938, p. 317.

des progrès. Ainsi, le botaniste de Candolle, parlant dans ses *Mémoires* de la loi sur l'amovibilité des membres du Conseil d'Etat, écrivait : « Je fus aussi de la commission et quoique cette mesure ne me parut pas bien bonne, je ne m'y opposai pas ». Candolle espérait que le bon sens du Conseil Représentatif en atténuerait l'effet. De même, lorsqu'en 1832, le Conseil d'Etat proposa d'abaisser le cens électoral jusqu'à 15 florins, Candolle écrivait : « Je regardai cette mesure comme une concession inutile... »¹.

Dans d'autres cantons suisses, où l'évolution n'avait pas pu se faire aussi régulièrement qu'à Genève, Rossi observait divers mouvements, avant et après la Révolution française de 1830. Il ne considérait pas les réactions suisses de 1830 comme une imitation ou un effet des événements français de juillet 1830. Sans doute avaient-ils accéléré ce mouvement : « Ils lui ont imprimé, peut-être, une allure plus rapide, plus énergique, irrégulière si l'on veut, mais ils ne l'ont pas créé », écrivait-il.

Rossi avait, en effet, suivi l'évolution historique et discerné la pensée et le besoin préexistant d'une réforme. Dans le canton de Vaud, par exemple, la révision de la Constitution était déjà imminente avant juillet 1830, grâce à la suppression de la censure en 1828 et aux articles du patriote vaudois C. F. de la Harpe dans le *Nouvelliste Vaudois*. Tout en reconnaissant que dans les cantons de Vaud, de Berne, de Fribourg, le mouvement de réforme avait eu lieu sans troubler profondément la paix publique, Rossi regrettait que l'évolution progressive n'eut pas plus tôt amené les changements nécessaires et prévenu les chocs :

« ... On peut regretter surtout », écrivait-il, « que des gouvernements éclairés et comprenant les besoins du pays, n'aient pas pris l'initiative des réformes et prévenu les révolutions en se mettant à la tête de la marche progressive... ».

En présence des événements qui s'étaient produits dans divers cantons suisses, la Confédération ne pouvait prendre aucune décision sans l'assentiment des cantons. Déjà la reconnaissance de Louis-Philippe avait donné lieu à des difficultés de la part des gouvernements aristocratiques. Au débuts, les jour-

¹ A.-P. de CANDOLLE : *Mémoires et Souvenirs*, écrits par lui-même et publiés par son fils. Genève et Paris, 1862, p. 316.

nées de Juillet avaient même été assez froidement accueillies en Suisse par le « Vorort ». Mais les Trois glorieuses n'avaient pas été sans répercussion, en particulier dans les cantons romands. Depuis un certain temps, la classe moyenne des cantons aristocratiques se livrait à des comparaisons désavantageuses avec d'autres cantons, et même avec des pays monarchiques, en ce qui concerne l'égalité des droits politiques. La chute des Bourbon semblait ouvrir de nouvelles possibilités et repoussait les dictatures locales au moyen d'un sens national plus large. On espérait remplacer le bon vouloir par la loi.

Peu après les événements français de 1830, le gouvernement aristocratique de Soleure avait perdu son prestige. Des journaux d'Appenzell et de Zurich s'étaient livrés à des critiques contre le gouvernement bernois et des polémiques s'étaient engagées, mais, bien plus, le Conseil d'Etat zurichois répondit au gouvernement bernois, sans doute sous la plume du Conseiller d'Etat P. Usteri, l'ami de Rossi. A Aarau, on décidait, le 2 décembre 1830, de réviser la Constitution cantonale. A St-Gall, les libéraux eurent rapidement partie gagnée, grâce à Baumgartner que nous retrouverons auprès de Rossi à la Diète fédérale. Au Tessin, les événements avaient précédé les Trois glorieuses.

Nous arrivons ainsi aux événements de Bâle et de Neuchâtel qui, d'après Rossi, intéressaient la Confédération tout entière¹. Jusque là, la Diète n'était pas intervenue dans les modifications cantonales. En vertu du Pacte de 1815, elle devait se borner à garantir les nouvelles constitutions, si elles ne renfermaient rien de contraire au Pacte fédéral et s'occuper, comme par le passé, des affaires générales de la Suisse, de ses relations diplomatiques, de la défense de sa neutralité, de l'honneur et de l'indépendance nationale. Dans la nuit du 12 au 13 septembre 1831, anniversaire de l'entrée de Neuchâtel dans la Confédération, les patriotes s'étaient emparés du château. Le Conseil d'Etat demanda aussitôt l'intervention fédérale. En février 1832, le Conseil législatif avait voté une adresse au roi de Prusse pour lui demander la rupture des liens qui unissaient Neuchâtel à la Suisse.

¹ ROSSI, *Le Fédéral*, 16 mars 1832.

A Bâle, les libéraux cherchaient depuis 1820 à obtenir la réforme du droit de suffrage en faveur d'une égalité entre la ville et la campagne. Après 1830, les revendications de la campagne prirent un caractère plus marqué et l'égalité lui ayant été refusée, elle s'insurgea en janvier 1831. L'idée d'une séparation fut lancée et le 15 mars 1832, 46 communes de la campagne se constituaient en canton autonome.

CHAPITRE XXXIV

Rossi et la Confédération après 1830

En constatant le danger représenté par ces événements, Rossi écrivait : « Tout confédéré doit désirer le maintien de l'ordre et de la paix publique chez ses confrères. Lorsque les forces d'un confédéré sont paralysées, celles de la Confédération en sont nécessairement affaiblies, et la prospérité de la Suisse ne peut résulter que de la prospérité et du développement régulier de chaque canton... ».

Rossi situait ainsi ces événements en fonction des grands principes historiques de la Confédération suisse.

Au mois de mars 1832, la situation s'était précisée par la formation d'une alliance des cantons décidés à garantir leur constitution libérale : Zurich, Berne, Lucerne, Soleure, St-Gall, Argovie et Thurgovie. A ce « Concordat des Sept » allait s'opposer, au mois de novembre 1832, la « Ligue de Sarnen » formée des cantons de la Suisse primitive, de Bâle-Ville et de Neuchâtel.

En apprenant toutes ces difficultés, Rossi jeta un cri d'alarme dans *le Fédéral* :

« ... De graves et délicates questions... fixent l'attention publique en Suisse. D'autres questions non moins épineuses ne tarderont probablement pas à exiger une solution. Une question, en particulier, nous paraît devoir bientôt envahir tous les Conseils de la Suisse... »¹.

Il s'agissait, on le devine, de rien moins que la révision du Pacte fédéral.

Rossi voyait dans l'absence d'un lien fédéral plus étroit, une cause de retard, d'hésitations, l'impossibilité de prendre des décisions au moment opportun : les députés à la Diète ne pouvaient agir sans en référer à leur gouvernement cantonal.

¹ Rossi, *Le Fédéral*, 16 mars 1832.

Le professeur genevois connaissait, grâce à ses travaux historiques, l'effet funeste d'un retard. Tel avait été le cas, lors de la chute de l'ancienne Confédération en 1798. Rossi parlait alors des lenteurs inséparables des formes propres aux gouvernements suisses. Si les obstacles dérivant de l'incertitude, de l'hésitation, ou d'une trop grande divergence d'opinion entre les confédérés venaient s'y ajouter, il faudrait désespérer du salut de la Suisse :

« L'irrésolution et les conseils divergents ont perdu plus d'Etats que des efforts tardifs et une énergie pour ainsi dire posthume n'en ont sauvés. »¹

Or, n'était-ce pas précisément le spectacle offert par la Suisse ? De nouveau, l'Europe se divisait en deux. D'une part, les Puissances qui avaient imposé le Traité de Vienne voulaient maintenir un régime aristocratique en Suisse. D'autre part, la France constitutionnelle voyait un danger dans la désunion des cantons. Rossi rappelait les événements de Bâle dans *le Fédéral*, il montrait Neuchâtel toujours sollicité par les intrigues prussiennes, refusant de prêter le serment fédéral. Rossi a également rappelé les prétentions récentes du Grand Conseil de Lucerne, les menaces de séparation qui s'étaient fait entendre dans les cantons primitifs.

Quelle pouvait être l'attitude de la Confédération en présence de ces troubles cantonaux ? La Constitution ne lui donnait pas des pouvoirs suffisants pour agir. D'après l'art. 4 du Pacte fédéral de 1815, la Confédération ne pouvait intervenir qu'à la demande des cantons eux-mêmes. L'idée d'une révision commençait à se faire jour.

Rossi exprimait, au début de mars 1832, les craintes que lui inspirait un tel état de désunion, dans une correspondance échangée avec un député au Grand Conseil du canton de Vaud, Alphonse Nicole-Du Pan. La Suisse lui paraissait « menacée des plus grands dangers ». Il redoutait un relâchement du lien fédéral, ayant pour conséquence l'anéantissement des forces matérielles et morales du pays ; il redoutait aussi une réaction des partis « aux vues rétrogrades ». Rossi se rendait compte des

¹ Rossi, *Le Fédéral*, 16 mars 1832.

dangers extérieurs que courrait une Suisse désunie : « Les armées « partiraient au pas de course pour nous envahir » ¹.

Les opinions qu'il exprime ensuite à Nicole nous éclairent sur sa conception de la situation politique de la Suisse et son désir d'en assurer la stabilité : « Si j'ai bien compris le sens des faits qui sont à ma connaissance, il y a quatre opinions ou partis en Suisse : les *mécontents* ou *rétrogrades*, les *immobiles*, les *unitaires* et ceux qui veulent la Confédération et le Pacte fédéral sans cependant méconnaître les imperfections de ce Pacte et les améliorations dont il est susceptible ; je les appelle les *progressifs*... » ².

A la même époque, Rossi, parlant des « mécontents » dans *le Fédéral*, exprimait ses craintes de les voir obtenir un retour à l'ancien ordre des choses ou former des associations particulières qui prétendent préparer elles-mêmes un Pacte fédéral. Ces moyens alarmants risquaient de dissoudre la Confédération. Selon Rossi, les cantons progressifs voulaient avant tout « le maintien de la Confédération », « la force de la Suisse », l'« union ». Rossi demandait donc qu'on posât nettement la question du Pacte, qu'on la discutât par les voies régulières.

Dès le début, Rossi ne s'était pas caché les difficultés. Il pouvait arriver que la Suisse se trouvât partagée en trois sections pour le moins, l'une voulant arriver à un nouveau Pacte fédéral, sans trop s'embarrasser des sentiments, des convenances et des droits des autres confédérés. Une seconde, repoussant *ab irato* toute révision quelconque, fût-elle possible, opportune et raisonnable. Une troisième, qui, ne pouvant se réunir au vote absolument négatif de la seconde, ni se laisser entraîner par la première, serait contrainte, par une triste nécessité, de s'abstenir. Que deviendrait alors la Suisse ? Sa force ? sa prospérité ? et le respect auquel elle a droit dans la famille des Etats européens ?

Rossi trouvait cependant la force d'espérer, d'une part parce qu'il savait les propositions absolues n'être jamais complètement vraies dans la réalité : elles laissent apercevoir des issues pour les hommes « éclairés ». D'autre part, dans le cas particulier de

¹ Ed. CHAPUISAT : *Autour de la Diète de 1832, d'après les papiers d'A. Nicole-Du Pan*, dans *Revue Historique Vaudoise*, sept. 1917, pp. 257 et ss.

² *Idem, ibidem.*

la Suisse de 1832, parce qu'il connaissait le calme, le bon sens des confédérés et avait étudié leur histoire : « Nous savons que la Confédération a été plus d'une fois à la veille de profonds déchirements », écrivait-il, « et que plus d'une fois, l'événement a été moins fatal qu'on n'avait raison de le craindre. »

Les raisons d'espérer, Rossi devait, de plus, les trouver d'une part, dans l'évolution qui se produisait irrésistiblement à cette époque, d'autre part, dans la possibilité d'introduire les progrès libéraux et de sceller une union plus forte des cantons, sans créer un Etat unitaire irréalisable. L'histoire de la Confédération était là pour le lui prouver :

« Les masses », écrivait-il à Nicole, « on peut les égarer un instant, mais elles reviennent toujours à leurs véritables intérêts, à leurs sentiments naturels, à leurs pensées traditionnelles, modifiées mais non détruites... La Suisse, dès qu'il y eut une Suisse, fut un Etat fédératif, et tant qu'il y aura une Suisse, elle ne saurait être autre chose... C'est un principe naturel ; c'est le seul que l'Europe lui reconnaisse... »¹.

Rossi était soutenu dans ses aspirations de « régénération » de la Suisse par les esprits libéraux qui avaient conservé les traditions helvétiques en les adaptant aux conditions nouvelles. Leur point de vue avait été exprimé dans des réunions d'associations nationales et patriotiques, en particulier de la « Société Helvétique ». En 1829, son président, l'historien Henri Zschokke, avait montré les défauts du Pacte, lors de la réunion centrale de la Société. La Société d'utilité publique, à laquelle Rossi appartenait, et qui fut présidée par son ami Usteri, avait exprimé des opinions analogues relatives à l'exagération du pouvoir cantonal et au désir de faire de la Suisse une nation.

Plus près de lui, Rossi trouvait également des encouragements parmi les étudiants de la section genevoise d'une société nationale, nommée « Zofingue » d'après la ville où avaient lieu les réunions générales de ses membres venus de toute la Suisse. Cette société était éprise de l'idée du progrès dans la voie légale. Elle montrait à Rossi une jeunesse académique qui voulait « ...une Suisse fière vis-à-vis de l'Etranger et unie à l'intérieur de ses frontières. »

¹ CHAPUISAT, *Autour de la Diète de 1832*, pp. 262-263.

CHAPITRE XXXV

Rossi à la Diète fédérale de 1832

A la suite de tous ces mouvements, d'origine politique ou intellectuelle, le Grand Conseil du canton de Thurgovie avait, dès 1831, décidé de porter la question de la révision du Pacte fédéral devant la Diète. Au printemps de 1832, au moment où Rossi venait d'achever son cours d'Histoire de la Suisse, les événements cantonaux, en particulier de Bâle et de Neuchâtel, avaient motivé la réunion d'une Diète extraordinaire. Une réunion de cette assemblée fut alors convoquée pour le 6 mai 1832. Chaque canton devait y envoyer des délégués. Le choix de Genève se porta sur l'ancien syndic, J.-J. Rigaud, l'ami de Rossi, qui, comme lui, s'était intéressé aux constitutions libérales depuis plusieurs années et avait entrepris avec lui, on s'en souvient, le voyage de Londres. Rossi fut désigné comme second délégué, d'une part, par sa connaissance parfaite de l'esprit de la Suisse et de son évolution historique depuis le début, révélée dans ses cours d'histoire de la Suisse, d'autre part, par sa compréhension des événements actuels, exprimée dans *le Fédéral*, enfin par son talent d'homme politique, connu grâce à son activité au Conseil Représentatif de Genève. Dans sa séance du 2 mai 1832 de ce Conseil, Rossi avait donc été nommé député à la Diète, par 110 voix sur 164 votants. Il partit le 6 mai pour Lucerne, avec ses deux collègues, J.-J. Rigaud et Fatio.

Le 2 juillet 1832, l'« installation » de la Diète fédérale avait eu lieu à Lucerne. Toutes les députations étaient réunies la veille. Genève était représentée par J.-J. Rigaud, ancien syndic, le colonel fédéral Auguste Bontems, membre du Conseil Représentatif et Pellegrino Rossi.

Des représentants du Pape, de la France, de l'Autriche, de la Sardaigne, de la Bavière, de la Russie et de la Prusse assistaient à la séance publique d'ouverture qui avait eu lieu en présence d'une grande affluence de spectateurs. La Commission militaire fédérale siégeait en face des diplomates.

Le président de la Diète, l'avoyer de Lucerne, Edouard Pfyffer, ouvrit la séance par un discours dans lequel il mentionna la révision du Pacte :

« Toutes les alarmes se dissiperont », dit-il, « lorsqu'on verra les Genevois et les Vaudois apporter à cette œuvre nationale le tribut de leur prudence politique et de leur lumière... »

Le 16 juillet 1832, la Diète abordait cette grave question. Il fut donné lecture de pétitions provenant de Thurgovie, d'Argovie, de St-Gall et de Zurich. Les députés de nombreux cantons prirent la parole pour exposer brièvement l'attitude de leur Etat. Tous les cantons reconnaissaient, en principe, les imperfections du Pacte, mais les opinions différaient sur l'opportunité, sur l'étendue et sur le mode de révision. Enfin, Rossi prononça au nom de Genève un long et très important discours.

Rossi commença par montrer les craintes inspirées à Genève par l'idée d'une révision. Porter la main à la loi fondamentale de 22 Etats souverains et si divers l'un de l'autre, était un acte grave, entraînant de réels dangers. Les menaces provenaient de plus des troubles qui agitaient plusieurs cantons et de certaines utopies dont les auteurs paraissaient regarder la Suisse comme une table rase, pour y asseoir leur ouvrage.

Ainsi, dans les discours politiques de Rossi, comme dans ses œuvres, on retrouve toujours l'idée d'une évolution historique, basée sur le progrès. Pour Rossi, il faut éviter les révolutions, respecter le Pacte tant qu'il existe, et en cela il répète le mot prononcé quelques instants plus tôt par Monnard, son collègue vaudois, et s'oppose à la thèse de Druey ¹.

C'est au nom du « progrès » que Rossi annonce les instructions des Conseils de Genève favorables à la révision du Pacte.

¹ Un patriote du canton de Vaud, Druey, écrivait dans une lettre conservée à la *Bibliothèque cantonale vaudoise* : « ... Le Pacte actuel serait observé légalement aussi longtemps qu'il n'aurait pas été changé légalement... Je demandai le retranchement de ce mot *légalement*..., si, par l'effet de quelque révolution, il s'en formait un nouveau. » Manuscrits A 1220 d.

Dans la séance de la Diète du 16 juillet 1832, où la question du Pacte fut posée, Rossi a encore brossé un bref tableau des années écoulées de 1815 à 1832, soit toute la période de la Restauration qui coïncide avec son séjour en Suisse. Il en fait ce qu'il appelle la « chronologie morale » et constate qu'elle représente à elle seule un siècle. Selon la meilleure méthode historique, Rossi procède ici, comme dans ses cours, par comparaisons : « La Suisse de 1832 est-elle celle de 1814 ? Toute la question est là ». Sans pouvoir entrer ici dans les développements d'un travail scientifique, il se borne à apporter le résultat de ses contestations :

« La Suisse n'est plus la même, soit qu'on porte ses regards à l'extérieur, soit qu'on les concentre à l'intérieur. »

« Que sommes-nous ? » se demande également Rossi, le 16 juillet 1832. « Un Etat européen, composé de 22 Etats souverains confédérés entre eux ; confédérés dans le but d'assurer notre force au dehors, notre libre développement au dedans. Tout ce qui ne suffit pas au but, est un défaut ; tout ce qui le dépasse est un excès. »

A la même séance de la Diète, Rossi a montré quelques-unes des imperfections du Pacte. Le sens de la garantie des constitutions cantonales, prévue par l'art. 1^{er}, est peu clair. Les art. 4, 6, 7 et 8 ne sont pas nets. Le système militaire prévu est très imparfait. Les questions spéciales devront être étudiées ultérieurement.

Rossi a montré les esprits timorés, opposés à tout changement parce que le moment leur semble toujours défavorable. A ces ennemis du progrès, Rossi oppose « l'homme d'Etat », conscient de son devoir qui consiste à saisir les occasions. Le sort des nations dépend de son action :

En 1832, il s'agissait, d'une part, de « respecter les droits et les traditions séculaires des 22 Etats souverains » que Rossi connaissait parfaitement, d'autre part, de consentir à des améliorations « véritablement nationales » et de raffermir « l'édifice sacré de la patrie ».

Après le discours de Rossi et une courte allocution du président Pfyffer, la séance fut levée et le principe général d'une révision fut voté au début de la séance du lendemain,

soit le 17 juillet 1832. Il fut adopté par une majorité de 13 cantons et demi. Une commission de 15 membres fut nommée le même jour. Rossi fut désigné comme membre de cette commission. Il était le seul Genevois. Edouard Pfyffer en devint le président. Parmi les autres membres, Hirzel, bourgmestre de Zurich et Baumgartner, de St-Gall, allaient jouer un rôle important et surtout Rossi lui-même qui fut choisi dès le début comme rapporteur. La Commission devait commencer ses travaux immédiatement après la dissolution de la Diète ordinaire de 1832.

Auparavant, Rossi s'occupa également d'une proposition de l'Etat de Vaud, relative à la création d'une université fédérale. Le 24 août 1832, le professeur Rossi, parlant au nom des Conseils de Genève, montra que ce canton tenait avant tout à son académie séculaire, rappela que la Constitution genevoise prévoyait sa transformation en université et insista sur le rôle de l'instruction publique, l'amour de la science, les efforts « pour la propagation des lumières ». Le « Concordat », destiné à la création d'une Université fédérale, ne pourrait donc être admis par Genève « s'il devait avoir pour résultat de paralyser le plein et libre développement des institutions qui sont la vie de notre patrie... » Cependant, les Conseils ne s'opposaient pas à la nomination d'une Commission, ce qui fut fait.

Dans la séance de la Diète du 3 septembre 1832, Rossi parla des événements de Neuchâtel. A la séance du 27 septembre, il s'étendit sur la révision du Code pénal militaire.

CHAPITRE XXXVI

Les travaux de la Commission de révision

Pendant qu'en automne 1832, la Commission de révision du Pacte travaillait à Lucerne, les événements d'Europe montraient de plus en plus à Rossi, son rapporteur, la nécessité d'une organisation centrale. L'entêtement de Guillaume, roi des Pays-Bas, rendait l'avenir de l'Europe incertain, en créant un danger de guerre ¹. La question de la Succession d'Espagne, ouverte depuis le 25 septembre 1832 et les efforts de la duchesse de Berry, pour soulever la Vendée, augmentaient les embarras et les difficultés ². Au mois de novembre, l'Autriche rappelait le général de Koudelka, qui commandait le corps du Voralberg, « ... comme trop favorable aux Suisses » ³. L'*Allgemeine Zeitung* du 15 novembre 1832, apportait l'ordre donné par le roi de Prusse de mettre sur pied de guerre et de faire marcher aux frontières deux corps d'armée « et cela d'accord avec l'Autriche et la Russie... » ⁴. L'Europe pouvait être en guerre d'un moment à l'autre ; les puissances du Nord menaçaient le principal libéral.

A l'intérieur, la situation ne s'améliorait pas. Dès le mois d'octobre, il semblait à Rossi que l'attitude intransigeante, « folle » de Bâle-Ville, à l'égard des campagnes, était due en partie à l'attitude du roi de Hollande. Les Bâlois, cependant, reprochaient à la Diète d'admettre Bâle-Campagne et s'entendaient avec la Ligue des Sept pour ne pas prendre part à une diète éventuelle. De sorte que le président Pfyffer n'osait pas convoquer les délégués cantonaux :

¹ Cf. Gustave DOLT : *Lettres politiques de P. Rossi au syndic J.-J. Rigaud*. Genève, éd. Julien, 1932, p. 41.

² DOLT, *ibidem*, p. 51.

³ *Idem*, *ibidem*, p. 54.

⁴ *Idem*, *ibidem*, p. 54.

« Puis-je montrer à l'Europe une Diète incomplète ?... » demandait-il à Rossi ¹. Le Pape lui-même craignait des troubles en Suisse et avait trouvé un prétexte pour rappeler le nonce ². A Zurich, quelques troubles s'étaient manifestés à la fin de novembre 1832, pendant une séance de la Société patriotique.

Enfin, l'attitude équivoque du député neuchâtelois Chambrier dans l'affaire de Bâle, la crainte de voir les cantons de Zoug et du Tessin se rattacher à la Ligue de Sarnen, augmentaient les inquiétudes. En présence de ces dangers, le *Vorort* se trouvait absolument désarmé :

« Quel gouvernement que ces Vorort ! » écrivait Rossi à Rigaud, de Lucerne, le 15 novembre 1832 », cela fait mal au cœur. Ils ne savent rien, ils ne peuvent rien, ce n'est que par le bruit public qu'ils apprendraient que les Autrichiens sont à Brig ou à Airolo ³.

Plus loin, Rossi ajoutait : « Si la guerre éclatait en ce moment, la Suisse serait perdue... ».

Quelques jours plus tard, les événements extérieurs s'étaient encore aggravés à cause des menaces de la Prusse. Rossi rapportaient alors une conversation qu'il avait eue avec Chambrier, sur le pont couvert de Lucerne, orné de la célèbre danse des morts :

« Si par malheur, la guerre éclatait », aurait dit Rossi au député neuchâtelois, « et que la Suisse fût surprise, désarmée comme elle est, nullement préparée, ce serait un pays perdu, la *circonférence* surtout perdue à tout jamais... » ⁴.

Le danger était d'autant plus grand du fait que Bâle était désunie : « Si le pont de Bâle », écrivait Rossi, « en cas de guerre, n'était pas défendu par la Confédération, la neutralité serait compromise et Bâle lui-même s'exposerait à être occupé par les deux parties belligérantes » ⁵.

Le *Vorort* n'avait pas le pouvoir d'obliger les cantons à se porter au secours de leurs confédérés. Le colonel Hirzel consulté

¹ DOLT, *Lettres de Rossi*, p. 58.

² *Idem, ibidem*, p. 60.

³ DOLT, *ibidem*, p. 51. Brigue et Airolo sont des villes suisses à la frontière de l'Italie, alors autrichienne.

⁴ *Idem, ibidem*, p. 55.

⁵ *Idem, ibidem*, p. 62.

par le président Pfyffer, proposait une levée d'officiers, mesure dérisoire ¹.

La prompt adoption d'un nouveau Pacte semblait à tous égards une nécessité vitale. C'est, en effet, ce qu'écrivait Rossi à Guizot au moment de retourner à Lucerne, au début d'octobre 1832 ².

De fait, les travaux de la Commission de révision avancèrent assez rapidement. Dès la fin d'octobre 1832, une commission réduite, de trois membres, avait été plus particulièrement chargée de préparer les questions à discuter. Elle était formée de Rossi, Hirzel et Pfyffer ; une seconde commission était chargée de dépouiller les pétitions qui arrivaient des divers cantons. Les principaux points à fixer concernaient la garantie des constitutions cantonales, le gouvernement fédéral, la Cour de justice fédérale, le droit d'intervention de la Diète dans les affaires cantonales, la rémunération par la Confédération ou par les cantons des députés à la Diète et des milices fédérales.

Très vite, d'autre part, les questions économiques jouèrent un rôle prépondérant ³. Rossi avait obtenu facilement le principe du libre établissement entre les cantons, qui, plus tard, devait être rejeté ; il se heurta, par contre, à de grandes difficultés quant au libre commerce, « progrès » libéral auquel les intérêts cantonaux s'opposaient.

Infatigable, Rossi correspondait sans cesse avec ses collègues de Genève pour connaître le tarif de l'octroi, les principales sources du revenu, dans quelles proportions y figurent les taxes sur les vins, le produit des douanes cantonales, des objets taxés et des postes régionales ⁴. La question des droits de consommation sur les vins jouaient un rôle capital dans certains cantons et allait amener les députés de Vaud à voter contre le projet ⁵. Rossi voyait dans les péages des survivances de la féodalité et les appelait les « parties honteuses ».

¹ DOLT, *Lettres de Rossi*, p. 64.

² Rossi, Lettre inédite à Guizot. Archives du Val-Richer. Correspondance 77.

³ Cf. Ed. His : *Die Regeneration*, dans *Zeitschrift für Schweizer. Geschichte*, 1931, tome I, pp. 73 à 96.

⁴ DOLT, *ibidem*, p. 43.

⁵ Van MUYDEN : *La Suisse sous le Pacte de 1815*. Lausanne et Paris, 1892.

CHAPITRE XXXVII

L'Acte fédéral projeté et le rapport de Rossi

Le projet de Pacte fut achevé au milieu de décembre et signé le 15 décembre 1832 par les membres de la Commission réunis à Lucerne. Le projet fut imprimé sous le titre : *Acte Fédéral de la Confédération Suisse, projeté par la Commission de Révision nommée par la Diète le 18 juillet 1832*¹. Il était complété par le Rapport de la Commission de la Diète aux 22 cantons suisses sur le projet d'acte fédéral par elle délibéré à Lucerne le 15 décembre 1832².

Le rapport rédigé par Rossi, rapporteur de la Commission, rappelait que la Haute Diète avait ordonné la révision du Pacte de 1815 par son arrêté du 17 juillet 1832 :

« Vous êtes appelés, Messieurs, à substituer à une convention incomplète et imparfaitement discutée, un acte mûrement élaboré »³.

Rossi montrait alors qu'il ne s'agissait plus, comme en 1815, d'un Pacte rédigé au milieu de circonstances pénibles, mais d'une charte renfermant l'expression libre et sincère des besoins et des exigences de la commune patrie. Il s'agissait avant tout d'écarter de la Confédération les malheurs dont elle serait menacée si elle continuait à se débattre entre un Pacte rapidement vieilli et l'attente d'une Constitution nouvelle :

« En décrétant la révision du Pacte qui nous régit, la Diète a solennellement reconnu un fait capital : le manque d'harmonie entre l'œuvre de 1815 et la Suisse actuelle... ».

En Suisse, la souveraineté des cantons l'emportait de beaucoup sur la souveraineté de la Confédération ; dans le choix du système fédératif, il fallait avant tout en tenir compte ; il s'agis-

¹ Genève, imprimerie Ch. Gruaz, déc. 1832.

² Genève, imprimerie Ch. Gruaz, déc. 1832.

³ *Rapport*, p. 3.

sait donc, dans les rapports entre Etats particuliers et nations, non pas d'une concession faite par le tout aux Etats particuliers, mais d'une délégation limitée faite au pouvoir central par les souverainetés particulières. Il ne pouvait être question de changer ce principe, mais bien d'augmenter cette délégation dans certains domaines.

Rossi montrait, en un « résumé de l'Histoire suisse »¹ que des faits innombrables, les uns honorables, les autres pénibles, attestent « l'empire qu'exerce en Suisse le sentiment de l'indépendance, de la souveraineté cantonale »².

Les citoyens, par dévouement, travaillent à la chose publique, consacrent leur temps, leur talent, souvent leur fortune, au progrès, au bien-être, à l'embellissement de leurs cantons

Il n'est pas de ville-nation, de capitale, « but de toutes les ambitions, que tous les talents vont illustrer... objet de la pensée, des entretiens, des vœux de tous. Est-ce un bien ? est-ce un mal ? qu'importe ! c'est un fait... »³.

Cependant, en repassant dans sa mémoire l'Histoire de la Suisse, Rossi y retrouve ces retards qui ont constamment entravé la conclusion des concordats les plus désirables, « ces Diètes si diversement instruites et ces arrêtés si difficiles à prendre, et ces dissentiments qui nous inspirent à tous une si profonde affliction... ».

Rappelant qu'à diverses époques la guerre civile lacérait le sein de la commune patrie, Rossi constatait dans son *Rapport* que, cependant, la Confédération existe : « elle compte cinq siècles de vie. Il est donc... une force secrète, un ciment moral que rien ne peut dissoudre, ni les malheurs des temps, ni les folies des hommes... »⁴.

Rossi résumait donc ainsi le problème posé :

« ... La souveraineté des cantons est en Suisse le principe historique et fondamental... Mais ce principe, cette expression, aujourd'hui plus que jamais, sont cependant modifiés... par l'idée d'une patrie commune, d'un intérêt général qu'il faut consolider et protéger... ».

¹ *Rapport*, p. 14.

² *apport*, p. 13.

³ *Rapport*, p. 14.

⁴ *Rapport*, p. 19.

Les principales applications de ces idées se retrouvaient dans le projet d'Acte Fédéral. Les cantons devaient y être souverains et comme tels, exercer tous les droits qui n'étaient pas expressément cédés au pouvoir fédéral. Ils formaient une Confédération indissoluble. Leur constitution serait soumise au pouvoir fédéral. Elle ne devrait rien contenir de contraire au Pacte et garantir l'exercice des droits politiques, d'après des formes démocratiques ou représentatives. Ces droits ne pouvaient être le privilège d'une classe de citoyens, il ne pouvait y avoir, entre les diverses parties d'un canton, aucun rapport de maître à sujets.

Ces principes existaient déjà dans le Pacte de 1815. Rossi y ajoutait une clause nouvelle : les cantons devront prouver que leurs constitutions peuvent être révisées d'après des formes constitutionnelles et légales ¹. L'art. 8 prévoyait expressément l'interdiction pour les cantons de conclure entre eux aucune alliance ou traité politique. De plus, l'art. 9 interdisait aux cantons de lever des troupes de plus de 300 hommes.

Le projet de Pacte prévoyait le droit de libre établissement garanti à tous les Suisses, dans toute l'étendue de la Confédération ².

Il reconnaissait le droit des cantons de faire payer un droit pour passer des marchandises comme contribution aux routes, mais non plus de droits de consommation, soit douanes internes. En ce qui concerne les douanes extérieures, elles seraient du ressort de la Confédération.

Le projet centralisait les monnaies et les poids et mesures.

En ce qui concerne l'extérieur, le droit public était maintenu : la Diète seule avait droit de paix et de guerre, de conclure des alliances et des traités politiques et de douane ou de commerce.

En échange, la Confédération garantirait aux Etats leur territoire, leur souveraineté, leur indépendance, le maintien de l'ordre public, enfin les constitutions ³. C'était plus que la

¹ *Acte fédéral projeté*, art. 6.

² *Ibidem*, art. 36.

³ *Acte fédéral projeté*, art. 5.

garantie du Pacte de 1815 et cela nécessitait l'intervention dans des cas plus nombreux.

Ainsi, comme l'écrivait Rossi dans son *Rapport*: «... le Gouvernement du pays est-il renversé, attaqué par une faction. La Confédération le protégera, la gouvernement essaierait-il de faire violence à la constitution pour enlever au peuple l'usage de ses droits. La Confédération fera rendre justice au peuple...»¹.

Cette partie du projet devait son origine à l'histoire toute récente. Aussi les dispositions relatives à l'intervention étaient-elles très développées.

Les articles 30 à 33 du Projet prévoyaient l'armée fédérale.

Les finances prévues pour les frais nouveaux résultant de l'armée, seraient tirées des intérêts, des douanes, des postes, des poudres.

Le Projet admettait enfin la création d'un tribunal fédéral. Par contre, il n'envisageait pas le système bicaméral. La Diète serait formée de deux représentants par canton, sans tenir compte du nombre d'habitants. Le droit d'initiative populaire n'était pas prévu.

Un Conseil fédéral serait composé du Landammann de la Suisse et de quatre Conseillers fédéraux. Le *Vorort* serait remplacé par une ville fédérale fixée à Lucerne.

Relativement à la discussion et à la votation, les affaires de la Diète comprendraient :

Les alliances et traités sur des objets politiques avec les pays étrangers, les déclarations de guerre et traités de paix, la reconnaissance d'Etats et de Gouvernements étrangers, l'intervention armée quand elle a lieu sans la demande du canton intéressé. Dans tous ces cas, les cantons devraient donner des instructions. Les affaires pour lesquelles les cantons ne donneraient pas d'instructions, mais qui devraient être soumises à la ratification des cantons, étaient les suivantes : les autres traités avec les pays étrangers, les garanties des constitutions cantonales, l'adoption, la modification et l'abrogation des lois fédérales, la création, la suppression d'emplois fédéraux permanents à l'intérieur et des fonctions diplomatiques à l'extérieur.

¹ *Rapport*, p. 57.

CHAPITRE XXXVIII

Les modifications apportées au « Pacte Rossi »

Aussitôt que le projet et le rapport furent publiés, les différents cantons les discutèrent. Ils avaient toute liberté sur le mode de délibérer et de préparer des amendements au Pacte qui avait pris le nom du rapporteur de la Commission, soit « Pacte Rossi », ou de donner des instructions à leurs délégués à la Diète sur l'acceptation ou le rejet.

Pour en donner quelques exemples, disons qu'à Lausanne, Jules Muret, qui avait été membre de l'Assemblée provisoire et du Sénat Helvétique en 1798, député à la Consulta de Paris en 1802, attaqua le « Pacte Rossi » soit du point de vue politique, soit du point de vue économique.¹ De son côté, Charles Monnard, qui était l'un des commissaires à la Diète de Lucerne, estimait qu'il fallait faire certaines modifications². A Genève, Antoine-Elisée Cherbuliez, l'oncle du futur écrivain Victor Cherbuliez, se prononça sans réserves en faveur du Pacte Rossi. A.-E. Cherbuliez était un esprit distingué ; en 1935, il succédera à Rossi à l'Académie de Genève. Il considérait même que le projet de 1832 n'allait pas assez loin :

« L'Acte fédéral de 1832 n'est donc qu'une œuvre transitoire. L'immense part qu'il laisse à la souveraineté cantonale n'est qu'une concession temporaire, commandée par une autre nécessité, celle de rendre possible l'acceptation du projet... »³

¹ J. MURET : *Quelques observations sur l'Acte fédéral proposé*. Lausanne, 1833.

² Ch. MONNARD : *Le Pacte, la Suisse et le canton de Vaud*. Opinions émises dans le Grand Conseil du Canton de Vaud le 5 juillet 1833. Lausanne, 1833.

³ A.-E. CHERBULIEZ : *Essai sur les conditions de l'alliance fédérative en général et sur le nouveau projet d'Acte fédéral*. Genève, 1833.

Même à Genève, toutefois, le projet d'Acte fédéral était loin de ne rassembler que des approbations. Parlant de la discussion qui avait alors eu lieu au Conseil Représentatif, Candolle disait : « Je fus appelé... à faire partie d'une Commission pour examiner le projet de nouveau Pacte fédéral, proposé par la Diète, ou plutôt par M. Rossi... Arrivé dans ce corps avec les idées d'unité que les Italiens nourrissent depuis Machiavel, et ne faisant aucune attention aux différences extrêmes des pays, il voulait établir en Suisse le principe unitaire dont une expérience récente avait montré l'impossibilité... » ¹.

Toujours d'après Candolle, ce projet détruisait l'existence des cantons. Le Grand Conseil de Genève, surpris par cette proposition très complexe et entraîné par les discours de Rossi, aurait nommé une commission formée surtout de partisans du projet. Candolle aurait néanmoins obtenu d'amender la plupart des articles ².

Le 8 mars 1833, les députés de Genève à la Diète partaient pour Zurich qui avait remplacé Lucerne comme *Vorort*. *Le Fédéral* de ce jour là annonçait que le professeur Rossi, devant se rendre à la Diète, avait désiré se décharger de la direction générale du *Fédéral*. Les deux autres députés genevois étaient de nouveau Bontems et Rigaud.

Deux jours plus tôt, le 6 mars 1833, Rossi avait exposé ses craintes au Conseil Représentatif de Genève ; il voyait la Suisse divisée en deux camps, « ...l'un ayant pour devise et pour bannière la reconstitution totale de la Suisse, au moyen d'une forte centralisation et d'un pouvoir récolutionnaire, l'autre voulant le *statu quo* et ne demandant rien à l'avenir que le maintien du passé... » Rossi montrait que Genève avait voté contre toute disposition outrepassant la ligne fixée par les Conseils : nomination d'une commission prise hors de la Diète, représentation inégale, Cour de Cassation pour les 22 cantons ³.

La Diète fut ouverte le 11 mars 1833 par le président, J.-J. Hess. Lecture fut donnée d'une déclaration des députés dissidents, réunis en conférence à Schwyz.

¹ A. de CANDOLLE, *Mémoires et souvenirs*, p. 317.

² CANDOLLE, *ibidem*, p. 318.

³ *Le Fédéral*, 12 mars 1833.

La Diète nomma, le 15 mars 1833, une commission chargée de réviser le projet d'Acte fédéral. Ses membres préparèrent, pour la Diète extraordinaire de mai 1833, un

Projet d'Acte fédéral, révisé et modifié d'après les instructions des cantons par la Commission de la Diète nommée le 15 mars 1833, et soumis à la délibération de la Diète extraordinaire les 13, 14 et 15 mai 1833.

Le Projet de Rossi sortit amoindri de toutes ces modifications. La Diète s'ajourna à la fin de mai et les députés retournèrent dans leurs cantons sans voter sur l'ensemble du projet. Le vote devait avoir lieu dans chaque Etat, suivant le mode déterminé par les autorités cantonales.

« Dieu veuille que nous puissions finir quelque chose à Lucerne »... avait écrit Rossi à Guizot en octobre 1832, « de manière à assurer l'existence et la tranquillité de ce pays... » ¹

Les retards et modifications devaient, en effet, se révéler nuisibles au projet de Pacte.

¹ Lettre inédite de Rossi à Guizot, du 8 octobre 1832. Archives du Val-Richer. Correspondance n° 77.

CHAPITRE XXXIX

L'échec du Pacte et le départ de Rossi

Dans sa séance du 19 juin 1833, le Conseil Représentatif de Genève avait nommé à nouveau Rossi député à la Diète par 97 suffrages sur 127 votants. Mais Rossi était à Paris, et seuls les deux autres députés de Genève, Rigaud et Bontems, pourront se rendre à la Diète, ouverte le 1^{er} juillet à Zurich.

En effet, Rossi qui s'était occupé de la libération de la Belgique dans un cours antérieur à son Histoire de la Suisse, ne pouvait se désintéresser du sort des libéraux polonais, moins heureux que les Belges et vaincus à Ostrolenka. Désigné par le *Vorort*, il s'était rendu à Paris au mois de mai 1833 pour plaider la cause des patriotes polonais expulsés en France et réfugiés ensuite en Suisse¹. Il revit à cette occasion Guizot et le duc Victor de Broglie, Ministre des Affaires Etrangères, Rossi devait entrevoir à Paris de nouvelles destinées, tandis que son projet de Pacte mutilé et ne différant presque plus du texte de 1815, était soumis à l'approbation des cantons.

Les Grands Conseils de 12 Etats, représentant les 3/5 de la population de la Suisse, adoptèrent le projet. Parmi ceux qui le refusèrent, on remarqua non sans étonnement les cantons d'Argovie et de Vaud. L'opposition, dans ce dernier canton, avait pour cause la faculté laissée par le projet aux cantons voisins de maintenir des droits de consommation sur les vins. Dans quelques autres cantons, le vote du Grand Conseil sur le Pacte devait être soumis à la ratification du peuple. Ainsi, le Pacte Rossi se révéla conforme aux vœux de la population en Thurgovie et à Soleure.

¹ Cf. LEDERMANN, *Rossi*, p. 104.

Le 7 juillet, le nouvel Acte fédéral, soumis à la sanction du peuple à Lucerne, était rejeté par 12.039 voix contre 7.201 acceptants.

Le clergé avait obtenu ce refus. Comme Lucerne devait devenir ville fédérale, la plupart des cantons considérèrent la révision comme enterrée. Rossi lui-même, en apprenant ces événements à Paris, écrivait à J.-J. Rigaud :

« Le refus de Lucerne a produit une grande impression. » Il se demandait ce que deviendrait la Suisse, « si, comme il est à craindre, cet exemple trouve des imitateurs, et si d'un autre côté, le parti radical ne voulant pas revenir au Pacte de 1815, essaie de mettre à exécution son idée d'une Constituante fédérale... »¹.

Peu après, Rossi écrira au duc de Broglie : « ... Le refus de Lucerne, l'un des huit cantons directeurs, suspend pour le moment l'affaire du Pacte. D'ailleurs, cela a excité à l'égard de ce canton une animadversion telle qu'on ne peut pas songer à l'exécution d'un projet qui faisait de Lucerne la ville fédérale. »²

A Paris, Rossi avait plaidé la cause du Pacte révisé et rédigé un *memorandum* à l'intention des Puissances. Dans l'affaire des Polonais, il n'avait pas pu obtenir l'entrée des réfugiés en France. Seuls, 17 pétitionnaires seraient admis à y retourner. D'autre part, le gouvernement de Louis-Philippe voulut bien se charger de faire embarquer les autres réfugiés à ses frais pour l'Angleterre ou l'Amérique. Dans ce but, il fallait encore l'autorisation de passage par le Rhin à Rotterdam. Le Conseiller Tillier, de Berne, fut désigné par le *Vorort* pour négocier ce passage à Francfort³.

De son côté, Rossi fut rappelé en Suisse pour y faire un rapport sur son activité dans l'affaire des Polonais. Le 26 juillet, il était à Zurich, d'où il écrivait ses impressions au duc de Broglie :

« ... L'affaire de Lucerne est une surprise faite par le clergé à un gouvernement qui, par un excès de confiance, avait négligé toutes espèces de précautions. D'un côté, les radicaux avaient décrié le Pacte dans leurs brochures ; de l'autre, le Gouvernement

¹ DOLT, *Lettres politiques*, p. 113.

² Lettre inédite de Rossi au duc Victor de Broglie, Ministre des Affaires étrangères de Louis-Philippe, conservée au château de Broglie, que M. le duc Maurice de Broglie a bien voulu nous autoriser à reproduire.

³ *Memorandum*.

ne doutait point du succès ; le clergé s'est adroitement glissé entre deux et a profité de l'indifférence où les attaques des autres avaient jeté un assez grand nombre de personnes. Mais il ne paraît pas que la manœuvre du clergé lucernois ait été le résultat d'un plan combiné avec les aristocraties déçues. Au contraire, celles-ci ont paru aussi étonnées de l'événement que le parti réformateur... »

Rossi s'étonnait alors de ce que la population connût si mal la question fédérale :

« En effet », continuait Rossi, « le peuple, même celui de Lucerne, distingue la question cantonale de la question fédérale. Celle-ci, il ne la comprend guère ; on a pu, à ce sujet, lui faire croire les choses les plus absurdes : on ferait (de) Lucerne une ville forte ; il y aurait en permanence 8 régimens fédéraux... le gouvernement fédéral ferait de Lucerne une ville protestante, etc., etc., etc... Mais pour les Constitutions cantonales, il y voit clair. Il sait qu'elles ont détruit des privilèges qu'il détestait... il s'emporterait demain pour les défendre contre ces mêmes hommes dont l'influence lui a fait faire la sottise de rejeter le Pacte ».

« Voilà l'état de la question dans ce moment », concluait Rossi. « Nulle crainte de réaction : tentatives pour replâtrer l'affaire du Pacte tant bien que mal... De la patience ; et les choses finiront par s'arranger de lassitude... » ¹

Quelques jours plus tard, Rossi s'adressant à nouveau au Ministre français des Affaires Etrangères, lui faisait part de nouveaux incidents :

« Zurich, 1^{er} août 1833.

« Monsieur le Duc,

« Les nouvelles de cette nuit changent ici la face des affaires. Tout paraissait prendre une bonne tournure. Le parti libéral continuait à faire preuve de calme et de modération. On n'était pas sans espérance d'arranger le différend qui existe entre Berne et Vaud au sujet du droit de consommation...

« ... Mais aujourd'hui, tout change... Quelques troubles ayant éclaté à *Kussnacht*, l'un des *districts extérieurs* de Schwitz,

¹ Lettre inédite de Rossi au duc de Broglie.

et des bruits d'invasion de la part du *Vieux-pays* s'étant répandus, le gouvernement des districts extérieurs avait demandé des troupes au canton de Lucerne... »

Rossi exposait au duc de Broglie l'attitude énergique de la Diète en présence de ces troubles et l'inutilité et même le danger que représenterait une intervention des puissances :

« Mais il est plus important que jamais que la Suisse soit laissée à elle-même. Toute espèce d'intervention, quelle qu'elle fût, jetterait dans les esprits une exaspération incroyable... » ¹

Rossi annonçait ensuite au duc son intention de quitter le *Vorort* et les affaires fédérales :

« Je ne crois pas que ma présence ici puisse être maintenant de quelque utilité. Les dispositions du *Vorort* et des députés sont fort bonnes. J'ai dit tout ce (que) je pensais sur la nécessité de terminer les questions qui agitent la Suisse. Je crois qu'on en est profondément convaincu. D'ailleurs, les députés de Genève ayant insisté, je n'aime pas, en prolongeant mon séjour, me donner l'air d'un Mentor... Je compte donc partir et aller retrouver enfin ma famille. J'en ai besoin... » ¹

Quelques jours plus tard, le 9 août 1833, dans une nouvelle lettre au duc de Broglie, Rossi constatait, en effet, le retour à l'ordre, grâce à l'énergie de la Diète et au bon vouloir de tous les cantons qu'il avait notamment vérifié en traversant l'Argovie, Berne, Vaud et Genève :

« Partout le même zèle, partout la même confiance... » ²

Dans la même lettre, Rossi ajoutait : « J'ai été on ne peut plus satisfait et touché des sentiments que j'ai trouvés, à mon égard, et en Suisse, et à Genève. A Genève, non seulement le *Fédéral*, mais le *Journal de Genève*, qui n'est pas entièrement dans mes opinions, se sont exprimés de la manière la plus flatteuse... » ³

Aucun danger immédiat ne continuait à menacer la Suisse. Le rôle politique suisse de Rossi était achevé. Les étudiants dans le domaine idéal, les radicaux dans la politique, allaient reprendre l'idée de l'union plus étroite des cantons et ces der-

¹ Lettre inédite de Rossi au duc de Broglie.

² Lettre inédite de Rossi au duc de Broglie.

³ Lettre inédite de Rossi au duc de Broglie.

niers la pousseront, non sans difficultés, beaucoup plus loin que Rossi ne l'avait prévu. Le Pacte Rossi était « respectueux des souverainetés cantonales, mais dominé par l'idéal national... »¹ Or, ce point de vue était conforme au vœu de la société de « Zofingue » qui groupait un très grand nombre d'étudiants et qui, nous l'avons dit, devait son nom au lieu de réunion de ses membres, petite ville du canton d'Argovie peu éloignée de Schinznach où était née la Société Helvétique.

La plupart des personnes qui avaient rejeté le Pacte connaissaient alors mal l'histoire de la Suisse ; les ouvrages en traitant étaient rares, coûteux et peu répandus. Il y avait encore peu de cours universitaires sur l'histoire nationale. C'est Rossi, comme nous l'avons montré, qui avait créé cette chaire à Genève. Peu d'années plus tard, les événements allaient réveiller l'esprit continu de la Suisse une et diverse, libérale et démocratique. La Constitution de 1848 dépassera même toutes les prévisions de Pellegrino Rossi.

Rossi allait-il rentrer dans la vie privée et continuer ses cours à l'Académie de Genève ? Continuerait-il à s'intéresser officieusement à la politique fédérale en attendant le moment opportun de rentrer en scène ?

Beaucoup de ses amis et soutiens n'étaient plus là. Il avait successivement vu mourir Paul Usteri, qui partageait ses opinions libérales et avait gagné de nombreux partisans en Suisse. Etienne Dumont, qui avait ouvert la voie au libéralisme, à Genève, avait précédé Usteri dans la tombe ; Bonstetten, à son tour, avait quitté ce monde à un âge très avancé. Sismondi ne partageait plus les idées politiques de l'auteur du Projet d'Acte fédéral. Rossi ne trouvait pas dans la nouvelle génération l'enthousiasme de celle qui l'avait précédée. Néanmoins, ses amis Rigaud et Bellot, s'efforcèrent de le retenir à Genève.

Déjà depuis plusieurs années, le duc Victor de Broglie cherchait à attirer Rossi à Paris. En 1830, étant Ministre de l'Instruction Publique dans le premier ministère de Louis-Philippe, il avait écrit au professeur genevois pour lui exposer son dessein de le placer à la tête des facultés de droit en France :

¹ Ch. BORGEAUD : *Zofingue à Genève, 1823-1923*. Genève, éd. Georg, 1923

« J'obtins du Conseil de l'Université, d'abord, puis du roi, la création d'une chaire de législation comparée, la première en ce genre... L'ordonnance qui conférait cette chaire à M. Rossi fut signée par le roi... » Le nouveau Ministre de l'Instruction Publique, succédant au duc de Broglie, n'avait pas jugé à propos de contresigner ¹.

Rossi était, d'autre part, très lié avec le philosophe Victor Cousin qui était devenu le bras droit du duc de Broglie. Le professeur genevois lui recommandait des étudiants, s'informait de ses projets politiques :

« ... De retour de vos excursions », lui écrivait-il en juillet 1831, « peut-être politiques, que faites-vous ? Pourquoi votre nom n'a-t-il pas figuré parmi les candidats à la nouvelle Chambre ? J'ai bien fait là-dessus des conjectures, mais je les garde pour moi. Peut-être, au coin de votre canapé, vous les dirai-je tout au long : mais à 120 lieues de distance et par écrit, je n'ose vous en fatiguer. Adieu, rappelez-vous quelquefois votre admirateur et ami très sincère,

Rossi. » ²

En octobre 1832, Rossi nourrissait déjà l'espoir d'être nommé professeur à Paris :

« Carissimo », écrivait-il à Victor Cousin,

« J'ai reçu votre petit mot.

« Et je vous remercie de tout cœur et du petit mot et de la chose. Je ne demande pas mieux que de partir et de partir vite : mais encore me faut-il une communication officielle et définitive pour me dégager ici. J'aimerais(s) bien, si cela se peut, pouvoir donner ici ma démission un peu avant l'ouverture des cours. J'attends : mais en attendant, — et avant — et après.

Tout à vous.

R.

Genève 19 8bre 1832. » ³

Rigaud avait été le premier des collègues de Rossi, informé de cette défection. Il avait suivi de très près l'activité de l'auteur du *Rapport sur le projet de pacte fédéral* soit à Genève, soit dans

¹ Victor de BROGLIE : *Mémoires*, tome IV, p. 108.

² Lettre inédite de Rossi à Victor Cousin, conservée à la Bibliothèque Victor Cousin à la Sorbonne.

³ Lettre inédite de Rossi à Victor Cousin, conservée à la Bibliothèque Victor Cousin à la Sorbonne.

les Diètes fédérales. Rossi s'adressait à lui comme à un ami et lui exposait, tout au long, les raisons qui l'incitaient et même l'obligeaient à quitter la ville où l'on avait tant fait pour lui. Dès le mois de juin 1833, avant donc que le Pacte eût été rejeté, sa décision était prise. Tout d'abord, il prévoyait déjà que le Pacte risquait d'échouer en raison de l'opposition faite par les députés du canton de Vaud. Mais une lueur d'espoir subsistait alors : « ... Dieu veuille que la Suisse ne se brise pas tout-à-fait et que l'étranger ne s'en mêle... » ¹

Dans le but de faire triompher son œuvre, Rossi tenait à se montrer absolument désintéressé, au cas où le Pacte serait adopté. Il fallait couper court aux insinuations d'après lesquelles il deviendrait lui-même membre du Conseil fédéral permanent créé par son projet de pacte. En acceptant une situation ailleurs, il pouvait dire :

« J'en parle comme un historien : l'application ne me regarde pas, ma carrière fédérale est finie, bien que d'ailleurs je sois toujours prêt à rendre à la Suisse tous les services qui sont en mon pouvoir. » ²

Rossi fut nommé professeur au Collège de France le 14 août 1833. Sa situation de fortune ne lui permettait pas d'élever une famille avec cette seule chaire. Le 21 août 1833, il écrivait donc au duc de Broglie, de sa propriété de Genollier, dans le canton de Vaud, pour solliciter également une chaire à la Faculté de Droit :

« Monsieur Guizot m'a appris ma nomination au Collège de France ; il me dit en même temps qu'il s'occupe de l'autre affaire, mais qu'elle est plus compliquée. Je suis désolé de vous donner à l'un et à l'autre tant d'ennuis pour moi... vous ne pourriez pas faire davantage pour un frère. Je regrette que mes moyens ne me permettent pas de me contenter du Collège de France et de vous épargner ce nouveau travail... » ³

Enfin, le 8 septembre 1833, il écrivait de Genève au duc de Broglie pour lui annoncer son arrivée. Son grand chagrin, en quittant Genève, fut de se séparer de son collègue à l'Académie de Genève, le professeur Bellot :

¹ Lettre de Rossi au syndic Rigaud, de « Paris, 24 juin 1833 ». DOLT, p. 406.

² DOLT, *ibidem*.

³ Lettre inédite de Rossi au duc de Broglie.

« Votre bonne lettre à Bellot », écrivait-il au duc de Broglie, « l'a touché au fond (de) l'âme. Le quitter et le quitter infirme comme il est, ce sera mon véritable chagrin en m'éloignant d'ici... » ¹

A Genève et dans toute la Suisse, Rossi laissa des regrets sincères parmi les personnalités les plus éminentes. Hélas, plusieurs de ses amis et collègues étaient décédés, nous l'avons dit. D'autres n'osèrent guère exprimer des éloges qui ressembleraient à un discours funèbre ². Le syndic Rigaud devait, officiellement, prôner le successeur de Rossi plus qu'il ne regrettait son ami. Mais après la mort tragique de l'ancien professeur de l'Académie de Genève, assassiné à Rome en 1848, les avis s'exprimèrent plus librement. Le successeur de Rossi à la chambre de droit criminel, le professeur Cherbuliez, en particulier, lui a consacré des lignes émues et reconnaissantes ³. Depuis lors, chacun rivalisa à Genève pour apporter une pierre à la gloire de Rossi, en traduisant un de ses discours de commissaire de Murat ⁴, en montrant un aspect de son patriotisme genevois ⁵, en faisant précéder une étude sur ses doctrines économiques d'un important aperçu biographique que nous avons souvent eu l'occasion de citer ⁶.

A leur tour, les historiens, en étudiant la partie de l'histoire de la Suisse dans laquelle Rossi a joué un rôle, lui ont consacré quelques lignes. Une monographie sur Rossi et la Suisse restait à faire.

Au moment où il s'était décidé à quitter Genève, Rossi avait fait part à son ami Rigaud des liens d'affection indissolubles qui l'attachaient à Genève :

« ... Je n'oublierai jamais ce que Genève a fait pour moi et j'aimerai toujours du fond de mon cœur le pays natal de ma femme et de mes enfants, le pays où j'ai retrouvé une patrie politique qui m'a cru digne de la servir... »

¹ Lettre inédite de Rossi au duc de Broglie.

² Cf. *Le Rapport du Recteur Munier aux promotions de 1834*, cité par Ledermann, Rossi, p. 108.

³ CHERBULIEZ : *Bibliothèque universelle*, 1849.

⁴ *Recueil Le Fort*, 99.

⁵ BERGEAUD : *Un professeur patriote de la Restauration*.

⁶ LEDERMANN, Rossi.

Il devait tenir parole. A Paris, Rossi continuera à s'intéresser à la politique de la Suisse. Bien des années plus tard, Jean-Jacques Rigaud, citant une lettre de Rossi relative à l'affaire des couvents d'Argovie, en 1841, écrivait dans ses *Mémoires* :

« Ces conseils partaient d'un homme véritablement attaché à la Suisse et me firent beaucoup d'impression, car j'avais su par M. le duc de Broglie que rien ne se faisait relativement à la Suisse, sans que M. Rossi ne fut consulté... » ¹

La Suisse conservait ainsi à Paris un puissant auxiliaire. A son tour, Albert de Broglie révélera l'estime en laquelle Pellegrino Rossi était alors tenu :

« M. Rossi est, suivant moi, — et je crois ne pas me tromper — de beaucoup l'homme le plus remarquable que l'Italie ait produit pendant ce dernier siècle. Je le trouve très supérieur à Cavour pour l'étendue et la variété des facultés » ².

Quant à rester à Genève et à continuer ses cours, Rossi ne le pouvait pas, pour des raisons pécuniaires. La famille de sa femme avait perdu sa fortune, le journal *Le Fédéral* lui avait coûté, les frais de ses nombreux déplacements aux Diètes et à Paris n'étaient pas couverts par de maigres allocations, les honoraires de ses cours ne suffisaient pas à le faire vivre, lui, sa femme et ses deux enfants ³.

« ... Mes affaires s'en vont à tous les diables... » écrivait-il donc à Rigaud. « Je suis dans la classe des travailleurs ; ma femme et mes enfants ont droit à l'emploi utile de mon temps. Les années courent : et que deviendraient-ils, si la mort m'enlevait prochainement ? Cette pensée m'a déjà donné plus d'un jour noir à Lucerne et à Zurich... » ⁴

¹ Bibliothèque universitaire de Genève, *Mémoires de J.-J. Rigaud*. Manuscrit supplémentaire 1291, tome II, p. 65.

² Albert de BROGLIE : *Mémoires*, p. 216.

³ Cf. LEDERMANN, *Rossi*, p. 102.

⁴ DOLT, *Lettres politiques*, p. 106.

CONCLUSION

Après avoir étudié tous les documents que nous avons pu trouver concernant Rossi et la Suisse, nous avons dégagé, en faisant revivre cette figure d'érudit, quelques traits qui réapparaissent constamment et ont donné un caractère durable à sa physionomie. Le professeur développa en Suisse ses qualités, qui ont à leur tour éclairé d'un jour nouveau l'époque et les pays auxquels il a généreusement consacré son temps et sa remarquable intelligence.

En quittant Bologne, Rossi débutait dans l'enseignement supérieur ; il n'avait encore rien publié. Sa situation politique était compromise au point que le séjour du pays natal lui était devenu dangereux.

Détestant l'arbitraire et l'oppression, aussi bien celle de la monarchie que celle de la multitude, il trouvait à Genève la plupart des garanties dont la liberté individuelle a besoin pour s'épanouir. Dans la ville de Calvin, ce catholique trouva des libéraux prêts à l'accueillir. Il cristallisa ses propres aspirations en parlant aux plus distingués d'entre eux et ne tarda pas à exprimer un idéal semblable au leur. Dans le reste de la Suisse, Rossi trouva également des personnalités, comme Usteri, représentant l'idée du progrès dans la légalité.

La carrière de l'enseignement lui fut ouverte à Genève. Juriste, il y révéla sa science et s'attacha, auprès du Genevois Etienne Dumont, à la question de l'utilité Benthamique. Il acquit auprès de l'ancien juge Bellot un sens des réalités juridiques qui, combiné avec sa formation théorique, fit de lui l'auteur du *Traité de Droit pénal*.

En Suisse, Rossi prit le goût de l'étude approfondie des constitutions. Hors de Genève, sa première visite en Suisse avait

été chez Usteri, auteur d'un ouvrage sur les constitutions. A Genève, l'idée de la représentation avait alimenté les querelles du XVIII^{me} siècle. Rousseau s'en était inspiré. Dumont et d'Ivernois avaient ramené d'Angleterre des principes constitutionnels. Rossi se passionna pour les formes de gouvernement, avant de faire lui-même partie du conseil représentatif.

Le problème des cantons suisses, dans leurs rapports entre eux et avec la Confédération, n'intéressait pas moins Rossi. En étudiant leur genèse depuis les origines de la Confédération, il se familiarisa avec les méthodes de l'histoire constitutionnelle, devint l'un des plus distingués historiens de la Suisse et se prépara à représenter dignement le canton de Genève à la Diète fédérale.

De son côté, Genève doit à Rossi d'avoir élargi certaines de ses vues. Avant lui, la cité protestante aurait difficilement envisagé l'enseignement d'un professeur catholique à l'Académie. La haute école s'enrichit de sa vaste érudition juridique. En particulier dans le domaine du droit romain, les cours de Rossi contribuèrent à y faire une faculté de droit réputée. Ses cours attirèrent un public nombreux et l'intéressèrent à des questions primordiales. Le premier cours d'histoire nationale suisse professé à Genève, dont nous avons montré la valeur scientifique, ouvrait les esprits sur le sens et le but de la Confédération, basés sur son action historique. Il révélait des méthodes historiques encore inconnues à Genève.

L'activité politique de Pellegrino Rossi contribua à affermir le libéralisme à Genève. Rossi exerça son influence pour faire admettre des principes libéraux : lois sur les réfugiés politiques, sur la liberté de la presse, sur le jury, sur le mariage civil. Dans le domaine fédéral, Rossi fut la cheville ouvrière du projet de pacte qui porte son nom.

Chez cet historien né, le progrès, auquel il a cru dès son plus jeune âge, n'est possible que dans le cadre d'une évolution historique. Ce développement n'est pas le même dans les différents pays. Il faut respecter ses caractères nationaux distincts, sans les laisser se figer dans un immobilisme qui serait bientôt rétrograde relativement aux états en progrès. L'évolution ne doit pas non plus dégénérer en révolution.

Avec un sens de l'adaptation étonnant, cet Italien, précurseur de l'unité italienne, comprit en devenant Suisse le génie si différent de son premier pays d'adoption. Puis, l'étude approfondie de ses institutions et de son histoire l'avait convaincu : son existence même exigeait l'union respectant les indépendances cantonales sous une forme fédérale. L'absence d'un lien fédéral suffisant, aussi bien qu'une unité nuisant au libre développement des cantons, menacerait l'avenir de la Suisse.

Le projet de pacte fédéral de Rossi, élaboré peu après son cours d'histoire de la Suisse, reposait sur ces principes. Il ouvrait, de plus, les esprits sur la nécessité d'un lien fédéral plus fort que celui inspiré par la Sainte Alliance et qui risquait de laisser une Suisse désunie à la merci de la politique autrichienne.

Le projet de pacte obtint l'adhésion de la majorité des cantons. Le peuple de Lucerne, qui occasionna son rejet, était mal informé des affaires fédérales. Il lui avait manqué l'enseignement du professeur genevois.

De son côté l'historien, quittant le terrain des documents du passé, s'était aventuré dans l'inconnue de la politique. Or les pronostics sont impossibles dans cette discipline. Aux éléments prévus s'en ajoutent d'autres. Ainsi le refus du canton qui devait devenir directeur vint anéantir le projet de Rossi, qui avait le tort d'être né trop tôt, comme l'idée du « risorgimento » présentée par lui aux Italiens de 1815. Il fallait à la Suisse l'expérience de « Sonderbund » pour comprendre la nécessité d'un nouveau pacte.

Les travaux législatifs de 1832 et 1833, dirigés par Rossi, s'ils n'avaient point abouti, ouvrirent néanmoins la voie aux réformes plus radicales des années suivantes. Mais un moment les errements remplacèrent l'évolution par les révolutions et la guerre civile. Rossi qui avait alors quitté la Confédération sans jamais cesser de s'y intéresser vivait encore lorsque le pays où il avait rédigé son traité de droit pénal et son histoire de la Suisse franchit puis dépassa pour ne plus rétrograder la ligne libérale constitutionnelle qu'il avait tracée.

Publications de Rossi pendant sa période suisse

- Riposta alle imputazioni diffuse contro di lui dopo la sua partenza da Bologna, scritta a Genthod in data del 14 luglio 1815.* S. l., s. d., sans nom d'auteur.
- Il Giaurro*, frammento di novella turca scritto da Lord Byron e recato dall'inglesi in versi italiani da Pellegrino Rossi. Genève-Paris, 1818.
- De l'état actuel de l'Italie*, dans *Revue française*, novembre 1829, pp. 1 à 51.
- Annales de législation et de jurisprudence.* Genève, Manget et Cherbuliez. Tome I, 1820 :
- De l'étude du droit dans ses rapports avec la civilisation et l'état actuel de la science*, pp. 1 à 69 et 357 à 428.
- Exposé systématique des lois de l'Empire russe*, publié par la Commission législative de Saint-Petersbourg, pp. 282 à 318.
- Tome II, 1821 :
- Procédure criminelle. Jury. Canton de Vaud*, pp. 69 à 98.
- Réflexions sur l'augmentation qui a eu lieu en Prusse des délits contre la propriété*, pp. 141 à 150.
- Exposé des motifs de la loi de procédure civile pour le canton de Genève*, par M. P. BELLOT, pp. 203 à 273.
- Observations sur plusieurs points importants de notre législation criminelle*, par M. DUPIN, pp. 303 à 307 et 333 à 382.
- Histoire du droit romain suivie de l'histoire de Cujas*, par M. BERRIAT-SAINT-PRIX, pp. 383 à 417.
- Annales de législation et d'économie politique.* Genève-Paris, 1822 :
- Des présomptions anté-judiciaires entre demandeur et défendeur, entre accusateur et accusé.*
- Quatre dissertations sur divers sujets de droit pénal*, par Henri ESCHER. Lettre publiée par Pericoli-Gui, *Cinque lettere politiche.* Faenza, 1877.
- Traité de droit pénal.* Paris et Genève, 1829. Tomes I, II et III.
- Le Fédéral.* Genève, éd. Briquet, 1832. (Rédaction en chef et nombreux articles.)
- Acte fédéral de la Confédération suisse, projeté par la Commission de révision nommée par la Diète le 18 juillet 1832.* Genève, impr. Ch. Gruaz, déc. 1832. (Collaboration.)
- Rapport de la Commission de la Diète aux 22 cantons suisses sur le projet d'acte fédéral par elle délibéré à Lucerne le 15 décembre 1832.* Genève, impr. Ch. Gruaz, déc. 1832.
- Lettres à Nicole-Du Pan*, publiées par Ed. Chapuisat, *Autour de la diète de 1832*, dans *Revue historique vaudoise*, septembre 1917.
- Lettres politiques au syndic J.-J. Rigaud*, publiées par G. Dolt. Genève, Jullien, 1932.

Manuscrits inédits de Rossi, écrits en Suisse (autographes et non autographes)

Bibliothèque publique et universitaire de Genève :

Manuscrits Dumont, tome III, f^o 311, lettre de Rossi à E. Dumont.
Manuscrits supplémentaires, 185, notes prises aux cours de Rossi par G. Pictet.

Manuscrits supplémentaires, 182 à 184, cours de droit romain, notes prises par G. Pictet, 1818-1819.

Manuscrits inventaire, 1657, f^o 24, lettre inédite à M^{me} Achard.

Manuscrits supplémentaires, 242, cours d'instruction criminelle, notes prises par Ed.-F. Mallet.

Dossiers ouverts.

Bibliothèque Sainte-Geneviève, à Paris, Réserve :

Ms. 3411-3412-3413.

Cours d'histoire professés à l'Université de Genève, de 1831 à 1833.

1^{er} volume : Cours d'histoire moderne. Cours d'histoire des Pays-Bas. — 2^{me} volume : Cours d'histoire de la Suisse. 252, 349 et 72 feuillets.

Archives du Château de Broglie :

5 longues lettres politiques, du 26 juillet au 8 septembre 1833.

Archives du Val-Richer :

Correspondance n^o 77, 11 lettres, 1829 à octobre 1832.

Bibliothèque Victor Cousin, à la Sorbonne :

Lettres inédites de P. Rossi à Victor Cousin.

MANUSCRITS INÉDITS RELATIFS AU SÉJOUR DE ROSSI

Lettres d'Orintia Romagnoli-Sacratì à Etienne Dumont. Bibliothèque publique et universitaire de Genève, Correspondance Dumont, tome III, f^{os} 321 et 322.

Recueil Le Fort, 99, Manuscrits de la Bibliothèque publique et universitaire de Genève.

Papiers Pictet, Mémoires, Manuscrits de la Bibliothèque de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève.

Registres du Conseil d'Etat de Genève, Archives d'Etat, Genève.

Duval-Lasserre, Manuscrit déposé aux Archives d'Etat de Genève,
Ms. hist. 212, T. X, T. XIII.

BIBLIOGRAPHIE

Œuvres relatives à P. Rossi et la Suisse

- F. ANELLI : *La personalità storica di Pellegrino Rossi*, dans *Nuova Antologia*, Anno 67, fasc. 1458, 16 déc. 1932, pp. 441 à 465.
- Charles BORGEAUD : *Un professeur patriote de la Restauration*, conférence faite au « Dies academicus ». Jullien, Genève, 1914.
- Albert de BROGLIE : *M. Rossi*, dans *Revue des deux mondes*, 15 déc. 1848, pp. 1033-1038.
- FR. BERTOLINI : *Pellegrino Rossi nella storia del risorgimento italiano*. Bologne, Zanichelli, éd., 1885.
- A.-E. CHERBULIEZ : *Pellegrino Rossi*, dans *Bibliothèque universelle*, tome X, février 1849, p. 135.
- A.-E. CHERBULIEZ : *Pellegrino Rossi et ses œuvres posthumes*, dans *Bibliothèque universelle*, tome XXX, nouvelle période, Genève, 1867, pp. 161 à 190 et 481 à 505.
- HUBER-SALADIN : *M. Rossi en Suisse de 1816 à 1833*, brochure. Paris, 1849.
- Comte H. d'IDEVILLE : *Pellegrino Rossi, bourgeois de Genève*, dans *Revue historique*, tome 30, Paris, 1886, p. 241.
- Comte H. d'IDEVILLE : *Le comte Pellegrino Rossi, sa vie, son œuvre, sa mort*. Paris, 1887.
- F.-X. KRAUS : *Pellegrino Rossi*, dans *Beilage zur Allgemeine Zeitung*, Munich, 1901, nos 225, 252, 277 et 278.
- Laszlo LEDERMANN : *Pellegrino Rossi, l'homme et l'économiste*, thèse. Genève, éd. Recueil Sirey, Paris, 1929.
- Carlo LOZZI : *Pellegrino Rossi secondo alcune notizie e lettere raccolte e per la prima volta pubblicate*, dans *Rivista penale di dottrina, legislazione e giurisprudenza*, vol. VI, Rome-Venise, 1877, pp. 261 à 271.
- Ch. de MAZADE : *Pellegrino Rossi et la Papauté*, dans *Revue des deux mondes*, 1^{er} décembre 1861, pp. 718 à 753.
- Guglielmo RUFFONI : *Su Pellegrino Rossi*, dans *Annuario della libera Università di Ferrara*, 1897, pp. 15 à 38.
- G. SFORZA : *Fonti per la biografia di Pellegrino Rossi*, dans *Il risorgimento italiano*, nouvelle série, tome XV, fascicules I et II, Turin, 1922.
- Domenico SPADONI : *Bologna e Pellegrino Rossi*, dans *Rassegna storica del risorgimento*, an III, fascicules I-II, Rome, janvier-avril 1916, pp. 103 à 145.

Autres ouvrages utilisés

A) OUVRAGES SUR LA PÉRIODE DE FORMATION DE ROSSI

a) SPÉCIAUX

- C. BOTTA : *Lettere inedite*, pubbl. da Salsotto, s. l., 1920.
- G. MALLET : *Voyage en Italie dans l'année 1815*. Paris et Genève, Paschoud, 1817.
- Arturo PARISI : *Contributo allo studio dell' enciclopedismo nel ducato estense*, con prefazione del Prof. Giulio Bertoni. Modène, G. Ferraguti, 1936.
- PERICOLI-GUI : *Cinque lettere politiche*. Faenza, 1877.
- M. RUINI : *L. Corvetto*. Bari, 1929.
- F.-C. von SAVIGNY : *Ueber den juristischen Unterricht in Italien*, dans *Zeitschrift für Geschichtliche Rechtswissenschaft*, tome VI, fasc. I. Berlin, Nicolaï, 1828, p. 204.
- G. SFORZA : *Chronache sentimentali*, Anno II, n° 11, Florence, nov. 1909.
- L.-M. VALERIANI-MOLINARI : *Del prezzo delle cose tutte mercantili*. Bologne, 1806.
- WEIL : *Joachim Murat, Roi de Naples, La dernière année du règne (1814-1815)*. Paris, Fontemoing, 1909.

b) GÉNÉRAUX

- Paul HAZARD : *La révolution française et les lettres italiennes*. Paris, Hachette, 1910.
- G. LEFEBVRE, R. GUYOT et Ph. SAGNAC : *La Révolution française*. Paris, 1930.
- A. SOLMI : *L'idea dell'unità italiana nell'età napoleonica*, dans *Collezione storica del risorgimento italiano*. Modène, Società tip. modenese, T. XI, série I, 1934, p. 75.
- Joseph GORANI : *Mémoires secrets et critiques des cours, des gouvernements et des mœurs des principaux Etats de l'Italie*. Paris, 1793.

B) OUVRAGES SUR LA SUISSE AU TEMPS DE ROSSI.

1) OUVRAGES SUR GENÈVE

- Edmond BARDE : *Anciennes maisons de campagne genevoises*. Genève, éditions du *Journal de Genève*, 1937.
- A.-P. de CANDOLLE : *Mémoires et souvenirs*, écrits par lui-même et publiés par son fils. Genève et Paris, 1862.
- Ad. de CIR COURT : *Genève (1815-1840)*, texte inédit publié avec une introduction et des notes par P.-E. Schazmann. Genève, Kundig, 1932.

2) OUVRAGES SUR DES PERSONNALITÉS SUISSES OU EN SUISSE.

- C.-E. ENGEL : *Byron et Shelley en Suisse et en Savoie*, thèse complémentaire. Chambéry, 1930.
- L.-M. HERKING : *C.-V. de Bonstetten*, thèse. Berne, 1932.
- Livre du recteur* (de l'Académie de Genève). Genève, Fick, 1860.
- A. BABEL : *La notion de progrès chez Sismondi*, dans *Revue internationale de sociologie*, juillet-août 1938, p. 317.
- Thérèse BOISSY : *Lord Byron jugé par les témoins de sa vie*. Paris, 1868, tome II, p. 274.
- J.-V. Albert de BROGLIE : *Mémoires*, avec une préface de son petit-fils. Paris, Calmann-Lévy, 1938, tome I, p. 216.
- Souvenirs (1785-1870)* du feu duc de Broglie (Victor), publiés par son fils. Paris, 1886, tomes I et II.
- Lord BROUGHTON : *Napoléon, Byron et leurs contemporains*, trad. A. Fournier, Paris, Juven, 1910, tome II.
- A.-M. DUPIN aîné : *Mémoires*, tome IV. Paris, Plon, 1861.
- A.-M. DUPIN aîné : *Bellot*, dans *Gazette des Tribunaux*. Paris, 16 avril 1936.
- Ch. FOURNET : *Huber-Saladin*, thèse, Genève, 1932.
- Marcel GODET : *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel, 1921-1933.
- Ph. MONNIER : *Confalonieri*, dans *Journal de Genève*, 11 mai 1910.
- Conte Federico CONFALONIERI : *Carteggio ed altri documenti*, pubblicato con annotazioni a cura di G. Gallavresi, dans *Società per la storia del Risorgimento italiano*, Biblioteca scientifica, vol. II, tome I. Milan, 1911.
- Urbain OLIVIER : *Matinées d'automne*. Lausanne, 1859.
- J.-R. de SALIS : *Sismondi*, thèse. Paris, Champion, 1932.
- SAINTE-BEUVE : *Causeries du Lundi*, 3^{me} édition, Paris, Garnier, tome XIII.
- P.-E. SCHAZMANN : *Pierre Prevost*, dans *Journal de Genève*, 10 déc. 1934.
- P.-E. SCHAZMANN : *Pierre Prevost chez J.-J. Rousseau*, dans *Annales de la Société J.-J. Rousseau*, tome XXIV, pp. 175 ss.
- SISMONDI : *Nécrologie, Etienne Dumont*, dans *Revue encyclopédique*, tome XLIV, 1829, p. 258. Paris, Sédillot.
- H. ZSCHOKKE : *Prometheus für Licht und Recht*. Aarau, Sauerländer, 1832.

3) OUVRAGES SUR LA POLITIQUE GENEVOISE

- Henri FAZY : *Les constitutions de la République de Genève*. Genève et Bâle, Georg, 1890, p. 187.
- R. MANZONI : *Gli esuli italiani*. Milan, 1922.
- Jean MARTIN : *Lettres inédites de F.-C. de la Harpe à Etienne Dumont*, Brochure, Lausanne, 1929.
- Mémorial des séances du Conseil représentatif*. Genève, Cherbuliez, 1820-1833.

Recueil authentique des lois et actes. Genève, Fick, années 1815 et ss.
 Albert RILLIET : *Histoire de la Restauration de la République de Genève.*
 Genève, Ch. Gruaz, 1849.

4) OUVRAGES SUR LA POLITIQUE FÉDÉRALE

- Ed. CHAPUISAT : *Autour de la Diète de 1832*, dans *Revue historique vaudoise*, Lausanne, septembre 1917.
 A.-E. CHERBULIEZ : *Essai sur les conditions de l'alliance fédérative et sur le nouveau projet d'Acte fédéral.* Genève, 1833.
 P. FEDDERSEN : *Geschichte der schweizerischen Regeneration von 1830 bis 1848.* Zurich, 1867.
 Ed. HIS : *Die Regeneration*, dans *Zeitschrift für schweizer. Geschichte*, 1931, tome I, pp. 73 à 96.
 Ch. MONNARD : *Le Pacte, la Suisse et le canton de Vaud.* Lausanne, 1833.
 J. MURET : *Quelques observations sur l'Acte fédéral proposé.* Lausanne, 1833.
 B. van MUYDEN : *La Suisse sous le Pacte de 1815.* Lausanne et Paris, 1892, tome II.
 Ph.-A. SEGESESSER : *Die Eidgenossische Abschiede*, 2^{me} éd. Meyer, Lucerne, 1874.

5) OUVRAGES SUR LES SOCIÉTÉS SUISSES

- BORGEAUD : *Zofingue à Genève, 1823-1824.* Genève, Georg, 1923.
 Ch. GILLIARD : *La société de Zofingue, 1819-1919.* Lausanne, 1919.
 O. HUNZIKER et R. WACHTER : *Geschichte der schweizer. gemeinnützigen Gesellschaft 1810-1910.* Zurich, Zurcher et Furrer, 1910.
Verhandlungen der schweizerischen gemeinnützigen Gesellschaft. Zurich, Orell-Füssli, 1826 et 1829.

C) OUVRAGES SUR DES AMIS DE ROSSI HORS DE SUISSE

- A. GALLATIN : *The writings*, edited by H. Adams, Philadelphia, 1879.
 Eduard GANS : *Rückblicke auf Personen und Zustände.* Berlin, Veit, 1836.
 GUIZOT : *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, 2^{me} éd. Paris, Lévy, 1860.
Guizot, Lettres de M. Guizot à sa famille, par M^{me} de WITT. Paris, 1884.
 Ed. LABOULAYE : *Essai sur la vie de Savigny.* Paris, 1842.
 Charles-H. POUTHAS : *Guizot pendant la Restauration, Préparation de l'homme d'Etat (1814-1830).* Paris, Plon, 1923.
 Ch. SEITZ : *Niebuhr, citoyen de Genève*, Genève, 1909.

D) LES SOURCES DE L'HISTOIRE DE LA SUISSE DE ROSSI

- François BAUDOUIN : *De institutione historiae universae et eius cum jurisprudentia conjunctione*, Parisiis, apud Andream Wechelum, 1561.
 J. BODIN : *Les six livres de la République.* A Paris, chez Jacques du Puys, 1576.
 J. BODIN : *Methodus ad facilem historiorum cognitionem*, Parisiis, apud Martinum juvenem, 1566.

- BREITINGER : *Thesaurus historiae helveticae*, tome I, Zurich, 1735.
- Etienne DUMONT : *Souvenirs sur Mirabeau*, publiés par son neveu Duval. Paris, Gosselin, 1832.
- J.-A. GAUTIER : *Histoire de Genève*. Genève, 1896-1911.
- GIANONE : *Dell'istoria civile del regno di Napoli*. Naples, 1723.
- GLESER : *Specimen observationum ex jure gentium et jure publico circa Helvetiorum foedera*. Bâle, 1760.
- GLUTZ-BLOTZHEIM : *Geschichte der Eidgenossen*, Zurich, Orell-Füssli, 1816.
- Sancti Georgii Florentii, Episcopi Turonensis, *Historiae ecclesiae Francorum libri decem*. Ed. Guadet et Taranne, Paris, 1836.
- GUICCIARDINI : *Storia d'Italia*, edit. C. Botta. Paris, Baudry, 1832, T. V.
- GUICHARDIN : *Histoire d'Italie*. Venise, 1738, tome II.
- Fr. HOTMAN : *Franco-Gallia*. Genève, 1573.
- J.-J. HOTTINGER : *Geschichte der Eidgenossen während der Kirchentrennung*, 2 vol. Zurich, Orell-Füssli, 1825 et 1829.
- Lex romana burgundionum*. Ed. Fr. Barkow, Greifswald, 1826.
- MACHIAVELL : *Legazione all'imperatore*, Opere, T. VII. Milan, 1805.
- Libre Blanc*, édition G. de Wyss, 1856, d'après le manuscrit du XIV^e siècle.
- J. de MULLER : *Geschichten schweizer. Eidgenossenschaft*. Zurich, Orell-Füssli, 1816.
- G. NIEBUHR : *Römische Geschichte*. Berlin, Reimer, 1811-1832.
- Revue italique*. Genève, 1736.
- SAVIGNY : *Histoire du droit romain au moyen-âge*, trad. Guenoux. Paris, Hingray, 1839, tome II.
- J.-J. SCHEUCHZER : *Natur Geschichte des Schweizerlandes*, éd. Sulzer. Zurich, 1746.
- J. SIMLER : *La République des Suisses*, descrite en latin et nouvellement mise en françois. A Paris, J. du Puys, 1578.
- SPON : *Histoire de la ville et de l'Etat de Genève*. Genève, éd. Gautier, 1730.
- Comte TURPIN DE CRISSÉ : *Commentaires de César*. Montargis, 1785.
- Aegidius TSCHUDI : *Chronicon Helveticum*, éd. J. Iselin. Bâle, 1734.
- P. USTERI : *Handbuch des schweizerischen Staatsrecht*. Aaraz, 1815.

E) SOURCES DES OUVRAGES JURIDIQUES DE ROSSI SE RAPPORTANT A SES CONSTITUTIONS

Etienne DUMONT : *Tactique des Assemblées législatives*. Genève, 1816.

F) AUTRES SOURCES JURIDIQUES DE ROSSI

- J. BENTHAM : *Traité des peines et des récompenses*. Londres, 1811, 2 vol.
- J. BENTHAM : *Traité de la législation civile et pénale*. Paris, Bossange, 1802, 2 vol.

G) SOURCES PHILOSOPHIQUES DE ROSSI

G.-B. VICO : *De antiquissima Italorum sapientia*. Naples, 1710.

G.-B. VICO : *Principi di una scienza nuova intorno alla natura comune delle nazione*. Naples, 1725.

H) OUVRAGES POSTÉRIEURS A ROSSI, SUR DES SUJETS TRAITÉS PAR LUI

E. BERNHEIM : *Lehrbuch der historischen Methode*. Leipzig, Duncker, 1894.

Ch. LANGLOIS et Ch. SEIGNOBOS : *Introduction aux études historiques*, 4^{me} édit. Paris, Hachette, s. d.

A. CHOULGUINE : *Les origines de l'esprit national moderne et J.-J. Rousseau*, dans *Annales de la Société J.-J. Rousseau*, tome XXVI. Genève, Jullien, 1937.

J. DIERAUER : *Histoire de la Confédération suisse*, trad. M. Reymond. Lausanne, 1919.

R. FELLER, L. de MURALT, E. BONJOUR, NABHOLZ : *Geschichte der Schweiz*. Zurich, 1932-1938.

R. FELLER : *Die schweizerische Geschichtschreibung im 19. Jahrhundert*. Zurich, Niehans, 1938.

R. FELLER : *Historiographie de la Suisse*, dans *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*. Neuchâtel, 1928, tome V.

T. SCHIESS : *Quellenwerk zur entstehung der schweizer. Eidgenossenschaft, Abt. I*.

W. GISI : *Quellenbuch zur schweizergeschichte*. Berne, Rieder, 1869.

G. von WYSS : *Geschichte der Historiographie in der Schweiz*. Zurich, Fäsi, 1895.

William MARTIN : *Histoire de la Suisse*. Paris, Payot, 1926.

P.-Edm. MARTIN : *Etudes critiques sur la Suisse à l'époque mérovingienne, 534-715*. Genève, Kundig, 1910.

Albert GRENIER : *Les Etrusques et l'histoire primitive de l'Italie*, dans *Revue historique*, 61^{me} année, fasc. III, Paris, nov. 1936.

A. JAGGI : *Über J. von Müllers Geschichtsauffassung*, thèse. Berne, Haupt, 1922.

P.-E. SCHAZMANN : *Jean de Muller*, dans *Journal de Genève*, 23 mars 1930.

Paul HAZARD : *La pensée de Vico*, dans *Revue des cours et conférences*. Paris, 15 déc. 1931.

J.-K. von ORELLI : *Vico und Niebuhr*, dans *Schweizerisches Museum*, Aarau, vol. I, pp. 184 ss.

Ch. KOHLER : *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque Sainte-Geneviève*, tome II. Paris, 1896.

INDEX DES PERSONNES

- Abinger (baron), p. 94.
 Acerbi, p. 76.
 Achard-Bontemps (M^{me}), p. 49.
 » famille, p. 70.
 Aetius, p. 123.
 Albéric I (Cybo-Malaspina), p. 2.
 Albertina, p. 58.
 Aldo, p. 76.
 Alembert, p. 4.
 Alpinula, Julian, p. 137.
 Ampère, J.-J., p. 101.
 Anelli, F., p. 18.
 Araldi, p. 4.
 Augereau, p. 4.
 Autriche (Ferdinand d'), p. 168.
 Autriche (Frédéric), p. 168.

 Babel, A., p. 173.
 Babœuf, p. 58.
 Bacon, p. 4, 45, 63.
 Bagnani, p. 15.
 Baldi, p. 76, 77.
 Ballanche, p. 47.
 Balzac, p. 70.
 Barbagello, p. 48.
 Barde, E., p. 70.
 Baumgartner, p. 175, 184.
 Barthélemy, p. 14.
 Battaglini, p. 18.
 Baudoin, François, p. 47, 48, 80, 134, 158.
 Beaufort (Louis de), p. 64, 80, 81, 118, 136.
 Beauharnais, Eugène, p. 15.
 Beccaria, p. 3, 7, 16, 56, 63, 98.
 Bellot (Pierre-François), p. 30, 31, 32,
 33, 53, 54, 62, 65, 69, 71, 80, 81, 82,
 83, 89, 92, 105, 172, 199, 201, 202, 204.
 Bentham, p. 3, 17, 26, 29, 30, 38, 63, 80,
 91, 93, 94, 99, 171, 204.
 Bentivoglio, C., p. 18.
 Bernacca (Maria-Domenica), p. 1.
 Bernheim, p. 162.
 Berriat-Saint-Prix, p. 80.
 Berry (duchesse de), p. 185.
 Bodin, Jean, p. 133, 166.
 Boin, P., p. 32.
 Boissier, Henri, p. 55.
 Boissy, Th. de, p. 37.
 Bonaparte, p. 5, 14, 40, 41, 104, 159,
 168, 169.
 Bonivard, p. 37.
 Bonnet, Charles, p. 4.
 Bonstetten, Ch., p. 34, 35, 36, 39, 41,
 44, 48, 49, 54, 108, 115, 199.
 Bontemps, Auguste, p. 181, 193, 195.
 Borgeaud, Ch., p. 53, 55, 199, 202.
 Borgia, César, p. 77.
 Bossi, Carlo, p. 11.
 Botta, Carlo, p. 11.

 Bourbon, p. 3, 21, 86, 175.
 Bracciolini, Poggio, p. 123.
 Breitinger, p. 89, 131.
 Bridel, p. 40.
 Bridel, Philippe, p. 69, 90.
 Bridel, Pierre-Jean, p. 69.
 Broglie (Victor de), p. 37, 41, 42, 55, 71,
 86, 87, 91, 92, 94, 100, 101, 102, 103,
 107, 115, 195, 196, 197, 198, 199, 200,
 201, 202, 203.
 de Brosset (le Président), p. 3.
 Brizzolara, p. 76.
 Broughton, p. 37.
 Brun, Rod., p. 153, 166.
 Brune, p. 12.
 Brutus, p. 87.
 La Bruyère, p. 76.
 Bubenbergh, p. 126, 156.
 Bubna (comte de), p. 32.
 Buoncompagno, p. 7.
 Buonarroti, Filippo, p. 58, 75.
 Butini, J. R., p. 120.
 Butturini, p. 16.
 Byron (lord), p. 35, 36, 37, 44, 63, 122, 152.

 Calandrini, p. 12, 25, 27, 52, 60.
 Calandrini-Cramer, p. 13, 25, 52.
 Calvin, p. 22, 52, 53, 84, 204.
 Candolle (Augustin-Pyrame de), p. 35,
 54, 68, 70, 85, 92, 101, 104, 107, 174, 193.
 Carascosa, p. 19.
 Carli, G.-R., p. 9.
 Casoni, avocat, p. 59.
 Casoni, Domenico-Dalmonste, p. 9, 104.
 Catherine de Pise (Sainte), p. 2.
 Cavour, p. 203.
 César, p. 119, 121, 138, 157.
 Cesarotti, p. 17.
 Chambrier, p. 186.
 Chapuisat, Ed., p. 179.
 Charlemagne, p. 121, 126.
 Charles IV, p. 22, 165.
 Charles X, p. 87, 102.
 Cherbuliez, Antoine-Elisée, p. 30, 43, 44,
 62, 192, 202.
 Cherbuliez, Victor, p. 192.
 Cicéron, p. 55, 120, 121.
 Circourt (Adolphe de), p. 31, 42, 43.
 Circourt (comte de), p. 68.
 Comte, Aug., p. 161.
 Condillac, p. 3, 17.
 Condorcet, p. 161.
 Confalonieri, Fréd., p. 58, 59, 74.
 Constant, Benjamin, p. 31.
 Corday, Charlotte, p. 87.
 Corvetto, Louis, p. 16.
 Costa Paolo, p. 9, 16, 17, 19.
 Couteau-Alibert, p. 25.

Cottu, p. 81.
Coucy, p. 147.
Cousin, Victor, p. 48, 103, 200.
Creilani, Filippo-L., p. 9.
Crud, Benjamin, p. 12, 22.
Crud, Fanny, p. 12.

Delécluze, p. 101.
Delfico, Melchior, p. 15, 16.
Diodati, p. 35, 36, 37.
Des Arts, Joseph, p. 32.
Destut de Tracy, p. 105.
Dolt, Gustave, p. 185, 187.
Doudan, p. 101.
Druey, p. 182.
Drusus, p. 120.
Dubochet, p. 113.
Dufour, Henri, p. 71.
Dumont, Etienne, p. 17, 25, 26, 27, 29,
30, 32, 33, 37, 38, 39, 41, 62, 63, 67,
71, 75, 80, 81, 89, 93, 94, 97, 98, 115,
169, 172, 199, 204, 205.
Dupin (ainé), André-Marie, p. 31, 53, 54,
80, 81.
Durade, p. 54.
Duval-Lasserre, p. 68, 69, 83, 84.
Duval, J., p. 78, 83, 90.

Engel, C. E., p. 36.
Enguerrand de Coucy, p. 147.
Ercolani, p. 18, 24.
d'Erlach, p. 126, 132.
Escher, H. K., p. 40.
Este (duc d') (Hercule III), p. 2.
Etterlin, p. 129.
Eynard, p. 34.
Eynard-Châtelain, p. 35.
Eynard-Châtelain (M^{me}), p. 36.
Eynard, Jean-Gabriel, p. 36.

Farini, Pellegrini, p. 9.
Fatio, p. 181.
Favre, Guillaume, p. 70.
Fazy, Henri, p. 32, 33.
Fazy-Pasteur, p. 75.
Fellenberg, p. 40.
Feller, R., p. 40, 124.
Ferguson, Adam, p. 48.
Filangieri, p. 3, 7, 19, 63.
Firmian, p. 3.
Fontenelle, p. 4, 161.
Fouché, p. 14.
Fournet, Ch., p. 68.
François (Saint), p. 6.
Frassone, p. 4.
Fratti, Antonio, p. 20, 21,
Frederico I^{er}, p. 125, 127, 150.
Frédéric II, p. 128.
Frédéric le Grand, p. 44.
Fürst Walter, p. 87.
Fuscararius (Aegidius), p. 6.

Galiani, p. 7.
Galilée, p. 4, 63.
Gallatin, p. 36.
Gallaversi, p. 59.
Galles (princesse de), p. 22.
Gambari, p. 9, 17, 21, 24, 33.
Gans, p. 103.
Garrick, p. 108.
Gautier, p. 120, 124.
Gessler, p. 87.
Gianone, p. 8, 157.
Gimma, M., p. 47.
Giordani, Pietro, p. 10, 75, 77.
Giovio, Paolo, p. 133.
Girod de l'Ain, p. 71.
Giulio, Carlo, p. 11.
Gleser, p. 129.
Glutz-Blotzheim, p. 117.
Godefroy, Jacques, p. 66, 124.
Gondebaud, p. 124.
Gorani, p. 2, 7, 8.
Grammaticus Saxo, p. 130.
Grégoire de Tours, p. 123, 124, 125.
Grenier, Alb., p. 121.
Guicciardini (Guichardin), Francesco,
p. 133.
Guidi, G.-A., p. 12.
Guidobald I^{er}, de Montefeltro, p. 77.
Guillaume, roi des Pays-Bas, p. 185.
Guizzardi, p. 21.
Guizot, p. 44, 100, 101, 102, 103, 104,
105, 107, 115, 125, 144, 161, 187, 194,
195, 201.
Guizot (M^{me}), p. 101, 102.
Gustave-Adolphe, p. 168.

Habsbourg, p. 126, 127, 166.
Habsbourg (Rodolphe de), p. 130.
de la Harpe C.-F., p. 40, 90, 174.
d'Haussonville (comtesse), p. 36, 37.
Hazard, P., p. 4, 17, 47, 157.
Helbig, p. 121.
Hélie, Faustin, p. 97.
Hélvétius, p. 3.
Henri II, p. 127.
Henri V, p. 127.
Hercule (chroniqueur), p. 119.
Hercule III, duc d'Este, p. 2.
Hess, J.-J., p. 96, 193.
Hirzel (Jean-Gaspard), p. 89, 90, 184,
186, 187.
His, Ed., p. 187.
Hobhouse, p. 37.
Homère, p. 50.
Hotmann, François, p. 120.
Hottinger, J.-J., p. 89, 118.
Huber-Saladin, p. 7, 68, 84, 92, 93, 110.
Hunziker, O., p. 96.

Ideville (H. de), p. 109, 130.
Iselin, Isaac, p. 89.
Ith, Samuel, p. 40.
Ivernois (Francis d'), p. 30, 205.

Jacopetti, Fulvia, p. 76.
Joinville, p. 50.
Jules (Pape), p. 77.
Julia Alpinula, p. 137.
Justinien, p. 8, 43, 55.

Klingenberg (J. de), p. 129, 140.
Kohler, Ch., p. 111, 112.
Kybourg, p. 126.

La Bruyère, p. 76.
Lafon, p. 35.
Laharpe, p. 37, 174.
Lamartine, p. 68.
Lambertenghi, Louis-Porro, p. 58.
Langlois, p. 145, 151.
Lansdowne (lord), p. 26.
Ledermann, U., p. 1, 8, 12, 15, 16, 19, 43, 58, 61, 75, 195, 202, 203.
Le Fort, Jacques, p. 13, 25, 27, 53, 54, 57.
Le Fort, Jean-Louis, p. 12, 13, 27, 30, 38, 39, 43, 59, 68, 87, 90, 93, 103.
Legrand, Lukas, p. 40.
Lemanus, p. 119.
Lenormant, p. 101.
Lenzbourg, p. 126, 127.
Léoni (abbé de), p. 47.
Léopold (Emper.), p. 130, 141, 143.
Lévêque, p. 64, 118, 136.
Lisifrancini, p. 9.
Lévy, p. 35.
Louis de Bavière (Emper.), p. 131, 145.
Louis XIV, p. 3.
Louis-Philippe, p. 71, 102, 104, 105, 174, 196, 199.
Loyseau de Manléon, p. 73.
Lozzi, Carlo, p. 9, 20, 21.
Lullin, Anci, p. 32.
Lullin de Châteauevieux, p. 70.

Machiavel, p. 13, 77, 105, 153, 193.
Malaspina, p. 1.
Mallet, Georges, p. 70.
Mallet George-Henri, p. 221.
Mallet-Du Pan, p. 40.
Mallet P.-H., p. 118.
Manget, p. 62.
Manilia, p. 121.
Manzoni, Alexandre, p. 18.
Manzoni, R., p. 35, 59.
Marc-Aurèle, p. 123.
Marcellin, A., p. 23.
Marius, évêque d'Avenches, p. 123.
Martin, P.-Edm., p. 125.
Maurice Frédéric-Guillaume, p. 34.
Mazarin, p. 103.
Médée, p. 161.
Meister, Lénard, p. 40.
Melchtal, p. 87.
Melly, Jeanne-Charlotte, p. 59, 60, 61, 72.
Melly, Henri, p. 61.
Melzi, p. 10.

Messala, C. Q., p. 111, 112.
Metternich, p. 21, 22, 60, 65, 74, 83, 104, 115, 172.
Meynier, p. 62.
Michel-Ange, p. 59.
Michelet, p. 47.
Millelot, M., p. 81.
Mirabeau, p. 17, 26, 29, 33, 115.
Modène (duc de), p. 2, 3.
Mommsen, p. 137.
Monnard, Charles, p. 90, 182, 192.
Montesquieu, p. 3, 4, 24, 46, 47, 63, 105, 142, 158, 160.
Monti, Nicola, p. 18.
Monti, Vincenzo, p. 10, 11, 76.
Moultou, p. 75.
Muller (Jean de), p. 35, 48, 49, 117, 124, 126, 133, 136, 142, 154.
Murat, p. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 37, 44, 52, 76, 202.
Muret, Jules, p. 192.
Muratori, p. 3.
Muyden, Van, p. 187.

Napoléon, p. 8, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 25, 27, 31, 88, 104, 159, 168, 169.
Naville, p. 90.
Neuchâtel (comtes de), p. 126.
Newton, p. 4, 63.
Nicole-Du Pan, A., p. 115, 178, 179, 180.
Niebuhr, p. 47, 49, 50, 63, 80, 118, 121, 136.

Ochs, Pierre, p. 40.
Odier, p. 60.
Olivier, Juste, p. 72.
Olivier, Urbain, p. 72.
Orintia (comtesse), p. 19.

Parisi, A., p. 3, 47.
Passagerio (Rolandinus), p. 6.
Pellico, Silvio, p. 74.
Pericoli-Gui, p. 12, 13.
Périer, Casimir, p. 102.
Pestalozzi, H., p. 40.
Pétrarque, p. 2, 121.
Pfyffer, Ed., p. 182, 183, 184, 185, 187.
Philippe II, p. 108.
Pictet de Rochemont, Charles, p. 29, 34.
Pictet, Isaac, p. 32.
Pictet, Marc-Auguste, p. 27, 32, 34, 35, 36, 47, 58, 59.
Pictet, Jean-François-Louis, p. 34.
Pictet-Diodati, p. 68, 75.
Pie VII.
Pierre (Saint), p. 54.
Platon, p. 38.
Pline, p. 122.
Plutarque, p. 77.
Polybe, p. 119, 158.
Polydori, p. 35, 36.
Ponsard, M., p. 87.
Portes (Louis de), p. 73.

Posidonius, p. 119.
Pouthas, Ch., p. 44, 101.
Prandi, Giulelmo, p. 8, 16.
Prevost, Guillaume, p. 44, 45, 46, 47,
48, 49, 50, 55, 56, 57, 63, 87, 90, 95.
Prevost, Pierre, p. 44, 45, 70, 102.

Rapperswil (comtes de), p. 126.
Ratzel, p. 158.
Rémusat, p. 101.
Rengger, Albert, p. 40.
Reybaz, p. 33.
Rigaud, Édouard, p. 90.
Rigaud, Jean-Jacq., p. 92, 93, 94, 181, 185,
186, 193, 195, 196, 199, 200, 202, 203.
Rilliet, Albert, p. 27, 28.
Rive (M. de la), p. 101.
Robespierre, p. 58.
Roi de Naples, p. 17.
Romagnolli-Sacratì (marquise Orintia),
p. 17, 29.
Romaninus (Rolandinus), p. 6.
Romilly (Sir Samuel), p. 26, 38, 93.
Rousseau, J.-J., p. 3, 25, 27, 33, 44, 55,
63, 71, 80, 89, 90, 106, 173, 205.
Roux, p. 61.
Ruini, M., p. 16.
Ruelle, Ch.-M., p. 111.
Russ, p. 129.

Säckingen (abbesse de), p. 166.
Sainte-Beuve, p. 70, 72.
Saladin, Auguste (de Budé), p. 32.
Salis (J.-R. de), p. 32, 33.
Sallier (abbé), p. 50.
Salverte, p. 34.
Salvi, p. 9.
Sampieri, p. 19.
Savigny, p. 6, 7, 47, 49, 64, 66, 81, 124, 136.
Scarlett, p. 26, 38, 39, 41, 81, 93, 94.
Schiller, p. 87.
Schinz, p. 89.
Schlegel frères, p. 49, 50.
Schlegel, Frédéric, p. 49, 50, 80.
Schlegel, Guillaume, p. 50, 80.
Schmidtmeyer, S.-P., p. 33, 60, 92, 93.
Schriber, Hs., p. 129.
Schwartz, Jeanne, C.-A., p. 61.
Segesser, Ph.-A., p. 128, 132.
Seignobos, p. 145, 151.
Seitz, Ch., p. 49.
Sénobier, Jean, p. 4.
Senetti, G.-B., p. 9.
Servius, Tullius, p. 48.
Sforza, G., p. 8.
Shakespeare, p. 87.
Silvestri, G., p. 77.
Simber, p. 167.
Sismondi (Jean - Charles - Léonard
Simonde), p. 26, 31, 32, 33, 41, 49, 58,
62, 70, 74, 75, 76, 90, 98, 173, 199.
Solmi, A., p. 18.
Spadoni, D., p. 17, 18, 19.
Spallanzani, L., p. 4.

Spon, p. 120, 124.
Stein (M^{me} de), p. 37.
Staël (M^{me} de), p. 31, 35, 37, 41, 42, 44,
71, 76.
Stapfer, Ph.-A., p. 40.
Stauffacher, p. 87, 129.
Strabon, p. 120.

Tacite, p. 119, 122, 140.
Taillandier, p. 31.
Taluca, p. 108.
Tanucci, p. 3, 6.
Tell, Guillaume, p. 87, 109, 110, 129, 130,
137, 140, 160.
Terrel, p. 35.
Terzetti (M^{me} Adélaïde), p. 111.
Thucidide, p. 156.
Tibère, p. 120.
Tillier, p. 196.
Tite-Live, p. 156.
Toggenburg (comte de), p. 126.
Töpffer, p. 86.
Tracy, p. 3, 105.
Trembley-van-Berchem (Jean-Charles),
p. 75, 83.
Tronchin, Jean-Robert, p. 48.
Tschärner, p. 73.
Tschudi, Aegidius, p. 127, 128, 129, 130,
131, 133, 140.
Tullius, Servius, p. 48.
Turpin de Crissé, p. 120.
Turrettini, Albert, p. 32, 60.

Unterwalden (Rudenz de), p. 132.
Usteri, Paul, p. 45, 39, 40, 41, 88, 90,
96, 115, 175, 180, 199, 204, 205.
Urbino (duc de), p. 77.

Valeriani-Molinari (Luigi-Matteo), p. 8.
Vernier (de), p. 90.
Verrès, p. 3, 7, 10, 76.
Verri, p. 3, 7, 10, 76.
Vico, p. 7, 10, 11, 46, 47, 48, 49, 50, 80,
81, 157, 158.
Villèle, p. 92.
Villemain, p. 101.
Viollier, J.-P., p. 33.
Voltaire, p. 2, 4, 13, 98, 155.

Wachsmuth, p. 80, 136.
Wächter, R., p. 96.
Walser, p. 132.
Weil, p. 20.
Weld, p. 34.
Winckelried (Arnold de), p. 129.
Winterthur (Jean de), p. 130, 131, 140.
Witoduran, p. 131.
Wyss (G. de), p. 129.

Zähringen, p. 146.
Zschokke, H., p. 108, 180.
Zurlo, p. 16, 18.

Vu le 2 février 1939.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de Paris :*

J. VENDRYET.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Université de Paris.

*Pour le Recteur,
l'Inspecteur de l'Académie :*

G. RIMEY.

